

DE LA CONDITION LÉGALE DES SOCIÉTÉS ANONYMES ÉTRANGÈRES EN ÉGYPTÉ



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 15 Mars 1939, à 14 heures

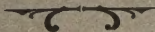
PAR

Ragai-Nour ELDIN

JURY :

Président : M. Jean PERCEROU, Professeur

Suffragants { M. AMIAUD, Professeur
 { M. ESCARRA, Professeur



LES PRESSES MODERNES

96, Galeries Beaujolais — Palais-Royal
PARIS (1^{re})

1939



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547906_0031

**DE LA CONDITION LEGALE
DES SOCIÉTÉS ANONYMES ÉTRANGÈRES EN ÉGYPTÉ**

DE LA CONDITION LÉGALE DES SOCIÉTÉS ANONYMES ÉTRANGÈRES EN ÉGYPTÉ



THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

le 15 Mars 1939, à 14 heures

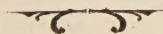
PAR

Ragai-Nour ELDIN

JURY :

Président : M. Jean PERCEROU, Professeur

Suffragants { M. AMIAUD, Professeur
 { M. ESCARRA, Professeur



LES PRESSES MODERNES

96, Galeries Beaujolais — Palais-Royal

PARIS (1^{er})

1939



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

Introduction

Depuis le milieu du siècle dernier, les sociétés, surtout les sociétés anonymes, sont appelées à jouer un rôle capital dans la vie économique des peuples. Avec la révolution industrielle, datant du début du 19^e siècle, avec le remplacement de l'atelier et de ses quelques artisans par l'usine, avec ses puissantes machines et ses milliers d'ouvriers, l'initiative individuelle s'est révélée incapable de satisfaire aux besoins, sans cesse grandissants, de la production.

La création des chemins de fer, l'organisation des grands services maritimes, l'exploitation complète des richesses du sol, le développement de l'électricité avec ses applications chaque jour plus nombreuses, le développement ultra-rapide des relations commerciales entre les divers pays, devaient réclamer le groupement des capitaux et l'effort collectif. Les sociétés, surtout les sociétés anonymes, répondaient parfaitement à ces exigences. Elles font appel à tous, et chacun peut concourir aux œuvres du progrès en apportant l'épargne dont il n'a pas besoin. L'avenir n'a pas pour la société la même incertitude qu'il a pour l'individu; elle échappe aux accidents et aux dangers qui menacent l'individu. La vie d'une société anonyme n'est pas liée à celle de ses actionnaires, elle se renouvelle tout en restant la même, et elle a la durée qui lui permet d'affronter les entreprises dont le succès doit se faire attendre.

C'est ce qui explique l'influence qu'ont exercée les sociétés dans toutes les branches de l'activité commerciale et industrielle. Elles ont largement contribué à la création, au

développement et même à une meilleure répartition des richesses.

Mais ces richesses, une fois acquises, il fallait songer qu'elles pouvaient, à leur tour, servir à la création de nouvelles richesses, que de nouvelles entreprises viendraient les solliciter, qu'un domaine plus large s'ouvrirait à leur activité. Il fallait trouver aux capitaux d'autres emplois, d'autres utilisations, d'autres débouchés.

Les sociétés par actions, surtout les sociétés anonymes, constituaient un moyen idéal pour la réalisation de ce nouveau but. Avec les moyens dont elles disposent, la rapidité et la facilité des moyens de communications, elles devaient vite étendre leur champ d'activité à plusieurs pays à la fois. Les frontières se sont effacées devant elles, et c'est souvent la même société qui, soit par elle-même, soit par ses filiales, va dans des pays différents développer le crédit, répandre les produits de ses usines, ou propager une invention nouvelle. Les capitaux vont chercher de nouveaux emplois, de nouvelles utilisations en dehors de leur pays d'origine; ils vont en chercher surtout dans les pays plus neufs ou d'un développement économique moins avancé qui les attirent en leur offrant de nouveaux débouchés. Si les ressources d'un pays, si son esprit d'épargne et d'initiative, se révèlent insuffisants pour réaliser les transformations industrielles qu'impose le progrès ou même pour mettre en valeur ses propres richesses, ce sont les autres pays qui lui font l'avance de leurs capitaux.

Si cette exportation des capitaux a commencé avec les placements en fonds d'Etat étrangers, elle s'est continuée et a progressé avec la création des sociétés industrielles et financières. Les sociétés par actions, en effet, constituent un moyen très commode et très efficace pour cette exportation des capitaux. Elles épargnent au capitaliste de s'expatrier et elles se chargent de porter les capitaux aux pays lointains

où les attirent les bénéfices à réaliser. C'est grâce aux sociétés par actions que s'opère cette migration des capitaux d'un point du monde à l'autre. Elles facilitent « cette communication plus intime des communautés anciennes riches en capitaux accumulés, avec des pays neufs, ou, pour parler plus exactement, de pays encore non pourvus de l'outillage moderne ».

On peut constater cette exportation des capitaux à peu près dans tous les pays très avancés au point de vue économique.

En France, le rôle des grands établissements de crédit a été, surtout avant la guerre, très important dans cette orientation donnée à l'emploi de l'épargne. L'importance de la part faite aux valeurs étrangères n'a cessé d'aller croissant (1). Dans un rapport présenté à l'assemblée nationale en 1875, M. Léon Bay estimait qu'avant la guerre de 1870, les valeurs étrangères détenues par les Français devaient atteindre 10 à 12 milliards. En 1908, M. Théry arrivait au chiffre de 38 milliards, et pour l'année 1913, MM. Germain Martin, Buffet et Landry adoptaient celui de 40 milliards. Comparée aux valeurs françaises possédées par les capitalistes français, la proportion aurait passé de 27 0/0 en 1880 à 36 0/0 en 1908. On admettait à la veille de la guerre, que presque la moitié du total des épargnes françaises était employée chaque année en valeurs étrangères. C'est à peu près vers tous les pays que se sont portés les capitaux français en Espagne, au Portugal, en Autriche, en Italie, et surtout en Turquie et en Russie.

Ce mouvement était commun à tous les pays qui avaient des disponibilités. Les capitaux anglais ont trouvé un large emploi dans les exploitations minières de l'Australie et de

(1) Voir à ce sujet, le livre de M. Leven : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*. P. 8 et suiv.

l'Afrique du Sud. Les capitaux belges et hollandais ont cherché des débouchés et de nouveaux emplois en Afrique et en Extrême-Orient. Il faut citer enfin l'Allemagne chez laquelle ce mouvement avait pris, du moins jusqu'à la grande guerre, un développement considérable sous les formes les plus variées et les plus habilement dissimulées.

Cette exportation des capitaux, hors de leur pays d'origine, malgré les critiques assez sérieuses dont elle a été l'objet (2), n'est pas sans conférer de grands avantages au pays auquel appartiennent ces capitaux. C'est une clientèle nouvelle que l'on assure aux nationaux de ce pays. Ce sont eux qui seront normalement appelés à diriger les entreprises nouvelles, et c'est à ce pays que l'on demandera les fournisseurs nécessaires. Il y a là un moyen de corriger, quand il existe, le déficit de la balance commerciale du pays auquel les capitaux appartiennent à l'origine. C'est l'influence de ce pays que l'on propage en même temps. En effet, l'influence économique et l'influence politique sont étroitement liées et la dernière doit normalement tirer profit des progrès faits par la première. Cet intérêt national explique, d'ailleurs, les rivalités et les luttes entre les grandes puissances pour obtenir l'avantage des concessions dans les pays neufs et moins avancés qui ont besoin de leur concours.

Mais si l'on arrête là l'examen de cette question, on risque de ne voir qu'un côté du problème. En effet, il faut de plus l'envisager d'un autre côté, du côté des pays, peut-on dire, importateurs des capitaux. Les avantages économiques et politiques que l'exportation des capitaux confère aux pays exportateurs, expliquent, en même temps, que la lutte des grandes puissances pour l'obtention des concessions dans les pays moins avancés et moins riches, le désir de

(2) Voir sur cette question, André Théry : *Des grands établissements du Crédit français avant, pendant et après la guerre*. P. 83 et suiv.

ceux-ci de réduire les capitaux étrangers établis chez eux, et de mettre fin à l'emprise étrangère, économique et politique, pour mieux assurer leur indépendance. S'il est indéniable que les capitaux étrangers contribuent largement au développement économique et industriel des pays importateurs des capitaux, et à les nantir de l'outillage moderne, il est par contre évident que ces pays ont un droit incontesté de demander que leurs richesses nationales soient exploitées par leurs nationaux. Ceux-ci ont le droit de réclamer que la concurrence étrangère soit supprimée ou du moins atténuée à leur égard, et que le législateur national intervienne pour leur permettre de soutenir victorieusement cette concurrence. Il serait parfait si les capitaux étrangers, une fois rempli leur rôle d'aide et de civilisation, se résignaient à céder la place qu'ils ont conquise à un moment où l'initiative et les capitaux nationaux faisaient défaut, en se contentant des bénéfices déjà réalisés.

Or, en pratique, les capitaux étrangers, une fois établis dans un pays, ne songent guère, tant qu'ils y réalisent des bénéfices, à le quitter, barrant ainsi indéfiniment la route à toute initiative nationale.

L'Egypte est à ranger parmi ces pays envahis par les capitaux étrangers. En effet, dès la fin du XIX^e siècle, l'Egypte a été signalée aux capitalistes étrangers comme un pays fertile et peuplé, et où il est très facile de s'enrichir. Avec la restauration des finances, l'organisation du système d'irrigation, la conquête à nouveau du Soudan égyptien, l'essor économique du pays commença à se dessiner. Les recettes budgétaires qui étaient en 1880 de L. E. 8,998,399, rentrant difficilement et laissant un déficit, s'élevèrent en 1888 à 9,661,436, en 1907, à 16,367,818 (3). Les prix des terrains agricoles et urbains augmentèrent d'année en année,

(3) *Revue Politique et Parlementaire*, 1910; p. 326.

et cette augmentation coïncidant avec une hausse très forte des prix du coton, apporta une extraordinaire prospérité (4). Cette grande prospérité amena un extraordinaire mouvement d'affaires. Les sociétés anonymes déjà établies dans le pays réalisèrent de très gros bénéfices, suivis par une hausse considérable de leurs titres (5).

Cette extraordinaire prospérité fut suivie d'une avalanche de capitaux étrangers cherchant un emploi dans ce nouvel « El Dorado ». L'Europe regorgeait de capitaux disponibles et sans emploi. L'Égypte prospère, réorganisée, mais manquant toujours des capitaux disponibles devait fatalement les attirer. De tous les côtés les capitaux étrangers affluèrent en Égypte. En 1897, le total du capital versé des sociétés anonymes opérant en Égypte, était de L. E. 13,885,000 (sans compter la Compagnie de Suez). Ce total s'élevait en 1907 à L. E. 87,176,000.

Cette avalanche de capitaux étrangers se traduisait par une augmentation du capital des sociétés anonymes déjà constituées, mais surtout par la création de nouvelles sociétés anonymes destinées à opérer en Égypte. Entre 1900 et 1907, pas moins de 160 nouvelles sociétés anonymes, représentant un capital autorisé de 43,335,000, ont été formées.

Les nouveaux capitaux étaient destinés surtout aux sociétés de crédit hypothécaire, et aux sociétés foncières. En effet, le total du capital versé des Banques Hypothécaires a passé de L. E. 5,968,000 en 1897 à L. E. 39,680,000 en 1907. De 1902 à 1907, plus de 80 0/0 de l'augmentation du total du capital versé des sociétés anonymes opérant en Égypte,

(4) Voir le livre de M. B. Crouchly : *The Investments of Foreign Capital in Egyptian Companies and Public Debt*; n° 12; p. 51 où il donne un tableau de la hausse des prix des terrains agricoles entre 1900 et 1905.

(5) *Référence précédente*, p. 52; où l'auteur donne quelques exemples de cette hausse.

était destiné à ces deux sortes de sociétés, laissant moins de 16 0/0 aux sociétés commerciales, industrielles, de transport, etc.. (6).

Le XIX^e siècle s'acheva avec 52 sociétés par actions de toutes natures : hypothécaires, banques, financières, foncières, de transports, terrestres et maritimes, des eaux, hôtelières, commerciales et industrielles. Dans la période de sept ans, c'est-à-dire en 1907, leur nombre est monté à 201 avec un capital de L. E. 102, 177, 532. A ce chiffre, il faut ajouter la somme de L. E. 12,148,951 qui comporte la réserve de 100 sociétés, les autres au nombre de 101, n'avaient pas de réserve (7). Ces sociétés étaient réparties d'après le tableau suivant :

*Tableau des Sociétés par actions travaillant en Egypte
au 31 décembre 1907*

Groupe	Nombre des Sociétés	Capital L. E.
Sociétés de Crédit Hypothécaire	5	40,024,647
Banques	6	4,463,425
Sociétés financières	21	2,522,361
Sociétés foncières urbaines	19	3,577,284
Sociétés foncières rurales	17	8,503,361
Sociétés foncières urbaines et rurales	15	4,211,279
Sociétés de transport : chemins de fer, tramways, omnibus, etc.	11	4,494,100
Navigation à vapeur	9	1,365,666
Sociétés des Eaux	3	980,635
Sociétés des Hôtels	9	1,632,824
Sociétés industrielles	46	23,899,826
Sociétés commerciales	9	1,210,939
Sociétés industrielles et commerciales	17	1,081,474
Sociétés diverses	14	4,219,799
Total	201	102,177,532

(6) Ces chiffres sont donnés par M. Crouchly : *The Investments of Foreign Capital in Egyptian Companies and Public Debt*; p. 53.

(7) Ces chiffres ainsi que le tableau ci-après, nous sont donnés par M. Zaki Abd-el-Motaal. Voir *Les Bourses in Egypte*. Thèse pour le doctorat. Paris, 1930; p. 111-112.

Groupe	Nombre des Sociétés	Capital L. E.
Sociétés égyptiennes	98	79,236,910
Sociétés anglaises	85	16,014,849
Sociétés belges	14	6,014,832
Sociétés françaises	4	675,941
Total	201	102,177,532

Ce capital comprend les sociétés dont le progrès intéresse directement l'épargne et le capital égyptiens, à savoir :

a) Les sociétés fondées exclusivement dans le but d'exploiter en Egypte une branche quelconque du commerce ou de l'industrie, tout en ayant à l'étranger des agences ou des filiales qui ont essentiellement pour but de faciliter les affaires entreprises en Egypte.

b) Les sociétés créées avec le concours des capitaux, tant égyptiens qu'étrangers, travaillant principalement en Egypte, que leurs titres se trouvent ou non en circulation en Egypte, qu'ils soient ou non cotés dans les marchés des valeurs égyptiennes, qu'ils aient été ou non offerts pour la souscription au public égyptien, en un mot, les sociétés « égyptiennes » par la situation de leur champ d'action.

Ont par conséquent été omises toutes les autres sociétés étrangères possédant des agences en Egypte, mais dont les affaires dans ce pays ne constituent qu'une partie minime de leur activité générale, n'ayant investi qu'une proportion relativement peu considérable de leur capital (8).

Mais il ne faut pas se laisser tromper par la nationalité de ces sociétés. Toutes ces sociétés, de nationalité égyptienne ou étrangère, étaient constituées à peu près entièrement par des capitaux étrangers. Celles parmi elles qui étaient de nationalité égyptienne, jouissaient de cette nationalité uniquement par le fait qu'elles étaient fondées en Egypte.

(8) Voir *Les Bourses en Egypte*; p. 112.

En effet, le Code Mixte considère comme (9) de nationalité égyptienne toutes les sociétés anonymes « fondées » en Egypte et cela, sans se soucier de l'origine des capitaux, ni de la nationalité du pouvoir directeur de l'entreprise. Toutes les sociétés qui sont considérées par le tableau précédent, comme de nationalité égyptienne, parce que fondées en Egypte, étaient en réalité étrangères par les capitaux qui les composaient, par la direction qui leur était donnée.

Cette ruée des capitaux vers l'Egypte, cet irrésistible mouvement de hausse n'ont pas tardé à provoquer en Egypte un mouvement de folle spéculation. « Peu après l'accord anglo-français du 8 avril 1904... Les capitaux affluèrent en Egypte... Pendant ce temps, des sociétés de plus en plus nombreuses étaient lancées. Leur objet véritable, souvent mal défini, consistait une fois au moins sur trois, dans l'achat, l'exploitation et la revente des terrains urbains ou ruraux. Le public souscrivait avec ardeur, sans prendre la peine de lire les statuts, alléché par les primes que la revente des nouveaux titres lui faisait gagner invariablement le lendemain de l'émission. Moyennant un versement insignifiant qui ne dépassait pas parfois 5 0/0 de la valeur nominale de l'action souscrite, un bénéfice atteignant 10 ou même 20 0/0 de cette même valeur, fut ainsi repris, réalisé. On conçoit donc que certaines souscriptions étaient couvertes 40 ou 50 fois... Le public n'était pas seulement alléché par le bénéfice qui pouvait résulter de la hausse. Il était attiré plus encore peut-être, par l'appât des parts de fondateurs dont la prospection réservait d'ordinaire une proportion, d'ailleurs assez faible, aux souscripteurs. Ceux-ci espéraient donc un double bénéfice et leur espoir fut rarement déçu, si grand

(9) Voir infra : La première partie; Chapitre II.

était l'enthousiasme et si irrésistible le mouvement de hausse sur toutes les valeurs anciennes et surtout nouvelles » (10).

Malgré les avertissements officiels répétés (11), et une intervention de la part du gouvernement (12), la fièvre spéculative ne faisait que monter, aboutissant finalement à l'effroyable crash de 1907 qui a failli briser net toute la structure économique de l'Égypte, trop hâtivement bâtie à l'époque. Beaucoup de sociétés anonymes récemment constituées entrèrent spontanément en liquidation. Cette liquidation portait surtout sur les sociétés anonymes de nationalité étrangère. Entre 1907 et 1914, pas moins de 46 sociétés (13) anonymes opérant en Égypte sont entrées en liquidation. Mais la crise n'est pas totalement responsable de tout ce nombre de liquidations. Un grand nombre d'entre ces liquidations était une suite à un arrêt de la Cour Mixte d'Alexandrie du 28 avril 1908. D'après cet arrêt (14), les sociétés anonymes fondées pour exercer leur activité uniquement en Égypte et qui y ont leur siège social réel (avec tous les attributs de ce siège) doivent être considérées comme de nationalité égyptienne et ne peuvent se constituer légalement qu'en vertu d'un décret royal. C'était un arrêt de mort pour les sociétés anonymes, constituées postérieurement à la décision du Conseil des Ministres du 2 juin 1906 (15), et qui se

(10) V. M. Arminjon : *La Crise Financière Égyptienne actuelle*. Revue des Deux Mondes; 1^{er} septembre 1907; p. 203.

(11) Voir *Foreign Investments in Egypt*, p. 62 où l'auteur cite les avertissements contenus dans les rapports de Lord Cromer des 1905 et 1906.

(12) Voir infra la première partie; p. 43-44.

(13) Voir le tableau complet de ces liquidations dans le livre de M. Crouchly : *The Investments of Foreign Capital in Egyptian Companies and Public Debt*; p. 66.

(14) Voir infra : La première partie; chapitre I.

(15) Voir infra : La première partie, p. 43.

sont enregistrées à l'étranger (surtout au « Register of joint stock Companies » de Londres) uniquement pour échapper aux dispositions rigoureuses de cette décision. Quelques-unes de ces sociétés avaient pu se reconstituer selon les exigences de la loi égyptienne, mais la plupart n'avaient pu le faire, vu les conséquences de la crise de 1907, et elles étaient acculées à la faillite. Sur six sociétés par actions déclarées en faillite, cinq ne s'étaient pas conformées aux formalités de la loi égyptienne; sur 24 sociétés par actions entrées en liquidation, 17 n'étaient pas également en conformité avec la loi égyptienne. Sur 38 sociétés par actions constituées en fraude de la loi égyptienne, six sociétés seulement ont pu se reconstituer sur une base légale et continuer leurs affaires en Egypte (16). Depuis cet arrêt, le nombre des sociétés anonymes, de nationalité étrangère, opérant en Egypte est en nette régression et cela, d'après le tableau suivant :

*Tableau de la Nationalité des Sociétés anonymes
opérant en Egypte*

Année	Egyptiennes	Anglaises	Belges	Françaises	Suisses	Total
1907	98	85	14	4		201
1911	104	38	16	7		165
1928	184	27	8	2	1	222
1932	204	29	7	2	1	243

Mais il est à remarquer que cette régression du nombre des sociétés anonymes étrangères ne signifie pas une régression équivalente des capitaux étrangers établis en Egypte. En effet, les sociétés anonymes considérées dans le tableau précédent comme de nationalité égyptienne, le sont uni-

(16) M. Papasion : *Annuaire de la Finance Egyptienne*, 1910; page 11.

quement par le fait qu'elles ont établi leur principal siège social en Egypte et qu'elles ont obtenu un décret royal d'autorisation. Mais en réalité, ces sociétés, comme nous l'avons vu, sont étrangères par les capitaux qui les composent et la direction à laquelle elles obéissent.

Nous ne nous croyons pas tenu d'entrer plus avant dans les détails de l'histoire de la crise de 1907. Ce qui nous intéresse, c'est qu'une conséquence directe de cette crise, a été que les années qui la suivirent immédiatement, marquèrent une assez grande liquidation des intérêts étrangers en Egypte. M. Crouchly (17) nous donne le chiffre de L. E. 8.222,000 comme représentant la liquidation des sociétés anonymes opérant en Egypte et composées de capitaux étrangers, dans la période allant de 1907 à 1914. Mais cette période de liquidation des intérêts étrangers ne fut que de courte durée. L'Europe qui avait refusé son crédit à l'Egypte, pendant un moment, ne tarda pas à revenir sur sa décision. En effet, les conséquences de la crise de 1907 auraient pu être beaucoup plus désastreuses si elles n'avaient été contre-balancées par le crédit additionnel consenti par l'Europe et surtout par la France. De 1907 à 1914, l'augmentation du capital des seules sociétés anonymes hypothécaires déjà constituées, s'élevait à L. E. 10,102,000. A la même période, la création de nouvelles sociétés anonymes (18) mit à la disposition de l'Egypte, une somme s'élevant à L. E. 14,889,000.

(17) *Investments of Foreign Capital in Egyptian Companies and Public Debt*; p. 66.

(18) Françaises : comme la Banque Française Commerciale et Agricole de l'Egypte (1910) et la Banque Hypothécaire Franco-Egyptienne; Anglaises : comme le Mortgage Compagny of Egypt; Franco-Belges : comme la Société de Crédit Hypothécaire Agricole et Urbaine d'Egypte (1908), etc.

Cette reprise d'importation des capitaux étrangers était si réelle, que c'est l'année 1914 qui marque l'apogée du capital étranger en Egypte. A cette date, les sociétés anonymes opérant en Egypte et entièrement sous le « contrôle » des capitaux étrangers, représentaient un capital de L. E. 92,089,000 réparti d'après le tableau suivant (19).

*Tableau des sociétés anonymes
composées de capitaux étrangers d'après la nationalité
de l'élément contrôlant dans chaque cas 1914 :*

Groupes	Angleterre	Franco	Belgique	Autres	Total
	L. E. 000	L. E. 000	L. E. 000	L. E. 000	L. E. 000
Sociétés Hypothé- caires	13,493	39,102	1,974		54,569
Banques et Sociétés Financières	3,788	1,485	381	341	6,000
Sociétés foncières .	2,765	1,237	8,330		12,332
Sociétés de trans- ports et des ca- naux (20)	2,724		2,495	514	5,733
Sociétés industriel- les, commerciales, etc., etc.	7,480	4,443	1,109	373	13,405
Total	30,250	46,267	14,294	1,228	92,039

Ce chiffre de L. E. 92,039,000 prend toute son ampleur lorsque l'on remarque que le « total » du capital versé de toutes les sociétés anonymes opérant en Egypte en 1914, est d'après les statistiques officielles de L. E. 100,152,000. Ainsi les intérêts étrangers contrôlaient 91 0/0 des capitaux investis dans les sociétés anonymes opérant en Egypte. Ce chiffre est établi sans compter la Compagnie de Suez dont le capital (16,218,000) est entièrement dans des mains

(19) Ce tableau nous est donné par M. Crouchly : *Investments of Foreign Capital in Egyptian Companies et Public Debt*; p. 72.

(20) En dehors de la Compagnie de Suez.

étrangères. De plus, le 9 0/0 qui restait n'était pas représenté par des capitaux purement égyptiens comme on peut être porté à le croire. Il est représenté dans une très large mesure, difficile à déterminer avec précision, faute de documents, par des capitaux étrangers investis sur place dans ces sociétés par des étrangers domiciliés en Egypte. La part représentant les capitaux purement égyptiens investis dans ces sociétés peut, quoique impossible à déterminer avec précision, être considérée comme à peu près nulle à cette époque, vu le manque total d'esprit d'initiative parmi les Egyptiens.

En plus des 91 0/0 des capitaux investis dans les sociétés anonymes égyptiennes, les capitalistes étrangers détenaient pratiquement toute la Dette Publique Egyptienne (21) (98 millions de L. E. environ) plus un demi million de L. E. souscrites en Angleterre pour un emprunt à la Municipalité d'Alexandrie.

Ces chiffres sont donnés sans compter les très grosses sommes investies en Egypte par les filiales et agences des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte : sociétés industrielles, telles que Lebon et C^o fournisseurs de gaz et d'électricité pour les villes principales (Roux (22) estime les intérêts en Egypte de ces sociétés dans les environs de 4 millions de L. E.), banques étrangères, succursales et agences des sociétés de commerce étrangères, sommes investies en Egypte par des Sociétés d'assurances étrangères y opérant (Cressaty évalue à L. E. 1,500,000 le montant des dettes hypothécaires dues à ces sociétés; elles possédaient en plus d'importants blocs d'immeubles). A ces chiffres il faut ajouter les capitaux étrangers investis en Egypte en dehors des

(21) M. Crouchly nous donne le pourcentage de 90 % comme représentant la partie de la Dette Publique détenue à l'étranger en 1914. Voir son livre p. 169.

(22) Charles Roux : Les Capitaux Français en Egypte, 1910.

sociétés anonymes, nationales ou étrangères telles que : terrains urbains ou ruraux possédés par des étrangers en Egypte, dettes hypothécaires dues aux individus étrangers (les seuls capitaux français investis de cette manière sont estimés par Roux à 15,000,000 francs = L. E. 600,000); sommes que les banques, vu l'absence relative des dépôts locaux, étaient obligées d'obtenir à l'étranger (estimées par Papasian à L. E. 4,000,000 (23), et enfin les crédits accordés par les négociants étrangers au commerce local sous forme de délais accordés pour les paiements des marchandises importées. (Tandis que le commerce d'exportation était strictement fait au comptant, le commerce d'importation avait pour base le crédit, allant de 60 à 90 jours (24).

Ainsi, les vingt années qui ont précédé la grande guerre marquèrent une fantastique ruée des capitaux étrangers vers l'Egypte. Pratiquement, le « contrôle » total de l'industrie et du commerce égyptiens était entre les mains des capitalistes étrangers.

Que le capital étranger ait eu une influence décisive sur le développement du pays, le fait est indéniable. En vingt ans, le commerce étranger a été triplé, la population a passé de 9,069,000 habitants à 12,292,200, le pays a été nanti d'un système d'irrigation qui est peut-être le plus parfait qui soit au monde, le nombre des propriétaires agricoles a passé de 864,779 en 1899 à 1,563,723 en 1914 (25).

Mais il y a l'autre face du problème. Les deux tiers de ces capitaux étrangers ont été engagés dans des prêts hypothécaires engageant ainsi la majeure partie de la propriété

(23) Cressaty (Comte) : *L'Egypte d'Aujourd'hui*, 1912.

(24) Papasian : *Opérations de Change au point de vue de sa balance actuelle en Egypte*, 1911.

(25) Crouchly : *Investments of Foreign Capital in Egyptian Companies and Public Debt*, p. 73.

immobilière du pays. En 1914 on estimait le total des dettes hypothécaires à la charge de l'Egypte à 66 millions de livres égyptiennes, constitués à peu près totalement par l'étranger. Le montant des intérêts et dividendes dus par l'Egypte à ses créanciers étrangers était déjà évalué en 1910 à huit millions et demi de L. E. per annum (26). Pour se libérer, l'Egypte devait payer chaque année, en plus de cette somme, une partie des dettes à sa charge. Or, d'après la balance commerciale de l'époque, il résulte que l'Egypte ne payait même pas les intérêts de ses dettes. Elle convertissait une partie de ces intérêts en de nouvelles dettes à sa charge, de façon que celle-ci augmentait continuellement.

La situation était donc, à la veille de la guerre, pour le moins très inquiétante, voire dangereuse. Même si l'Egypte, avec un effort désespéré, était arrivée à équilibrer ses dépenses et ses moyens, il lui aurait fallu de très nombreuses années de grande prospérité, accompagnées de grandes privations pour arriver à se libérer des dettes contractées au cours de son développement.

Mais par bonheur, la grande guerre lui a fourni une occasion inespérée de se libérer, du moins partiellement.

En effet, la déclaration de guerre eut pour effet immédiat de restreindre la ruée des capitaux étrangers vers l'Egypte. Les capitaux appartenant à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie furent les premiers à subir l'effet de la guerre. Les sociétés anonymes composées de capitaux appartenant à ces pays, furent saisis en tant que présentant un caractère ennemi (27). Le « Journal officiel » pour 1915 et 1916 ne mentionne pas moins de 17 sociétés et de 62 autres

(26) Papasian : *Les opérations de change au point de vue de sa balance actuelle en Egypte*, 1911. Cette somme comprend, les intérêts de la Dette Publique.

(27) Voir infra : La première partie; chapitre II, Section II.

entreprises saisies et mises en liquidation comme présentant ce caractère ennemi (28). Parmi ces sociétés, figure le « Deutch-Orient Bank », une des plus grandes banques commerciales dans le pays avant la guerre.

Ces mesures devaient naturellement amener une baisse dans le total du capital versé des sociétés anonymes opérant en Egypte. Ce total qui a monté continuellement depuis 1883, jusqu'à un maximum de L. E. 100,152,490 en 1914 (le capital de la Compagnie de Suez non compris), accusait déjà une faible baisse en 1915 à L. E. 99,762,350, et a continué à baisser depuis, sans interruption jusqu'à L. E. 85,280,000, en 1926 (29). Cette baisse représente tout au moins des capitaux étrangers qui ont cessé d'être employés en Egypte.

Mais il y eut d'autres conséquences de la guerre, plus lointaines sans doute, mais revêtant une bien plus grande importance.

Tout d'abord, la grande guerre eut pour effet de donner à l'Egypte, pendant la période qui s'étend de 1914 à 1926, la plus grande prospérité que notre pays ait connue. Les prix du coton, récolte principale du pays, augmentèrent d'une façon inattendue, vu les grosses demandes sur cette matière occasionnées par la guerre. La valeur de la récolte cotonnière passa de L. E. 32 millions en 1913 à L. E. 107 millions en 1920. Cette situation fut renforcée par le fait qu'il était impossible pour l'Egypte de contracter de nouvelles dettes pendant toute la durée de la guerre, les importations en capitaux ou en marchandises étant complètement interrompues. La balance commerciale de l'Egypte, du 1^{er} jan-

(28) Voir Crouchly, p. 77.

(29) Voir le tableau donné plus loin.

vier 1914 au 31 décembre 1919, laisse un excédent en sa faveur d'environ L. E. 139.433.000. De cette somme, il faut déduire environ 45 millions de livres représentant les intérêts, pendant cette même période, du capital étranger investi dans le pays. Le bénéfice net de l'Egypte se chiffre donc pendant cette période à L. E. 95 millions.

De cette somme une grande partie a servi aux paiements des dettes hypothécaires de l'Egypte, entraînant ainsi une réduction des capitaux étrangers employés en Egypte. Au premier abord, il paraît paradoxal qu'une période de telle prospérité coïncide avec une réduction marquée du capital investi dans les sociétés anonymes opérant en Egypte. Mais en réalité, la réduction même de ce capital est un signe de prospérité, puisque cette réduction représente la réduction des dettes hypothécaires à la charge de l'Egypte. En effet, les sociétés hypothécaires et foncières, se trouvant avec un excédent de capital représentant les dettes payées et qui ne trouvent pas d'emploi immédiat en Egypte, étaient forcées de réduire leur capital social. Cette réduction du capital était très marquée surtout en ce qui concerne les sociétés anonymes égyptiennes composées entièrement de capitaux étrangers. M. Crouchly (30) nous donne le chiffre de L. E. 24.133.000 comme représentant le total des réductions du capital étranger investi dans des sociétés anonymes égyptiennes. De plus, une autre grande partie du bénéfice net réalisé par l'Egypte pendant la guerre a été utilisée pour alimenter sur place les opérations bancaires, commerciales et industrielles. Ainsi les entreprises opérant en Egypte, trouvant ces disponibilités sur le marché égyptien, n'étaient plus obligées de demander les capitaux nécessaires à

(30) Voir son livre, p. 83 où il donne un tableau complet de ces réductions.

l'étranger. Cette participation des capitaux locaux dans le financement des nouvelles entreprises opérant en Egypte, est très marquée entre 1914 et 1933. Mais cette participation des capitaux locaux ne veut pas dire que tout capital étranger soit exclu du financement de ces nouvelles entreprises. Tout au contraire, le capital étranger continue à jouer un grand rôle dans ce financement, mais l'élément nouveau c'est que le capital local commence à faire sentir son influence. Entre 1914 et 1933 sur 153 sociétés anonymes représentant un capital de L. E. 12.981.000, 51 sont constituées à l'aide de capitaux étrangers, les autres 102, représentant un capital versé de L. E. 8.384.000 sont entièrement constituées avec des capitaux locaux. Il est, de plus à noter que pour la constitution des 51 sociétés anonymes précédentes, les capitaux locaux ont, très souvent, été associés avec les capitaux étrangers (31).

Enfin une grande partie du bénéfice réalisé par l'Egypte pendant la grande guerre, a été utilisé à acquérir des titres des sociétés anonymes opérant en Egypte. Ce mouvement a été très accentué en ce qui concerne surtout les titres de la Dette Publique Egyptienne, le pourcentage des titres de cette Dette détenus à l'étranger qui était en 1914 de 90 % a passé à 41 % en 1934 (32). Il est évident que ce réveil de l'épargne égyptienne est de nature à diminuer le total des capitaux étrangers investis en Egypte.

Une autre conséquence très importante de la grande guerre a été la naissance d'un mouvement économique nationaliste. Parallèlement au mouvement politique nationaliste qui a vu naître et se développer en Egypte les années qui suivirent immédiatement la grande guerre, un mouve-

(31) Voir : *Investments of Foreign Capital in Egyptian Companies et Public Debt*, p. 89, où l'auteur donne un tableau complet du financement des sociétés anonymes constituées entre 1914 et 1933.

(32) Chiffres donnés par M. Crouchly, voir son livre : p. 169.

ment économique nationaliste a commencé à faire sentir son influence. Les Egyptiens commencèrent à *réaliser* que pour mieux assurer leur indépendance politique, il fallait d'abord assurer l'indépendance économique de l'Egypte. Ils comprirent qu'il leur fallait mettre leurs économies à la disposition des entreprises purement égyptiennes afin de permettre à celles-ci de soutenir victorieusement la concurrence étrangère. C'est à ce mouvement que la Banque Misr, société anonyme purement égyptienne, doit, dans une large mesure, le succès éclatant qu'elle a obtenu. Créée en 1920, avec un capital émis de L. E. 80.000, elle a augmenté très rapidement son capital et son importance. Au 31 décembre 1933, son capital entièrement versé, s'élevait à L. E. 1 million, ses réserves à L. E. 794.697, et le montant des dépôts, purement égyptiens, à L. E. 8.944.494. C'est ce mouvement qui a permis le succès de la création, sous les auspices de la Banque Misr, d'une série (33) de sociétés anonymes industrielles et commerciales, constituées uniquement avec des capitaux purement égyptiens et destinés à lutter contre l'ingérence étrangère excessive dans le commerce et l'industrie égyptiens.

Tous ces éléments réunis ont contribué à réduire le total des capitaux étrangers employés en Egypte. Nous avons déjà noté la baisse qu'a subie la part détenue à l'étranger des titres de la Dette Publique Egyptienne. Le total du capital versé des sociétés anonymes opérant en Egypte et constituées à l'aide de capitaux étrangers, a régressé de L. E. 91.591.000 en 1914 à L. E. 81.335.000 en 1933; la proportion de ce capital par rapport au total du capital versé de toutes les sociétés anonymes opérant en Egypte a passé de 91 % en 1914 à 86 % en 1933. Cette somme de L. E. 81.335.000 était répartie en 1933 d'après le tableau suivant :

(33) Voir la liste détaillée de ces sociétés dans: *Cours d'Economie Politique*, de M. Zaki Bad-El-Motaal, Le Caire, 1937, p. 277.

Tableau des Sociétés anonymes comprenant des capitaux étrangers d'après l'élément
contrôlant dans chaque cas. Capital versé 1933 ⁽³⁴⁾ ⁽³⁵⁾.

GROUPES	ANGLAISES		FRANÇAISES		BELGES		SUISSES		ITALIENNES		AUTRES		TOTAUX	
	N°	L. E. 000	N°	L. E. 000	N°	L. E. 000	N°	L. E. 000	N°	L. E. 000	N°	L. E. 000	N°	L. E. 000
Sociétés hypothécaires	2	9.724	3	34.346	»	»	1	240	»	»	»	»	6	44.310
Banques et Sociétés financières.....	1	2.925	2	245	2	580	»	»	3	1.335	»	»	8	5.085
Sociétés foncières...	10	2.451	»	»	7	4.280	»	»	2	34	»	»	9	6.457
Sociétés de transport	4	2.734	»	»	4	1.133	»	»	1	120	1	458	10	4.445
Sociétés industrielles et commerciales...	28	14.086	11	4.172	5	658	7	1.139	5	434	10	291	6	20.789
TOTAL.....	45	31.900	15	38.763	18	6.651	8	1.379	11	1.923	11	749	109	81.365

(34) Ces chiffres ne comprennent pas la Compagnie de Suez.

(35) Ce tableau est donné par M. Crouchly dans son livre, p. 95.

La France et l'Angleterre sont donc toujours de loin les deux pays qui ont le plus d'intérêts en Egypte. La France tient toujours la tête de la liste avec L. E. 38.763.000, malgré une baisse assez sensible (en 1914, les capitaux français investis dans les sociétés anonymes opérant en Egypte s'élevèrent à L. E. 46.297.000).

Les intérêts anglais ont tout au contraire augmenté entre 1914 et 1933, en passant de L. E. 30.250.000 à L. E. 31.900.000. Quant à la Belgique, ses intérêts accusent une forte baisse (de L. E. 14.294.000 en 1914, ces intérêts atteignent en 1933 seulement le chiffre de L. E. 6.651.000). Les intérêts suisses par contre ont acquis une grande importance. Mais c'est surtout en ce qui concerne les intérêts italiens que le développement a été très rapide et très accentué. Actuellement, deux grandes banques, deux sociétés foncières, cinq sociétés commerciales et industrielles sont entièrement sous le contrôle italien.

Parallèlement à cette baisse générale dans les capitaux étrangers investis dans les sociétés anonymes opérant en Egypte, on constate une augmentation des capitaux locaux investis dans ces mêmes sociétés. En effet, le total du capital versé des sociétés anonymes égyptiennes constituées uniquement à l'aide de capitaux locaux, a passé de L. E. 8,711,000 en 1914 à L. E. 14,906,000 en 1933. Mais ce chiffre ne doit pas nous faire illusion. S'il représente les capitaux « locaux » investis dans les sociétés anonymes opérant en Egypte à cette date, cela ne veut pas dire qu'il représente uniquement des capitaux « égyptiens ». En effet, les capitaux locaux comprennent dans une très large mesure difficile à déterminer, en plus des capitaux purement égyptiens, des capitaux appartenant à des étrangers domiciliés en Egypte. On serait donc simplement arrivé à remplacer les capitaux étrangers, venant de l'étranger, par des capitaux

étrangers venant de l'intérieur du pays, et si ce changement amélioré théoriquement, la situation de la balance commerciale de l'Egypte, la situation n'en reste pas moins en fait à peu près la même qu'avant la guerre.

En somme, la situation pouvait se résumer en 1933 (36) comme suit :

Sur 243 sociétés anonymes opérant en Egypte et représentant un capital de 96.244.000, 204 étaient de nationalité égyptienne, 29 de nationalité anglaise, 7 de nationalité française, 2 de nationalité belge et une de nationalité suisse. Parmi ces sociétés, 109 représentant un capital de 81.365.000 (86 % du total) étaient entièrement sous le « contrôle » des capitalistes étrangers. Les autres, 134 sociétés anonymes représentant L. E. 14.906.000 (14 % du total) étaient constituées entièrement à l'aide de capitaux locaux, capitaux qui comprennent, en plus des capitaux purement égyptiens, des capitaux appartenant à des étrangers domiciliés en Egypte.

La nationalité de ces sociétés anonymes ne doit donc pas nous faire illusion. La plupart d'entre elles sont de nationalité égyptienne, uniquement parce qu'elles sont « fondées en Egypte », mais toutes, à peu près, sont étrangères par les capitaux qui les composent et par la direction à laquelle elles obéissent. Seules, parmi elles, la Banque Misr et ses filiales, dont le capital versé se chiffre à environ 3 millions de livres, peuvent être considérées comme véritablement égyptiennes.

Si l'on ajoute au chiffre précédent de L. E. 81.365.000, la part des titres de la Dette Publique détenue à l'étranger (M. Crouchly évalue cette part en 1933 à 41 % du montant

(36) Nous ne pouvons malheureusement, faute de documents parus, donner des indications concernant les cinq dernières années.

total), et les capitaux étrangers investis en Egypte en dehors des sociétés anonymes (37), on doit arriver à la conclusion que toute l'industrie et le commerce égyptiens sont pratiquement entre les mains étrangères et cela malgré la légère amélioration de la situation constatée après la grande guerre.

Il est évident que l'on ne saurait trop insister sur les inconvénients, voire les dangers économiques qu'une telle situation comporte pour l'Egypte. Ces dangers sont d'autant plus réels que les deux tiers des capitaux étrangers investis en Egypte, sont, comme nous l'avons vu, placés dans des prêts hypothécaires, engageant ainsi toute la richesse immobilière de l'Egypte (considéré comme un pays agricole).

Tous ceux qui ont étudié cette question sont d'accord sur le danger d'un tel état de choses (38). Une semblable situation ne peut se prolonger indéfiniment; il faut que les capitaux étrangers se résignent à céder la place qu'ils ont acquise à un moment où toute initiative nationale faisait défaut, qu'ils se contentent des bénéfices déjà réalisés. Un tel état de choses était peut être supportable en Egypte tant que celle-ci était un pays vassal et dépourvu de toute civilisation; mais il constitue actuellement un lourd obstacle pour un pays jeune et animé du désir de progrès. Les progrès réalisés dans ce domaine, par la création de quelques sociétés purement égyptiennes, sont insuffisants. Il faut que les intérêts purement égyptiens soient représentés dans toutes les branches de l'industrie et du commerce et qu'on ne laisse pas la vie économique du pays entre les mains des

(37) Le montant de ces capitaux peut, avec quelques modifications, continuer à être calculé comme en 1914, v. Crouchly (p. 73-74).

(38) Voir à ce sujet M. Zaki-Abd-El-Motal (*Cours d'économie politique*. Le Caire, 1937, p. 277 et suiv.).

étrangers qui rejettent au second plan les intérêts de l'Égypte pour ne considérer avant tout que leurs propres intérêts.

Malgré les efforts du gouvernement égyptien, toute intervention de sa part pour modifier cette situation, devait fatalement échouer, étant donné l'existence en Égypte du régime des capitulations. L'existence de ce régime empêchait toute intervention législative en cette matière, en vue d'exercer la surveillance qui s'imposait en Égypte, à l'égard des sociétés anonymes étrangères, et surtout à l'égard des capitaux étrangers investis dans les sociétés anonymes égyptiennes. Les garanties (39) qu'assurait ce régime aux étrangers, rendaient impossibles de telles mesures en Égypte, et jusqu'à l'abolition du régime des capitulations, en mai 1937, les capitaux étrangers jouissaient de l'entière liberté de s'établir en Égypte, sans avoir à se soumettre à aucune surveillance (40) de la part des autorités égyptiennes.

Avec l'abolition du régime des capitulations, et avec la proclamation de la souveraineté législative complète de l'Égypte (41), le législateur égyptien peut actuellement édicter les mesures de surveillance et de contrôle qu'on n'a cessé de réclamer en Égypte.

Comment utiliser ce nouveau pouvoir ?

On pourrait être porté, étant donné l'énormité des intérêts étrangers investis en Égypte, à préconiser le recours à des solutions extrêmes. Cette manière de considérer les choses peut être appuyée par le fait que l'Égypte, sans une intervention énergique de la part du législateur égyptien, ne pourrait se libérer des dettes contractées pendant son

(39) Voir *infra* : 2^e partie. Chap. 1.

(40) Il nous faut pourtant signaler la décision du conseil des ministres du 9 juin 1927 tendant à assurer la représentation des intérêts égyptiens dans les sociétés anonymes de nationalité égyptienne. Voir *infra* : Première partie. Chap. II, section II.

(41) Voir *infra*, 3^e partie, Chap. 1.

développement qu'après de nombreux efforts désespérés et de longues privations dont personne ne saurait calculer les répercussions sur le pays.

Nous ne partageons pas cette manière de voir. Tout au contraire, nous nous efforcerons dans cet ouvrage d'écarter toute solution extrême. Nous considérons, en effet, que tout excès de nationalisme en cette matière, se retournerait, tôt ou tard, contre les intérêts de l'Egypte. L'Egypte a besoin, du moins pour le moment, des capitaux étrangers établis sur son marché, et qui jouent comme nous l'avons vu, un rôle d'une extrême importance dans la vie économique du pays. La brusque disparition de ces capitaux du marché égyptien ne peut que nuire aux intérêts vitaux du pays, étant donné le déséquilibre que cette disparition risquerait de causer, et l'impossibilité dans laquelle serait l'Egypte de remplacer immédiatement, par des capitaux égyptiens, les capitaux disparus. Nous sommes entièrement convaincu que le remplacement des capitaux égyptiens doit s'opérer progressivement et qu'il doit provenir du développement de l'épargne et de la production nationales. Le rôle du législateur égyptien consiste à ne pas brusquer ce remplacement; il doit se borner à exercer la surveillance étroite qui s'impose en Egypte, comme dans tout Etat moderne, à l'égard des sociétés étrangères opérant dans le pays, et surtout à l'égard des capitaux étrangers investis dans les sociétés égyptiennes. Il doit, en plus, intervenir pour permettre au commerce égyptien de soutenir victorieusement la concurrence étrangère. En un mot, le rôle du législateur égyptien doit se borner à préparer simplement le terrain au remplacement des capitaux étrangers établis en Egypte par des capitaux égyptiens. Sa ligne de conduite doit être déterminée par l'énormité même des intérêts étrangers en Egypte. Tout acte non approprié de sa part peut risquer, en provoquant la liquidation des

intérêts étrangers, de rompre l'équilibre économique égyptien.

Mais cela ne veut pas dire que l'on devrait laisser, comme par le passé, aux capitaux étrangers l'entière liberté de s'établir selon leur désir en Egypte et sans avoir à se soumettre à aucune surveillance de la part des autorités égyptiennes. Tout au contraire il nous semble qu'en Egypte, comme d'ailleurs dans tout état moderne, c'est une question vitale de ne pas se voir réduit par les capitaux étrangers établis sur son territoire, à l'état d'un pays vassal d'autres pays. Nous sommes d'avis que le législateur égyptien doit prendre, dans cette intention, certaines précautions, certaines mesures de surveillance et de contrôle à l'égard des capitaux étrangers établis sur le marché égyptien.

Quelles sont ces mesures et ces précautions à prendre ?

Notre ouvrage n'a pas d'autre prétention que d'essayer de répondre à cette question. Il a pour titre « La condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte », (parce que cette forme de sociétés est celle que les capitaux étrangers ont principalement utilisée pour s'établir en Egypte), et comprendra trois parties :

- 1^o) De la nationalité des sociétés anonymes en Egypte;
- 2^o) De la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations;
- 3^o) De la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte après l'abolition du régime des capitulations.

Puisse ce modeste travail contribuer à projeter quelque lumière sur cette question si complexe et si délicate.

La réalisation de cet espoir serait pour nous la meilleure récompense de nos efforts.

PREMIERE PARTIE

*De la nationalité
des sociétés anonymes en Egypte*

CHAPITRE PREMIER

INTERET DE LA QUESTION

Le développement des relations commerciales, l'essor industriel qu'a vu naître le siècle dernier, et la multiplication des sociétés, surtout les sociétés anonymes, ont donné une importance considérable aux questions, nombreuses et délicates, relatives à la condition légale des sociétés en dehors de leur pays d'origine.

On sait qu'il existe dans tous les pays des lois sur les sociétés qui diffèrent par le libéralisme ou la rigueur de leur réglementation. Certaines d'entre elles laissent une part très large à l'initiative individuelle et n'y appartiennent guère d'entraves. Certaines autres, animées d'une certaine méfiance à l'égard des sociétés, se montrent plus rigoureuses. A quelles sociétés s'appliquent les lois d'un pays déterminé ? Quel rapport doit-il y avoir entre un Etat et une société, pour que celle-ci ait à obéir aux dispositions légales édictées par cet Etat ? La société a-t-elle des attaches avec plusieurs Etats à la fois ; doit-elle satisfaire à plusieurs lois ou lui suffit-il d'obéir à une seule ? Quelle est cette dernière ? Quelles sont les sociétés qui, tout en exerçant leur activité dans un pays, peuvent, en invoquant leur qualité d'étrangères, bénéficier d'une autre législation ? Quelles sont au contraire les sociétés qui peuvent revendiquer les droits reconnus aux nationaux ?

Ces questions se posent de la même façon pour les sociétés et pour les individus. Pour connaître la situation juridique d'un individu, ses capacités, son aptitude à accomplir les actes de la vie sociale, il faut préciser le pays auquel il appartient. Ce problème est celui de la nationalité. Il est plus difficile à résoudre en ce qui concerne les sociétés parce que le plus souvent, comme c'est le cas en France, la loi reste muette à cet égard.

Si le problème est difficile, il est aisé d'en montrer l'importance. Une société est nulle ou valable suivant qu'elle se rattache à un pays ou à un autre, les différentes lois, comme nous l'avons dit, n'ayant pas les mêmes exigences, les mêmes formalités. C'est d'après le pays auquel elle se rattache qu'une société peut réclamer les droits reconnus aux nationaux ou au contraire subir les restrictions imposées aux étrangers. En un mot, c'est d'après la nationalité de la société que se détermine le régime qui lui est applicable. C'est à cette conclusion qu'aboutit le Congrès international des sociétés par actions tenu à Paris en 1889 (1). On a cru d'abord devoir distinguer deux questions : 1° Quelle est la nationalité de la société ? 2° Quelle est la loi qui lui est applicable ? Mais l'on s'est aperçu vite que c'était la première de ces deux questions qui avait le plus d'importance et que sa solution dépendait, dans une large mesure, de solution de la seconde. Connaître la nationalité de la société c'est connaître la loi qui lui est applicable. La deuxième question voulait seulement indiquer que la société peut parfois être obligée d'obéir à une loi étrangère et cela en raison des opérations qu'elle poursuit.

Cette question de la nationalité des sociétés a été encore discutée au Congrès des sociétés par actions tenu à Paris

(1) Voir le compte rendu du Congrès International des Sociétés par actions de 1889, p. 230 et suivants.

en 1900, dont voici la résolution concernant ce sujet : « La nationalité d'une société par actions doit être déterminée par le pays où elle a son principal établissement, ou par le pays de son siège social réel fixé par les statuts ».

L'Institut de Droit International, dans sa session de Hambourg de 1891, s'est occupé de cette question et a cru trouver sa solution dans la résolution suivante : « On doit considérer comme pays d'origine d'une société par actions, le pays dans lequel elle a établi sans fraude son siège social ».

Même après la guerre, qui devait renouveler toutes les idées acquises sur cette question, la Conférence Internationale du Commerce, tenue en 1916 admettait encore que « toute société par actions, ayant son siège social réel dans un Etat de l'Entente, doit être considérée comme société nationale, et soumise comme telle aux lois sur les sociétés ».

Ce principe de la possibilité de l'application de la notion de la nationalité des sociétés, du moins anonymes, trouve une consécration expresse et nette dans le Code égyptien mixte et indigène. L'article 41-47, Code de Commerce indigène et mixte, en décidant que : « Les sociétés anonymes qui se fonderont en Egypte seront toutes de nationalité égyptienne et devront y avoir leur principal siège social », se prononce nettement en faveur de la possibilité de l'application de la notion de nationalité aux sociétés, du moins aux sociétés anonymes. Cela nous évitera d'ailleurs le soin d'entrer dans les détails d'une discussion, soulevée à propos de la grande guerre, sur la possibilité de l'application de cette notion de nationalité aux sociétés. Certains auteurs ont cru pouvoir écarter cette application, en invoquant une certaine impossibilité d'adaptation, une certaine antinomie

entre l'idée de la nationalité et les personnes fictives que sont les sociétés (2).

Ils invoquaient de plus l'inconvénient grave et le véritable danger, qui résultent parfois de l'attribution aux sociétés d'une nationalité autre que celle de ceux qui la composent ou la dirigent. D'ailleurs, comme l'a très bien montré M. Leven (3), cette discussion s'arrête aux termes à employer et, du moment que l'on accepte la notion de la personnalité morale, notion qui tient un rang considérable dans le droit moderne, et que l'on attribue cette personnalité aux sociétés, il faut convenir qu'il doit exister entre la personne morale, qu'est la société, et un Etat déterminé, certaines attaches, que même les ennemis de l'application de la notion de la nationalité aux sociétés, ne nient pas. Que l'on appelle ces attaches la nationalité de la société ou qu'on leur donne une autre dénomination, peu importe du moment que tout le monde est d'accord sur leur existence. Cette discussion ne peut avoir lieu en droit égyptien puisque, comme nous l'avons vu, la loi égyptienne s'est prononcée nettement en faveur de la possibilité de l'application de la notion de nationalité aux sociétés, du moins aux sociétés anonymes.

Cette question de savoir si une société anonyme est nationale ou étrangère revêt-elle en Egypte l'importance qu'elle revêt ailleurs ? Il faut répondre par l'affirmative. Cette question a même plus d'importance en Egypte qu'ailleurs, et cela à cause de grand nombre des sociétés anonymes exerçant leur activité en Egypte et dont les membres ou

(2) Voir M. Thaler. Article de la Revue politique et parlementaire, année 1917, page 297 et suiv.

(3) Voir son livre *« De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France »*, p. 27 et suiv.

les fondateurs sont, au moins partiellement, étrangers. Quelle est la nationalité de ses sociétés ?

Sous le régime des capitulations, de la réponse à cette question dépendait la condition légale des sociétés anonymes en Egypte et même leur existence légale.

En premier lieu, connaître la nationalité d'une société anonyme, opérant en Egypte sous le régime des capitulations, c'était connaître si cette société devait ou non jouir de ce régime. Les capitulations, comme on le verra plus loin (4), consistaient en une série de garanties et de privilèges accordés en Egypte aux étrangers qui les soustrayaient dans une très large mesure à la souveraineté égyptienne. Les plus importantes de ces garanties étaient au nombre de deux. La première était la garantie législative qui assurait aux étrangers de se soustraire à l'application des lois égyptiennes, sauf à celles approuvées par les puissances capitulaires. La seconde était la garantie de juridiction qui assurait aux étrangers, la faculté de n'être soumis en Egypte qu'à la juridiction de leur consul, et plus tard à la juridiction mixte. Il y avait, donc grand intérêt à connaître la nationalité des sociétés anonymes opérant en Egypte sous ce régime, puisque de cette nationalité dépendait la loi applicable à la société et la juridiction compétente pour juger ses litiges.

En second lieu, de la nationalité des sociétés anonymes dépendait leur existence légale en Egypte. La loi égyptienne reste encore fidèle à la règle de l'autorisation préalable pour la constitution des sociétés anonymes. L'article 40/46 Code de Commerce indigène et mixte, est conçu dans les termes suivants : « La société anonyme ne peut exister qu'en vertu d'un Firman royal qui approuve les conditions

(4) Voir infra : La deuxième partie. Chapitre 1.

contenues dans l'acte de société et qui autorise son installation ». Cet article s'applique seulement aux sociétés anonymes égyptiennes. Les sociétés anonymes étrangères n'avaient pas à satisfaire aux formalités de la loi égyptienne, et, du moment qu'elles étaient légalement constituées d'après leur loi d'origine, qui était généralement plus libérale que la loi égyptienne, elles étaient de plein droit reconnues et admises à la vie juridique en Egypte (5). Il y avait donc intérêt à savoir qu'en Egypte une société anonyme déterminée était de nationalité égyptienne, et par conséquent nulle, pour qu'elle n'ait pas obtenu l'autorisation préalable, ou de nationalité étrangère, et par conséquent valable, même si elle n'avait pas obtenu cette autorisation, l'article 40/46, comme nous l'avons dit, ne lui étant pas applicable.

Après l'abolition du régime des capitulations, par la convention de Montreux de mai 1937, on peut se demander si le problème de la nationalité des sociétés anonymes garde ou non l'intérêt qu'il avait avant cette abolition. Pour répondre à cette question, il faut d'abord tenir compte des changements qu'ont apportés ces conventions, changements auxquels nous consacrons une partie de notre ouvrage (6). Pour le moment, qu'il suffise de dire que l'innovation principale de ces conventions a été l'abolition du régime des capitulations, sur lequel était basée la condition légale des étrangers en Egypte; et la détermination de cette condition par une législation égyptienne éventuelle, qui devrait être en accord avec les règles du droit international privé général.

Cette innovation enlève à la question de connaître, en Egypte, la nationalité des sociétés anonymes, une part de

(5) Voir *infra*, deuxième partie, chapitre II.

(6) Voir *infra*, troisième partie, chapitre I.

l'intérêt qu'elle offrait. Connaître la nationalité des sociétés anonymes n'est plus, en Egypte, connaître si elle jouit du régime de capitulation ou non, ce régime étant aboli.

Mais, si l'abolition du régime des capitulations enlevait à cette question des sociétés anonymes en Egypte une part de l'intérêt qu'elle présentait avant cette abolition, il reste toujours vrai que cette question offre en Egypte un intérêt supérieur à celui qu'elle présente ailleurs et cela, comme nous l'avons dit, en raison de la proportion considérable de sociétés anonymes, dont les fondateurs ou les membres sont, au moins partiellement, étrangers.

La législation égyptienne éventuelle, réglementant la condition légale des étrangers, ne devrait pas d'après les conventions de Montreux être en désaccord avec les règles du droit international privé général. Or, c'est une des règles de ce droit que les sociétés anonymes restent régies, même en dehors de leur pays d'origine, par leur loi nationale en ce qui concerne leur constitution et leur fonctionnement. Donc, il y a grand intérêt en Egypte, même après l'abolition des capitulations, à connaître la nationalité d'une société anonyme, puisque cette nationalité détermine la loi qui régit cette société au point de vue de sa constitution et de son fonctionnement. Les sociétés anonymes étrangères, opérant en Egypte, pourraient toujours invoquer leur qualité d'étrangères pour se soustraire à l'application des règles de la loi égyptienne concernant la constitution et le fonctionnement des sociétés. Ainsi, on ne pourrait pas invoquer la non obtention, par une société anonyme étrangère, de l'autorisation préalable exigée par l'article 40-46, Code de Commerce indigène et mixte, pour établir sa nullité en Egypte. Cet article reste toujours inapplicable à ces sociétés qui ne seraient régies à ce point de vue que par la loi de leur nationalité.

Enfin, si la législation égyptienne éventuelle réglementant la condition légale des étrangers, doit rester en accord avec les règles du droit international privé général, rien n'empêcherait qu'elle établisse des restrictions applicables aux seuls étrangers, restrictions concernant la capacité d'exercer certains droits, etc... Si cette supposition se réalise, il y aura grand intérêt à savoir, en Egypte, si une société anonyme est de nationalité égyptienne, et peut par suite réclamer les droits réservés aux nationaux, ou au contraire, si elle est de nationalité étrangère et doit par suite subir les restrictions imposées aux étrangers.

Si tel est l'intérêt qu'offre la question, quel est en Egypte le critérium qui permet de distinguer les sociétés anonymes devant être considérées comme de nationalité égyptienne, de celles qui, au contraire, doivent être considérées comme de nationalité étrangère ?

C'est à l'étude de cette question que nous consacrons le deuxième chapitre de cette partie.

CHAPITRE II

DU CRITERIUM DE LA NATIONALITE DES SOCIETES ANONYMES EN EGYPTE

Malgré l'intérêt évident qu'offre la question de la nationalité des sociétés anonymes opérant dans un pays, bien peu de législations ont cherché à la résoudre d'une façon explicite. La loi française garde le silence à ce sujet.

Lorsqu'en 1883, fut élaboré un projet de loi sur les sociétés, aucune règle concernant la nationalité n'y fut insérée. L'importance de la question n'avait cependant pas été méconnue, les difficultés qu'elle soulevait empêchaient seules de l'affronter.

« De tout ceci, disait le rapporteur (7), il résulte qu'il
« est intéressant de savoir si une société est française ou
« étrangère, aussi s'est-on demandé si on devait chercher
« à donner une définition de la société étrangère dans le
« projet. Mais on ne s'est pas arrêté dans cette idée et la
« question sera jugée par les tribunaux selon l'exigence des
« cas. Voici une grande société anonyme, celle du canal de
« Panama, tous ses travaux se font à l'étranger, tout son
« trafic y sera également, il semblerait donc qu'elle est
« étrangère *ratione loci*, et forcément étrangère. Si cepen-

(7) *Journal officiel*, séance du 6 décembre 1883. Exposé des motifs du projet de loi sur les sociétés présentées au nom de M. Jules Grévy, par M. Martin-Feuillée, garde des Sceaux. Titre 96.

« dant, il lui plaît d'être française, si la loi ou le gouverne-
« ment du pays où elle opère consentent à lui reconnaître
« notre nationalité, pourquoi notre loi la repousserait-elle ?
« Ainsi une société peut avoir son établissement à l'étran-
« ger et cependant être volontairement française. Elle peut
« avoir en apparence, frauduleusement, la qualification
« d'étrangère pour son domicile et en réalité devoir être
« déclarée française. En sens inverse, n'est-il pas possible
« qu'une société en apparence française, soit en réalité
« étrangère, qu'elle se soit francisée dans un but fraudu-
« leux pour éviter la possibilité d'expulsion ? Cette ques-
« tion de nationalité est donc à résoudre, selon les cir-
« cosnances de chaque espèce, la loi ne devait pas la
trancher ». De même en 1903, la commission de réforme de
la loi sur les sociétés par actions n'a voulu préconiser au-
cune solution législative à cet égard, estimant qu'il valait
mieux rester dans le *statu quo* jurisprudentiel (8).

Mais quels que soient les éléments de fait, le juge ne peut
cependant pas se prononcer arbitrairement. Si la loi juge
préférable de ne pas le gêner par un texte rigoureux, il
doit cependant être guidé par des règles et par des princi-
pes qui dirigeront et inspireront ses décisions. La loi devait
poser ses principes et ses règles. Son silence en France a
laissé cette tâche aux jurisconsultes.

En Egypte, le législateur a choisi une autre solution. Il
a cru préférable de poser un critérium légal pour empê-
cher toute confusion dans la matière. On verra par la suite
s'il a choisi la meilleure solution. Pour établir ce crité-
rium, il s'est inspiré dans une large mesure, ce qu'il a fait
d'ailleurs à plusieurs reprises, des idées qui régnaient dans
la jurisprudence française à l'époque de la rédaction du

(8) Journal des sociétés, 1903, p. 466.

Codes égyptiens mixtes et indigènes, c'est-à-dire vers 1875. Mais, si le Code égyptien avait éludé cette question de la nationalité des sociétés anonymes, il l'a fait d'une façon imparfaite. Les termes par lui employés pour établir ce critérium, ont soulevé beaucoup d'incertitudes, et il fallait l'intervention de la jurisprudence mixte pour mettre fin à ces incertitudes et pour donner aux termes légaux leur sens précis. Ainsi, il nous faudrait pour établir nettement le critérium de la nationalité des sociétés anonymes en droit égyptien, étudier la jurisprudence mixte dans la matière.

Enfin, on sait que la guerre mondiale a renouvelé, en quelque sorte, ce problème de la nationalité des sociétés par les préoccupations qu'elle a fait naître. Son effet a été de bouleverser les idées acquises et de soulever de grandes difficultés théoriques qui ont entraîné dans la plupart des pays une réforme législative. L'Egypte n'a pas échappé à cette réforme. Il nous faudrait donc pour compléter cette étude du critérium de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte, étudier ces innovations législatives intervenues en Egypte depuis la grande guerre.

Nous consacrerons à chacune de ces deux questions une section spéciale.

SECTION I

Du critérium légal de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte et la jurisprudence mixte

L'article 41/47 Code de Commerce indigène et mixte énonce, à propos des sociétés anonymes (9), le principe suivant:

(9) La loi ne s'est pas occupée de la nationalité des autres sociétés commerciales. Voir Zaki, p. 707 et suivantes.

« Les sociétés anonymes qui se fonderont en Egypte, « seront toutes de nationalité égyptienne et devront y avoir « leur siège social ».

Ces termes, comme nous l'avons dit, n'ont pas tardé à causer des incertitudes en ce qui concerne leur signification et leur portée exacte.

Quel sens devait-on donner au mot « se fonder » ? Quand pouvait-on dire qu'une société anonyme s'est fondée en Egypte, et par conséquent, qu'elle est de nationalité égyptienne ? Suffirait-il qu'une société anonyme se fondât à l'étranger pour qu'elle jouît d'une nationalité étrangère ? Où fallait-il au contraire qu'elle eût avec ce pays étranger des attaches plus sérieuses pour jouir de sa nationalité ?

De la réponse à ces questions dépendait l'existence et la condition, légales de beaucoup de sociétés anonymes opérant en Egypte. Si une société anonyme déterminée était déclarée de nationalité étrangère, elle n'était pas soumise aux formalités édictées par l'article 40/46 Code de commerce indigène et mixte qui, comme on le sait, se montre très rigoureux en exigeant l'autorisation préalable sous peine de nullité. Elle jouissait de plus du régime des capitulations, régime de faveur réservé aux étrangers. Si au contraire, cette société était déclarée de nationalité égyptienne, elle devait, pour se constituer valablement, obtenir l'autorisation exigée par l'article précité et naturellement elle ne pouvait pas réclamer les garanties qu'assurait aux étrangers le régime des capitulations.

C'était à la jurisprudence mixte qu'oncombait la tâche difficile de trouver la réponse aux questions précédentes ; et de donner aux termes légaux leur sens précis. Son intervention a eu lieu dans les circonstances suivantes :

« Après l'accord anglo-français du 8 avril 1904... les « capitaux affluèrent en Egypte... Pendant ce temps, des

« sociétés de plus en plus nombreuses étaient lancées...
« Leur objet véritable, souvent mal défini, consistait une
« fois au moins sur trois, dans l'achat, l'exploitation, et
« la revente de terrains urbains ou ruraux. Le public
« souscrivait avec ardeur, sans prendre la peine de lire les
« statuts, alléchés par la prime que la revente de nouveaux
« titres lui faisait gagner presque invariablement le len-
« demain de l'émission. Moyennant un versement insigni-
« fiant qui ne dépassait parfois pas 5 0/0 de la valeur
« nominale de l'action souscrite, un bénéfice atteignant 10
« ou même 20 0/0 de cette même valeur, fut ainsi à plu-
« sieurs reprises réalisé. On conçoit donc que certaines
« souscriptions étaient couvertes 40 ou 50 fois... Le public
« n'était pas seulement alléché par le bénéfice qui pouvait
« résulter de la hausse. Il était attiré plus encore peut-être
« par l'appât des parts de fondateurs dont le prospectus
« réservait d'ordinaire une proportion, d'ailleurs assez
« faible, aux souscripteurs. Ceux-ci espéraient donc un
« double bénéfice et leur espoir fut rarement déçu, si grand
« était l'enthousiasme et si irrésistible le mouvement de
« hausse sur toutes les valeurs anciennes et surtout nou-
« velles » (10).

Cette situation quasi-anarchique n'a pas tardé à provoquer une intervention de la part du gouvernement égyptien. Le Conseil des Ministres, dans sa délibération du 3 juin 1906, a cru y remédier en modifiant les articles 10 et 11 du règlement sur les sociétés anonymes du 17 avril 1899, les nouveaux articles étaient formulés dans les termes suivants :

Article 10 : « Il ne peut être créé de parts de fondateur
« que par l'acte constitutif de la société et uniquement pour

(10). Voir M. Pierre Arminjon : « *Les sociétés anonymes étrangères en Egypte et la jurisprudence mixte* », p. 7 et suiv.

« rémunérer l'apport d'un brevet ou d'une concession
« gouvernementale dont il est impossible d'évaluer pécun-
« iairement l'importance. Toutes les dispositions relatives
« aux parts de fondateur sont applicables aux actions
« dites de dividendes ».

Article 11 : « Les apports en nature ne peuvent être
« représentés que par des actions libérées en totalité. Les
« actions libérées, de même que les parts de fondateur, ne
« peuvent être détachées de la souche et ne sont négociables
« que deux ans après la constitution de la société. »

C'était la ruine de l'industrie si fructueuse des fabricants de sociétés anonymes. Ceux-ci ne se tinrent pas pour battus. Ils ont cru trouver un expédient, en construisant les sociétés « limited » destinées à exercer leur activité en Egypte, avec des capitaux recueillis en Egypte, avec un personnel d'employés et d'administrateurs appartenant tous au monde d'affaires égyptien, et cela moyennant une formalité très simple, mais fort coûteuse. (L'enregistrement de la société au bureau officiel de Londres). Ces sociétés n'avaient aucun autre rapport avec l'Angleterre qu'un vague secrétaire, commun avec beaucoup d'autres sociétés du même genre. Les fondateurs croyaient ainsi pouvoir échapper à la rigueur de la législation égyptienne et se prévaloir des facilités de la législation anglaise. Quelquefois, on ne se donnait même pas la peine d'annoncer que le siège social serait à Londres. Quelquefois on disait que ce siège était à Londres où peut se réunir l'assemblée générale au gré des administrateurs.

Ces excès de spéculation sont, dans une très large mesure, responsables du krach formidable de 1907. Beaucoup de sociétés nouvelles entrèrent spontanément en liquidation. Certaines d'entre elles furent l'objet d'une demande en nullité. Des difficultés surgirent. On se demandait si

l'on devait considérer ces sociétés comme fondées, en Angleterre, et partant de nationalité anglaise, ou si au contraire elles devaient être considérées comme de nationalité égyptienne. Dans le premier cas, ces sociétés ne pouvaient être actionnées en nullité en Egypte, n'étant régies au point de vue de la constitution que par la loi anglaise à laquelle elles s'étaient conformées. De plus, elles auraient joui des garanties qu'assurait aux étrangers le régime des capitulations. Dans le second cas, elles pouvaient être actionnées en nullité en Egypte comme n'ayant pas satisfait aux formalités édictées par l'article 40/46 Code de Commerce indigène et mixte, et naturellement elles n'auraient pu réclamer les faveurs réservées aux étrangers. Ainsi d'après la solution adoptée, la loi applicable à ces sociétés et la juridiction compétente pour juger les litiges qui s'élevaient à leur sujet, varient.

Dans un arrêt du 17 février 1908, le tribunal mixte d'Alexandrie, sans trancher nettement la question de nationalité, a adopté la doctrine suivante :

Il s'agissait en l'espèce d'une prétendue société « limited », Bourse and Banking, société créée d'après la loi anglaise, mais qui avait établi son siège principal (head office) en Egypte et c'était dans ce pays qu'avait, effectivement, eu lieu la souscription de son capital et que se réunirent les assemblées d'actionnaires et le conseil d'administration. Un litige concernant la liquidation de ces sociétés a été porté, par un actionnaire, devant le Tribunal mixte d'Alexandrie. La question de la compétence des tribunaux mixtes pour juger une telle demande a été provoquée. Le Tribunal a procédé de la façon suivante :

Il n'a pas voulu trancher la question de la nationalité de la société et s'est contenté de se prononcer sur la ques-

tion de sa compétence à son égard. Il a dit que si ces sociétés étaient anglaises, question dont elle ne s'est pas occupée, il y avait un fait dominant et prouvé, qu'elle était domiciliée en Egypte. Ce fait suffisait, d'après le tribunal, pour que les tribunaux mixtes aient juridiction sur elle. Et du moment que ces tribunaux avaient juridiction sur cette société, ils étaient compétents pour juger toutes les contestations s'élevant à son égard et cela en vertu de la théorie de « l'intérêt mixte » (11).

(11) Nous saisissons cette occasion pour faire un exposé sommaire mais essentiel de cette théorie à laquelle nous ferons allusion à plusieurs reprises dans mon ouvrage :

On appelle théorie de l'« intérêt mixte », la théorie en vertu de laquelle les tribunaux mixtes peuvent être compétents sur un litige intéressant principalement des personnes de même nationalité, à raison de l'intérêt que possède dans ce litige une personne de nationalité différente.

Cette théorie résulte surtout d'une interprétation jurisprudentielle des textes organiques instituant les Tribunaux Mixtes.

La notion de la diversité des nationalités entre parties, implique que la juridiction mixte est compétente, soit que cette diversité existe entre parties principales, soit qu'elle apparaisse seulement entre les plaideurs principaux d'une part, et de l'autre part un plaideur qui figure à titre accessoire dans le procès, par exemple comme intervenant, ou comme créancier exerçant les droits de son débiteur (article 202 Code Civil mixte), ou comme prête-nom d'un tiers.

Mais est-il nécessaire pour que la compétence mixte s'applique, qu'il y ait diversité de nationalité entre les partis actuellement en cause ? La jurisprudence mixte admet que cette compétence peut exister à l'égard d'un litige où toutes les parties actuelles sont de même nationalité, lorsqu'une personne ayant dans l'affaire un intérêt suffisant pour lui donner la qualité de partie éventuelle, se trouve être de nationalité différente.

Ceci dit, passons à l'application de la théorie de l'intérêt mixte en matière de sociétés.

Il a été reconnu, après quelques brèves hésitations, que les Tribunaux mixtes sont compétents sur des litiges intéressant une société de commerce, par cela seul que les actions de ces sociétés sont en fait la propriété de personnes de nationalités différentes. La Cour d'Appel mixte estime, en effet, qu'à côté de leur

Peu après, la Cour mixte d'Alexandrie eut à résoudre une question beaucoup plus importante.

Une prétendue compagnie « limited » anglaise the City and Agricultural Land, fut actionnée en nullité comme ayant été constituée en violation des articles 46, 51, 63 Code du Commerce, c'est-à-dire sans avoir obtenu un décret d'autorisation et sans avoir fait les publications prescrites par la loi. L'actif de la société en question se composait exclusivement d'immeubles sis au Caire; ses administrateurs et son personnel exerçaient leurs fonctions en Egypte où se réunirent toutes les assemblées d'actionnaires. Tous ses éléments constitutifs la rattachaient à la légis-

nationalité égyptienne incontestée, les sociétés anonymes possèdent une personnalité mixte qui résulte du fait que les actionnaires de ces sociétés sont présumés appartenir à des nationalités diverses. En effet, tout actionnaire a la qualité de partie éventuelle au litige intéressant la société. Cette jurisprudence a été étendue aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte et dont les litiges, même avec des personnes de la même nationalité, étaient jugés de la compétence des tribunaux mixtes. Il y avait donc toujours pour les sociétés anonymes présomption d'intérêts mixtes.

Pour toutes les autres sociétés et associations, il n'y a pas, comme pour les sociétés anonymes, présomption d'intérêts mixtes. Pour justifier la compétence mixte en ce qui les concerne, il faut établir qu'il existe un intérêt mixte.

La théorie de l'intérêt mixte, en ce qui concerne les sociétés anonymes égyptiennes, a, évidemment, fait l'objet de critiques violentes dans les milieux nationaux. La Cour d'Appel indigène ne l'a pas admise.

Le Gouvernement égyptien a voulu mettre fin à cette jurisprudence mixte et dans ce but a saisi de la question la Commission internationale réunie en 1898. Le Gouvernement proposait de retenir comme indigène et soumise aux tribunaux indigènes, dans leurs rapports avec les indigènes, les sociétés égyptiennes créées en Egypte et qui ont dans le pays leur principal établissement. Les puissances capitulaires ont refusé d'adhérer à cette proposition. La théorie de la Cour d'Appel mixte a ainsi reçu une consécration quasi-officielle et la question a été résolue définitivement.

lation égyptienne. Grâce à un baptême juridique, le pacte social de la City and Agricultural Land, signé par les fondateurs ou prétendus fondateurs, fut inscrit au bureau d'enregistrement de Londres.

La question soumise à la Cour fut de savoir si cette société, fondée ouvertement en fraude de la loi égyptienne, pouvait être considérée comme « fondée » en Angleterre et par suite, se prévaloir des facilités de la législation anglaise; ou au contraire, si elle devait être considérée comme de nationalité égyptienne et par conséquent nulle pour ne pas avoir observé les formalités édictées par les articles 46, 51, 53 du Code de Commerce mixte.

D'après l'avocat des administrateurs, la société devait être considérée comme « fondée » à Londres où le pacte social avait été enregistré et ne pouvait donc pas être considérée comme de nationalité égyptienne, et par conséquent l'article 47 ne lui était pas applicable. Ainsi la demande en nullité de la société devait être, d'après lui, rejetée, les articles 46, 51, 63, Code de Commerce mixte n'étant pas applicables aux sociétés anonymes étrangères. Poussant son argumentation un peu plus loin, il soutenait que même si l'article 47 était applicable à la société, la demande en nullité devait être rejetée. D'après lui, les capitulations assurant aux étrangers la liberté d'association en Egypte, en tant qu'une grande manifestation de la liberté individuelle, l'article 47, Code de Commerce mixte, qui limite cette liberté, ne peut être valable puisqu'il modifierait alors un engagement contractuel du gouvernement égyptien. D'après cette opinion, l'article 47, Code de Commerce mixte n'a qu'une portée très limitée. Il empêche seulement qu'une société anonyme, fonctionnant en Egypte, ne reste sans nationalité. Il veut simplement dire qu'une société anonyme destinée à fonctionner en Egypte, et qui n'a pas

une nationalité étrangère, est de nationalité égyptienne. Il ne peut donc pas s'appliquer, en l'espèce, à la City and Agricultural Land qui doit être considérée comme de nationalité anglaise.

La Cour mixte d'Alexandrie dans un arrêt remarquable du 29 avril 1908 (Bulletin des Tribunaux mixtes, 20. 221), avait réfuté tous ces arguments.

Tout en affirmant que nul ne contestait aux sociétés étrangères, sous le régime des capitulations, le libre accès en Egypte, la Cour précisait que cette qualité d'étrangère ne devait pas être donnée d'avance à toute société. Il fallait consulter le droit égyptien pour savoir quelles étaient les sociétés étrangères. Supposer cette question résolue d'avance est une grave erreur. Les capitulations n'y répondaient pas; le Code de Commerce mixte, au contraire, dans l'article 47, y répond nettement. La loi de chaque pays déclare souverainement quels sont ses ressortissants et peu importe ce que déclare à leur égard une loi étrangère. Cette loi s'impose aux parties comme étant d'ordre public. En effet, la nationalité se détermine par la considération d'une circonstance indépendante des parties. Mais quelle est cette circonstance d'après la loi égyptienne ?

Elle est, d'après l'interprétation que la Cour a donnée à l'article 47, Code de Commerce mixte, le domicile social réel établi sans fraude, combiné toutefois avec le lieu de la fondation de la société anonyme, du moins quand ce lieu est l'Egypte. D'après la Cour, le mot « se fonder », doit avoir la signification suivante : « constituer, en s'associant pour signer l'acte qui détermine les bases de la société et les conditions de son fonctionnement, en vue d'obtenir l'autorisation nécessaire et en souscrivant les capitaux ».

En l'espèce, la Cour a conclu à la nullité de la City and Agricultural Land. Cette société, ayant son siège social

effectif et son centre d'exploitation en Egypte, devait être considérée comme de nationalité égyptienne et par suite, nulle comme n'ayant pas obtenu l'autorisation exigée par l'article 46, Code de Commerce mixte, et n'ayant pas fait les publications prescrites par les articles 51, 63 du même code. Elle ne pouvait pas invoquer l'enregistrement de son pacte social au bureau officiel de Londres pour se prévaloir des facilités de la législation anglaise, cette formalité étant faite ouvertement en fraude de la loi égyptienne ne peut produire aucun effet juridique.

Cet arrêt a tranché définitivement la question de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte, et en donnant aux termes légaux le sens qu'ils doivent avoir, il était en même temps un arrêt de mort pour beaucoup de sociétés anonymes constituées en fraude de la loi égyptienne.

Nous tenons à signaler, à ce propos, la conclusion à laquelle est arrivé un des juristes, les plus éminents, qui se soient occupés de cette question de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte, conclusion qui concorde tout à fait avec les principes que nous venons de poser.

M. Pierre Arminjon, dans son livre admirable sur les « Etrangers et Protégés dans l'empire ottoman », est d'avis, à propos de l'interprétation qu'il donne à l'article 47, Code de Commerce mixte, que le mot « fondée » ne doit pas être considéré comme synonyme de « constituée », sinon toutes les sociétés anonymes, dont l'acte constitutif est dressé en Egypte, seront égyptiennes. D'après lui, cette expression ne peut signifier qu'une chose, « établir son principal siège », ce qui concorde avec le principe dégagé par la jurisprudence mixte.

Comme on le voit, on peut établir le critérium de la nationalité des sociétés anonymes destinées à fonctionner en Egypte, en appliquant l'interprétation donnée à l'ar-

ticle 47, Code de Commerce mixte par la jurisprudence, de la façon suivante :

« Ces sociétés, ont la nationalité du pays où elles ont
« établi, sans fraude, leur siège social réel, en tenant
« compte toutefois du lieu de la fondation de la société,
« du moins quand ce lieu est l'Egypte ».

D'après ce critérium, on peut diviser les sociétés anonymes fonctionnant en Egypte en trois catégories :

1° En premier lieu, il y a les sociétés fondées en Egypte, conformément aux lois égyptiennes. A cette catégorie s'applique nettement l'article 47, Code de Commerce mixte qui les considère comme de nationalité égyptienne et les oblige à avoir leur siège social en Egypte. Cette idée, à vrai dire, n'est qu'une application des principes admis en cette matière par la doctrine et la pratique des divers pays, au moins jusqu'à la grande guerre. Suivant ces principes, adoptés notamment par la jurisprudence française, la nationalité d'une société anonyme est celle du pays où est fixé son principal établissement. On entend par cette expression le siège social où se réunissent les organes de direction de la société (conseil d'administration, assemblée générale, etc...) et où se centralisent ses créatures.

Il s'ensuit qu'une société fondée (en donnant à ce mot le sens adopté par la jurisprudence mixte) en Egypte, n'est valablement constituée que suivant les dispositions des Codes égyptiens, elle doit y avoir son principal siège à tous les points de vue, y être régie par la loi et y être soumise aux autorités égyptiennes. Il est admis par contre que toute société qui se fonde dans le pays sans se conformer aux prescriptions légales, ne peut avoir aucune

existence respectable; ni, par suite, y exercer aucune activité.

2° Viennent ensuite les sociétés anonymes étrangères qui sont créées à l'étranger. Les dispositions de loi égyptienne ne s'appliquent pas indubitablement à cette catégorie. En Egypte, comme ailleurs, ces sociétés sont en principe soumises à une loi unique, celle de l'Etat auquel elles se rattachent. Mais ces sociétés peuvent-elles fonctionner légalement en Egypte ? Nous consacrerons un chapitre spécial à la réponse à cette question (12).

3° La troisième catégorie des sociétés est celle dont la création et l'organisation exigent une convention organique et l'intervention de l'Etat, et dont le fonctionnement est assujetti aux lois du pays et au contrôle de son gouvernement.

Ces sociétés sont-elles des sociétés égyptiennes par le fait que leur création est due à un accord intervenu entre le gouvernement égyptien et les capitalistes étrangers ? La jurisprudence répond par la négative. Elle considère étrangère la société anonyme qui, quoiqu'elle ait son seul champ d'activité en Egypte, a établi son siège social à l'étranger : tel est le cas de la société de Tramways d'Alexandrie, constituée par acte authentique devant notaire à Bruxelles, en conformité des prescriptions de la loi belge; les fondateurs de cette société ont déclaré expressément vouloir faire dresser les statuts d'une société anonyme belge, dont le siège social est fixé à Bruxelles, dont les assemblées générales ont lieu à Bruxelles, où habitent les commissaires, qui a accompli les formalités légales en conformité des

(12) Voir infra, la deuxième partie, chapitre II.

exigences de la loi belge, qui paye les taxes de la loi belge et qui, par suite, est belge (13).

Le même arrêt ajoute que la loi mixte a prévu comme admissible l'existence en Egypte des sociétés anonymes étrangères n'ayant pas leur principal siège social en Egypte, et il est en tout cas certain que le seul fait d'avoir le champ de son activité en Egypte ne suffit pas en soi, aux yeux de la loi, pour conférer à une société la nationalité égyptienne; elle ne peut exister comme telle qu'en vertu d'un Firman du souverain (14).

On ne peut s'empêcher d'opérer un rapprochement entre les principes adoptés par la jurisprudence mixte, sur cette question de la nationalité des sociétés anonymes, et ceux qui régnaient, sur cette même question, dans la jurisprudence française et dans la doctrine et la pratique des divers pays, au moins jusqu'à la grande guerre.

Comme nous l'avons déjà dit, le législateur égyptien s'est inspiré sur ce point, ce qu'il a fait d'ailleurs à plusieurs reprises, des idées qui régnaient dans la jurisprudence française à l'époque de la rédaction des codes égyptiens, c'est-à-dire vers 1875. Ces idées ont continué à être admises, à peu près partout, jusqu'à la grande guerre.

Ainsi, le Congrès des sociétés réuni à Paris en 1889, a adopté que la nationalité d'une société par actions, sera déterminée, dans le cas où elle aura été constituée sans fraude, par la loi du lieu où elle a fixé son siège social, ce siège social ne peut être que dans le pays où elle aura

(13 et 14) Arrêt du 19 février 1927. B. M. 39. 253. et arrêt non motivé de la cour d'Alexandrie : « *La société Cock and sons limited* n'ayant pas été constituée dans les formes prévues aux articles 46 et 47. Code de Commerce mixte, ne saurait être de nationalité égyptienne, cette qualité ne saurait lui être acquise par le seul fait d'exercer son activité en Egypte ».

été constituée. Cette solution s'adapte parfaitement au texte de la loi égyptienne.

Le texte voté à la séance plénière de l'Institut du Droit International tenue à Hambourg en 1891, considère comme pays d'origine d'une société par actions, le pays dans lequel a été établi sans fraude son siège social légal. C'est, à un point près, la solution de la loi égyptienne.

Le critérium, ainsi arrêté, de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte, était jugé comme suffisant pour empêcher le seul genre de fraude que l'on voulait empêcher sous le régime des capitulations. Sous ce régime, les sociétés anonymes destinées à fonctionner en Egypte, avaient grand intérêt à pouvoir réclamer une nationalité étrangère. Elles pouvaient ainsi échapper aux formalités méticuleuses et gênantes de la loi égyptienne et de plus, jouir du régime de faveur réservé aux étrangers. Cela pouvait tenter beaucoup de sociétés anonymes considérées par la loi comme de nationalité égyptienne. En créant un lien fictif avec un pays étranger, elles croyaient pouvoir prétendre à la nationalité de ce pays. On a vu comment les tribunaux mixtes sont arrivés, en appliquant l'article 47, Code de Commerce mixte, à empêcher ce genre de fraude. A ce point de vue, le critérium du siège social réel établi sans fraude, est jugé en Egypte, comme en France (15) particulièrement efficace.

La fraude, dans le sens inverse, n'était que difficilement concevable en Egypte sous le régime des capitulations. Les

(15) Les tribunaux français ont décidé à maintes reprises que si une société par actions établit son siège social à l'étranger, sans y être portée par aucun motif sérieux, c'est-à-dire sans avoir à l'étranger aucun intérêt et dans le seul but d'échapper à des formalités prescrites par la loi française, cette société est considérée comme française. Ce n'est que l'application de la théorie de la fraude à la loi. C'est une jurisprudence aujourd'hui constante. V. Wahl, n° 1202.

sociétés anonymes étrangères, n'avaient, en vérité, aucun intérêt à retirer en se prétendant égyptiennes en se soumettant ainsi aux formalités gênantes de la loi égyptienne et en renonçant aux faveurs assurées aux étrangers. Elles auraient perdu énormément sans avoir rien à gagner comme compensation, la loi égyptienne n'imposant aucune restriction spéciale aux étrangers.

Mais, avec la grande guerre, des préoccupations nouvelles ont apparu, renouvelant en quelque sorte les idées acquises en la matière et entraînant dans la plupart des pays une réforme législative.

Dans quelle mesure l'Egypte a-t-elle subi cette influence ? C'est à cette question que nous consacrons la section II de ce chapitre.

SECTION II

L'influence de la grande guerre sur la détermination de la nationalité des sociétés

Son effet en Egypte

La guerre a mis en lumière les inconvénients pratiques du système, généralement adopté jusqu'alors, du siège social pour la détermination de la nationalité de la société.

Si nous jetons un coup d'œil sur les décisions rendues par la jurisprudence française pendant la guerre, nous voyons comment une partie de la jurisprudence, contrairement aux principes, déclara sociétés de nationalité ennemie, des sociétés formées, suivant la loi française (16), pour le tout ou la plus grande partie, de capitaux ennemis.

(16) Comparer Journal des Sociétés, 1918.

D'autre part, on a été amené pendant la guerre à mettre sous séquestre un grand nombre de sociétés constituées suivant la forme française, mais dans lesquelles les intérêts ennemis étaient prépondérants (17). On considère comme ennemies les sociétés formées en majorité de capitaux ennemis ou recevant d'un pays ennemi leur direction (18).

C'est l'opinion qui a été exprimée par la circulaire du garde des Sceaux du 29 février 1916. Elle écarte, comme inopérants au point de vue du droit public, les indices auxquels s'attache le droit privé pour déterminer la nationalité de ces sociétés. Pour elle, une société doit être assimilée aux sujets de nationalités ennemies, dès que sa direction ou ses capitaux sont en totalité, ou en majeure partie entre les mains de sujets ennemis (19).

Le même changement se produisit en Angleterre où on s'attachait plus particulièrement à la nationalité des actionnaires et des administrateurs.

En Egypte, les autorités militaires britanniques ont ordonné, pendant la grande guerre, la liquidation de toutes les sociétés dans lesquelles les capitaux ou la direction étaient de caractère ennemi.

Ces idées ont reçu leur consécration par les traités de paix et particulièrement par le traité de Versailles. Ce traité a tenu compte de la nationalité des intérêts pour l'opposer à la forme juridique extérieure donnée à la société.

(17) Wahl, n° 1202.

(18) Wahl : « *Droit civil et commercial de la guerre* ». Tome I, numéros 705 et suivants.

(19) Dans ce sens on peut citer un arrêt de la cour d'Alger du 22 juillet 1915, relatif à la Vulcan Coal C°, déclarée allemande malgré sa dénomination anglaise et bien que le siège social soit à Rotterdam, en Hollande, parce que presque tout son capital social était allemand et parce que l'objet de son commerce était la vente de charbon provenant des mines allemandes. (*Revue du droit international privé*, 1916, 40).

Il parle du contrôle des sociétés (control of companies), mais dans le sens anglais du mot. Le contrôle d'une société est constitué par la majorité des actionnaires et par leur action sur la conduite de la société. Les articles 74 1^o et 297-2^o du traité de Versailles parlent de ce contrôle. En d'autres termes, le traité de Versailles ainsi que les différents autres traités de paix ont consacré la nouvelle théorie née au cours de la guerre mondiale : c'est la théorie de la « prédominance des intérêts représentés » ou autrement dit du « contrôle ». Elle détermine la nationalité de ces sociétés en attribuant plus d'importance aux intérêts qui sont représentés qu'aux apparences qui peuvent marquer ces intérêts, telles que la raison sociale et le siège social. Le contrôle ne suppose pas nécessairement la possession de la majorité absolue des actions et des sièges d'administrateurs.

Les tribunaux arbitraux mixtes, créés par le traité de Versailles, ont fait application de ces idées de contrôle; ils se sont attachés à déterminer la nationalité même de l'entreprise.

Ainsi, le critérium du siège social non fictif fut écarté pendant la grande guerre pour faire place à une autre idée : désormais on recherche si les capitaux sont étrangers, si les administrateurs et les actionnaires le sont. On fait prédominer le fond sur la forme. On distingue l'entreprise de la société; l'entreprise est le fond même, le but de la société, alors que la forme ne dépend que de la loi suivant laquelle elle a été constituée. Mais, et il faut le signaler, le critérium du siège social réel ne fut jamais entièrement abandonné, il servait toujours pour indiquer la loi à laquelle est soumise la société. Nous reprendrons bientôt, dans une étude critique, cette notion nouvelle de contrôle; pour le moment, qu'il suffise de signaler son influence.

Après la guerre, la notion de contrôle subsiste pour la liquidation des affaires en litige. Il est certain que la distinction entre l'entreprise et la société n'a pas la même utilité en temps de paix, dans la vie juridique normale et journalière, qu'en temps de guerre et de liquidation. Cette opinion ne disparaîtra pas complètement, car après la guerre on se demandait s'il n'y avait pas lieu d'exercer une surveillance particulière non seulement sur les sociétés étrangères elles-même, mais sur les étrangers qui s'associeraient dans des sociétés nationales.

Ainsi, en France, s'il n'existe encore aucune loi sur la matière, divers systèmes ont été proposés pour la surveillance de ces sociétés étrangères, systèmes dont nous reparlerons en détail dans un prochain chapitre.

En Angleterre, malgré que la loi de 1908 impose aux sociétés étrangères une série de prescriptions à accomplir avant qu'elles commencent leurs affaires (article 274 de la loi de 1908), cependant l'acte du 31 décembre 1919 réalise des suggestions faites au gouvernement par une grande commission nommée par le Board of Trade. Cette commission concluait à la distinction des sociétés en trois catégories :

- 1° Les sociétés en général.
- 2° Les sociétés propriétaires de navires.
- 3° Les sociétés ayant des entreprises d'industries essentielles.

Pour les premières, aucune restriction n'est apportée à leur activité, elles doivent simplement fournir des renseignements exacts sur les étrangers qui en feraient partie.

Pour les secondes, elles ne doivent comporter que des actions nominatives et il est interdit à un étranger d'avoir

plus d'une proportion de 20 0/0 du capital-action de ces sociétés.

Quant aux dernières, celles qui ont trait aux industries que l'on qualifie d'industries-clefs, elles doivent satisfaire à certaines conditions de nationalité; chaque membre doit déclarer sa nationalité sous peine de perdre le droit de voter aux assemblées et de ne pouvoir participer aux distributions de dividendes; aucun membre ne peut avoir entre les mains plus de 20 0/0 du capital-action de ces sociétés. La loi laisse au Ministre du Commerce le soin de dresser la liste de ces industries-clefs.

L'Italie a décidé que le registre des entreprises tenu par les Chambres de Commerce et d'Industrie contiendrait à l'avenir l'indication de la nationalité des associés dans les sociétés en nom collectif, des commandites et des administrateurs de sociétés anonymes (décret du 21 juin 1917). Des lois ont été également promulguées en Espagne, en Suisse, en Suède et en Norvège, dans un esprit nationaliste et protectionniste. Notamment la loi espagnole du 2 mars 1917 exige, pour qu'une société anonyme puisse se dire espagnole et bénéficier des faveurs spéciales qui sont réservées aux sociétés espagnoles, que le président du conseil d'administration, les deux tiers de ses membres, ainsi que les deux tiers des actionnaires soient de nationalité espagnole (20).

L'Egypte n'a pas échappé à cette réforme législative. Une décision du Conseil des Ministres datant du 18 juillet 1923, puis remplacée par celle du 31 mai 1927, tend, dans un but de défense nationale contre l'ingérence excessive des étrangers, à imposer des conditions restrictives

(20) Pour plus amples détails sur cette question, voir Cup. La nationalité des sociétés. Thèse. Paris.

aux sociétés anonymes. Cette décision oblige les conseils d'administration des sociétés anonymes, à fonder en Egypte (donc de nationalité égyptienne), à comprendre désormais au moins deux administrateurs de nationalité égyptienne et à recruter le personnel des commis et employés dans la proportion d'au moins pour un quart parmi les Egyptiens. C'est une excellente innovation qui permet aux Egyptiens, de se familiariser avec les opérations des sociétés.

Dans toute émission publique d'actions, ou d'autres titres par les sociétés anonymes, la décision de 1927 exige que le quart soit réservé à la souscription en Egypte, et les quatre cinquièmes de cette quotité doivent être réservés aux Egyptiens, ajoutant que, la tranche ainsi offerte à la souscription nationale n'est pas couverte dans le délai prévu, le Conseil des ministres pourra ou prolonger le délai pour trois mois au maximum, ou admettre des souscriptions d'autres provenances.

La décision de 1927 dispose que tout titre ayant fait l'objet d'une souscription publique devra, dans le délai d'un an au plus après la date de l'émission, être présenté à l'inscription à la cote des bourses égyptiennes des valeurs.

CHAPITRE III

ETUDE CRITIQUE DU CRITERIUM LEGAL DE LA NATIONALITE DES SOCIETES ANONYMES EN EGYPTÉ

Le critérium du siège social réel et établi sans fraude est-il de nature à permettre l'exercice de la surveillance étroite qui s'impose en Egypte à l'égard des sociétés anonymes étrangères, et surtout à l'égard des capitaux étrangers investis dans les sociétés anonymes égyptiennes ?

On a vu comment les préoccupations d'ordre nationaliste et protectionniste, soulevées par la grande guerre, ont entraîné en Egypte des innovations législatives destinées à lutter contre l'ingérence étrangère excessive, en corrigeant le critérium, trop libéral, du siège social réel. Ces mesures sont destinées à assurer la représentation des intérêts nationaux, au sein des sociétés anonymes considérées par la loi comme de nationalité égyptienne. En premier lieu, ces mesures exigent qu'une fraction du capital de ces sociétés soit offerte et souscrite en Egypte, assurant ainsi la représentation des intérêts égyptiens dans l'assemblée générale. En second lieu, ces mesures assurent la représentation des intérêts égyptiens dans les conseils d'administration de ces sociétés en exigeant que deux au moins

des membres de ces conseils soient de nationalité égyptienne.

Ces mesures sont-elles suffisantes ou faut-il aller plus loin dans cette voie en édictant des mesures plus énergiques et en posant des conditions plus rigoureuses pour reconnaître une société anonyme comme égyptienne ?

Question délicate et difficile à résoudre.

D'une part, se montrer très rigoureux pour l'octroi de la nationalité égyptienne, doit amener, car il n'y aurait pas de logique dans le système sans cette autre mesure, à se montrer très rigoureux à l'égard des sociétés anonymes étrangères en leur interdisant, plus ou moins, l'accès en Egypte. Or, on ne peut pas recommander cet excès de nationalisme qui se retournerait, tôt ou tard, contre les intérêts vitaux de l'Egypte. L'Egypte a besoin pour le moment des capitaux étrangers établis, dans son marché. La disparition brusque du marché de ces capitaux, qui jouent un rôle primordial dans la vie économique du pays, ne peut que nuire aux intérêts égyptiens. Selon la solution donnée à cette question, les dix ou vingt années prochaines marqueront une évolution normale du présent vers l'avenir ou au contraire, ouvriront une période de liquidation des intérêts étrangers aboutissant à l'isolement de l'Egypte.

Or, au cours de l'ère nouvelle où elle va entrer, en raison même des responsabilités qu'elle sera appelée à assumer, l'Egypte aura plus que jamais besoin du concours des éléments étrangers.

Mais, d'autre part, cela ne veut pas dire que l'on doive laisser aux capitaux étrangers l'entière liberté de s'établir où ils voudront en Egypte sans aucun contrôle de la part des autorités égyptiennes. Surtout il faut empêcher que ces

capitaux ne s'établissent en Egypte sous le couvert des sociétés anonymes égyptiennes. Sous les capitulations, ces capitaux n'avaient pas besoin de recourir à ce procédé, car ils n'avaient rien à y gagner. Leur intérêt, comme on l'a vu, résidait dans la possibilité de se constituer en sociétés anonymes ayant une nationalité étrangère. Après l'abolition de ce régime, ces capitaux ont au contraire grand intérêt à pouvoir s'établir sur le marché égyptien sous le couvert des sociétés anonymes égyptiennes, évitant ainsi les restrictions éventuelles que l'on pourrait imposer en Egypte aux étrangers. Il faut empêcher ce genre nouveau de fraude, non combattu jusqu'à présent en Egypte, mais particulièrement dangereux parce que parfaitement légal.

Il ne faut donc pas opter vers une solution extrême ni dans un sens ni dans l'autre. Dans ces conditions quelle solution devra-t-on donner à cette question ?

Pour notre part, nous considérerons que si le législateur égyptien, pour résoudre la question de la nationalité des sociétés anonymes, s'est inspiré, dès le début, dans une large mesure, des idées qui régnèrent dans la jurisprudence française; il pourrait pour l'avenir, chercher la solution de cette question, se posant en des termes nouveaux, dans les idées qui règnent actuellement dans cette même jurisprudence et qui ne sont, en quelque sorte, que la continuation des idées dont il s'est inspiré au début. Cette jurisprudence a, d'autant plus de valeur, que les tribunaux français, n'étant pas gênés par un texte rigide, ont été guidés surtout par des considérations d'ordre pratique et de défense nationale que l'on peut à quelque chose près retrouver en Egypte. Elle est d'autant plus intéressante qu'elle s'est occupée de ce genre de fraude, nouveau pour l'Egypte, mais depuis longtemps

ardemment combattu en France par la doctrine et la jurisprudence.

Il convient donc de commencer par chercher la solution qui a été donnée à cette question en France par la jurisprudence et la doctrine. Nous essaierons par la suite de voir si cette solution pourrait s'adapter à l'Egypte, en tenant compte des circonstances particulières à celle-ci.

Mais tout en nous proposant d'étudier la jurisprudence et la doctrine française dans cette matière, nous n'avons pas la prétention d'établir en si peu de pages un tableau complet des vastes polémiques et des courants d'idées qu'à suscitées cette question de la nationalité des sociétés en France. Nous nous contenterons de signaler les solutions définitives auxquelles se sont arrêtés la doctrine et la jurisprudence françaises et qui pourront guider la solution à choisir pour l'Egypte. C'est ainsi que nous ne réserverons pas de place dans cette étude aux différents systèmes classiques proposés pour la solution de la question de la nationalité des sociétés, ni aux polémiques qu'ils avaient suscitées. Malgré l'intérêt scientifique de tout premier ordre, que présente ces polémiques, nous estimons qu'elles n'ont pas leur place en droit égyptien étant donné que le législateur égyptien, comme nous l'avons vu, s'est prononcé, suivant d'ailleurs en cela la jurisprudence française, nettement en faveur du critérium du siège social réel et établi sans fraude. Ce qui nous intéressera plus particulièrement, ce sera l'étude de la doctrine et de la jurisprudence françaises depuis l'admission définitive du critérium du siège social attributif de la nationalité des sociétés anonymes, et de l'évolution qui s'est faite dans cette même doctrine et jurisprudence, évolution qui pourrait, comme nous l'avons dit, guider la solution à choisir en droit égyptien.

SECTION I

Le siège social et la nationalité des sociétés anonymes en France. — Son rôle et son influence avant et depuis la guerre (21)

Etant donné l'importance que la doctrine et la jurisprudence françaises n'avaient pas tardé à reconnaître au siège social, la première question qui se pose est de savoir à quels éléments on doit s'attacher pour le déterminer avec précision. Le lieu fixé par les statuts ne peut avoir de valeur que s'il répond à la réalité. Fictif, il ne peut produire aucun effet juridique et il appartient aux tribunaux de dégager la vérité. C'est dans ce sens que s'exprime un arrêt de la Chambre des Requêtes, en date du 22 décembre 1896 (22), dans un de ses considérants : « Attendu que si la nationalité d'une société dépend du lieu de son siège social « et de son principal établissement, en quelque pays que se « poursuivraient les opérations dont s'alimente sa spéculation, c'est à la condition que ce siège social, effectif et sérieux, n'ait pas été transporté à l'étranger, d'une « manière fictive, dans le dessein d'échapper aux règles « d'ordre public, édictées par la loi française pour la nature et le fonctionnement des sociétés ».

Quelles conditions faut-il donc trouver réunies pour que le siège social soit sérieux ?

Il y a certains rouages, ou plutôt certains organes directeurs, sans lesquels la société anonyme ne peut vivre, agir et se développer. Le siège social est le lieu où sont groupés ces organes sociaux.

(21) Pour les détails, voir Leven (M.) : « *La nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France* », p. 84 et suivantes.

(22) D. P. 1897, I. 159.

Il y a d'abord l'assemblée des actionnaires qui est appelée à se prononcer sur toutes les décisions et les mesures capitales. C'est elle qui nomme les administrateurs qui agiront au nom de la société, qui approuve les comptes présentés par eux, etc... C'est elle en un mot, qui exerce le contrôle et décide souverainement.

Il y a ensuite le conseil d'administration qui constitue, peut-on dire, le pouvoir exécutif. C'est lui qui assure la marche de l'entreprise, qui décide des actes d'administrations et des marchés intéressant la société. A côté du conseil, se trouve, très souvent le directeur ou l'administrateur délégué, choisi tantôt par l'assemblée générale, tantôt par le conseil d'administration. Il est le mandataire général de la société, chargé de surveiller continuellement l'entreprise, de faire les opérations courantes, de représenter la société, d'assurer l'exécution des décisions prises par le conseil et d'assurer une certaine unité à la direction des affaires sociales.

Il y a encore les commissaires de surveillance, qui ont pour mission principale de faire à l'assemblée générale annuelle un rapport sur la situation de la société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

Il y a enfin les bureaux de la société, avec le service de caisse et la tenue des livres, qui complètent l'organisation administrative de la société.

Tous ces éléments, réunis dans un même lieu, y constituent le siège social de la société. C'est de là que partira l'initiative qui doit donner à l'entreprise sa direction. La vie juridique de la société se trouve concentrée, peut-on dire, au lieu de l'administration. Aussi doit-on considérer comme fictif le siège social établi par les statuts là où l'on ne voit pas siéger les administrateurs, ni se réunir les assemblées générales.

Mais ces divers éléments peuvent parfois se trouver séparés, et il faudra donc décider quel est le plus important, pour établir le siège social là où il se trouve. Il appartient aux tribunaux de résoudre cette question d'après les circonstances de chaque espèce, quoiqu'il faille, semble-t-il, donner une certaine prépondérance au Conseil d'Administration, dont les pouvoirs sont sans doute moins étendus que ceux de l'assemblée générale, mais qui exerce une plus grande influence sur la marche de l'entreprise, son action étant continue (23).

Cette détermination du siège social a donné lieu, en France, à de nombreuses décisions de jurisprudence. Les tribunaux ont eu souvent à se prononcer sur ce point, soit pour fixer la nationalité de la société, soit pour établir simplement son domicile et, par la suite, le lieu d'ouverture de la faillite. Il ressort des arrêts que la détermination statutaire, qui ne répondrait pas à la réalité ne saurait produire aucune conséquence juridique, son autorité peut être combattue par la preuve contraire. C'est aux tribunaux qu'appartient d'établir les faits dans leur exactitude. Si au siège social statutaire on ne rencontre aucun des organes sociaux essentiels, la désignation ainsi faite doit être considérée comme purement fictive et par conséquent n'ayant aucune valeur. Le véritable siège social sera là où se réunissent les organes sociaux ou, du moins, les plus importants d'entre eux, là où est concentrée sa vie juridique et d'où part l'initiative qui est donnée à la société.

C'est dans ce sens que s'exprime le tribunal de commerce de la Seine dans un jugement du 27 août 1891 (24).

« Lorsque l'indication d'un siège social à l'étranger n'a
« pour but que de permettre à la société de se fonder avec

(23) Voir Leven, p. 86-87.

(24) J. Clunet, 1891, p. 1241.

« un capital composé d'actions dont le taux ne répond pas
« aux prescriptions de la loi française du 24 juillet 1887,
« cette mention ne saurait distraire la société de la juris-
« diction des tribunaux français du moment que le siège
« du Conseil d'Administration de cette société est en
« France ».

Dans un arrêt du 22 décembre 1896 (25), la Cour de Cassation a notamment décidé qu'« est à bon droit considérée
« comme société française et déclarée nulle pour inob-
« servation des formes légales françaises, une prétendue
« société étrangère qui n'avait à l'étranger qu'un secré-
« taire sans initiative, recevant les délibérations de Paris,
« où se réunissent uniquement les directeurs, qui n'avait
« aucun intérêt à l'étranger et n'y a jamais exercé son
« activité et qui enfin n'a imaginé l'apparence d'un siège
« social à l'étranger que pour soustraire la société aux for-
« malités protectrices de la loi française ».

On peut multiplier les exemples de cette jurisprudence aujourd'hui constante.

Il y a là l'application d'un principe qui domine le droit international comme le droit interne, principe que l'on traduit par l'adage : *fraus omnia corrumpit*.

Il y a fraude à la loi quand à l'aide d'un artifice, par la création d'un lien fictif, l'établissement simulé d'un siège social à l'étranger, une société cherche à se placer sous l'égide d'une législation à laquelle ses conditions, de constitution et de fonctionnement, ne donnent pas droit. Il appartient aux tribunaux de constater cette intention frauduleuse et d'empêcher les conséquences qu'on voulait lui faire produire. C'est ce qu'ont fait les tribunaux français chaque fois qu'ils se sont trouvés en présence d'une telle

(25) D. P. 1897 I. 159.

simulation, chaque fois qu'ils ont constaté que la société avait voulu éluder la loi française. Il n'est point de décision de jurisprudence qui devant une désignation du siège social contraire à la réalité, ne se soit attaché exclusivement à celle-ci. Les tribunaux ont toujours tenu à chercher le véritable siège social, seul capable de produire les conséquences juridiques que l'on a vues.

A l'inverse, quand il n'y a point fraude, le siège social statutaire conserve toute sa valeur et son efficacité. Ainsi l'a toujours reconnu la jurisprudence d'avant guerre.

Ainsi le Tribunal de Commerce de la Seine (26) a décidé que la société « l'Atmospherin Nitrogen Company », constituée dans les formes de la loi anglaise, ne saurait se voir contester la qualité de société anglaise si au siège social fixé à Londres, « se sont tenues régulièrement et exclusivement les séances du Conseil d'Administration », si là « se trouve centralisée toute la comptabilité » et si « c'est également à ce siège social qu'ont eu lieu toutes les assemblées générales, à l'exception de celle... qui a été tenue à Paris pour des raisons spéciales, et cela conformément à une clause des statuts ». Le Tribunal ayant fait ces constatations, n'a voulu s'arrêter, pour admettre la fraude, ni à la nationalité française de la majorité des actionnaires, ni à l'objet de la société, qui était la mise en valeur d'un procédé d'origine française dans une usine située en France.

Par un arrêt du 6 juillet 1914 (27), la Cour de Cassation s'est refusée à considérer comme assujettie à la loi française une société constituée à Londres, suivant la loi anglaise, par des sujets anglais avec siège social à Londres,

(26) Jugement du 3 mai 1899. J. Clunet 1900. P. 802.

(27) Affaire de la Huelva Central Copper Mining: Gazette des Sociétés. 1915, p. 10.

encore qu'il fût établi qu'ultérieurement ses directeurs se réunissaient à Paris et que la plus grande partie de ses titres ait été négociée sur le marché français.

Ces idées étaient à peine considérées comme acquises, que des préoccupations d'un autre ordre commencèrent à faire sentir leur influence, longtemps même avant la grande guerre, sur la jurisprudence et la doctrine, en ce qui concerne cette question de la nationalité des sociétés anonymes. On a commencé à reprocher au critérium du siège social, de laisser trop de place à l'arbitraire. Il ne faut pas, dit-on, que la nationalité d'une société se lie à des circonstances qui dépendent exclusivement de la volonté de l'homme. Ce qu'on craint le plus aujourd'hui, ce n'est que les sociétés anonymes n'échappent aux lois qui doivent les régir, mais surtout qu'elles puissent se réclamer d'un Etat avec lequel elles n'auraient pas d'attaches suffisantes.

Il y a de longues années déjà, M. le professeur Thaller, s'attachant au rôle économique que jouent les capitaux dans la constitution et la vie des sociétés, s'élevait contre la trop grande liberté laissée dans le choix du siège social, et par là même, du régime légal applicable à une société. Pour lui, il devait exister une dépendance étroite entre le pays des souscriptions et le lieu choisi pour le siège social, étant donné que celui-ci sert à déterminer la nationalité d'une société et par suite, la loi qui lui est applicable (28) :

« On ne peut pas se dispenser, disait-il, de donner aux
« souscripteurs, quand c'est en France que le contrat de
« souscription se forme, la garantie de l'observation de
« la loi française sur les sociétés, et c'est dans le ressort
« territorial de cette même loi que devra se trouver, sinon

(28) Annales de droit commercial, 1890, p. 257.

« l'unique siège, du moins un siège social. Toute combinaison qui ferait souscrire les titres en France et placeraient le siège social en Belgique ou à Londres, de manière à monter l'entreprise suivant un acte anglais, ou la loi belge de 1873, en dehors, par conséquent, de notre propre loi du 14 juillet 1867, constitue une hérésie juridique dont l'un des termes détruit l'action en lui infligeant un démenti ». D'après lui, peu importe, que les titres offerts au public soient qualifiés d'anglais ou de belges, du moment que l'offre est faite en France, il faut assurer aux souscripteurs le bénéfice de la loi française.

M. Thaller semble à cette époque, s'être surtout occupé du cas où ce sont des Français qui vont à l'étranger pour constituer une société et tout en y établissant le siège social, font appel aux capitaux français;

Il demandait au législateur l'adoption de la formule suivante : « La nationalité d'une société, se règle par son siège social qui sera, non forcément dans le pays de l'exploitation, mais dans celui où ont lieu les souscriptions, ou du moins une fraction suffisamment élevée des souscriptions que les tribunaux apprécieront ».

Ces idées n'ont pas tardé à avoir leur écho dans la jurisprudence. Dans le silence même de la loi, les tribunaux français ont commencé, longtemps même avant la grande guerre, à attacher de l'importance à l'origine des capitaux pour apprécier le caractère réel ou fictif, du siège social et par suite, la véritable nationalité de la société. C'est ce qu'a fait, notamment, le tribunal de commerce de la Seine en refusant à la société de « Crédit Foncier International », constituée dans les formes du Companies act de 1862, la nationalité anglaise pour lui reconnaître la nationalité

belge : « Attendu, dit le jugement (29), que son véritable
« caractère se dégage nettement des circonstances qui ont
« précédé et suivi sa formation, que Sangeois ne saurait
« contester que son organisateur ait été le comte Langrand-
« Dumanceau, et qu'elle n'ait fait partie d'un groupe de
« sociétés par lui organisées pour fonctionner en Belgi-
« que; Qu'il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des
« membres du Conseil d'Administration, composé en en-
« tier de notabilités belges, à l'exception de deux membres,
« l'un Autrichien, l'autre Français; Que l'administrateur
« délégué était Langrand-Dumanceau, négociant belge,
« que, d'autre part, la liste des actionnaires ne comprend
« que 200 noms anglais environ, tandis que les actionnai-
« res belges sont au nombre d'environ 5.000 ».

On retrouve la même préoccupation dans un arrêt de la Cour de Rouen du 26 juillet 1912 (30), qui décide « qu'une
« société par actions ne saurait être considérée comme
« anglaise, malgré la qualification que lui donnent les sta-
« tuts et l'attribution d'un siège social à Londres lorsqu'il
« est constant que tout le capital a été émis et négocié ex-
« clusivement en France et que la société n'avait en Angle-
« terre qu'un siège nominal et fictif ».

A la veille même de la guerre, M. Joseph Denais avait, à la date du 4 janvier 1913, déposé un projet de loi (31) ayant pour objet de frapper de peines sévères une société qui prendrait la qualification de société française quand elle ne répondrait pas à certaines conditions : il en fixait quatre, il demandait : 1° que la société fût régie par la loi française (ce qui est conforme à la loi actuelle); 2° qu'aucun administrateur ou directeur ne fût étranger; 3° qu'elle ne

(29) 11 mars 1880. Gazette des Tribunaux, 13 mars 1880.

(30) Journal des Sociétés, 1913, p. 264.

(31) *Journal officiel*, Doc. Parl. Chambre, 1918, p. 23.

fût pas la filiale d'une entreprise ou société étrangère; 4° qu'elle n'employât que 10 0/0 de personnel étranger.

Cette proposition fut adoptée avec quelques modifications par la commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre, mais aucune suite ne lui a été donnée.

La guerre est venue bouleverser toutes les idées acquises dans la matière.

Dès le début, et pour l'application des mesures de guerre (interdiction de commerce, et la mise sous séquestre), des difficultés ont apparu. Comment ces mesures nouvelles allaient-elles s'appliquer aux sociétés ? Devait-on considérer comme leur échappant toutes les sociétés constituées dans les formes de la loi de 1867, ayant en France leur siège social et qui, jusqu'à la guerre, avaient été regardées comme françaises ? C'était rendre inefficaces et inopérantes les mesures de défense nationale pour les nombreuses sociétés constituées en France, à l'aide de capitaux ennemis et dirigées par des ressortissants ennemis. Si l'on voulait atteindre ces sociétés, il ne fallait pas s'arrêter aux principes jugés jusqu'alors suffisants. Il ne fallait plus s'attacher aux apparences même sérieuses, il fallait à tout prix dégager la réalité. La jurisprudence l'a compris. La constatation d'un siège social établi en France ne lui a plus suffi pour reconnaître à une société anonyme la nationalité française. Les tribunaux ont cherché dans la constitution de la société, dans ses origines, la formation de son capital, la nationalité de ses actionnaires ou de ses dirigeants, les motifs qui devaient inspirer et justifier leurs décisions.

C'est surtout pour l'application de la mesure de la mise sous séquestre, qu'on trouve cette préoccupation nouvelle de chercher derrière le siège social établi en France les véritables maîtres et bénéficiaires de l'activité sociale. Les

tribunaux ont prononcé la mise sous séquestre des sociétés dont le siège social était en France, mais qui étaient, par l'origine des capitaux et la nationalité des dirigeants, sous l'influence étrangère. C'est ainsi, pour prendre quelques exemples, que la Cour d'Aix a, par un arrêt du 20 juillet 1915 (32), confirmé l'ordonnance qui avait mis sous séquestre la Société Provençale de charbon, cokes et briquettes (affaire Mante), bien que constituée selon la loi française, avec un siège social à Marseille, parce qu'elle n'était qu'une succursale du Deutscher Kohlen-Depot de Hambourg. Pour statuer ainsi, la Cour d'Aix s'est attachée à la constitution du capital, formé de 300 actions, dont 145 appartenaient au syndicat allemand et 155 à des porteurs français ayant l'obligation de les rendre au syndicat, à la première réquisition, à la composition du Conseil d'Administration qui ne comprenait que des Allemands, à l'objet même de l'entreprise (importation et vente de charbons provenant d'Allemagne).

La Cour de Paris, dans un arrêt du 7 juillet 1916 (33), ayant constaté que dans une société minière, la Société de Barbery, les 8-10 du fonds social appartenaient à des Allemands et que l'influence allemande était non seulement prépondérante, mais toute puissante et absolue dans les détails de l'administration, décide que « si dans la forme, « la société minière est française, en fait elle est au pouvoir complet des Allemands et qu'elle tombe bien ainsi « sous l'application du décret du 27 septembre 1914 ». A la forme on oppose le fond, et c'est le fond dont il faut tenir compte pour l'application de ces mesures.

(32) J. Clunet 1918, p. 277.

(33) J. Clunet, 1917, p. 226.

Dans une circulaire relative à l'application de la loi du 22 janvier 1916 (34) concernant la déclaration des biens des sujets des Etats ennemis, le garde des Sceaux a donné son approbation à cette manière de voir et il l'a justifiée dans les termes suivants :

« Je ne saurai trop rappeler qu'il ne saurait être fait
« état à l'égard des sociétés de leur nationalité d'apparen-
« ce. Les formes juridiques dont la société est revêtue, le
« lieu de son principal établissement, tous les indices aux-
« quels s'attache le droit privé pour déterminer la natio-
« nalité d'une société sont inopérants, alors qu'il s'agit de
« fixer au point de vue du droit public, le caractère réel
« de cette société. Elle doit être assimilée aux sujets de
« nationalité ennemie dès que, notoirement sa direction
« ou ses capitaux sont en totalité ou en majeure partie
« entre les mains des sujets ennemis, car, en pareil cas,
« derrière la fiction du droit privé se dissimule vivante et
« agissante, la personnalité ennemie elle-même ».

Dans une proposition de loi du 7 mars 1916 (35), sur l'activité économique des étrangers en France, M. Landry s'est préoccupé de la question et voici les dispositions qu'il proposait à cet égard : « Les sociétés fonctionnant sous le régime de la loi française pourront à toutes époques être invitées par le ministre du Commerce à faire connaître par qui elles sont gérées ou administrées, et à présenter tous documents de nature à établir la répartition par nationalité des titres représentant leur capital. Dans le cas où il apparaîtrait que, soit au point de vue de l'administration, soit au point de vue de la participation dans le capital, les intérêts étrangers sont prépondérants dans ces sociétés, le ministre

(34) *Journal officiel* du 23 février 1916 et D. P., 1916, IV, 107.

(35) *Journal officiel*. Doc. parl. Chambre 1916, p. 307.

du commerce pourra les inviter par arrêté à prendre toutes mesures propres à assurer la prédominance des intérêts français ».

Comme sanction de ces dispositions, il prévoyait la possibilité de dissolution, par jugement, des sociétés récalcitrantes, et la prononciation de peines contre les administrateurs.

Des textes législatifs, datant même d'avant guerre, imposent des conditions pour la composition du conseil d'administration. Dans les cahiers de charges de deux principales Compagnies de Navigation chargées de services postaux français, le Parlement avait inséré une clause portant que : « Nul ne peut faire partie du Conseil d'Administration de la société concessionnaire, ni en être directeur, s'il n'est de nationalité française » (36).

Pareille exigence se retrouve dans le décret du 21 avril 1920, qui a établi le modèle du cahier de charges type pour les sociétés concessionnaires de mines. Si la société est anonyme, le président du Conseil d'Administration, l'administrateur délégué, les commissaires des Comptes, et les 2/3 au moins des membres du Conseil d'Administration doivent être Français.

La question de la nationalité des sociétés s'est posée incidemment à l'occasion du projet de loi restreignant pour les étrangers le droit de posséder des immeubles. Ce projet (37), dans son article 5, est ainsi rédigé : « Sont soumises à la même obligation (de l'autorisation gouvernementale), les sociétés civiles et commerciales. Seules en

(36) Lois du 27 décembre 1911 pour la Compagnie Transatlantique et du 30 décembre 1911 pour la Compagnie des Messageries Maritimes.

(37) Déposé par le gouvernement le 23 janvier 1920. Voté par la Chambre des Députés le 6 novembre 1922.

« sont dispensées les sociétés régies par les lois françaises, ayant leur siège social en France, et dont le président du Conseil d'Administration, les administrateurs délégués, les gérants, les directeurs ayant la signature sociale, les commissaires aux comptes, et plus de la moitié des associés en nom collectif, des administrateurs, des membres du Conseil de direction ou du Conseil de surveillance sont de nationalité française, et qui justifieront, en outre, que les capitaux représentés à la dernière assemblée générale étaient en majorité détenus par des Français ».

Le Traité de Versailles et les autres traités de Paix (Traité de Saint Germain, art. 249 et suiv. — Traité de Neuilly, art. 177 et suiv.), ont introduit dans cette matière une nouvelle notion : la notion de « contrôle ».

L'article 297 du Traité de Versailles, consacré à la question des biens, droits et intérêts en pays ennemi, s'exprime ainsi dans son paragraphe *b* :

« Sous réserve de dispositions contraires qui pourraient résulter du présent traité, les puissances alliées et associées se réservent le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du présent traité, à des ressortissants allemands ou à des sociétés contrôlées par eux, sur leur territoire, dans leurs colonies, possessions et pays de protectorat, y compris les territoires qui leur ont été cédés du présent traité ».

Il y aura donc des sociétés qui, tout en ayant leur siège social sur le territoire des puissances alliées, seront considérées comme des sociétés ennemies étant contrôlées par des nationaux des pays ennemis. Voici donc un terme nouveau qui est entré dans le langage juridique français : Qu'est-ce qu'une société contrôlée ?

Les tribunaux n'ont pas atrdé à être appelés, dans l'application de l'article 297, par. *b* à interpréter le mot « contrôlé ». C'est ce qu'a fait la Cour de Nancy dans un arrêt du 8 février 1921 (38) : « Attendu, dit cet arrêt, qu'il n'est « pas douteux que l'expression « contrôlées » a été em-
« ployée dans le sens anglais ou américain, qu'en Anglais
« le mot « control » signifie empire, influence, autorité et
« le verbe « control » exercer de l'empire sur, gouverner,
« régler, diriger, d'où cette conséquence que contrôler une
« société signifie : exercer sur elle une influence prépo-
« dérant, la diriger ».

Faisant application de ces principes à la société de Saint-Pierremont, la Cour lui a reconnu le caractère d'une société contrôlée par des Allemands, parce que sur 2.004 parts, 1303 étaient entre les mains des Allemands, ce qui leur assurait la majorité, et que le Conseil se composait de 7 Allemands contre 5 Français et Belges, et plus tard de 8 Allemands, contre 2 Français et 2 Belges. Les Allemands avaient ainsi la prédominance dans la direction et l'administration, pouvant ainsi faire échec à toute proposition de leurs co-participants.

A l'occasion d'une autre espèce, où il agissait, non pas d'une société anonyme, mais d'une société en commandite simple, la Cour de Douai a été également appelée à se prononcer. Dans son arrêt du 24 décembre 1923 (39), elle commence par rappeler le principe que « La nationalité des
« sociétés dont la personnalité est, en droit, distincte de
« celle de ses membres, ne saurait dépendre exclusive-
« ment de la nationalité de ces derniers, qu'une telle théo-
« rie enlèverait toute fixité à la nationalité d'une société;
« qu'il doit donc être admis, en droit, que la nationalité

(38) J. Clunet, 1921, p. 955.

(39) Dalloz. Recueil hebdomadaire de Jurisprudence, 1924, p. 194.

« des sociétés, quelle que soit leur forme, se détermine par
« le lieu du domicile légal de la société, c'est-à-dire de son
« siège social où se trouve son principal établissement »,
mais elle ajoute aussitôt, en invoquant les mesures du
temps de guerre, que « d'après ces dispositions, le juge ne
« doit plus se borner à statuer sur les apparences légales,
« mais est tenu de rechercher la situation réelle de toute
« société qui comprend des étrangers parmi ses membres,
« afin d'empêcher que, sous la fiction d'une société fran-
« çaise, se dissimule une société de nationalité ennemie
« dont l'activité doit profiter à l'étranger, que résolvant en
« son art. 297 la question des biens, droits et intérêts pri-
« vés en pays ennemi, le Traité de Versailles, a condensé
« au paragraphe 2 dudit article relativement aux socié-
« tés, cette législation de guerre, en décidant que les puis-
« sances alliées pourront retenir et liquider les biens ap-
« partenant à des sociétés, contrôlées par des ressortis-
« sants allemands, que par cette expression « contrôlée »,
« d'une force si concise, il faut entendre un pouvoir ef-
« fectif et prépondérant sur la société de telle sorte que
« l'ennemi soit en réalité « le maître de l'affaire », que,
« ces principes établis, il y a lieu de rechercher en la cause
« si la gérance de X assurait à celui-ci un pouvoir effec-
« tif et prépondérant sur la société litigieuse ».

De ces deux décisions de Cour d'Appel, il résulte que si la jurisprudence conserve au siège social un rôle important pour la détermination de la nationalité d'une société elle entend en même temps ne pas s'arrêter aux apparences, et ne pas vouloir reconnaître à une société la qualité de française, si la gestion et la direction de cette société est entre des moins étrangères. Le siège social, pour produire ses effets juridiques, doit correspondre à la réalité. Il ne suffit plus pour réclamer les avantages de la nationalité

française, que la société prouve que son siège social est établi en France alors que la « maîtrise » de l'affaire n'est pas française.

Les Tribunaux arbitraux mixtes, institués en vertu des traités de paix, ont fait application de cette notion nouvelle de « contrôle ». Quand la nationalité d'une société était contestée devant eux, ces tribunaux ne se sont pas attachés simplement au lieu du siège social, ils ont recherché, de plus, la véritable direction de l'entreprise et à quel « contrôle » elle obéissait. Il existe à cet égard une jurisprudence assez nombreuse (40).

Comme on le voit, la tendance générale actuelle, de la jurisprudence et de la doctrine françaises, est de ne plus s'arrêter au critérium du siège social réel et établi sans fraude. Ce que l'on veut actuellement, c'est rechercher le caractère véritable de la société avant de lui reconnaître la nationalité française. En l'absence de texte, les tribunaux ont eu la plus grande liberté sur le choix des éléments sur lesquels ils fondaient leurs décisions. Ils ont tenu compte, soit de l'origine des capitaux, de la nationalité des actionnaires, soit de l'origine des pouvoirs de direction, de la nationalité des dirigeants. Suivant les cas, ils se sont attachés à tel ou tel élément, à la formation du capital social, à la composition du Conseil d'Administration ou bien à la réunion de ces éléments pour caractériser la société.

De cette évolution, quels éléments retenir, susceptibles de donner la solution de cette même question en Egypte tout en tenant compte des circonstances particulières à celle-ci ?

A cette question nous consacrons la deuxième section de ce chapitre.

(40) Pour les détails de cette jurisprudence, voir Leven. *De la Nationalité des Sociétés*, 2^e édition, p. 139 et suiv.

SECTION II

De la solution à choisir pour l'Egypte

Les tribunaux mixtes (41), comme nous l'avons vu, se sont arrêtés, pour la détermination de la nationalité des sociétés anonymes fonctionnant en Egypte, au critérium du siège social réel et établi sans fraude. Pour établir cette nationalité, ils ne prenaient en considération, ni la nationalité des actionnaires, ni celle des administrateurs et des fondateurs de la société. Ils n'ont pas cherché, non plus, à établir le contrôle auquel est soumise la société.

On a vu, de plus, la façon par laquelle le législateur égyptien a cru corriger le critérium trop libéral, du siège social réel. Les décisions du Conseil des Ministres de 1923 et 1927 sont destinées à assurer la représentation des intérêts égyptiens au sein des sociétés anonymes considérées par la loi comme de nationalité égyptienne.

Ces mesures sont-elles vraiment de nature à atteindre le but qu'elles se proposent, où faut-il au contraire en édicter d'autres plus énergiques ? Faudra-t-il poser des conditions plus rigoureuses pour reconnaître une société anonyme comme égyptienne ?

Pour répondre à cette question, reprenons les divers systèmes que l'on a proposés en France pour rempalcer ou corriger le critérium du siège social. En établissant leur valeur scientifique et pratique, nous pourrons conclure dans un sens ou dans l'autre.

Tout d'abord, on a voulu établir la nationalité de la société anonyme d'après la nationalité de ses actionnaires.

(41) Voir *supra* : Le chapitre II.

Dans un brillant article (42), M. Thaller a soutenu qu'une société française doit être constituée entre Français, et qu'une société anonyme ne peut prétendre à cette qualité que si la majorité des actionnaires est de nationalité française. M. Pillet a soutenu, au cours d'une discussion à la Société de Législation comparée (43), la même thèse que M. Thaller. Il s'est efforcé de soutenir que, pour faire preuve d'esprit positif, il fallait partir de ce principe que celui qui est maître des capitaux est maître de la société. D'après lui, il ne fallait, si l'on voulait éviter les sociétés étrangères « maquillées en sociétés françaises », reconnaître comme françaises que les sociétés anonymes constituées à l'aide de capitaux français, sinon exclusivement, du moins en grosse majorité. Il exigeait des règles, et des interdictions formelles de nature à éviter la prépondérance des capitaux étrangers, ce qui aurait engagé les sociétés françaises dans des voies incompatibles avec la sécurité de l'industrie nationale. Il prévoyait cependant, des atténuations à ce principe, pouvant être apportées à l'aide de conventions diplomatiques qui donneraient aux sociétés françaises la faculté de recevoir certains capitaux étrangers, à l'exclusion des autres.

Que vaut au juste cette proposition ?

Elle n'a pas tardé à provoquer des objections sérieuses. A quelle majorité devait-on s'arrêter ? Est-ce la majorité en nombre ou la majorité en capitaux ? Cette majorité, quelle qu'elle soit, peut changer au cours du fonctionnement de la société, passer d'un pays à l'autre. La société

(42) Esquisse de la réforme de la législation des étrangers. *Revue politique et parlementaire*, 1917, p. 297 et suiv.

(43) *Bulletin de la société de législation comparée*, avril-juin 1917, p. 128 et suiv.

changera-t-elle de nationalité en ce cas ? Sera-t-elle soumise à ces fluctuations, à ces changements incessants dans le personnel d'actionnaires ? Comment enfin exercer le contrôle permettant de connaître l'origine des capitaux et de faire respecter la nouvelle règle que l'on veut poser ?

M. Thaller ne voit qu'un moyen, il condamne les titres au porteur, demande leur suppression et réclame résolument les titres nominatifs (44). Ainsi, dans chaque aliénation, on pourra facilement connaître la nationalité de l'acquéreur. M. Thaller va jusqu'à demander que le bulletin de souscription ou l'acceptation de transfert, soit daté d'un lieu de France, à peine par la société de ne plus disposer de la prérogative de société française. Il demande de plus, le dépôt au greffe de la liste des actionnaires sur laquelle figurerait la nationalité affirmée lors de chaque acceptation de transfert. On connaîtrait ainsi les changements survenus dans la composition du capital social, changements qui pourraient entraîner (M. Thaller admet cette conséquence logique du système) une dénationalisation de la société anonyme.

La proposition vaut-elle le sacrifice qu'elle exige ?

Les avantages du titre au porteur, sa rapide transmission, la facilité qu'il donne aux opérations de bourse, les inconvénients que présente, au contraire, le titre nominatif avec les lenteurs du transfert, ont été exposés, au cours d'une discussion de la Société de Législation comparée, par

(44) Les fondateurs de la Banque Misr (société anonyme égyptienne) n'ont fait appel qu'à des capitaux et à une collaboration purement égyptiens pour faire bien ressortir le caractère national de l'institution. Les art. 6 et 7 de ses statuts disent, en effet, que toutes les actions devront être nominatives, et les actionnaires de nationalité égyptienne.

des hommes d'affaires remarquables (45), et dont l'opinion ne peut manquer de retenir l'attention du législateur. Le grand mérite des titres au porteur a été surtout de développer l'importance du marché français à la Bourse, et M. Jouanny, membre de la Chambre des Communes, a signalé le danger que pouvait lui faire courir leur suppression. En étudiant cette question, M. Lyon-Caen s'est exprimé de la façon suivante : « d'après le témoignage unanime
« de personnes expérimentées, on tient extrêmement en
« France à la forme au porteur ; dans une proportion énor-
« me — on ne peut la fixer avec précision — les actions
« des sociétés sont des actions au porteur ».

Il serait à craindre que les capitalistes qui cherchent à réaliser des gains sur leurs placements et qui alimentent de leurs opérations le marché français, ne vinssent, si cette réforme était réalisée, à abandonner les valeurs françaises au profit des valeurs étrangères. Une telle mesure risquerait de rendre beaucoup plus difficile, sinon impossible, la constitution de sociétés au moment où elle serait nécessaire pour le relèvement économique national.

Ce sont d'ailleurs, des considérations du même ordre qui ont empêché le législateur, en France, de condamner la forme au porteur, malgré les inconvénients qu'elle présente au point de vue de la perception de l'impôt sur le revenu. Le titre nominatif ne se prête pas à la fraude comme le titre au porteur, et cependant, malgré la nécessité de faire face au déficit budgétaire, le Parlement a reculé devant sa suppression ; il n'a même pas voulu adopter la proposition, plus modérée de MM. Auriol et Blum, qui, tout en maintenant les titres au porteur, voulaient établir un contrôle gênant sur leur transmission. Si l'intérêt fis-

(45) Opinion de MM. Jouanny et Bricard: Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée. N° d'avril-juin 1917, p. 146.

cal n'a pu assurer le succès de la proposition, ce n'est pas davantage la crainte de l'influence étrangère dans les sociétés par actions qui fera condamner les titres au porteur.

Au cours de la guerre, il est vrai que quelques sociétés ont imposé la forme nominative, mais c'était là une mesure de guerre qui n'a pas tardé à disparaître. A l'instigation du gouvernement, la Compagnie Nationale des Matières Colorantes a dû insérer dans ses statuts un article ainsi conçu (article 12) : « Les actions sont nominatives. Sauf
« accord préalable avec le Ministre de la Guerre, elles ne
« pourront être converties en titres au porteur, même par
« une décision d'une assemblée générale extraordinaire et
« il ne pourra être créé d'actions autres que des actions
« nominatives, pour quelque cause que ce soit, augmen-
« tation de capital, transformation ou fusion. Tout trans-
« fert d'actions, même entièrement libérées, ne pourra
« être effectué qu'avec le consentement du Conseil d'Ad-
« ministration qui pourra toujours refuser ce consente-
« ment sans avoir à faire connaître le motif de son
« refus ».

Mais cette disposition rigoureuse n'a pas laissé de paraître gênante, puisque l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires, tenue le 9 mars 1921, a voté diverses modifications aux statuts au nombre desquelles se trouve précisément l'autorisation de convertir les actions nominatives en actions au porteur.

Ainsi la difficulté de proscrire complètement la forme au porteur, a-t-elle fait naître l'idée de diverses solutions qui permettraient d'une manière plus ou moins absolue, de restreindre ou de supprimer le rôle des capitaux étrangers.

On a proposé d'exiger qu'à la fondation, le quart du capital social fût souscrit par des Français sous la véri-

fication du notaire (46), et que le paiement des coupons de ces actions ne fût effectué qu'à des Français.

On a également préconisé la division du capital en actions nominatives et en actions au porteur (47). Les actions nominatives ne pourraient être souscrites que par des Français, qui auraient seuls, voix délibérative aux assemblées générales et devraient avoir la majorité dans le conseil d'administration. Les actions au porteur ne donneraient droit qu'à la nomination du surplus des administrateurs et au partage des bénéfices de l'exploitation. On a proposé encore que, sans recourir à cette division, on maintiendrait la forme au porteur, mais pour contrôler l'origine des capitaux, seraient seules admises aux assemblées générales, les actions dont affidavit établirait qu'elles sont la propriété d'un Français. Celui qui déposerait des actions pour assister à l'Assemblée générale, devrait affirmer que ces actions sont bien sa propriété et la sincérité de cette déclaration serait assurée par des pénalités sévères dont la fraude serait frappée.

La diversité de toutes ces propositions, les unes extrêmes, les autres plus modérées, montre la difficulté du problème, la complexité des intérêts en cause et l'on peut se demander si, en adoptant l'une quelconque de ces solutions, dont on ne peut exactement mesurer la répercussion économique, on atteindrait vraiment le but poursuivi.

(46) Il y a là une solution presque identique à celle adoptée en Egypte, comme on l'a vu, par les décisions du Conseil des Ministres de 1923 et de 1927.

(47) Les actions de la société « Misr Shipping » (société anonyme égyptienne) sont au nombre de 1400 : dont 770 actions série A, devant rester nominatives et ne sont acquises que par des Egyptiens, et 630 actions série B au porteur et pouvant être acquises par des Egyptiens et des étrangers.

Nous ne le croyons pas. Pour éliminer toute influence étrangère dans la société anonyme, il n'y a qu'un seul moyen, dont on a vu les dangers, la suppression des titres au porteur. Ainsi, même sous le régime qui n'admettait pas la représentation des intérêts étrangers et qui frapperait de peines sévères toute fraude, il resterait toujours aux étrangers un moyen parfaitement légal et régulier d'utiliser leurs titres pour avoir une influence dans les délibérations de l'assemblée générale, ce serait de donner leurs titres en report. Le droit de participer aux assemblées est, en effet, reconnu au détenteur des actions au jour du vote, même s'il n'en est pas propriétaire, c'est-à-dire au créancier gagiste, au reporteur. Il suffirait donc qu'une banque complaisante acceptât cette remise des titres, pour pouvoir se présenter à l'assemblée générale. De plus, ces diverses solutions comportent toujours le même danger que celle exigeant la suppression des titres au porteur. Les capitaux étrangers désirent exercer au moins une certaine surveillance sur les sociétés anonymes nationales dont ils font partie. Si l'on supprime ou limite énormément cette surveillance, comme le prévoient ces diverses solutions, ces capitaux peuvent être portés à abandonner le marché national pour aller s'établir ailleurs.

Dans ces conditions, nous pensons qu'il faut conclure dans le même sens que la Cour de Douai, qui dans son arrêt précité du 24 décembre 1923 (48), proclame que « la nationalité » des sociétés dont la personnalité est, en droit, distincte de » celle de ses membres ne saurait dépendre exclusivement » de la nationalité de ces derniers, qu'une telle théorie enlè- » verait toute fixité à la nationalité d'une société ».

(48) Dalloz : Recueil hebdomadaire de jurisprudence, 1924, p. 194.

Un tel critérium doit logiquement entraîner, comme nous l'avons vu, des mesures extrêmes dont on ne saurait préciser les répercussions économiques sur le pays qui les adopte. Personne n'oserait conseiller l'adoption de telles mesures en Egypte. L'Egypte a, pour le moment, besoin de capitaux étrangers établis sur son marché et qui jouent un rôle capital dans la vie économique du pays. Leur disparition brusque ne peut que nuire aux intérêts vitaux du pays. Les dangers auxquels de telles mesures peuvent exposer l'Egypte sont de beaucoup supérieurs aux avantages que peut offrir l'élimination de toute influence des capitaux étrangers dans les sociétés anonymes de nationalité égyptienne.

Quant à la jurisprudence intervenue au cours de la grande guerre, et même après, et la notion nouvelle du « contrôle » qui en est issue, quelle est au juste sa valeur scientifique et pratique ?

Nous savons déjà que cette jurisprudence voulait établir la nationalité des sociétés par action d'après plusieurs éléments à la fois. Elle recherchait la nationalité des actionnaires, celle des fondateurs et des directeurs, et enfin l'influence prépondérante dans l'entreprise. Elle établissait la nationalité d'après tous ces éléments réunis.

Sans reprendre dans le détail toute cette jurisprudence de guerre et d'après-guerre, nous nous posons pour le moment la question de savoir quels éléments on doit retenir de cette jurisprudence pour guider la solution à choisir en Egypte, et quels éléments on doit au contraire rejeter.

Tout d'abord, doit-on accepter cette jurisprudence en sa totalité, doit-on considérer ce nouveau critérium comme ayant définitivement remplacé celui du siège social réel et établi sans fraude ?

M. Lyon-Caen (49), en examinant la portée de la proposition précitée de M. Joseph Denais (50), proposition tendant à établir la nationalité des sociétés anonymes d'après des considérations du même ordre que celles qui nous intéressent, a fait observer qu'elle se heurtait à des inconvénients qui devaient la faire écarter : « Les sociétés qu'on vise, dit-il, » sont légalement françaises et, chose singulière, on prétend » pourtant leur défendre de prendre une qualification correspondant à ce fait sous la menace de peines rigoureuses. » Dorénavant, l'escroquerie consisterait parfois à prendre » non pas une fausse qualité, mais une qualité très exacte ».

En effet, il semble qu'il y ait vraiment quelque chose d'un peu surprenant et même d'illogique à admettre qu'une société puisse avoir à la fois le caractère de société française et de société étrangère, ou, à tout le moins, qu'étant française, elle puisse être traitée comme une société ennemie.

Pour éviter d'acquiescer à ce paradoxe, on a proposé plusieurs explications de cette jurisprudence.

Tout d'abord, on a cru lui échapper en soutenant que si ces sociétés avaient, d'après le critérium du siège social réel, la nationalité française, elles ne l'avaient qu'au point de vue du droit privé. Pour établir leur nationalité au point de vue du droit public, il fallait recourir à une autre critérium, en tenant compte de la nationalité des actionnaires, des fondateurs, des directeurs et de l'influence prépondérante dans la société (51).

Que vaut cette justification de la jurisprudence de guerre et d'après guerre ?

(49) Bulletin de la Société de Législation comparée, octobre, décembre 1916, p. 413 et suiv.

(50) Voir *supra*, p. 72.

(51) Voir la circulaire, précitée, du garde des Sceaux, du 29 février 1916.

Il est difficile de concevoir qu'il puisse y avoir une nationalité au point de vue du droit privé et une autre au point du droit public. Sans doute, il peut exister entre les sujets d'un Etat des catégories différentes ayant des droits plus ou moins étendus, les uns ayant seulement les droits civils, les autres ayant en outre les droits politiques, mais comment admettre qu'on puisse reconnaître comme sujet et ressortissant d'un Etat, celui qui dans d'autres circonstances, sera rattaché à une autre puissance et, à ce titre, traité comme sujet ennemi ? Que vaut une nationalité qui n'a de valeur qu'en temps de paix et qui, la guerre venue, cesse aussitôt de protéger celui qui peut la revendiquer ? C'est précisément en temps de guerre que l'on a le plus besoin de pouvoir revendiquer la nationalité dont on jouissait en temps de paix.

Il y a là, croyons-nous, une théorie qui bouleverse tous les principes acquis concernant la notion de la nationalité, sans apporter une justification quelque peu rationnelle et solide de cette jurisprudence de guerre et d'après guerre.

Les Tribunaux ont cru pouvoir éviter le paradoxe en invoquant la théorie de l'interposition des personnes. Ils ont cru ainsi satisfaire aux nécessités impérieuses de la défense nationale, sans toucher aux principes qui leur paraissaient définitivement établis.

Un des arrêts (52) les plus nets en ce sens, décide qu'« il appartient aux juges du fond, appréciant souverainement les faits de la cause, de déclarer qu'une société, bien que fondée en France conformément à la loi française, et ayant son siège social en France, est cependant en réalité une personne interposée, sous le couvert de laquelle une entreprise allemande fait le commerce en France ».

(52) Cass. Req. 20 juillet 1915. Rev. de dr. int. privé, 1915, p. 211.

Que vaut cette explication ? L'interposition suppose la présence de deux personnes, une à laquelle une opération est interdite et une autre à laquelle cette opération est permise. Cette dernière paraît accomplir cette opération pour son propre compte, tandis qu'en réalité elle ne sert que de « personne interposée », et que tout le bénéfice, en fait, doit aller à celle à laquelle l'opération est interdite (le bénéficiaire réel). Pour appliquer cette théorie à une société, force est donc de la dissocier en deux éléments : l'entreprise formée des différents associés est assimilée au bénéficiaire réel, tandis que la société proprement dite n'est qu'une personne interposée. Cette dissolution peut-elle être admise ? Nous ne le croyons pas. Entreprise et société ne forment en réalité qu'un tout, la société n'est que la personification de l'entreprise. Cette personne morale pré-suppose l'existence de personnes physiques, les associés, elle n'est pas autre chose qu'un organisme juridique permettant à l'entreprise d'agir efficacement. Elles doivent donc, avoir la même nationalité et l'opération interdite à l'une doit l'être pour l'autre. On ne peut donc pas parler ici d'interposition des personnes, une des deux personnes (l'agent apparent) faisant défaut. Cette explication doit donc être écartée. Elle bouleverse tous les principes acquis en ce qui concerne la personnalité morale, notion juridique tenant un rang élevé en droit moderne. Il faut donc chercher ailleurs la justification de cette jurisprudence de guerre et d'après guerre.

A l'occasion des séquestres, M. Wahl (53) fait observer que, pour l'application de cette mesure, on n'a pu s'en tenir aux principes du droit : « Pour mieux dire, ce sont, écrit-il, d'autres principes juridiques qui doivent être appli-

(53) Le droit civil et commercial de la guerre, t. I, p. 826 et suiv.

« qués en matière de séquestre : la mise sous séquestre
« étant destinée à empêcher que les pays ennemis ne pro-
« fitent de l'action ennemie dans notre pays, la solution
« suivante devait être admise : la mise sous séquestre dé-
« pend uniquement de l'origine des capitaux ». Voulant
sans doute, justifier cette dualité de traitement, M. Wahl
ajoute : « Au surplus, dans l'esprit de sa constitution, le
« séquestre est une mesure conservatoire et, par suite, peut
« et doit être ordonné toutes les fois qu'il y a un intérêt
« à le faire ».

Si, en vérité, on peut invoquer le caractère conservatoire de la mise sous séquestre, pour atténuer l'opposition qui existe entre la qualité de société française et l'application de cette mesure, il n'en est plus de même quand on se trouve en présence des dispositions qui constituent de véritables mesures d'exécution, telles que celles prévues par le Traité de Versailles (art. 297 et suivants), par le traité de Saint-Germain (art. 249 et suivants), par le Traité de Neuilly (art. 177 et suivants). Ces dispositions édictent de véritables mesures d'exécution qui peuvent, comme nous l'avons vu, s'appliquer à des sociétés pouvant, d'après le critérium du siège social, réclamer la nationalité française. Dans ce cas, l'opposition demeure entière.

Nous pensons que la seule explication que l'on puisse donner, pour justifier cette jurisprudence de guerre est qu'elle était nécessitée par les besoins impérieux de la défense nationale. Dès le début des hostilités, de nouvelles mesures (interdiction de commerce, mise sous séquestre), étaient édictées à l'encontre des intérêts ennemis établis en France. Comment ces dispositions allaient-elles s'appliquer aux sociétés ? Devait-on considérer comme leur échappant, toutes les sociétés constituées dans les formes de la loi française de 1867, ayant leur siège social en

France et, qui, jusqu'à la guerre, avaient été regardées comme françaises ? C'était rendre inopérantes et inefficaces ces mesures de défense nationale pour les nombreuses et importantes sociétés constituées à l'aide de capitaux ennemis et dirigés par des sujets ennemis. Ou bien alors, si on voulait les atteindre, il ne fallait plus s'arrêter aux principes qui, jusque-là, avaient pu paraître suffisants, mais dont les inconvénients à la lumière des événements nouveaux, ne manquaient pas de se révéler avec une gravité particulière. La jurisprudence l'a compris. Au lieu de s'attacher aux apparences même sérieuses, elle s'est efforcée de dégager la réalité. La constatation d'un siège social établi en France ne lui a plus suffi pour reconnaître à une société les droits et avantages que doit conférer la qualité de société française. Par un examen minutieux, les Tribunaux ont cherché, comme nous l'avons vu, dans la constitution de la société, dans ses origines, dans la formation de son capital, et la nationalité de ses actionnaires ou de ses dirigeants, les motifs qui devaient inspirer et justifier leurs décisions.

Mais si cette explication est la seule plausible, il faut observer qu'elle comporte, en même temps, la condamnation de la jurisprudence qu'elle justifie. En effet, si cette jurisprudence ne peut être justifiée rationnellement qu'en vue de mesures nécessitées par la guerre, il est tout à fait logique qu'elle disparaisse la guerre terminée.

Faut-il donc retourner purement et simplement au critérium du siège social comme l'a dégagé la jurisprudence d'avant-guerre ? Faut-il par un respect peut être exagéré des formules reçues, des définitions faciles, essayer de dire que la jurisprudence de la guerre n'a pas porté atteinte à ce critérium, que rien n'a été changé et que, par voie de

conséquence, la guerre finie, il n'y aura plus à tenir compte de jurisprudence ?

Nous ne croyons pas qu'il y ait là la solution du problème. Les préoccupations nouvelles qu'a mises en lumière la grande guerre sont tout à fait légitimes. C'est aujourd'hui, une question vitale pour tout Etat moderne, que celle de ne pas se voir réduit, économiquement, à la condition d'un état vassal par les capitaux étrangers établis sur son territoire. Si l'on doit considérer le critérium du siège social réel comme toujours maintenu, on doit, par contre, essayer de le concilier avec ces nouvelles préoccupations. C'est dans l'intérêt même du principe que l'on doit se montrer plus rigoureux pour son application.

Existe-t-il donc une opposition absolue entre les principes admis par la jurisprudence avant la guerre, et ceux admis pour l'application des mesures de guerre ou des dispositions des Traités de Paix ?

Il nous semble que cette opposition absolue n'existe pas et que ces principes nouveaux peuvent même, dans une certaine mesure, se rapprocher et se concilier avec les anciens.

Pour déterminer la nationalité d'une société, la jurisprudence d'avant-guerre recherchait si le siège social était sérieux, si son choix n'avait pas été inspiré par une pensée frauduleuse, si au lieu fixé par les statuts fonctionnaient bien tous les pouvoirs qui assument la direction de l'entreprise et créent ainsi le lien qui la rattache à un pays déterminé. Le plus souvent la régularité de la constitution de la société était seule en cause, il ne s'agissait que de savoir si elle avait observé les formes que sa véritable nationalité lui imposait. Avec la guerre sont nées d'autres préoccupations plus graves, il a fallu empêcher l'activité ennemie de continuer, il a fallu se protéger contre elle, et,

c'est ce qui explique que la simple constatation du siège social, fixé en France, n'ait plus paru suffisant pour assurer à une société le caractère de société française échappant ainsi à toutes les mesures de sécurité prises dans l'intérêt de la défense nationale. L'examen a dû être plus approfondi, plus complet, il a fallu ne pas s'arrêter à des apparences même sérieuses, et rechercher quels étaient, effectivement, les dirigeants de l'entreprise, ceux qui exerçaient sur elle la véritable autorité et qui profitaient de son activité. Ce n'était pas, en vérité, une rupture avec les principes admis, ce n'en était le plus souvent, peut-on dire, qu'une application plus rigoureuse. C'était l'extension de la théorie, maintes fois appliquée par la jurisprudence d'avant guerre, de l'inefficacité du siège social, au point de vue de la détermination de la nationalité de la société et de la loi qu'elle doit observer quand ce siège social ne correspond pas à la réalité, quand il apparaît comme ayant un caractère fictif. Il en a été fait seulement pour cette période de guerre, peut-on dire, une application plus sévère et plus étroite parce qu'il s'agissait, non pas de simples intérêts privés, mais comme le déclarait M. le garde des Sceaux, dans sa circulaire du 29 février 1916 (54), d'une question de droit public.

Si, depuis longtemps, la jurisprudence admet que, pour déterminer la nationalité d'une société, il faut s'attacher au lieu où se trouve établi son siège social, c'est parce qu'elle considère avec raison qu'au siège social se trouvent réunis, concentrés tous les organes, tous les pouvoirs qui contribuent à donner à la société son impulsion et sa direction, c'est ainsi, peut-on dire, parce qu'elle suppose qu'une société dont les rouages administratifs fonctionnent en

(54) Voir supra.

France est une société dirigée par des Français, animée de sentiments français, au service d'intérêts français. Mais s'il apparaît que ces pouvoirs ne sont que la représentation ou l'émanation des pouvoirs établis dans un autre pays, et que la véritable direction de la société vient d'ailleurs, rien n'empêche de tenir compte de cette réalité. Chaque fois que les tribunaux ont eu à se prononcer sur une question de nationalité, ils se sont efforcés de déterminer le lieu où se trouvait concentrée la vie sociale, où étaient réunis les divers organes appelés à prendre les décisions qui exercent de l'influence sur la marche de la société. C'est encore persévérer dans cette voie et rester fidèle aux principes admis que de rechercher par un examen plus approfondi, par des investigations plus complètes, si par-delà un conseil d'administration ou même des assemblées d'actionnaires se réunissant pour la forme en France, il n'y a pas une autorité étrangère qui les inspire et les dirige. Pour déterminer la nationalité d'une société, rien n'empêchera les tribunaux de tenir compte des origines des capitaux, ou, ce qui est plus facile, de la composition du conseil d'administration, de la nationalité de ses membres. Ils le faisaient déjà avant la guerre, pour apprécier le caractère fictif ou sérieux du siège social et se prononcer sur la nationalité revendiquée. C'est ce que, depuis, a encore reconnu un arrêt de la Cour de Paris du 9 novembre 1922 (55), en décidant « que le siège social véritable d'une société n'était « pas forcément dans le pays où les statuts l'indiquaient « et que les tribunaux avaient le pouvoir de déterminer le « lieu où se trouvait le siège social effectif de la société ».

Rien n'empêche la jurisprudence de persévérer dans cette voie avec plus ou moins de rigueur. Sans doute,

(55) *Revue des Sociétés*, 1923, p. 333.

n'ayant plus les mêmes préoccupations qu'en temps de guerre, n'ayant plus à parer aux mêmes dangers, ayant à résoudre d'autres questions, les tribunaux ne se livreront plus à des investigations aussi minutieuses et peut-être s'arrêteront-ils volontiers à la simple constatation de la réalité du siège social, du fonctionnement en France des divers organes de direction (56).

C'est ainsi, croyons-nous, que l'on pourrait arriver à une solution ayant de l'unité et qui, tout en respectant les principes admis dans la matière, tient compte des nouvelles préoccupations que la guerre a mises en lumière.

Cette solution peut-elle être admise en Egypte ? Nous savons déjà que le législateur égyptien a cru préférable de donner à cette question de la nationalité des sociétés anonymes une solution légale. Y a-t-il dans le texte législatif de quoi entraver l'admission de la solution précédente en Egypte ?

Nous ne le pensons pas. L'article 44/47 Code de Commerce indigène et mixte établit, comme nous l'avons vu (57), la nationalité des sociétés anonymes d'après le lieu où est établi le siège social, en tenant compte toutefois du lieu de la fondation de la société, du moins quand ce lieu est l'Egypte. Mais, tout en donnant cette importance au siège social, cet article reste muet à l'égard des conditions que ce siège doit réunir pour produire les effets juridiques qu'on lui attache. C'est à la doctrine et à la jurisprudence qu'incombe cette tâche. Les Tribunaux mixtes, comme nous l'avons vu (58), ont décidé que, pour en tenir compte, le siège social doit être réel et sérieux et que, fictif, il n'a aucune valeur. Ils ont dégagé ces principes pour combattre

(56) Voir Leven, p. 143 et suiv.

(57) Voir supra, p. 51.

(58) Voir supra, p. 49.

le seul genre de fraude combattu dans la matière en Egypte sous les capitulations et qui avait pour but de soustraire à la législation égyptienne des sociétés anonymes qui devaient s'y conformer. Actuellement, du fait que de nouvelles préoccupations font sentir leur influence, rien n'empêche la jurisprudence d'approfondir leur examen avant de se prononcer sur la nationalité d'une société anonyme. Le texte légal ne contient rien qui soit de nature à entraver cette orientation nouvelle de la jurisprudence égyptienne. Tout au contraire, ne pourra-t-on dire que l'article 41/47 Code de Commerce ind. et mixte, en s'attachant au lieu de la fondation de la société anonyme, quand ce lieu est l'Egypte, considère comme élément déterminant la nationalité d'une société, le lieu de souscription de son capital ? Ne pourra-t-on trouver dans la définition (59) donnée au mot « se fonder » par la jurisprudence mixte, le souci de tenir compte de l'origine des capitaux ?

Nous n'oserons affirmer que c'était dans l'intention du législateur ou des tribunaux d'admettre un tel principe, mais nous constatons seulement qu'il n'y a, ni dans l'article 41/47 Code de Commerce indigène et mixte, ni dans la jurisprudence antérieure, rien qui soit de nature à empêcher l'admission de la solution que nous avons choisie en Egypte.

De cette façon, les Tribunaux égyptiens, sans aller à l'encontre de la jurisprudence antérieure, pourront, semble-t-il, prendre en considération, comme éléments de la réalité du siège social et par suite de la nationalité des

(59) Cette définition est la suivante : « Constituer, en s'associant pour signer l'acte qui détermine les bases de la société et les conditions de son fonctionnement en vue d'obtenir l'autorisation nécessaire et en *souscrivant les capitaux* ». Arrêt précité du 29 avril 1908 (B.T.M. 20 224).

sociétés anonymes, la nationalité des actionnaires, des administrateurs et des fondateurs de la société. Sans qu'il soit nécessaire d'imposer aux actions la forme nominative, en recherchant les conditions dans lesquelles le capital social a été constitué, les personnalités qui ont eu l'initiative de l'entreprise, les groupes qui y sont intéressés, la qualité de ceux qui ont la gestion et la direction de l'affaire, on pourra déterminer le pays auquel par ses véritables origines se rattache la société.

S'il est établi que la majorité des actionnaires appartient à un pays autre que l'Égypte où le siège social est établi, pourra-t-on dire que ce siège social est sérieux ? Les assemblées générales peuvent-elles vraiment se tenir au siège statutaire, alors que les actionnaires appartiennent tous, ou en grande majorité, à un autre pays ? Le conseil d'administration, nommé par eux, n'y aura-t-il pas une existence purement fictive ?

Nous estimons qu'il faut attacher de l'importance à l'origine des capitaux pour apprécier le caractère véritable du siège social et, par suite, la véritable nationalité de la société.

Nous estimons qu'il faut, surtout, s'attacher à la nationalité des administrateurs et des directeurs, en tant qu'élément de la réalité du siège social, et par suite, de la nationalité de la société anonyme. Les administrateurs, les directeurs, sont des mandataires chargés de la gestion des intérêts de leurs mandants. En les connaissant, on connaît par là même ceux qu'ils représentent. Quand des groupes financiers contribuent à la constitution d'une société, il est de pratique courante qu'ils aient leurs représentants au sein du Conseil d'Administration. C'est le moyen d'exercer leur influence et leur contrôle. S'attacher à la nationalité des administrateurs, des directeurs de la

société, demander qu'ils soient des nationaux, pour que la société puisse être nationale, c'est vraisemblablement écarter des sociétés anonymes les capitaux étrangers dont on redoute l'intrusion excessive. C'est tout au moins empêcher que ne s'exerce une influence contraire aux intérêts du pays. A ce propos nous ne pouvons nous empêcher d'approuver les textes législatifs imposant, comme nous l'avons vu (60), en France et en Egypte, des conditions pour la composition du Conseil d'Administration. Il y a là, croyons-nous, une mesure sage et d'un contrôle facile, particulièrement efficace pour empêcher l'ingérence excessive des capitaux étrangers. Cette mesure a, de plus, l'avantage, de ne pas être très gênante pour les sociétés anonymes nationales, puisqu'il est tout à fait naturel qu'une société anonyme ayant la nationalité d'un pays, soit obligée de choisir ses administrateurs parmi les nationaux de ce pays. Mais s'il nous est permis de recommander cette mesure en Egypte, nous ne pensons pas qu'il faille en demander l'application intégrale. Ce que nous recommandons, c'est d'assurer aux Egyptiens la majorité dans les Conseils d'administrations des sociétés anonymes égyptiennes, sans aller toutefois trop loin en exigeant que tous les administrateurs doivent être de nationalité égyptienne. Il y aurait là une mesure extrême et dangereuse pouvant entraîner l'abandon du marché égyptien, par les capitaux étrangers qui tiennent à être représentés aux Conseils d'administration des sociétés anonymes égyptiennes, dont ils font partie.

La tâche de la jurisprudence, dans cette matière, sera de beaucoup facilitée si les autorités administratives tiennent compte, avant de se prononcer sur les demandes qui leur seront faites pour la constitution de nouvelles socié-

(60) Voir supra.

lés anonymes égyptiennes, des considérations que nous venons d'exposer. En effet, il ne faut pas oublier que le droit égyptien reste fidèle au système de l'autorisation préalable pour la constitution des sociétés anonymes (art. 40-46 Code de Commerce indigène et mixte). On considère même cette autorisation comme une décision très grave, et qui ne peut être prise que par une seule autorité administrative : le Conseil des Ministres. Il appartiendra donc à cette autorité de tenir compte, avant de délivrer l'autorisation nécessaire pour la constitution de la société et lui confèrent en même temps la nationalité égyptienne, de toutes les considérations que nous venons d'exposer : à savoir la nationalité des actionnaires, mais surtout la nationalité des administrateurs et des fondateurs. On pourrait, semble-t-il reprendre à ce sujet, la proposition faite par M. Carlo Piola Caselli (61), qui suggérerait de confier l'examen de cette question de la nationalité des sociétés anonymes à un organisme technique et approprié, qui n'opèrerait l'inscription de la société au registre du commerce, dont il demande la création, qu'après « avoir constaté au point de vue technique économique, l'exactitude de la déclaration de la société, soit sur la base du contenu des actes constitutifs et des statuts, soit sur la base d'autres éléments fournis par la société, soit moyennant toutes investigations qu'il jugerait utile ». Ce que l'on reprochait principalement à cette proposition, c'est que ce contrôle administratif serait une sorte de retour à l'autorisation préalable, système abandonné depuis longtemps à cause des retards et des difficultés qu'il entraînait. Cette objection n'a pas de valeur en ce qui concerne l'Égypte, puisque, comme nous l'avons

(61) J. Clunet 1921, p. 824 : « Contribution à l'étude du problème de la nationalité des sociétés par actions ». Par Carlo Piola Caselli, avocat au barreau de Rome.

vu, le droit égyptien reste fidèle à l'autorisation préalable. Nous considérons au contraire, que la création d'un tel organisme est de nature à faciliter la tâche du Conseil des Ministres qui, avant d'accorder son autorisation conférant à la société anonyme la nationalité égyptienne, demanderait son avis à cet organisme, composé de personnes compétentes et en possession des renseignements nécessaires.

Sans méconnaître l'importance du siège social au point de vue de la nationalité, on pourrait ainsi écarter des avantages de la nationalité égyptienne des sociétés anonymes qui sont sous la dépendance de capitaux étrangers, et auxquelles l'octroi de la nationalité égyptienne pourrait constituer un grand danger.

Il est assurément souhaitable que l'on n'applique pas en Egypte, les principes précédents dans toute leur rigueur et que l'on s'arrête à une juste mesure qui, tout en sauvegardant les intérêts du pays, n'aura pas comme effet, immédiat ou lointain, d'éloigner entièrement les capitaux étrangers de son marché. Il appartiendra aux autorités administratives, et aux tribunaux de trouver cette juste mesure, d'autant plus qu'ils n'ont pas, pour le moment, à parer à des dangers imminents pour le pays, comme c'était, par exemple, le cas pendant la grande guerre.

Enfin, il appartiendra aux sociétés anonymes égyptiennes soucieuses de s'assurer une nationalité stable et à l'abri de toute contestation possible, d'inscrire dans leurs statuts des clauses qui les préserveront de l'ingérence étrangère, en imposant la forme nominative, en subordonnant le transfert des actions à l'agrément du Conseil d'Administration, et enfin et surtout en décidant que le Conseil d'Administration sera composé en totalité, ou au moins en majorité, d'Egyptiens.

DEUXIEME PARTIE

De la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations

Si nous avons traité ce sujet il y a deux ans, c'est-à-dire avant les Conventions de Montreux, cette deuxième partie eût constitué la partie la plus importante de notre thèse. Notre travail aurait compris seulement deux parties; la première et celle-ci. Mais heureusement les choses ont changé, et avec l'abolition des capitulations, nous pouvons, et même, nous devons y ajouter une troisième partie que nous considérerons comme la plus importante de ce travail.

De toute façon, il nous faut étudier la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régi-

me des capitulations, partie de notre thèse devenue quasi historique, pour deux raisons d'une importance inégale.

En premier lieu, et c'est là la raison la plus importante, les Conventions de Montreux n'ont pas supprimé l'état de choses antérieur; elles n'ont fait que préparer le terrain à un nouvel état de choses. Cette situation légale existe encore et elle existera jusqu'à ce qu'une loi égyptienne, devenue possible, la supprime et la remplace. Or, cette loi n'a pas encore vu le jour; elle peut même tarder longtemps encore. Aussi devons-nous étudier cette situation légale, à moitié abolie, en tant qu'existant encore actuellement.

En second lieu, ces questions présentent un intérêt scientifique de premier ordre. La condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des Capitulations était anormale. Cette anomalie prenait parfois des aspects très curieux qui méritent d'être étudiés. En outre, par les abus que cette situation occasionnait, cette étude nous permettrait de montrer les défauts du système, et nous aidera à poser les fondements d'une législation éventuelle.

CHAPITRE I

LES GARANTIES QUE LES CAPITULATIONS ASSURAIENT AUX ETRANGERS EN GENERAL

(LA LIBERTE DE COMMERCE EN EGYPTES SOUS LE REGIME DES CAPITULATIONS)

Il convient, semble-t-il, de commencer cette partie de notre travail par l'étude du régime des Capitulations en général, car c'est à ce régime, que la situation légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte, devait son anomalie et son fondement juridique.

Pour comprendre une situation légale, il faut d'abord comprendre le régime sur lequel elle repose.

SECTION PREMIERE

Généralités

Le régime des Capitulations était le régime qui organisait la condition légale de la plupart des étrangers en Egypte.

Dans le sens juridique et politique, on peut donner des Capitulations la définition suivante : Elles constituent « l'ensemble des droits et des privilèges dont jouissaient les étrangers en Egypte et qui les soustrayaient à la souveraineté égyptienne, sauf dans certains cas excep-

tionnels » (1). Cet ensemble de droits et de privilèges reposait sur une série de traités conclus entre l'empire ottoman et les puissances capitulaires traités qui s'appliquaient en Egypte en tant que celle-ci faisait partie de cet empire. Après le 5 novembre 1914, date de la séparation de l'Egypte de l'empire ottoman, ces traités continuèrent à s'appliquer en Egypte d'après les règles du droit international public concernant la succession des Etats.

Ces traités organisaient la condition légale des étrangers privilégiés en Egypte et empêchaient le législateur égyptien d'intervenir dans cette organisation. Mais, fait à noter, ces traités organisaient la condition légale des étrangers d'une façon purement négative (2). Ils se bornaient à soustraire les étrangers à la souveraineté égyptienne et à les soumettre à leurs lois nationales ainsi qu'à la juridiction de leur Consul, sans déterminer pour cela une organisation positive de leur condition légale.

Cette situation a été atténuée en Egypte par la création, en 1875, des lois et des tribunaux mixtes qui sont, quoique issus d'une convention internationale, des lois et des tribunaux égyptiens qui ont remplacé les lois et juridictions étrangères, dans une certaine mesure, en s'appliquant aux ressortissants des puissances capitulaires.

SECTION II

La portée des capitulations

Malgré le caractère commercial des Capitulations, l'importance de celles-ci allait toujours croissant par l'effet de

(1) Voir Zaki : *Le droit international privé égyptien*, p. 630.

(2) Voir Pellissié du Rausas : *Les capitulations dans l'Empire ottoman*. Tome I, pages 128-129.

leur caractère politique. Cet accroissement avait trouvé des éléments favorables dans la décadence de l'Empire ottoman et dans la faiblesse du gouvernement égyptien. Les étrangers réclamaient des droits, que les traités de capitulation ne leur accordaient pas originairement. Les tribunaux mixtes devaient intervenir à plusieurs reprises, pour atténuer les attaques des étrangers et de leurs consuls à la souveraineté égyptienne.

Dans le dernier état du droit, c'est-à-dire juste avant leur abolition, les capitulations assuraient aux étrangers deux sortes de privilèges ou garanties : garanties de droit public et garanties de droit privé.

§ A. — *Les garanties de droit public*

Ces garanties étaient de droit public dans ce sens qu'elles limitaient la souveraineté administrative égyptienne et la souveraineté politique égyptienne en tant qu'Etat souverain de droit international public. Ces garanties étaient au nombre de quatre :

I. — *La liberté d'établissement et de voyage en Egypte*

Cette garantie a été visiblement assurée dans le but de faciliter le commerce. Les étrangers avaient la liberté de voyager, soit par mer, soit par terre, et la liberté de s'établir partout en Egypte.

Cette liberté n'était nullement limitée (3), et l'on peut facilement concevoir les dangers et les inconvénients qu'une telle situation présentait pour l'ordre et la sécurité publique en Egypte.

Heureusement, après la guerre, le droit d'entrer en Egypte a été subordonné à l'obtention d'un visa égyptien.

(3) Voir du Rausas. Tome I, pages 133 et suivantes.

Ce visa n'est accordé aux étrangers qu'après vérification et suivant un règlement préalablement établi.

Mais malgré cette liberté d'établissement, le gouvernement égyptien avait-il le droit qu'ont tous les gouvernements d'expulser les étrangers indésirables ?

En bonne logique, établissement signifie établissement calme et non nuisible. Mais ce droit d'expulsion a été considéré par les puissances capitulaires comme incompatible avec les traités des capitulations. Seuls les consuls étrangers pouvaient expulser leurs ressortissants. Le gouvernement égyptien n'avait que le droit de provoquer cette décision.

Cette situation dura jusqu'à l'intervention des tribunaux mixtes qui, par une saine interprétation des textes, reconurent au gouvernement ce droit si longtemps refusé, d'expulser les étrangers indésirables sans avoir le consentement des consuls.

Cependant, il n'en restait pas moins que les autorités égyptiennes ne pouvaient arrêter un étranger sans le consentement de son consul, sauf dans le cas de flagrant délit.

II. — *L'inviolabilité du domicile*

(Article 7 du traité de 1740)

Cette inviolabilité a été étendue à tout ce que possédait l'étranger, sans y résider, dans le pays. Les autorités égyptiennes ne pouvaient s'y introduire sans le consentement du consul, même dans le cas de flagrant délit.

C'était vraiment là le point noir des capitulations. Cette garantie a été exploitée par une certaine catégorie d'étrangers qui l'utilisaient surtout pour empêcher l'exécution des jugements rendus contre eux. Malgré les protestations et l'indignation générale, aucune atténuation ne put être

apportée à cette garantie, et elle exista dans son intégralité jusqu'à l'abolition des capitulations elles-mêmes.

III. — *La liberté de commerce*

C'était la plus importante des garanties accordées aux étrangers et le point capital dans le régime des capitulations. Toutes les autres n'étaient que des moyens pour en faciliter la jouissance. Le traité de 1740 a écarté tous les obstacles qui en gênaient la jouissance.

Tout au début, les traités des capitulations mentionnaient bien les marchandises qu'on pouvait librement négocier, mais les choses changèrent rapidement; la liberté devint la règle et l'interdiction l'exception (4).

Toutefois cette liberté absolue a été un peu limitée, d'abord, par les traités commerciaux conclus entre l'empire ottoman et les puissances capitulaires, puis, par les traités commerciaux conclus entre l'Égypte et ces mêmes puissances en vertu du Firman de 1873 qui l'autorisait à en conclure (5).

D'après ces traités, le gouvernement égyptien avait le droit d'interdire l'exploitation de n'importe quelle matière à condition que l'interdiction fût générale, et d'interdire le négoce de certaines matières comme le tabac, le hashisch, l'importation d'armes, etc... (6).

Après l'application de nouveaux tarifs douaniers en 1931, l'Égypte a conclu une série de traités commerciaux dont nous parlerons à propos de la garantie fiscale.

En outre, cette liberté de commerce était assurée par des lois proprement égyptiennes.

(4) Voir du Rausas. Tome I, p. 181.

(5) Voir Scott, p. 164, qui indique une série de ces traités.

(6) Voir du Rausas : Traité des 29 avril 1861 avec la France, article 3-9-11.

En premier lieu, le décret du 8 mars 1891, en établissant les patentes déclarait dans son article premier : « Libre exercice de toute profession ou industrie, de tout art, commerce ou métier, est assuré à tous les habitants d'Egypte, indigènes ou étrangers indistinctement, à la condition d'observer la loi générale du pays, sous réserve des industries dangereuses et de celles qui peuvent être l'objet de monopoles gouvernementaux ».

En second lieu, la constitution égyptienne de 1923, en parlant des libertés individuelles, avait consacré cette liberté de commerce dans des termes à peu près identiques.

C'est ce qui a même conduit un auteur égyptien à prétendre que la liberté de commerce était assurée aux étrangers, non en vertu des capitulations, mais en vertu des règles de droit international public et de la constitution égyptienne, en tant qu'un droit public assuré en Egypte à tous les habitants sans distinction de nationalité (7).

Cette interprétation doit être écartée. La liberté de commerce dont jouissaient les étrangers en Egypte était un véritable privilège assuré par les capitulations. Il suffit pour l'établir, de noter que cette liberté portait atteinte à la souveraineté administrative et politique égyptienne et que le gouvernement égyptien ne pouvait y changer quoi que ce soit sans le consentement des puissances capitulaires.

En somme, les étrangers privilégiés, jouissaient en Egypte, en vertu des capitulations, du véritable privilège d'y exercer librement le commerce ou n'importe quel métier.

(7) Voir El Zeiny : Cours droit international privé, p. 168 et suivantes.

Mais n'existait-il pas en plus des limites conventionnelles sus-indiquées, des limites de droit interne à cette liberté ? Certes, ces limites de droit interne existaient bien, mais elles ne s'appliquaient aux étrangers privilégiés qu'avec le consentement des puissances capitulaires ou de l'assemblée générale des Cours d'Appel mixtes. Nous reprendrons cette question en détail en étudiant les lois égyptiennes qui s'appliquaient aux sociétés anonymes étrangères sous le régime des capitulations. Pour le moment, il nous suffit de classer ces limites de droit interne en trois catégories :

1° Certaines professions étaient monopolisées en faveur de l'Etat ou de compagnies concessionnaires. Il en était ainsi pour les fabrications des poudres de guerre, pour les mines, pour la frappe de la monnaie, pour les postes et télégraphes et pour les transports par chemin de fer.

2° Certaines professions commerciales ne pouvaient être exercées que par des personnes possédant des diplômes, par exemple pour le commerce de la pharmacie.

3° Les commerçants en général, indigènes et étrangers, étaient astreints à certaines obligations spéciales, au nombre de trois :

- a) Se faire immatriculer sur le registre du commerce.
- b) Tenir des livres.
- c) Rendre public, dans les formes déterminées par le Code du commerce, son régime matrimonial.

IV. — *La liberté de religion*

Les capitulations garantissaient aux étrangers leur liberté spirituelle. Il faut noter que cette garantie leur est assurée par la tolérance musulmane et que ce n'était pas vraiment la peine de la consacrer par les traités.

§ B. — *Les garanties de droit privé*

Ce sont des garanties de droit privé, dans ce sens qu'elles soustrayaient les étrangers à la juridiction et à la législation égyptiennes pour les soumettre à la juridiction de leurs consuls et à leurs lois nationales.

Ces garanties étaient de trois sortes :

1° *Garantie de juridiction.*

Nous saisissons ici l'occasion d'étudier cette garantie pour établir un plan général des juridictions multiples qui existaient en Egypte. Ce plan aidera beaucoup à la compréhension des questions qui suivront puisque la loi applicable variait suivant la juridiction compétente. Nous avons déjà eu à montrer l'importance de cette question en étudiant la théorie de l'« intérêt mixte » (8).

En dernier état de droit, c'est-à-dire après la création en 1875 de tribunaux mixtes dits de « réforme », il existait en Egypte trois ordres de juridictions :

1° Les tribunaux purement étrangers.

C'étaient les tribunaux consulaires. Ils avaient trois sortes de compétence :

a) Une compétence personnelle dans les affaires de statut personnel de leurs nationaux.

b) Une compétence civile dans les affaires civiles entre leurs nationaux, sauf dans le cas où l'objet du litige était un immeuble situé en Egypte.

c) Une compétence pénale pour juger les crimes commis par leurs nationaux sur le territoire égyptien, sauf dans certains cas exceptionnels où les tribunaux mixtes leur avaient arraché cette compétence.

(8) Voir *supra*, pages 46-47.

C'étaient des tribunaux de première instance. L'appel à leur jugement devait être fait devant les tribunaux de leur pays d'origine. Certains pays avaient même installé en Egypte des tribunaux consulaires d'appel (9).

2° Les ritbunaux mixtes.

C'étaient des tribunaux, en quelque sorte, intermédiaires entre les rtibunaux purement égyptiens et les tribunaux purement étrangers. Quoiqu'ils soient, en principe, des tribunaux égyptiens, prononçant leurs jugements au nom de sa Majesté le Roi d'Egypte, et appliquant un code promulgué par le gouvernement égyptien (le code mixte) la majorité des juges était assurée aux étrangers et le code appliqué était un code plutôt européen, et même leurs jugements étaient rendus en langue étrangère.

Ces tribunaux avaient deux sortes de compétence :

1° Une compétence civile dans les affaires civiles entre indigènes et étrangers, ou entre étrangers de nationalité différente, ou même entre étrangers de la même nationalité quand l'objet du litige était un immeuble situé en Egypte.

2° Une compétence pénale minime pour certains délits commis par les étrangers comme la banqueroute simple ou frauduleuse et les délits commis contre l'exécution de leurs jugements, pour les contraventions de simple police commises par les étrangers en Egypte, etc...

Ces tribunaux étaient créés pour remédier aux abus des tribunaux consulaires et leur compétence faisait partie, avant leur création, de la compétence de ces tribunaux.

3° Les tribunaux purement égyptiens.

Ils étaient répartis en deux catégories :

(9) Comme la Grande-Bretagne et la Grèce.

a) Les tribunaux du statut personnel pour les Egyptiens dont la compétence dépendait de la religion des parties.

b) Les tribunaux civils et pénaux dits tribunaux nationaux qui connaissaient des affaires civiles entre Egyptiens et des crimes commis par eux.

Comme on le voit, la garantie de juridiction dont jouissaient les étrangers en Egypte sous les capitulations, consistait à les soustraire à la juridiction des tribunaux purement égyptiens pour les soumettre à la juridiction des tribunaux consulaires ou, dans certains cas, à la juridiction des tribunaux mixtes créés avec le consentement des puissances capitulaires et où ils étaient représentés.

Ces garanties avaient pour effet d'empêcher l'application en Egypte du principe de l'unité de juridiction appliqué partout et d'y substituer l'application du principe de pluralité des juridictions avec toutes les complications et les inconvénients qu'il pouvait entraîner.

2° *La garantie législative.*

Un lien étroit unissait en Egypte la compétence judiciaire et la compétence législative. Chaque catégorie des tribunaux sus-indiqués appliquait des lois qui lui étaient propres. Donc, parallèlement à la pluralité de juridiction, il existait en Egypte la pluralité des systèmes de lois applicables.

Ces systèmes étaient au nombre de trois :

1° Les tribunaux consulaires appliquaient dans les affaires qui formaient leur compétence, deux sortes de lois :

a) En premier lieu et principalement leurs lois nationales en vigueur dans leur pays d'origine.

b) Les lois consulaires nécessitées par des circonstances locales, et qui différaient parfois des lois nationales.

En plus, le consul avait le droit de promulguer des règlements de police applicables à ses nationaux.

2° Les tribunaux mixtes appliquaient dans les affaires qui formaient leur compétence :

a) Les codes mixtes qui sont en principe, des codes égyptiens quoique issus d'une convention internationale.

b) Quelques lois promulguées par le gouvernement égyptien avec le consentement de l'Assemblée générale des Cours d'Appel mixtes (avec un droit de veto des puissances capitulaires), suivant l'article 12 du règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes modifié par la loi de 1911.

Ces lois devaient porter seulement sur des matières de droit civil, mais elles pouvaient comprendre exceptionnellement des règlements concernant les contraventions de simple police applicables aux étrangers (d'après le décret du 31 janvier 1889).

3° Les tribunaux égyptiens appliquaient deux sortes de lois :

a) Les tribunaux nationaux appliquaient les codes civil, pénal et commercial indigènes, promulgués en 1883.

b) Les tribunaux de statuts personnel égyptiens appliquaient les règles de la religion des parties, spécialement la législation musulmane.

Donc, comme ont le voit, la garantie législative consistait pour les étrangers privilégiés à les soustraire à l'application des lois égyptiennes pour les soumettre à leur loi nationale ou, dans quelques cas, aux codes mixtes.

3° *La garantie fiscale.*

Cette garantie était, peut-être, la plus injuste et la plus humiliante pour le gouvernement égyptien (10).

Le traité de 1740 a supprimé quelques impôts spéciaux aux étrangers et qui gênaient le commerce. Il a voulu établir

(10) Voir Lord Millner : *England in Egypt*.

l'égalité fiscale entre les étrangers et les indigènes. Mais les puissances capitulaires, aidées en cela par les tribunaux mixtes, ont interprété ces traités comme garantissant les étrangers contre les impôts que leur Etat n'avait pas approuvés. Toutes les protestations égyptiennes sont restées vaines.

Dans le dernier état du droit, c'est-à-dire juste avant l'abolition des capitulations, les étrangers ne payaient que les impôts suivants :

1) Les impôts sur le terrain agricole qui leur étaient imposés par la loi du 7 safar 1284 (de l'Hégire) qui les autorisait en même temps à acquérir des immeubles sur le territoire ottoman.

2) Les impôts sur les constructions, suivant les conventions de Londres de 1885.

3) Les taxes municipales d'Alexandrie, suivant le décret de 1890, mais comme compensation, les étrangers étaient largement représentés dans cette municipalité.

4) Les taxes douanières qui étaient jusqu'en 1931 déterminées par des traités commerciaux (11) conclus entre l'Egypte et les puissances capitulaires en vertu du Firman de 1873, autorisant l'Egypte à en conclure. Le 17 février 1931, date de l'expiration du dernier de ces traités, le gouvernement égyptien a promulgué le nouveau règlement douanier qui est en vigueur actuellement et qui a été complété par des traités commerciaux conclus avec les différentes puissances.

5) Les étrangers payaient, en tant que consommateurs, tous les impôts indirects en vigueur en Egypte, et cela sans le consentement des puissances capitulaires.

Le régime des capitulations dont nous venons d'esquisser les grandes lignes, organisait la condition légale de la plu-

(11) Voir surtout le traité de 1889 avec l'Angleterre.

part des étrangers en Egypte. Ces étrangers, dits étrangers privilégiés, étaient des nationaux des puissances capitulaires qui avaient conclu avec l'empire ottoman les traités de capitulation (12).

Mais il nous faut, pour que ce plan général soit complet, étudier la condition légale des étrangers non privilégiés sous le régime des capitulations. Cette condition légale variait suivant la nationalité des étrangers non privilégiés.

Les nationaux des Etats qui faisaient partie de l'ancien empire ottoman, ne jouissaient d'aucun privilège et étaient traités sur le même pied d'égalité que les égyptiens.

Pour les nationaux d'autres Etats, la solution naturelle était leur assimilation aux Egyptiens, mais en fait ils jouissaient plutôt du traitement privilégié réservé aux nationaux des puissances capitulaires.

En premier lieu, le gouvernement égyptien ne voulait pas leur appliquer une législation spéciale qui ne s'appliquerait pas aux étrangers privilégiés. Même s'il l'avait voulu, les gouvernements de ces étrangers ne l'auraient pas acceptée puisqu'ils trouvaient ainsi leurs nationaux dans une situation légale inférieure à celle des nationaux des puissances capitulaires.

En second lieu, les tribunaux mixtes avaient adopté à l'égard de ces étrangers une attitude leur conférant presque les mêmes privilèges qu'avaient les étrangers privilégiés.

En somme, leur condition légale pouvait se résumer de la façon suivante :

(12) Au moment de l'abolition des capitulations, ces puissances étaient au nombre de 14 : la Belgique, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, la France, l'Italie, la Grèce, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Autriche et l'Allemagne (ces deux dernières puissances en vertu du traité de 1925).

Ils jouissaient des mêmes garanties de droit public que celles dont jouissaient les étrangers privilégiés, mais ils en jouissaient, non en vertu des capitulations, mais en vertu de la constitution égyptienne et des règles du droit international public. Cela impliquait le droit du gouvernement égyptien de limiter ces garanties quand il le jugeait à propos. Mais il ne l'a jamais fait par crainte d'une intervention diplomatique de la part de leurs gouvernements.

Quant aux garanties de droit privé, la solution naturelle était de soumettre ces étrangers aux lois et aux juridictions purement égyptiennes. Mais les tribunaux mixtes prétendaient qu'ils étaient la seule juridiction compétente à leur égard. Ils invoquaient pour établir cette prétention, le texte mal rédigé de l'article 15 du règlement de l'organisation judiciaire des tribunaux nationaux et malgré la modification de la rédaction de cet article, par les soins du gouvernement égyptien, ils avaient persisté dans leurs prétentions. Cela aboutissait à l'octroi à ces étrangers, du privilège de juridiction en les soustrayant aux juridictions purement égyptiennes pour les soumettre à la juridiction mixte qui jugeait leurs affaires du statut personnel et en matière commerciale et civile.

Les juridictions purement égyptiennes n'étaient compétentes que pour juger les crimes et délits qu'ils pouvaient commettre en Egypte, puisqu'il n'y avait pas de tribunaux consulaires pour les juger et l'on ne pouvait pas laisser ces crimes impunis.

Cela conduisait en même temps, vu le lien étroit qui unissait en Egypte la compétence judiciaire et la compétence législative, à l'octroi à ces étrangers de la garantie législative presque en sa totalité. Les lois purement égyptiennes ne pouvaient leur être appliquées qu'en observant les forma-

lités édictées par l'article 12 du règlement de l'organisation judiciaire des tribunaux mixtes dont nous avons déjà parlé. Ils n'étaient soumis qu'à leurs lois nationales et aux codes mixtes. Seul le code pénal indigène leur était applicable.

Quant à la garantie fiscale, ils en jouissaient dans son intégralité. Le gouvernement égyptien ne pouvait pas leur imposer des lois fiscales qu'il ne pouvait imposer aux étrangers privilégiés. Cette mesure les aurait mis dans une situation inférieure à celle des étrangers privilégiés, provoquant ainsi une intervention diplomatique de la part de leur gouvernement très redoutée par le gouvernement égyptien.

CHAPITRE II

DE LA RECONNAISSANCE DES SOCIÉTÉS ANONYMES ÉTRANGÈRES EN ÉGYPTÉ SOUS LE RÉGIME DES CAPITULATIONS L'EFFET DE CETTE RECONNAISSANCE

SECTION PREMIÈRE

Le reconnaissance des sociétés anonymes étrangères sous le régime des capitulations

Le régime de faveur dont jouissaient les individus étrangers en Egypte s'étendait-il aux sociétés anonymes étrangères ? Pouvaient-elles, sans se soumettre à la loi égyptienne, exercer leur activité en Egypte et se prévaloir de privilèges qu'assuraient aux étrangers les capitulations ? En un mot, étaient-elles assimilées aux individus étrangers ?

La question d'assimilation absolue entre les personnes physiques étrangères et les personnes morales étrangères a été beaucoup étudiée. Monsieur Pillet, dans son livre bien connu sur « Les personnes morales en droit international privé » résout la question de la façon suivante : Il décide que cette question est une question de droit interne qui la résout selon ses tendances (13).

(13) Voir Pillet : *Des personnes morales en droit international privé*, nos 64 et suiv.

Or la loi égyptienne ne s'est pas occupée du tout de cette question. Le législateur égyptien, comme je l'ai déjà expliqué, ne pouvait pas légiférer pour les étrangers sans le consentement de leurs gouvernements.

Les tribunaux, pour décider si ce régime de faveur s'étendait ou ne s'étendait pas aux personnes morales étrangères, ne pouvaient consulter que les textes des traités de capitulation. Or ces traités étaient conçus dans les termes les plus généraux; ils n'établissaient aucune différence entre les personnes physiques et les personnes civiles (14).

Devant ce fait, les tribunaux ne pouvaient répondre à cette question que par l'affirmative. Ils avaient étendu ce régime de faveur, avec tous les privilèges et garanties qu'il comportait, aux personnes morales étrangères en général et spécialement aux sociétés anonymes étrangères.

Nous allons citer deux exemples entre beaucoup d'autres de cette jurisprudence :

a) La cour mixte d'Alexandrie dans un arrêt fameux que nous avons déjà cité du 29 avril 1908, s'exprimait ainsi :

« Attendu qu'il ne peut pas être question de contester à une société anonyme véritablement étrangère le droit d'être reconnue en Egypte comme personnalité juridique, d'y ester en justice et d'y exercer son commerce ou son industrie, soit directement soit indirectement au moyen des succursales établies dans le pays.

Que le Gouvernement égyptien n'a jamais contesté ces droits aux dites sociétés qu'il a souvent traité avec plusieurs d'entre elles qui exerçaient leur industrie en Egypte.

Que la jurisprudence des tribunaux mixtes n'offre pas l'exemple d'une décision contraire. »

(14) Voir le traité de 1740 qui parlait des sujets du Roi de France en général.

b) Le tribunal du commerce mixte du Caire, dans un jugement rendu le 25 avril 1911, s'exprimait de la façon suivante :

« Une société légalement fondée à l'étranger ne saurait être déclarée nulle en Egypte pour n'avoir pas obtenu un firman royal l'autorisant à y faire des opérations. Il serait contraire au texte et à l'esprit de la loi que d'admettre qu'une société étrangère, ayant le moindre rapport d'affaires avec l'Egypte ait besoin d'une approbation sous forme d'un firman royal. »

Voici d'ailleurs la conclusion à laquelle est arrivé un éminent auteur égyptien qui s'est occupé de cette question de la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte (15).

« Nous pouvons dire en toute assurance que toutes les sociétés régulièrement constituées à l'étranger jouissent d'une personnalité juridique étendue sans avoir besoin d'aucune autorisation, et peuvent librement ester en justice et exercer leur industrie, soit directement, soit indirectement au moyen de succursales, pourvu qu'elles n'aient pas été constituées à l'étranger en vue d'éluder la loi égyptienne ».

On ne peut être plus explicite ni plus clair. Tout le monde s'accordait à dire que le régime des capitulation devait être étendu aux sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte. Cette extension conférait à celles-ci tous les privilèges et toutes les garanties que comportait ce régime. Le plus important de ces privilèges était la liberté d'établissement et de commerce en Egypte. Cette liberté conférait à son tour à ces sociétés le droit d'être reconnues de plein droit en Egypte, sans avoir besoin d'aucune autorisation et sans aucune formalité à remplir.

(15) Voir Malache K. A. : *Etude comparative sur la constitution des sociétés anonymes*. Thèse pour le doctorat. Paris 1924.

Elles pouvaient, suivant les termes mêmes des arrêts, exercer librement leur commerce ou industrie, soit directement soit indirectement et s'établir où elles voulaient en Egypte.

Il était naturel que cette extension du régime de faveur fût réservé aux sociétés ayant la nationalité d'une puissance capitulaire. Mais pour des raisons que nous avons déjà expliquées, les étrangers non privilégiés jouissaient en fait des mêmes privilèges que les étrangers privilégiés, si en pur droit ils étaient dans une situation légale inférieure. Cette égalité de fait était étendue aux sociétés, et toutes les sociétés étrangères en général jouissaient en Egypte de la reconnaissance de plein droit.

Cette reconnaissance de plein droit ne comportait-elle pas cependant des limites ? Même en l'absence totale de législation sur la matière, d'après la jurisprudence et la doctrine il existait à cette reconnaissance de plein droit, trois limites ou plutôt trois conditions qui étaient les suivantes :

- 1) Il fallait que la société étrangère fût « légalement fondée » dans son pays d'origine.
- 2) Il fallait quelle fût « véritablement étrangère ».
- 3) Il fallait que ni par ses formes, ni par son objet elle ne portât atteinte à l'ordre public égyptien.

*1° Que la société étrangère fût légalement constituée
dans son pays d'origine*

Le jugement, précité, du tribunal mixte de commerce du Caire du 25 février 1911, posait directement cette condition en statuant que « les sociétés *légalement fondées* à l'étranger, ne sauraient etc... ».

Cette condition, en vérité, allait de soi. Pour jouir du régime des capitulations, une société devait avoir la natio-

nalité d'une puissance capitulaire. Pour avoir cette nationalité, cette société devait se fonder suivant les lois de cette nationalité. Si la société en se fondant avait écarté les règles de cette loi, elle était considérée comme inexistante à l'égard de l'Etat auquel elle prétendait se rattacher. Or, si elle était inexistante à l'égard de cet Etat, il était inadmissible que le gouvernement égyptien fût obligé de la reconnaître de plein droit et de l'admettre à exercer librement son activité en Egypte.

Les tribunaux égyptiens, avant de reconnaître une société étrangère comme étant de plein droit une personnalité juridique en Egypte, pouvaient, ou plutôt, devaient s'assurer qu'elle était considérée comme telle à l'égard de l'Etat auquel elle prétendait se rattacher.

2° *Qu'elle fût véritablement étrangère*

Cela voulait dire, que, si la société avait adopté les formes d'une loi étrangère simplement pour éluder la loi égyptienne et pour échapper aux formalités gênantes qu'elle exigeait, la société devait être considérée comme nulle.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'arrêt de la cour mixte d'Alexandrie du 29 avril 1908 quand elle utilisait les termes « *véritablement étrangère* ». Nous nous sommes déjà occupé de cet arrêt en parlant de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte.

En vérité, cette condition que la jurisprudence mettait à la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères est superflue. Les sociétés qui adoptaient les formes d'une loi étrangère, simplement pour éluder la loi égyptienne, étaient traitées, comme nous l'avons déjà vu, par la jurisprudence comme des sociétés égyptiennes nulles pour ne pas avoir obtenu l'autorisation royale exigée par l'article 40-46 code

de commerce indigène et mixte. Donc il n'était pas question dans ce cas de la reconnaissance ou de la non reconnaissance des sociétés anonymes étrangères. Il s'agissait de sociétés égyptiennes nulles.

Il n'était non plus question, dans le cas précédent, de la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte. Il s'agissait des sociétés étrangères nulles à l'égard de la loi à laquelle elles prétendaient se rattacher, et dont la nullité pouvait être invoquée partout où elle voulait s'établir.

En vérité, il n'y avait qu'une seule condition ou limite à la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations et nous y arrivons.

*3° Que la société, par ses formes ou par son objet
ne portât pas atteinte à l'ordre publique égyptien*

La notion d'ordre public est peut-être partout la notion juridique la moins bien définie et celle qui prête le plus à équivoque, quoique ce soit l'une des plus étudiées. Beaucoup d'auteurs l'ont étudiée, aussi bien en droit interne qu'en droit international privé, mais il est bien rare que deux d'entre eux se soient mis d'accord sur sa portée. Tout le monde n'est même pas du même avis sur l'appellation qu'on doit donner à cette notion.

Il n'y avait pas de raison pour que cette notion fût plus claire en Egypte qu'ailleurs. Les tribunaux et les auteurs étaient d'accord pour l'application de cette notion en Egypte, mais personne n'en donnait une définition précise qui aurait limité son champ d'application.

On sait que cette notion d'ordre public sert en droit international privé pour empêcher l'application dans un pays, d'une loi étrangère devant y être appliquée d'après les règles de ce droit.

Elle empêche l'application de cette loi comme portant atteinte à l'ordre public du pays dans lequel elle doit s'appliquer. Cette notion est considérée en quelque sorte, comme une « *exceptionis generalis* » de droit international privé.

C'était dans ce sens que cette notion servait comme limite à la reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères en Egypte. Elle empêchait cette reconnaissance quand la société, par ses formes ou par son but, portait atteinte à l'ordre public égyptien. Ne pas reconnaître une société étrangère, légalement constituée dans son pays d'origine, comme portant atteinte à l'ordre public égyptien, s'était empêcher l'application en Egypte d'une situation légale acquise sous l'empire d'une loi étrangère devant y être appliquée d'après les règles du droit international privé égyptien.

Dans toute la jurisprudence des tribunaux égyptiens nous n'avons trouvé qu'un seul exemple où la reconnaissance d'une société étrangère a été refusée comme portant atteinte à l'ordre public égyptien.

Il s'agissait d'une société allemande à responsabilité limitée (*Gesellschaft Mit Berchraenker Haftung*) d'une forme inconnue du droit commercial égyptien. Les tribunaux mixtes (16) ont refusé de reconnaître cette société, en invoquant que la reconnaissance de cette forme de société est contraire à l'ordre public égyptien.

Les auteurs étrangers et égyptiens qui se sont occupés de cette question, étaient tous d'accord sur l'existence de cette limite à la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte.

Comme on le voit, la conclusion que nous devons tirer de cette partie de notre travail est la suivante :

(16) Voir l'arrêt du 12 juin 1907.

Les sociétés anonymes étrangères, légalement constituées dans leur pays d'origine, étaient, sous le régime des capitulations, reconnues de plein droit et admises à la vie juridique en Egypte sans avoir besoin d'aucune autorisation et sans avoir aucune formalité à remplir.

Cette reconnaissance de plein droit ne trouvait réellement de limites que dans la notion, mal définie et défavorablement accueillie par les tribunaux mixtes, de l'ordre public égyptien.

Quel était l'effet de cette large reconnaissance ?

SECTION II

L'effet de la reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations

Cette reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations, avait pour principal effet l'extension de ce régime de faveur, avec tous les privilèges qu'il comportait, à ces sociétés.

En premier lieu, elles jouissaient de la liberté d'établissement et de commerce en Egypte. Elles pouvaient exercer leur commerce ou leur industrie partout où elles le voulaient. Elles pouvaient posséder toutes sortes de biens et les affecter à toutes sortes d'usages commerciaux et industriels. Cette liberté était un véritable privilège dont elles jouissaient en vertu des capitulations. Cela avait pour conséquences d'empêcher toute intervention de la part des autorités égyptiennes pour limiter cette liberté sans le consentement des puissances capitulaires. Les seules limites à cette liberté, étaient

leurs lois nationales et leurs statuts qui limitaient leur capacité, comme nous aurons bientôt l'occasion de le montrer.

Les locaux qu'elles pouvaient posséder jouissaient de l'inviolabilité du domicile et c'était peut-être la meilleure garantie pour elles contre l'exécution d'une loi que le gouvernement égyptien pouvait être tenté de leur imposer sans le consentement de leurs gouvernements.

Elles jouissaient de plus des garanties du droit privé assurées aux étrangers en général par les capitulations.

En premier lieu, elles jouissaient de la garantie de juridiction, mais cette garantie prenait un aspect spécial en ce qui les concernait. Les tribunaux mixtes invoquaient la théorie de l' « intérêt mixte », que nous avons déjà étudiée (17), pour s'adjuger la compétence exclusive des affaires commerciales et civiles dans lesquelles une des parties était une société anonyme, étrangère ou égyptienne, même si l'autre partie était une personne de la même nationalité. Cela aboutissait à écarter la compétence des tribunaux consulaires qui étaient normalement compétents quand les deux parties étaient des étrangers de même nationalité. Mais, et il faut le noter, les tribunaux nationaux n'avaient aucune compétence dans les affaires civiles et commerciales des sociétés anonymes étrangères, et c'est ainsi qu'il fallait entendre la garantie de juridiction dont jouissaient ces sociétés en Egypte.

En second lieu, elles jouissaient de la garantie de législation; elles n'étaient soumises en Egypte qu'à leurs lois nationales et aux lois égyptiennes auxquelles leurs gouvernements auraient consenti. Cela avait pour résultat direct

(17) Voir *supra*, pp. 46-47.

l'absence totale de la législation égyptienne dans la matière. Il n'y avait aucune loi égyptienne organisant la situation légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte.

Le législateur égyptien ne pouvait pas légiférer pour les sociétés étrangères ayant la nationalité d'une puissance capitulaire, et s'il pouvait, en principe, légiférer pour les sociétés ayant une autre nationalité, il ne l'a jamais fait, pour les raisons déjà expliquées. Mais cette garantie n'écartait pas la soumission de ces sociétés aux codes mixtes. Nous reprendrons ces questions en détail en étudiant les lois égyptiennes qui étaient applicables sous les capitulations à ces sociétés.

En troisième lieu, elles jouissaient de la garantie fiscale. C'est justement à cause de cette garantie que nous ne consacrerons pas au régime fiscal des sociétés anonymes étrangères sous les capitulations, une place à part. Nous étudierons ce régime en étudiant les lois égyptiennes qui s'appliquaient sous les capitulations à ces sociétés. A cause de cette garantie, ces sociétés ne payaient pas d'impôts sur leurs bénéfices commerciaux et industriels, et leurs titres ne payaient pas d'impôts sur le revenu. Elles étaient à peu près exonérées de tout impôt, sauf de l'impôt sur les terrains agricoles et sur les constructions.

Comme on le voit, l'effet de la reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations, était l'extension presque totale de ce régime de faveur à ces sociétés. Cela les mettait dans une situation privilégiée par rapport aux sociétés anonymes égyptiennes et constituait un vrai handicap pour celles-ci, seules soumises aux formalités que le législateur égyptien avait jugées nécessaires et aux lois égyptiennes. On com-

prend donc facilement que beaucoup de sociétés égyptiennes aient essayé d'échapper aux formalités gênantes de la loi égyptienne, surtout à la nécessité d'autorisation, en prétendant avoir une nationalité étrangère basée sur un lien fictif. Nous avons même vu qu'il fallut l'intervention de tribunaux mixtes pour mettre fin à cette sorte de fraude.

Mais quelle était la portée de cette reconnaissance ?

CHAPITRE III

LA PORTEE DE LA RECONNAISSANCE DES SOCIETES ANONYMES ETRANGERES EN EGYPT SOUS LE REGIME DES CAPITULATIONS

Les lois qui leur étaient applicables

La question examinée ici est toute différente de celle qui précède. La reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations étant résolue, il s'agit de savoir quelle était la loi qui s'appliquait à ces sociétés quand elles exerçaient leur activité en Egypte.

Généralement, quand on étudie cette question de la loi qui s'applique aux actes accomplis par les sociétés anonymes étrangères, dans un pays, où, elles sont reconnues et en vertu des droits qu'on leur a accordé, on parle de l'application de la loi personnelle et de l'application de la loi territoriale.

Nous adopterons ce système qui est celui de la plupart des auteurs (18 et 19).

Il faut noter d'abord l'influence qu'exerçait dans ce domaine en Egypte, le régime des capitulations. Tandis que dans la plupart des pays on donnait une part plus ou moins

(18) Voir par exemple Leven : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*. Chapitres II et III.

(19) Voir cependant Pillet : *Des personnes morales en droit international privé*. Nos 72 et suivants, où il exclut l'application du principe de la personnalité des lois aux personnes morales.

égale à la loi personnelle et à la loi territoriale pour régir les actes qu'accomplissent les sociétés étrangères reconnues, au contraire, l'extension de ce régime de faveur aux sociétés anonymes étrangères en Egypte avait pour résultat d'empêcher à peu près totalement l'application de la loi territoriale à ces sociétés. Les garanties de droit public et privé que comportait ce régime, permettaient à ces sociétés d'exercer leur activité en Egypte sans se soumettre à la loi égyptienne sauf dans certains cas exceptionnels.

SECTION I

Application de la loi personnelle

Comme nous l'avons déjà dit, la plupart des auteurs s'accordent à donner aux sociétés étrangères un état et une capacité qui sont régis par leurs lois nationales. Cela est un résultat nécessaire du principe de la réalité de la personne morale, auquel la plupart des auteurs se rallient. Connaître la nationalité de la société, c'est connaître la loi qui la régit à ce double point de vue. De plus, le régime des capitulations donnait à l'application de la loi personnelle une base contractuelle absente dans la plupart des autres pays. Nous allons essayer maintenant de retracer les principales applications de cette loi nationale à l'activité des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte sous le régime des capitulations.

A. — *La constitution de la société.*

1) *Les cas dans lesquels des formalités étaient exigées.*

On sait déjà que la loi égyptienne subordonne la constitution des sociétés anonymes à l'obtention d'un décret royal qui approuve les conditions contenues dans l'acte social qui

autorise son installation (article 46-40 du code de commerce mixte et indigène).

De plus, on sait aussi que les sociétés anonymes étrangères qui désiraient s'installer en Egypte n'étaient pas astreintes à cette formalité et que du moment qu'elles avaient satisfait aux formalités exigées par leur loi nationale, elles pouvaient s'installer librement en Egypte. C'est leur loi nationale qui les régissait à ce point de vue.

Mais si la société voulait établir une succursale en Egypte, n'était-elle pas tenue d'accomplir certaines formalités ?

Dans la plupart des pays, ces formalités existent. La loi égyptienne, suivant d'ailleurs en cela la loi française (20), (avant la loi du 28 mars 1919), était absolument muette sur ce point. Cette lacune a été partiellement comblée par l'institution en 1934 du registre du commerce en Egypte.

Les sociétés anonymes étrangères ayant en Egypte une succursale ou agence, sont obligées à l'immatriculation à ce registre, obligation étendue d'ailleurs aux commerçants étrangers en général, la loi sur le registre du commerce ayant obtenu l'approbation de l'assemblée générale des Cours d'appel mixtes. Nous reprendrons cette question du registre du commerce en étudiant les lois territoriales qui s'appliquaient aux sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte.

2) Montant nominal des actions.

D'après l'article 43 du code du commerce indigène « aucune société ne pourra diviser son capital en actions ou coupures d'actions moindres de L. E. 4, si ce capital n'exède pas 8.000 livres égyptiennes, ni moindres de L. E. 20 s'il est supérieur à L. E. 8.000 ».

D'après l'article 49 du code de commerce mixte (D. 24 mars 1898) « aucune société ne pourra diviser son capital

(20) Voir Leven, chapitre III, 2^e partie.

en actions ou coupures d'actions de moins de 100 francs (or) (21) ».

Ces dispositions considérées comme d'ordre public (c'est-à-dire que toute dérogation à elles par l'assemblée générale, était considérée comme illégale et anti statutaire (22), étaient-elles applicables aux actions émises par les sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte ?

Nous devons répondre par la négative. Les sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte sous le régime des capitulations, n'étaient régies à ce point de vue que par leurs lois nationales. Si ces lois n'édiciaient pas un minimum du montant nominal des actions, ces sociétés pouvaient légalement émettre des actions dont le montant nominal était inférieur aux taux légaux égyptiens.

Cela handicapait les sociétés égyptiennes qui ne pouvaient pas solliciter la petite épargne livrée totalement aux sociétés étrangères dont les actions, quelque fût leur montant nominal, étaient parfaitement négociables en Egypte. A cette négociabilité n'existait qu'une seule réserve qui était que ces actions n'étaient pas admises à la cote officielle si leur montant nominal était inférieur, non à L. E. 4 mois à L. E. 1 (article 62 du règlement général des bourses de valeurs égyptiennes. Décret du 31 mars 1933).

3. — Nombre minimum des actionnaires.

Parmi les conditions nécessaires pour fonder une société anonyme égyptienne, l'article 1^{er} de l'arrêté du conseil des ministres du 17 avril 1889, exige 7 associés primitifs. Ce texte basé sur l'article 23 de la loi française de 1867, est

(21) Le franc or vaut 3,8575 piastres. Arrêt du 21 juin 1982. B. T. M. 40. 459.

(22) Même arrêté.

toujours en vigueur quoiqu'il soit difficile de le justifier rationnellement.

Ce texte ne s'appliquait pas aux sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte, malgré son caractère reconnu d'ordre public. Elles n'étaient soumises, à ce point de vue, qu'à leurs lois nationales.

4° Souscription et versement initial.

A) *Souscription intégrale :*

L'article 3 de la décision précitée du conseil des ministres, est conçu dans les termes suivants : « Les sociétés anonymes ne peuvent être définitivement constituées qu'après la souscription de la totalité du capital ». Cet article établissant l'intégralité obligatoire de la souscription, ne l'appliquait pas, théoriquement, aux sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte, malgré son caractère évident d'ordre public. Elles n'étaient soumises à ce point de vue qu'à leurs lois nationales. Mais, en pratique, comme cette obligation de souscription intégrale se trouve à peu près dans toutes les législations modernes, on ne rencontrait guère en Egypte de sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité avant la souscription intégrale de leur capital.

Mais il existait en Egypte un autre texte qui n'existe pas dans la plupart des autres législations et dont nous avons déjà parlé. Il s'agit de l'article 3 de la décision du conseil des ministres du 31 mai 1927 suivant lequel toute émission publique de titres ou obligations en matière des sociétés anonymes, le quart au moins du montant total d'émissions doit être réservé à la souscription publique à condition que les quatre cinquièmes en soient réservés aux Egyptiens, avec la faculté, pour le conseil des ministres, de passer outre cette obligation si le quart offert à la souscription

publique n'était pas entièrement couvert dans un délai de 3 mois. En outre, d'après la même décision, tout titre, action ou obligation ayant fait l'objet de souscriptions publiques devait, dans un délai d'un an au plus après la date de l'émission, *être présenté à l'inscription à la cote officielle des bourses de valeurs égyptiennes* dans les conditions déterminées par le règlement des dites bourses.

Ces textes ne s'appliquaient pas aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte malgré leur caractère évident d'ordre public, et cela réduisait singulièrement leur portée, étant donné que la majorité des émissions de titres, actions ou obligations faites en Egypte, était effectuée par les sociétés étrangères. Celles-ci n'étaient soumises à ce point de vue qu'à leurs lois nationales, qui, généralement, étaient muettes sur la part des titres devant être offerts à la souscription publique et évidemment ne s'occupaient nullement de la part devant être réservée aux Egyptiens.

B) *Versement initial.*

L'article 3 de l'arrêté du conseil des ministres du 17 avril 1889 exige avant la constitution définitive d'une société anonyme égyptienne, que chaque actionnaire verse en espèces les 25 % de la valeur nominale des actions par lui souscrites. La loi égyptienne avait ainsi adopté pour les sociétés anonymes une solution que la loi française exige pour les sociétés par actions, en général.

La loi égyptienne a également adopté, mais seulement pour les sociétés anonymes, la rigueur particulière à laquelle la loi française soumet les actions d'apport et les actions mixtes, dans les sociétés par actions en général, en exigeant qu'elles soient représentées par des actions libérées en totalité. Cela résulte de l'article 11 de la décision précitée du conseil des ministres : « Les apports en nature

ne peuvent être représentée que par des actions libérées en totalité ».

Ces textes non plus, malgré leur caractère évident d'ordre public, ne s'appliquaient pas aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte et celles-ci pouvaient librement s'installer en Egypte sans remplir ces obligations si leurs lois nationales n'édiciaient pas de règles parallèles à celles de la loi égyptienne.

C) *Déclaration de souscriptions et de versements*

La loi égyptienne (article 3 de la décision précitée), adopte, mais pour les sociétés anonymes seulement, la solution que la loi française édicte pour les sociétés par actions en général exigeant une déclaration de fondateur devant un notaire (en Egypte au greffe du tribunal), que le capital a été entièrement souscrit et que le versement initial a été effectué.

Ce texte non plus ne s'appliquait pas aux sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte qui pour leur constitution et pour les formalités à remplir dans ce but, n'étaient soumises qu'à leurs lois nationales.

B) *Sanctions des formalités de constitution.*

1) *Nullité de la Société.*

En l'absence d'une loi égyptienne, semblable à la loi française du 1^{er} août 1893, le cas où la validité d'une société anonyme pourrait être attaquée en droit égyptien, est seulement celui où l'autorisation gouvernementale a été donnée par fraude. Cas assez hypothétique en dehors duquel la société anonyme autorisée par le gouvernement était inattaquable, l'autorisation gouvernementale étant elle-même (article 21 règlement d'organisation judiciaire des Tribu-

naux Mixtes, article 15, décret de réorganisation des Tribunaux Nationaux).

Mais une société anonyme étrangère régulièrement constituée pouvait-elle être déclarée nulle en Egypte pour ne pas avoir rempli les formalités de constitution exigées par la loi égyptienne ? Non, la nullité sanctionne la loi quand elle est applicable. Or, dans l'espèce, on a vu que les règles de la loi égyptienne concernant la constitution des sociétés anonymes, n'étaient pas applicables aux sociétés anonymes étrangères voulant exercer leur activité en Egypte. Celles-ci pouvaient s'installer librement en Egypte sans avoir à remplir aucune formalité, et du moment qu'elles étaient légalement constituées dans leurs pays d'origine, elles ne pouvaient jamais être déclarées nulles par n'importe quelle juridiction en Egypte.

Mais dans le cas où la société anonyme étrangère ne s'était pas conformée à sa propre loi nationale, et par suite devait être déclarée nulle d'après cette loi, cette nullité pouvait-elle être prononcée par une juridiction égyptienne ?

Les Tribunaux Mixtes, seuls compétents en matière des sociétés anonymes en Egypte, d'après la théorie de l'« intérêt mixte », avaient répondu par la négative. Nous reprenons cette question en parlant de la dissolution des sociétés anonymes étrangères. Nous parlerons à cette occasion de la théorie qu'avaient adoptée ces tribunaux en ce qui concerne leur compétence à l'égard des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte.

2. — *Responsabilité civile.*

La loi égyptienne est muette en ce qui concerne la responsabilité civile des fondateurs et des administrateurs des sociétés anonymes dont parle le législateur français. Ces

questions sont réglées en Egypte par les principes généraux du droit en matière de responsabilité civile en général.

Mais ce mutisme n'intéresse que de très loin notre sujet. Même si la loi égyptienne s'était prononcée sur cette question, il n'aurait pas été appliqué pour déterminer la responsabilité civile des fondateurs et des administrateurs des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. La responsabilité civile sanctionne les formalités légales quand elles sont obligatoires; or, dans l'espèce, les formalités de la loi égyptienne n'étaient pas exigées. Les formalités exigées étaient celles de la loi étrangère et c'est celle-ci qui déterminait la responsabilité civile encourue par les fondateurs et les administrateurs au cas de la non observation de ces formalités. C'étaient elles qui déterminaient les personnes civilement responsables, les modalités de leur obligation, etc.

Les actionnaires et créanciers égyptiens lésés, devaient se contenter d'une action civile engagée devant les tribunaux mixtes et régie par les principes de la loi égyptienne en matière de responsabilité civile et dans les limites où cette action était possible d'après les règles de procédure mixte (23).

3. — *Responsabilité pénale.*

Le système d'organisation des peines contre les fondateurs de sociétés anonymes irrégulières, n'existe pas en Egypte. La responsabilité pénale des fondateurs demeure donc réglée par le code pénal, en général. Si les faits incriminés, imputés aux fondateurs, forment par exemple un délit d'escroquerie, une condamnation peut avoir lieu (article 302-293 code pénal mixte et indigène).

Cela dit, nous nous empressons de noter que jamias les fondateurs ou les administrateurs d'une société anonyme

(23) Voir supra. Les règles de procédure.

étrangère opérant en Egypte (qui étaient généralement des étrangers), ne pouvaient être jugés devant un tribunal égyptien, même si les faits qui leurs étaient imputés, formaient un délit d'après le code pénal égyptien. La garantie de juridiction, qu'offraient aux étrangers les capitulations, assurait à ces étrangers de ne jamais être jugés, pour leurs crimes, devant les tribunaux égyptiens.

La loi égyptienne importait peu. Si les faits imputés constituaient un délit d'après la loi égyptienne et n'en constituaient pas d'après la loi étrangère, les fondateurs ou les administrateurs ne pouvaient jamais être jugés. Dans le cas contraire, le fondateur ou l'administrateur étranger était livré à sa justice nationale qui n'appliquait, naturellement, que sa propre législation, sans tenir aucun compte de la loi égyptienne.

C) *Le fonctionnement de la société*

1. — *Gérance et administration de la société.*

C'était la législation nationale qui désignait l'organe de gérance et d'administration, et déterminait les pouvoirs et les obligations de cet organe.

En premier lieu, c'était cette législation qui désignait les qualités requises pour pouvoir être membre du conseil d'administration et surtout si ces membres devaient être associés ou non.

D'après le code de commerce égyptien (article 41-24, C. Co. M. L.) les administrateurs peuvent être pris indifféremment parmi les associés ou en dehors d'eux à la condition d'affecter à la garantie de gestion, un nombre d'actions égal à la cinquantième partie du capital social. Ce texte ne s'appliquait pas aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, et pour savoir si l'administrateur d'une de ces sociétés devait être associé ou non, on devait recourir à la légis-

lation de la nationalité de la société qui régissait la société à ce point de vue. Les cas sont nombreux où cette législation édicte que l'administrateur de la société anonyme doit être un associé (24).

En second lieu, c'était la législation de la nationalité de la société anonyme étrangère et ses statuts qui décidaient des modes de désignation des administrateurs et de la durée de leur mandat et surtout de leur révocabilité ou de leur irrévocabilité (25).

Nous tenons à signaler, à ce propos, un texte égyptien concernant la nationalité des administrateurs et dont nous avons déjà parlé. Il s'agit de la décision du conseil des ministres du 31 mai 1929 qui, en prévision des intérêts égyptiens, a cru nécessaire d'exiger la nomination de deux administrateurs au moins, de nationalité égyptienne, dans le conseil d'administration des sociétés anonymes fondées en Egypte. Ce texte, considéré comme d'ordre public, ne s'appliquait pas aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, qui n'étaient régies à ce point de vue, que par la législation de leur nationalité et par leurs statuts qui, naturellement, ne reproduisaient pas cette obligation.

En troisième lieu, c'était la législation de la nationalité de la société et ses statuts, qui déterminaient le pouvoir attribué aux administrateurs des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte et les limites de ces pouvoirs.

Le code de commerce égyptien ne règle pas le pouvoir du conseil d'administration dans les sociétés anonymes. Si les statuts sont muets, il faut chercher la solution dans cette triple idée :

(24) Voir la loi française du 24 juillet 1867.

(25) Le code de commerce égyptien (art. 40/34), suivant en cela le code français, décide que les administrateurs sont « essentiellement révocables », et l'on considère cette règle comme étant d'ordre public.

- 1° Que les administrateurs sont des mandataires.
- 2° Qu'ils ont un mandat général, c'est-à-dire non limité.
- 3° Que leur nom d'administrateurs restreint leur pouvoir aux actes d'administration.

D'ailleurs ces idées concordent les unes avec les autres, puisqu'un mandataire général ne peut qu'administrer (article 634-515, code civil).

C'était de cette façon que les pouvoirs du conseil d'administration d'une société anonyme égyptienne se limitaient en l'absence de précisions apportées par les statuts. Mais cette idée ne pouvait pas servir pour préciser les pouvoirs du conseil d'administration d'une société anonyme étrangère opérant en Egypte en l'absence de précisions apportées par les statuts de cette société. Pour cela, il fallait recourir à la législation de la nationalité de la société. Parfois, cette législation donnait la même solution que le code égyptien (26) mais parfois aussi elle donnait une solution différente; toujours est-il que c'était à cette législation qu'il fallait recourir pour résoudre cette question.

Naturellement, si les statuts de la société précisaient le pouvoir du conseil d'administration, ce qui était généralement le cas, ces précisions devaient être suivies pour déterminer les pouvoirs du Conseil d'Administration des sociétés anonymes tant égyptiennes qu'étrangères. C'était de plus la législation de la nationalité de la société et ses statuts qui fixaient le *quorum*, pour les délibérations et la majorité nécessaires afin de prendre des décisions valables par le conseil d'administration.

En quatrième lieu, c'étaient la législation de la nationalité de la société et ses statuts qui fixaient les obligations des administrateurs des sociétés anonymes étrangères opé-

(26) Voir l'article 1988, code civil français.

rant en Egypte, et leur responsabilité envers la société et envers les tiers (actionnaires et créanciers), pour leurs fautes et leur négligence, et le caractère individuel ou solidaire de cette responsabilité.

Sur toutes les questions qui précèdent, s'il y avait divergence entre la législation étrangère et la législation égyptienne, c'était la première qui l'emportait. C'était cette législation étrangère qui, d'après les règles du droit international privé égyptien, régissait la constitution et le fonctionnement des sociétés anonymes ayant la nationalité de cette législation et qui opéraient en Egypte.

2. — *Les actionnaires. — Obligations et droits. — assemblées.*

A. — *Obligations et droits.*

1° Versement ultérieur.

C'était de plus la législation qui régissait la constitution de la société anonyme étrangère, qui était appliquée pour déterminer la nature de la dette des versements ultérieurs et l'organe qui fixait les dates auxquelles s'effectuaient ces versements.

Le droit égyptien considère cette dette comme une dette à terme, et non comme une dette à condition suspensive (27). Mais, si la loi étrangère édictait une règle différente, c'était celle-ci qui s'appliquait.

C'est encore cette loi étrangère qui décidait de la validité ou de la non validité de la dispense de ces versements, faite par le sadministrateurs à certains actionnaires (28).

(27) Voir Malache : *Droit commercial égyptien*, p. 263 et suiv.

(28) La loi égyptienne considère cette dispense comme contraire à l'ordre public, puisque tous les actionnaires se sont engagés de la même manière, et cette dispense violerait l'égalité entre eux. Même référence.

Et enfin, c'était cette loi de la nationalité de la société étrangère qui déterminait la dette du versement, en cas de vente des titres. Nous insisterons plus longuement sur ce point, étant donnée la divergence qui existe entre les législations.

Le droit égyptien (article 2 de l'arrêté du 17 avril 1889, modifié par l'arrêté du 2 juin 1906) dispose que les actions des sociétés anonymes sont nominatives jusqu'à leur entière libération, mais il ne fixe aucun délai après lequel un actionnaire qui a cédé son titre ne peut plus être actionné pour les versements non appelés. Il s'ensuit que tous ceux qui ont été propriétaires de titres, sont tenus solidairement pour les versements non appelés.

Cette règle n'est pas celle adoptée par les autres législations, notamment par la législation française et anglaise (29).

La législation française (article 3 de la loi du 1^{er} août 1893), tout en maintenant l'obligation de maintenir le caractère nominatif de l'action jusqu'à l'entière libération, et l'obligation solidaire de l'ancien propriétaire du titre, limite cette dernière obligation à deux ans.

La législation anglaise (article 123 de la loi de 1908), a écarté l'obligation solidaire de l'ancien propriétaire du titre en indiquant qu'il ne peut être poursuivi que subsidiairement. De plus, elle limite l'obligation subsidiaire à un délai d'une seule année.

Cette divergence entre les législations, donnait de l'importance à la question de savoir qu'elle était la loi qui déterminait la dette du versement d'un actionnaire d'une société

(29) Voir Malache : *Etude comparative sur la constitution des sociétés par actions*, pages 190 et suivantes.

anonyme étrangère opérant en Egypte après la session de son titre.

Comme nous l'avons déjà indiqué, c'était la législation qui régissait la constitution de la société qui déterminait cette obligation avec ses modalités de durée, etc...

2° Le droit de transmettre les titres.

On sait que le droit de transmettre les titres est de l'essence des sociétés par actions, la libre cessibilité est le trait essentiel de l'action.

Mais la loi, généralement, organise et limite ce droit des actionnaires de transmettre leurs titres. La question que nous traitons ici est celle de savoir quelle était la loi qui organisait cette liberté des actionnaires d'une société anonyme étrangère opérant en Egypte sous le régime des capitulations.

La législation égyptienne organise cette liberté de la façon suivante :

Pour les actions de numéraire des sociétés anonymes (30), (article 3 de la décision du 17 avril 1889), elle limite la liberté des actionnaires de les transmettre par deux conditions :

1° Toute action ne peut être négociée avant le versement du 1/4 de sa valeur nominale, condition nécessaire pour la formation de la société elle-même.

2° L'action doit rester nominative jusqu'à son entière libération. Mais cette solution, inspirée en grande partie par la législation française, comporte une atténuation qui est de permettre la cession des actions non entièrement libérées, session qui s'effectuait d'après les règles du code civil (article 436/349, code civil). La loi n'interdit que la négociation des titres et non leur cession.

(30) Pour les sociétés en commandite par actions, elle adopte une autre solution.

Pour les actions d'apport dans les sociétés anonymes (31), la législation égyptienne, suivant toujours comme guide le droit français (32), décide que les actions d'apport ne sont négociables que deux ans après la constitution de la société (article 11 de la décision du 17 avril 1889, modifiée en 1906). Pour assurer l'application des règles précédentes, le même article de la décision précitée, décide que les actions d'apport doivent, pendant la durée de deux ans, demeurer attachées à leur souche et, à la diligence du directeur, être frappées d'un timbre indiquant leur nature avec la date de la constitution de la société.

Ces limitations à la liberté des actionnaires de transmettre leurs titres s'appliquaient-elles aux actionnaires des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte sous le régime des capitulations ?

Non, la législation qui organisait cette liberté des actionnaires, était celle de la nationalité de la société qui régissait sa constitution et son fonctionnement, et si cette législation n'édicte pas des limites parallèles à celles de la loi égyptienne, les actionnaires de la société étrangère pouvaient librement négocier leurs titres sans satisfaire aux exigences de cette dernière loi.

3° Le droit de choisir la forme des titres.

La législation égyptienne, tout en autorisant les actionnaires à choisir pour leurs titres toute forme de titres négociables (article 44/38 et 45/39, code du commerce égyptien) impose cependant certaines limites à cette liberté.

(31) Pour les sociétés en commandite elle adopte une autre solution.

(32) La loi française du 1^{er} août 1893, modifiant l'article 3, 1^o de celle du 24 juillet 1867.

S'inspirant en cela du droit français (33), la législation égyptienne décide que les actions du numéraire dans les sociétés anonymes (34), seront nominatives jusqu'à leur entière libération (article 2 de la décision du Conseil des Ministres, 17 avril 1889, modifiée par celle du 2 juin 1906).

Pour les actions d'apport, elle maintient cette exigence, mais, même après leur entière libération, ces actions ne peuvent être détachées de leur souche que deux ans après la constitution de la société (35).

Ces limites à la liberté de choix de forme de titres, s'appliquaient-elles aux actions des sociétés étrangères opérant en Egypte sous le régime des capitulations ?

Il faut répondre par la négative. Cette question était entièrement réglée par la législation de la nationalité de la société anonyme étrangère et par ses statuts (36). Si cette législation n'édicteait pas de limites à cette liberté des actionnaires, de choisir la forme de leurs titres, ceux-ci pouvaient adopter la forme de titres qu'ils jugeaient à propos, sans avoir pour cela à satisfaire aux exigences de la législation égyptienne.

B. — *Assemblée d'actionnaires.*

Quelle était la législation qui régissait la question que soulevaient les assemblées d'actionnaires dans les sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte ?

(33) Loi française du 1^{er} août 1895.

(34) Pour les sociétés en commandite par actions, elle adopte une autre solution.

(35) Voir supra.

(36) En général, les statuts portent que les actions sont au porteur ou nominative, au choix de l'actionnaire ; seule la forme à ordre est généralement interdite. Toutefois, les statuts peuvent interdire l'une des deux formes.

C'était la législation qui régissait la constitution de la société, c'est-à-dire la législation de la nationalité de la société complétée ou modifiée par les statuts.

En premier lieu, c'était d'après ces deux sources que se déterminait le pouvoir des assemblées des actionnaires et le rôle qu'elles jouaient dans le fonctionnement de la société. C'était d'après ces deux sources que se précisaient les décisions pour lesquelles il fallait la réunion d'une assemblée extraordinaire et les décisions que même une assemblée extraordinaire ne pouvait prendre et pour lesquelles il fallait l'unanimité des actionnaires.

En deuxième lieu, c'était d'après ces deux sources que se précisait le caractère obligatoire ou facultatif de la convocation et tous les détails la concernant (à qui appartenait le droit de convoquer les actionnaires, quel était le délai de cette convocation ; la forme de cette convocation, l'ordre du jour, etc...).

En troisième lieu, c'était toujours d'après ces deux sources que se limitaient les personnes ayant seules accès aux assemblées, les personnes auxquelles on accordait un droit d'approbation, etc... C'était par exemple, d'après ces deux sources, qu'on décidait le moment à partir duquel une action pouvait être représentée en cas d'augmentation du capital, et si les apporteurs étaient ou non exclus des assemblées constitutives, etc... C'était surtout, d'après ces deux sources, que se fixait le nombre d'actions qu'il était nécessaire de posséder pour assister aux assemblées, et le droit de groupement des petits porteurs, etc.

En quatrième lieu, c'était d'après ces deux sources qu'on calculait le nombre de voix, d'après le nombre d'actions possédées et qu'on fixait le maximum du nombre de voix et s'il y avait égalité ou non entre toutes les catégories d'actions au point de vue nombre de voix.

En cinquième lieu, c'était d'après ces deux sources que se précisait le *quorum* nécessaire pour rendre la réunion des assemblées valables et la majorité nécessaire pour prendre une décision valable.

En dernier lieu, c'était d'après ces deux sources que se fixaient les sanctions des règles de fond et de forme, concernant les assemblées des actionnaires et le caractère d'ordre public ou privé de la nullité encourue pour contravention à ces règles.

Sur toutes ces questions, la législation égyptienne (37), ne s'appliquait pas aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, et, en cas de divergences, c'était la législation étrangère qui l'emportait puisqu'elle était la seule compétente pour régir la constitution et le fonctionnement des sociétés anonymes ayant sa nationalité et qui exerçaient leur activité en Egypte.

3. — *Organe de surveillance.*

Quelle était la législation qui organisait le contrôle de l'administration par des organes de surveillance dans des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte ?

Ce contrôle, considéré comme une partie du fonctionnement de la société, était organisé par la législation de la nationalité, de cette société et par ses statuts. Les règles de la législation égyptienne (38) concernant le contrôle de l'administration des sociétés anonymes, ne s'appliquaient pas non plus aux sociétés anonymes étrangères.

(37) Régie sur ce point, par la décision du conseil des ministres du 17 avril 1889, modifiée par celle du 10 juin 1906. Pour les détails, voir Malache : *Droit commercial égyptien*, p. 273 et suivantes.

(38) Pour le contrôle de la gestion des administrateurs en droit égyptien, voir Malache : *Droit commercial égyptien*, p. 270 et suiv.

C'était la législation étrangère qui déterminait les qualités requises pour être censeur, par exemple, si celui-ci pouvait être recruté parmi les actionnaires, etc...

C'était, de plus, cette législation qui déterminait les pouvoirs des censeurs (pouvoir de convoquer l'assemblée des actionnaires, etc...).

C'était enfin cette législation qui déterminait la responsabilité des censeurs, pour leurs fautes, vis-à-vis des actionnaires et des tiers et le caractère individuel ou solidaire de cette responsabilité.

D. — *La dissolution de la société*

C'était enfin la loi de la nationalité de la société anonyme étrangère, opérant en Egypte, qui réglementait la dissolution de cette société.

En premier lieu, c'était cette loi qui déterminait les causes pouvant entraîner la dissolution de la société. Ces causes varient suivant les législations. On sait par exemple, que la loi française considère que la perte des $\frac{3}{4}$ du capital, peut entraîner la dissolution de la société anonyme après la consultation de l'assemblée générale. (Article 37 4° de la loi française de 1867). La loi égyptienne ignore cette cause de dissolution de la société anonyme et dans le cas où il y avait conflit entre les deux lois, c'était la loi française qui devait s'appliquer. Ainsi, la perte des $\frac{3}{4}$ du capital des sociétés anonymes françaises opérant en Egypte, était considérée comme une cause de dissolution de la dite société, obligeant les administrateurs à consulter l'assemblée générale sur le maintien ou la dissolution de la société quoique cette obligation ne figurât pas en droit égyptien.

En deuxième lieu, c'était la législation de la nationalité de la société anonyme qui réglementait les conditions de la validité de la dissolution de cette société. C'était cette loi

qui décidait de la capacité nécessaire pour prononcer la dissolution, de la majorité nécessaire dans l'assemblée d'actionnaires pour cette décision, de la régularité de la convocation de cette assemblée, etc... C'était de plus cette loi qui décidait s'il y avait lieu de publication destinée à faire connaître cette dissolution aux tiers intéressés et de la sanction de cette publication (39).

En troisième lieu, c'était la loi de la nationalité de la société anonyme qui déterminait les effets de la dissolution vis-à-vis des tiers, le mode de recours de ces derniers, le sort des contrats passés par la société, le sort des obligations, etc...

En quatrième lieu, c'était d'après la loi de la nationalité de la société anonyme que s'effectuait la liquidation (40) de la société après sa dissolution. C'était cette loi qui déterminait les cas où il y avait lieu de liquidation. C'était elle qui déterminait la nature juridique de la société en liquidation et si la personnalité morale de cette société devait ou non persister jusqu'à la fin de la liquidation. C'est, de plus, d'après cette législation que se déterminait le mode de désignation du liquidateur dans le cas du silence des statuts (qui souvent prévoient ce mode de désignation et le pouvoir du liquidateur). C'était elle qui déterminait le pouvoir du liquidateur dans le cas du silence de l'autorité qui l'a nommé, le caractère juridique de sa mission et de sa res-

(39) La loi égyptienne (article 68-58 code de commerce) exige la publicité de tout acte portant dissolution de la société avant le terme fixé pour sa durée par l'acte qu'il établit. La publication exigée doit être faite en conformité de l'article 54-48 et suivants, code de commerce. Elle sanctionne cette publicité par la nullité de la dissolution vis-à-vis des tiers.

(40) La loi égyptienne consacre deux articles (546-449 et 544-450, code civil) à la liquidation des sociétés.

pensabilité, envers les créanciers, des fonds appartenant à la société.

C'était enfin d'après cette législation que se déterminait le droit des associés pendant la liquidation et le résultat de cette liquidation (y compris la forme et les effets du partage de l'excédent de l'actif sur le passif).

Cette question de la loi qui régissait la dissolution de la société étant résolue, passons à l'examen de l'autre question d'une non moindre importance :

La dissolution de la société pouvant avoir lieu d'après la loi de sa nationalité, cette dissolution pouvait-elle être prononcée en Egypte par une juridiction égyptienne ?

Cette question intéresse surtout le mode de dissolution qu'est la faillite. Elle fait partie d'une autre question plus générale que nous étudierons à fond bientôt, et qui est celle de la compétence des tribunaux égyptiens en matière des sociétés anonymes étrangères en général.

Pour répondre à la question précédente, les tribunaux mixtes avaient interprété l'article 14 du code civil mixte dans son premier alinéa. Ils avaient procédé de la façon suivante :

Ils ont commencé par établir une différence entre deux sortes de sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte.

Pour les sociétés anonymes étrangères ayant leur centre d'exploitation en Egypte, quoiqu'ayant leur siège social à l'étranger, ils considéraient que ces sociétés, si elles se trouvaient légalement à l'étranger, se trouvaient en fait en Egypte et ainsi, les tribunaux mixtes étaient compétents d'après l'article 14 du code civil mixte, pour prononcer leur dissolution (41).

(41) Arrêt des Chambres réunies des Cours d'Appel mixtes du 3 mars 1928.

Pour les sociétés anonymes étrangères n'ayant en Egypte qu'une succursale ou une agence, les tribunaux mixtes avaient décidé que l'article 14 du code civil mixte, dans son premier alinéa, ne leur donnait compétence que pour les actions concernant les affaires de cette agence ou succursale. Ils déclinaient leur compétence pour les affaires d'autres succursales de la société et surtout pour les « *actio pro socio* ». Comme l'action en dissolution ou en faillite de la société, devait être considérée comme une « *actio pro socio* », elle devait être intentée devant les tribunaux du siège social (42).

Ainsi, les tribunaux mixtes, en réservant aux tribunaux du siège social, la faculté de prononcer le jugement de faillite, s'étaient prononcés nettement en faveur du système de l'unité de la faillite.

Saisissons cette occasion pour étudier une autre question voisine de celle-ci et qui est celle de la territorialité ou de l'universalité de la faillite.

Le jugement de déclaration de la faillite, réservé comme on l'a vu, aux tribunaux du siège social de la société anonyme étrangère, pouvait-il être exécuté en Egypte sans avoir besoin d'obtenir l'« *exequatur* » des autorités compétentes ?

Les tribunaux mixtes (43) ont répondu par la négative, se prononçant ainsi en faveur de la territorialité de la faillite et suivant, d'ailleurs, en cela la jurisprudence française.

Avec la dissolution de la société, se termine l'étude que nous avons entreprise des applications de la loi de la nationalité de la société.

(42) Arrêt de la Cour d'appel mixte du Caire du 20 février 1928, B. T. M. 40. 202.

(43) Voir l'arrêt des Chambres réunies des Cours d'Appel mixtes du 18 décembre 1912.

(la loi personnelle) 'aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte.

Pour achever cette étude, il nous faut faire les remarques suivantes :

1° En premier lieu, si nous avons beaucoup insisté sur ces applications de la loi personnelle, c'est parce que ces applications n'étaient pas seulement édictées par le droit international privé égyptien, mais qu'elles l'étaient en outre par le droit international privé en général. Or, comme on le verra par la suite, si le gouvernement égyptien a acquis sa liberté d'organiser la condition des étrangers en Egypte, il doit dans cette organisation, se conformer aux principes du droit international privé en général (44). Pour cette raison, nous croyons que ces applications de la loi nationale de la société devront être gardées à peu près intactes dans une future réglementation de la condition légale des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, qui ne tardera pas, espérons-le, à intervenir. Ainsi, les explications qui ont précédé, resteront vraies pour l'avenir et c'est pour cette raison que nous avons si longuement insisté sur ce point.

2° En deuxième lieu, nous devons revenir à une remarque faite déjà au commencement de ce chapitre. Nous avons déjà signalé l'influence qu'exerçait le régime des capitulations sur les applications de la loi territoriale aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. Souvent, la loi territoriale, devant s'appliquer suivant les principes du droit international privé général, cédait la place à la loi personnelle à cause des règles du droit international privé égyptien, basé sur le régime des capitulations. Ainsi, le champ d'application de la loi personnelle, s'élargissait singulière-

(44) Voir *infra* : Les conventions de Montreux. La Troisième Partie, Chapitre I.

rement. Il comprenait en plus des cas d'application précédents, se rattachant au droit international privé général, des cas d'application, découlant du droit international privé égyptien, où la loi personnelle remplaçait la loi territoriale. Mais ces applications supplémentaires étaient uniquement dûes à un état de choses qui a heureusement disparu : le régime des capitulations. Dans une réglementation future de la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte, ces applications de la loi personnelle doivent disparaître pour faire place à l'application de la loi territoriale.

Passons maintenant à l'examen des applications de la loi territoriale aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte sous le régime des capitulations.

SECTION II

Application de la loi territoriale

Nous avons déjà noté la grande influence qu'exerçait sur les applications de la loi locale aux sociétés anonymes étrangères, le régime des capitulations. Les garanties d'ordre public et surtout l'ordre privé, que ce régime assurait aux étrangers, avaient pour principal résultat de les soustraire aux lois égyptiennes dans une très large mesure.

Mais, en dépit de ce régime, les sociétés anonymes étrangères, de même que les individus étrangers, relevaient, à certains égards, de la loi locale. Ce sont ces dispositions de la loi locale qui s'appliquaient aux sociétés anonymes étrangères, et auxquelles on reconnaissait un caractère territorial, que nous nous proposons d'étudier dans cette section.

Mais il nous faut tout d'abord souligner que les dispositions de la loi égyptienne applicables aux sociétés ano-

nymes étrangères sous le régime des capitulations, étaient considérées comme tout à fait exceptionnelles. Comme on le verra, il fallait toujours le consentement des puissances capitulaires pour étendre l'application d'une loi égyptienne aux étrangers en général, et la liste qui suit est en même temps la liste des efforts du gouvernement égyptien auprès de ces puissances, pour obtenir leur consentement.

1° *Les codes mixtes.*

D'après les traités des capitulations, les sociétés anonymes étrangères ne pouvaient jamais être soumises à la loi égyptienne. Les marchés qu'elles passaient en Egypte, même avec des Egyptiens, étaient régis par la loi de leur nationalité. Les Codes mixtes furent promulgués en 1875, avec le consentement des puissances capitulaires, pour remédier à cet état de choses.

Ces codes pouvaient, dans certains cas, être appliqués aux étrangers. Ils doivent, comme nous l'avons déjà signalé, être considérés comme des codes égyptiens malgré qu'ils soient issus d'une convention internationale, et c'est pour cette raison que nous considérons les applications de ces codes aux sociétés anonymes étrangères comme des applications de la loi territoriale à ces sociétés.

Les codes mixtes sont a unombre de trois : le code civil mixte, le code du commerce mixte et le code de procédure mixte, tous promulgués en 1875 (45).

Pour établir les applications de ces codes aux sociétés anonymes étrangères, nous allons établir la compétence des tribunaux mixtes en cette matière, et, vu le lien étroit qui

(45) Le code pénal mixte n'est jamais entré en vigueur, faute de ratification de la part des puissances capitulaires.

unissait en Egypte, sous le régime des capitulations, la compétence judiciaire et la compétence législative, cette compétence déterminera ces applications.

La compétence des tribunaux mixtes en matière des sociétés anonymes étrangères :

Les textes établissant la compétence des tribunaux mixtes en général sont les suivants :

1° L'article 9 du règlement de l'organisation judiciaire des tribunaux mixtes :

« Ces tribunaux connaîtront seuls des contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalité différentes en dehors du statut personnel. Ils connaîtront seulement des actions réelles immobilières entre indigènes et étrangers ou entre étrangers de même nationalité ou de nationalités différentes. La municipalité d'Alexandrie dans ses rapports avec les indigènes n'est pas justiciable des tribunaux mixtes ».

2° L'article 13 du code civil mixte :

« Tout sujet local pourra être cité devant les tribunaux du pays en raison des obligations par lui contractées même à l'étranger ».

3° L'article 14 du code civil mixte :

« Il en sera de même des étrangers qui se trouvent dans le pays. L'étranger qui l'aura quitté ne peut être cité devant les nouveaux tribunaux que dans les cas suivants :

1° S'il s'agit d'obligations relatives à des biens, meubles et immeubles existant dans le pays.

2° S'il s'agit d'obligations dérivant de contrats stipulés ou devant être exécutées dans le pays ou bien des faits, qui y ont été accomplis ».

L'article 13, code civil mixte, n'intéresse pas notre sujet.

L'article 9 du règlement de l'organisation judiciaire, établit la compétence des tribunaux mixtes pour les litiges entre :

1° Etrangers et égyptiens.

2° Etrangers de nationalités différentes.

3° Etrangers de la même nationalité quand l'objet du litige est un immeuble situé en Egypte.

Mais ces tribunaux ont élargi leur compétence, établie par ce texte, en invoquant *la théorie de l'« intérêt mixte »*. On sait déjà (46) que, d'après cette théorie, la compétence des tribunaux mixtes doit se déterminer, non seulement d'après la nationalité des parties en cause, mais de plus, d'après la nationalité des intérêts que peut affecter la solution du litige. Une des principales applications de la théorie de l'intérêt mixte se trouvait dans la compétence des tribunaux mixtes pour les affaires concernant des sociétés anonymes étrangères ou égyptiennes. Ainsi, ces tribunaux se prétendaient compétents pour connaître de tous les litiges concernant des sociétés anonymes étrangères, même si ces litiges étaient entre individus de la même nationalité, du moment qu'un des actionnaires était ou pouvait être d'une nationalité différente, ce qui devait être supposé étant donné la nature de la société.

Les tribunaux mixtes se proclamaient ainsi la seule juridiction en Egypte, compétente pour connaître des affaires des sociétés anonymes et refusaient toute compétence en la matière aux tribunaux consulaires et nationaux.

Mais, si les tribunaux mixtes étaient la seule juridiction égyptienne compétente pour connaître des affaires concer-

(46) Voir *supra*, la première partie : *de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte*.

nant les sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, dans quelles limites ces dernières étaient-elles soumises à cette compétence ?

C'est l'article 14 du code civil mixte qui répond à cette question. Nous nous sommes déjà occupé de cet article en étudiant la loi qui régissait, sous le régime des capitulations, la dissolution des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte (47).

Cet article, dans son premier alinéa, a suscité des difficultés dans son application pratique aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. Cet alinéa donne compétence aux tribunaux mixtes pour les litiges concernant les sociétés anonymes étrangères qui « se trouvent » en Egypte. Quel est le sens de ces termes ?

Pour répondre à cette question, les tribunaux mixtes avaient établi une différence entre deux sortes de sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte : celles qui avaient seulement une agence ou un succursale opérant dans le pays, et celles qui y avaient leur centre d'exploitation.

Pour les premières, ils avaient décidé qu'ils n'étaient compétents que de juger les litiges concernant les affaires de cette agence ou succursale et non ceux concernant les affaires des autres agences et succursales de la société. En outre, ils avaient décidé que l'« *actio pro socio* » était exclusivement de la compétence des tribunaux du siège social.

C'est ainsi que les tribunaux mixtes s'étaient déclarés non compétents pour juger l'action intentée par l'administrateur délégué d'une société anonyme anglaise ayant une succursale en Egypte à cause de son renvoi par la société. Ils avaient déclaré que cette action était de la compétence exclusive

(47) Voir *supra*, p. 54-55.

des tribunaux anglais. (Arrêt du 10 février 1916, B.T.M. 28. 143).

Dans un autre arrêt du 16 février 1928 (B.T.M. 40. 198), les tribunaux mixtes s'étaient déclarés non compétents pour juger les actions relatives aux obligations émises par une société anonyme française à Paris. Ils ont déclaré que ces actions étaient de la compétence de tribunaux français dans la circonscription desquels se trouvait le siège social de la société, et que les tribunaux mixtes étaient seulement compétents pour juger les actions relatives aux affaires conclues par la société en Egypte.

De plus, ils avaient établi une différence entre la succursale et l'agence dans ce sens qu'ils considéraient que la succursale est censée représenter la société dans les affaires qu'elle conclut tandis que l'agence ne la représente que dans les cas où la société lui assigne cette mission. Mais pour établir cette différence, il fallait tenir compte de la réalité des choses, c'est-à-dire, que si la société appelait sa succursale une agence, on ne tenait pas compte de cette dénomination.

Pour les sociétés anonymes étrangères ayant leur centre d'exploitation en Egypte, et non leur siège social, la détermination de la compétence des tribunaux mixtes à leur égard, a suscité quelques difficultés.

Quelques arrêts avaient déclaré que les tribunaux mixtes étaient compétents pour juger toutes les actions relatives à ces sociétés, même les « *actio pro socio* ». Ils fondaient leur décision sur l'alinéa premier de l'article 14 du code civil mixte, en considérant que la société, quoique se trouvant juridiquement à l'étranger, se trouvait « en fait » en Egypte puisqu'elle y exerçait toute son activité.

C'est ainsi que la Cour d'Appel mixte du Caire, dans un arrêt du 20 février 1928 (B.T.M. 40.202), avait décidé qu'elle

était compétente pour juger une action intentée par un obligataire de la société des tramways du Caire (société de nationalité belge ayant son siège social à Bruxelles), pour obtenir le paiement en francs-or des bénéfices et du montant des obligations.

D'autres arrêts étaient prononcés dans le sens inverse, c'est-à-dire qu'ils jugeaient que les « *actio pro socio* » étaient toujours de la compétence exclusive des tribunaux du siège social. (Arrêt du 17 mai 1927, B.T.M., 39. 484).

Devant ces controverses on était obligé de soumettre la question aux Chambres Réunies des Cours d'Appel mixtes. Dans leur décision du 3 mars 1928, elles avaient opté pour la première solution, c'est-à-dire pour la compétence des tribunaux mixtes. Elles fondaient leur décision, en plus de l'alinéa premier de l'article 14 du code civil mixte, sur un nouvel argument qui est celui de tirer du fait que la société anonyme étrangère exerce toute son activité en Egypte, une sorte d'acceptation de se soumettre à la compétence des tribunaux mixtes pour toutes les actions concernant cette activité.

Le deuxième alinéa de l'article 14 du code civil mixte, donne compétence aux tribunaux mixtes sur les étrangers qui avaient quitté l'Egypte dans certains cas limités :

1° Si les obligations en cause ont pour source un contrat conclu en Egypte où y devant être exécuté.

2° Si ces obligations concernant un bien, meuble et immeuble se trouvant en Egypte.

3° Si les obligations en cause ont pour source un fait accompli en Egypte.

Pour interpréter ce texte, les tribunaux mixtes avaient d'abord à répondre à la question suivante :

L'article 14 dans son deuxième alinéa exigeait-il pour donner compétence aux tribunaux mixtes, que les étrangers aient résidé en Egypte ?

Une première opinion répondait par l'affirmative. Elle invoquait en premier lieu les termes mêmes de l'article 14: « les étrangers qui avaient quitté l'Egypte ». D'après elle, pour pouvoir quitter l'Egypte, il fallait d'abord s'y trouver. En deuxième lieu, les partisans de cette opinion prétendaient que l'existence même du régime des capitulations devait écarter toute extension de la compétence des tribunaux mixtes qui ne se fondait pas sur un texte précis, et qu'en cas de doute, il fallait toujours se prononcer pour la limitation de cette compétence. (Voir l'arrêt du 7 mai 1922 B.T. 34.274).

Une deuxième opinion, plus importante, se prononçait pour la compétence des tribunaux mixtes, dans les cas énumérés par l'article 14, deuxième alinéa, sur les étrangers qui n'avaient jamais résidé en Egypte. Elle prétendait que la compétence des tribunaux mixtes, fondée sur l'article 14 du deuxième alinéa, se justifie par des considérations d'ordre local concernant l'intérêt des transactions et l'ordre civil, et que, vu ces considérations, il ne fallait pas établir une différence entre les étrangers qui avaient quitté l'Egypte et ceux qui n'y avaient jamais résidé. (Voir l'arrêt du 8 février 1922, B.T.M. 34.160).

Devant ces controverses, la question a été soumise aux Chambres Réunies des Cours d'Appel Mixtes qui, dans leur décision du 24 février 1926 (B.T.M. 38.258), s'étaient prononcées pour la compétence des tribunaux mixtes. Elles avaient ajouté aux arguments de cette opinion, un nouvel argument tiré de l'article 11 du code civil mixte qui recommande l'application des règles du droit naturel et de l'équité. Elles donnaient compétence aux tribunaux mixtes, dans

les cas énumérés par l'article 14, deuxième alinéa, sur les étrangers qui n'avaient jamais résidé en Egypte et cela en application des principes du droit naturel et de l'équité, puisque le principe de la compétence des tribunaux nationaux à l'égard des étrangers n'ayant jamais résidé dans le pays est adopté d'une façon internationale. Elle croyait ainsi trouver le texte auquel faisaient allusion les partisans de la première opinion.

C'est d'après cette interprétation que les tribunaux mixtes se déclaraient compétents pour juger le litige concernant un contrat conclu en Egypte par une société anonyme étrangère, qui n'y avait ni succursale, ni agence, par l'intermédiaire d'un mandataire. (Arrêt du 13 janvier 1926. B.T.M., 38.179).

C'est aussi d'après cette interprétation que les tribunaux mixtes s'étaient déclarés compétents pour juger l'action concernant une collusion survenue dans les eaux territoriales égyptiennes entre vapeurs appartenant à des sociétés anonymes étrangères, n'ayant en Egypte ni succursale ni agence. (Arrêt du 9 avril 1902 B.T.M. 14.242).

Après le deuxième alinéa de l'article 14 du code civil mixte se termine l'étude de la « compétence générale » des tribunaux mixtes en ce qui concerne les sociétés étrangères opérant en Egypte. Comme nous l'avons déjà dit, vu le lien étroit qui unissait en Egypte, sous les capitulations, la compétence judiciaire et la compétence législative, le tableau de la compétence des tribunaux mixtes en matière des sociétés anonymes étrangères nous donne en même temps les applications des codes mixtes à ces sociétés. D'après le premier tableau, le deuxième peut s'établir de la façon suivante :

1° En premier lieu, les tribunaux mixtes avaient déclaré leurs codes seuls applicables aux affaires conclues par les sociétés anonymes étrangères en Egypte. Ils étaient arrivés à ce résultat, en se proclamant la seule juridiction compétente en Egypte, d'après la théorie de l'*intérêt mixte*, pour juger ces affaires. Or, vu le lien étroit qui unissait, en Egypte, la compétence judiciaire à la compétence législative, la compétence exclusive des tribunaux mixtes pour juger ces affaires, entraînait l'application exclusive des codes mixtes à celles-ci. Ainsi, c'étaient les codes mixtes qui régissaient le marché, conclu en Egypte entre une société anonyme étrangère et un étranger de la même nationalité. Ce lien du droit devait, sans l'existence de la théorie de l'intérêt mixte, être régi par la législation de la nationalité de la société anonyme étrangère, vu l'existence du régime de capitulations.

Mais il faut remarquer que cette application de codes mixtes aux sociétés anonymes étrangères était limitée par la compétence des tribunaux mixtes eux-mêmes. En dehors des litiges de la compétence des dits tribunaux, d'après les articles 9 du règlement de l'organisation judiciaire des tribunaux mixtes, et 14 du code civil mixte, ces codes ne s'appliquaient pas aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte.

2° Pour les sociétés anonymes étrangères ayant en Egypte une succursale ou une agence, le code mixte s'appliquait aux affaires conclues par ces succursales ou agences et non à celles conclues par d'autres succursales ou agences de la société. Quant aux affaires devant être considérées comme relevant uniquement du siège social, elles échappaient à l'application des codes mixtes pour être régies par la législation de la nationalité de la société.

3° Pour les sociétés anonymes étrangères, ayant en Egypte leur centre d'exploitation, les codes mixtes régissaient tous les aspects de leur activité, ils appliquaient même aux affaires de la société devant être considérés comme relevant uniquement du siège social.

4° Pour les sociétés anonymes étrangères qui n'avaient en Egypte, ni succursale ou agence, ni leur centre d'exploitation, les codes mixtes ne leur étaient applicables que dans les cas énumérés par l'article 14 du code civil mixte dans son deuxième alinéa. D'après cet article, les codes mixtes régissaient les contrats conclus par ces sociétés en Egypte, ou les contrats conclus par eux à l'étranger, mais y devant être exécutés. Ces codes régissaient de plus les litiges entre ces sociétés et d'autres personnes concernant un bien, meuble et immeuble, situé en Egypte, ou provenant d'un fait qui y était accompli.

Aux codes mixtes s'ajoutaient certaines lois promulguées par le gouvernement égyptien et applicables aux étrangers après l'observation des formalités édictées par l'article 12 du règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes, modifié par la loi de 1911. D'après cette loi, aucune loi égyptienne ne pouvait s'appliquer aux étrangers, même dans les limites permises par le régime des capitulations, qu'après avoir eu l'approbation de l'Assemblée générale des Cours d'Appel mixtes, où chaque puissance capitulaire devait être représentée. On exigeait pour cette approbation la forte majorité des deux tiers des membres présents qui devaient être au moins au nombre de 15. De plus, aucune loi ainsi approuvée ne pouvait être promulguée qu'après un délai de trois mois datant de cette approbation. Ce délai était accordé aux puissances capitulaires pour exercer leur droit de veto, qui, s'il était exercé, avait pour résultat de soumettre la loi une

deuxième fois aux délibérations de l'Assemblée générale pour une décision définitive.

C'est ainsi, par exemple, que le règlement concernant les établissements insalubres ou pouvant déranger la tranquillité publique de 1907 qui avait obtenu l'approbation précitée, s'appliquait aux sociétés anonymes étrangères possédant en Egypte des établissements de ce genre, par exemple des usines ou autres établissements industriels.

2° Mesures de publicité et de contrôle.

A. — Immatriculation sur le registre du commerce.

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer qu'avant la loi n° 46 de 1934, les sociétés anonymes étrangères qui voulaient exercer leur activité en Egypte, n'avaient à remplir aucune sorte de formalité (48). Cette loi a comblé cette lacune du droit égyptien, mais seulement dans le cas particulier où la société étrangère voulait établir en Egypte une succursale ou une agence. Pour arriver à l'application de cette loi aux sociétés anonymes étrangères, il fallait observer les formalités édictées par l'article 12 du règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes. Ce n'était qu'après l'approbation de l'assemblée générale des Cours d'Appel mixtes, et l'acceptation des puissances capitulaires, que les formalités édictées par la loi devaient être suivies par les sociétés anonymes étrangères ayant en Egypte une succursale ou agence.

Cette loi, sur le registre du commerce, oblige toute personne, égyptienne ou étrangère, ayant en Egypte un « établissement commercial » à s'immatriculer sur le registre du commerce tenu par les autorités administratives.

Les termes « établissement commercial » sont interprétés par la jurisprudence égyptienne dans le sens le plus large.

(48) Voir *supra* : *La reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte*.

Ils comprennent, en outre, du principale établissement, les succursales ou les agences que la société anonyme étrangère peut avoir en Egypte.

Toute société anonyme étrangère, qui ne requière pas dans le délai prescrit les inscriptions obligatoires, encoure une amende qui est prononcée par le tribunal compétent. Les fausses indications, fournies de mauvaise foi, donnent lieu à l'application de peines plus graves. En outre, la responsabilité civile du délinquant peut être engagée suivant les principes du droit commun.

D'après cette loi le registre du commerce n'est rien d'autre qu'un instrument de publicité, dans ce sens que la question de savoir que tel ou tel fait concernant la vie de la société anonyme étrangère était ou non opposable aux tiers, ne dépendait pas de son inscription ou non sur le registre.

Les dispositions de cette loi relatives, aux sociétés sujettes à l'immatriculation, exigeaient les indications suivantes :

- 1) La raison de commerce de la société.
- 2) L'objet de la société.
- 3) La date de la formation de la société ainsi que l'époque où la société doit commencer et celle où elle doit finir.
- 4) L'espèce de la société.
- 5) La désignation de ceux des associés autorisés à gérer, administrer et signer pour la société.
- 6) Le montant du fond social.

Pour maintenir l'exactitude de ces indications, la loi exige que toute modification apportée aux statuts de la société doit être inscrite au registre du commerce.

De plus, cette loi exige que tout jugement ou arrêt pouvant affecter la situation financière de la société, par exem-

ple le jugement de déclaration de faillite, doit être inscrit au registre.

Enfin, il faut une décision administrative pour toute radiation du registre, par exemple, dans le cas de la dissolution de la société.

D'après l'article 12 de cette loi, toute personne peut se faire délivrer copie, contre paiement d'un certain droit, des inscriptions portées sur le registre ou se faire certifier qu'il n'y a pas d'inscription.

Cette obligation de l'immatriculer au registre du commerce, était une des obligations imposées aux commerçants en général, et qui étaient considérées, comme nous avons eu déjà l'occasion de le signaler, comme une limitation à la liberté de commerce en Egypte sous les capitalisations.

Il nous faut à ce propos signaler, sans y insister d'ailleurs, l'obligation de tenir des livres formulés par les articles 12, 13 et 14 du code de commerce mixte et qui s'imposait aux sociétés anonymes étrangères ayant en Egypte une succursale ou une agence.

B. — *L'admission à la cote officielle.*

Ici nous n'avons pas affaire à une application obligatoire de la législation égyptienne, comme c'était le cas pour l'immatriculation au registre du commerce.

C'est la décision du conseil des ministres du 31 mai 1927, qui formulait l'obligation de présenter tout titre, action ou obligation, ayant fait l'objet d'une souscription publique en Egypte, à l'inscription à la cote des Bourses des valeurs égyptiennes dans un délai d'un an au plus après la date de l'émission. Or cette décision n'ayant pas satisfait aux formalités exigées par l'article 12 du règlement de l'organisation judiciaire des tribunaux mixtes, modifié par la loi de 1911, ne

s'appliquait pas aux titres émis ou mis en circulation en Egypte par les sociétés anonymes étrangères, comme nous avons eu déjà d'occasion de le montrer.

Mais, à défaut de l'obligation juridique, en fait, les sociétés anonymes étrangères présentaient toujours les titres, émis ou mis en circulation en Egypte par elles, à l'inscription à la cote des Bourses des valeurs égyptiennes. C'est dans ce sens que nous étudions ici la législation égyptienne concernant l'admission de titres à la cote des Bourses des valeurs, comme une application de la loi territoriale aux sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte.

Cette législation est contenue dans le Règlement général des Bourses des valeurs égyptiennes, promulgué le 31 décembre 1933.

D'après ce règlement, toute demande d'admission d'une valeur à la cote est adressée par écrit au président de la commission de la Bourse.

La demande doit être accompagnée :

1) D'un exemplaire de l'acte d'association, des statuts et, éventuellement, d'une copie de l'acte d'autorisation.

2) Du prospectus d'émission dûment signé par les personnes responsables, si les titres ont donné lieu à une souscription publique.

3) Du bilan des exercices antérieurs.

4) D'un spécimen de titre.

5) De tous autres documents officiels permettant de se rendre compte de la situation de la société (article 21).

La demande d'admission doit être affichée à la Bourse durant au moins 15 jours, pendant lesquels toutes observations par écrit sont reçues par la commission (article 27).

L'admission des titres a lieu :

1) De plein droit pour les fonds d'Etat égyptiens.

2) Sur décision de la commission de la Bourse pour les fonds d'Etat étrangers.

3) Sur demande agréée par cette commission pour les titres émis par les sociétés privées, qui ne sont pas exclues par l'article 24 du Règlement général, à charge par elles de payer les taxes d'abonnement fixées par le règlement intérieur. (Articles 23 à 26).

Cependant, la commission peut par une décision motivée, refuser l'inscription des titres des sociétés privées en dépit de la régularité de la demande, sauf recours par la société devant le tribunal mixte du commerce qui statuera en dernier ressort en Chambre de Conseil.

Le même recours appartient aux commissaires du gouvernement contre les inscriptions faites par la commission de la Bourse (article 27).

Les sociétés dont le titre figure sur la cote doivent transmettre à la commission de la Bourse tout document officiel relatif à la situation de la société.

L'exclusion de la cote à terme est de rigueur en ce qui concerne :

1) Les titres des sociétés dont le capital émis et entièrement libéré est inférieur à L. E. 40.000.

2) Les actions d'une société n'ayant pas fait l'objet d'une souscription publique, à moins que la dite société n'ait publié les bilans d'au moins trois exercices annuels.

3) Les obligations des sociétés dont les actions ne figurent pas à la cote officielle.

4) Les titres dont le prix nominal est de 100 francs (or), et qui ne sont pas entièrement libérés, ainsi que les titres dont le prix nominal est supérieur à 100 francs, et qui ne sont pas libérés d'au moins 100 francs.

5) Les titres dont le prix nominal aurait été chargé d'une majoration autre que celle motivée par les frais d'émission, à moins que la majoration ne représente une prime portée à l'actif de la société.

Les titres des sociétés étrangères peuvent être admis à la cote officielle à terme, quelle que soit leur valeur nominale, sans que toutefois elle puisse être inférieure à 25 francs (or), à la condition qu'ils soient admis à la cote officielle de leur pays d'origine. Ces titres doivent être entièrement libérés si leur valeur nominale est de 100 francs ou inférieure à 100 francs et ils doivent être au porteur si la société n'a pas de bureau de transfert en Egypte (article 24).

Tous les titres qui ne sont pas admis à la cote à terme ne peuvent être traités qu'au comptant, il est dressé une cote spéciale du comptant (article (25)).

Sont rayés de la cote officielle :

1) Les titres qui ne réunissent plus les conditions prescrites pour l'admission.

2) Les titres des sociétés en état de faillite.

3) Les titres pour lesquels les sociétés ne se seraient pas conformées, sur la demande qui leur en serait faite et dans le délai qui leur serait accordé, à l'obligation prévue par l'article 27.

4) Les titres des sociétés qui ont été déclarés nuls et non existants, par une décision du dernier ressort des juridictions égyptiennes (article 28).

La radiation des actions d'une société, entraîne de plein droit la radiation de ses obligations (article 29).

3° *Les règles d'ordre public.*

Les lois de police et de sûreté, aux termes mêmes de l'article 10, § I du code civil mixte, obligent tous ceux qui

sont sur le territoire égyptien. Il n'y a pas à distinguer entre les individus et les sociétés, et quel que soit leur nationalité, ces lois s'imposent aux uns et aux autres.

Mais si le principe est certain, quelles étaient, en Egypte, sous le régime des capitulations, ces lois de police et de sûreté auxquelles les sociétés anonymes étrangères ne pouvaient échapper, même en invoquant leur qualité d'étrangères ?

Dans une étude très fouillée (49), M. Bartin montre que l'ordre public consiste en une série d'exceptions apportées par chaque législation aux règles de conflit des lois que cette législation admet. « Le juge qui rend la justice au nom de cette législation, substitue exceptionnellement ses dispositions, considérées comme d'ordre public, aux dispositions de la loi étrangère qui serait normalement applicable aux rapports de droit litigieux, si l'on s'en tenait aux règles ordinaires de conflit que la législation du pays du juge consacre elle-même... Quand le juge d'un pays refuse exceptionnellement d'appliquer à un rapport de droit donné, la loi d'un pays étranger qui fait partie de la communauté internationale, parce que cette loi, d'ailleurs normalement compétente, est contraire à l'ordre public de son pays, il raisonne, au point de vue juridique, absolument comme il raisonnait pour refuser d'appliquer un rapport de droit donné, la loi normalement compétente d'un pays étranger qui ne fait pas partie de la communauté internationale. Dans l'un et l'autre cas, il méconnaît volontairement les dispositions des lois étrangères, normalement applicables au rapport de droit litigieux, parce qu'il ne doit pas collaborer à leur application sur le territoire de l'Etat au nom duquel il rend la justice ». Ces dis-

(49) Etudes de droit international privé, p. 190 et suivantes.

positions de la loi territoriale qu'il faut appliquer, bien que normalement elle devrait s'effacer devant la loi personnelle, ce sont celles qui apparaissent comme « l'expression d'un principe de justice, de morale, ou de toute organisation sociale dont on ne saurait supporter la violation, sans compromettre le bon fonctionnement d'une société civilisée ».

Ces prescriptions de la loi nationale qui doivent l'emporter sur celles de la loi étrangère, ce sont, pour employer les expressions généralement admises, des règles d'ordre public international ou d'ordre public absolu. N'ont au contraire, qu'un caractère relatif, ne devant pas entraîner de dérogation aux principes de l'application de la loi personnelle, des mesures législatives qui ne s'expliquent que par des particularités essentiellement contingentes, variables pour chaque pays, et qui, se justifiant dans un Etat, peuvent pas s'imposer dans un autre.

Quelle était l'attitude des tribunaux mixtes à l'égard de ces principes, admis par la plupart des auteurs (50), en ce qui concernait leur application aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte sous le régime des capitulations ?

Ces tribunaux ont commencé par admettre le principe lui-même. Ils admettaient qu'il y avait certaines dispositions égyptiennes qui devaient s'appliquer aux sociétés anonymes étrangères exerçant leur activité en Egypte, et auxquelles ces sociétés ne pouvaient échapper en invoquant leur qualité d'étrangères.

(50) Voir M. Despagne : *L'ordre public en droit international privé*. J. Clunet, 1889, p. 5 et suivantes, 207 et suivantes, et M. Leven, p. 315 et suivantes.

C'est ainsi, que ces tribunaux, dans un arrêt, déjà cité (51), du 12 juin 1907 (B.T.M., 19.304), ont refusé de reconnaître une société étrangère, d'une forme inconnue en droit égyptien, en invoquant que la reconnaissance de cette forme de société en Egypte, est contraire à l'ordre public égyptien.

Mais tout en admettant le principe lui-même, les tribunaux mixtes avaient ou plutôt devaient réduire ses applications aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte sous le régime des capitulations.

En premier lieu, l'existence du régime des capitulations avait pour résultat de réduire les applications de cette notion d'ordre public à ces sociétés. On sait que, d'après ce régime, les sociétés étrangères devaient échapper à toute application de la loi égyptienne, sauf dans les cas où cette loi aurait été approuvée par les puissances capitulaires. Or, d'après la notion d'ordre public, les lois égyptiennes, considérées comme d'ordre public, devaient s'appliquer à ces sociétés sans exiger qu'elles aient été approuvées par les puissances capitulaires.

Laquelle de ces deux considérations opposées devait l'emporter ?

Les tribunaux mixtes n'avaient pas tardé à se prononcer en faveur de la première solution. Ils considéraient que l'existence du régime des capitulations devait empêcher l'application aux sociétés anonymes étrangères de toute loi égyptienne, même d'ordre public, qui n'avait pas obtenu l'approbation des puissances capitulaires. Donc, tout en admettant l'application de cette notion d'ordre public aux sociétés anonymes étrangères, ces tribunaux considéraient

(51) Voir *supra*.: *La reconnaissance des sociétés anonymes étrangères sous le régime des capitulations*.

que cette application ne devait pas faire échec au régime des capitulations, qui était le fondement de toute la condition légale des étrangers en Egypte.

C'est ainsi, que ces tribunaux, comme nous l'avons vu, refusaient l'application à ces sociétés des règles du droit égyptien concernant l'émission des titres en Egypte, malgré leur caractère évident d'ordre public (décision du Conseil des Ministres du 31 décembre 1927).

Ces sociétés pouvaient librement émettre leurs titres et les mettre en circulation en Egypte, sans se soumettre aux exigences de la décision précitée, qui n'avait pas obtenu l'approbation des puissances capitulaires.

En deuxième lieu, le champ de cette application d'ordre public était plus limité en Egypte qu'ailleurs. On sait que cette notion trouve ses applications les plus fréquentes dans les affaires relevant du statut personnel (52). Or, on sait déjà, que les tribunaux mixtes n'avaient aucune compétence en ce qui concerne le statut personnel qui était de la compétence exclusive des tribunaux consulaires et religieux. Ainsi, les tribunaux mixtes en appliquant cette notion d'ordre public, devaient la limiter au domaine des affaires relevant du statut réel, ce qui limitait considérablement son champ d'application.

Quant à la distinction entre l'ordre public absolu ou international et l'ordre public relatif ou interne, les tribunaux mixtes avaient adopté à son égard la solution suivante :

Pour les affaires conclues en Egypte, et, par conséquent de la compétence des codes mixtes, ces tribunaux considéraient que l'application des dispositions de ces codes, con-

(52) Voir M. Pillet-Nilboyet, p. 540. M. Levy-Ullmann. *Cour* 1935, p. 173 et suivantes.

sidérées comme d'ordre public, était de rigueur, et que toute dérogation à ces dispositions devait être considérée comme contraire à l'ordre public égyptien. En d'autres termes, ils considéraient que ces dispositions étaient d'ordre public absolu, et que les sociétés anonymes étrangères ne pouvaient pas invoquer leur qualité d'étrangères pour se soustraire à leur application.

C'est ainsi que les tribunaux mixtes, dans un arrêt déjà cité du 12 juin 1907 (B.T.M. 19. 3643, considéraient que les dispositions de code mixte relatives aux formes des sociétés devaient être reconnues comme d'ordre public absolu, et que toute dérogation à ces dispositions par une société étrangère, devait entraîner la non-reconnaissance de cette société en Egypte.

Pour les affaires échappant à la compétence des codes mixtes, la notion d'ordre public prenait un autre aspect. Les tribunaux mixtes distinguaient, en ce qui concernait ces affaires, entre les dispositions du code mixte, considérées comme d'ordre public absolu, et celles considérées seulement comme d'ordre public, interne ou relatif.

L'application des dispositions mixtes considérées comme d'ordre public absolu étaient de rigueur, et les sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, ne pouvaient pas invoquer leur qualité d'étrangères pour échapper à cette application.

C'est ainsi que ces tribunaux, considéraient que la forme de l'hypothèque (article 657-681, code civil mixte et indigène), doit être considérée comme d'ordre public absolu, et que l'on ne pouvait invoquer, la règle « *locus regit actum* », pour établir la validité d'un hypothèque constituée à l'étranger, sur un immeuble situé en Egypte, dans une forme autre que celle exigée par la loi égyptienne.

Quant aux dispositions des codes mixtes considérées comme seulement d'ordre public relatif ou interne, les tribunaux mixtes prétendaient que leur application n'était pas de rigueur en ce qui concernait les affaires échappant à la compétence des codes mixtes.

C'est ainsi que les tribunaux mixtes, dans un arrêt du 8 novembre 1913 (Gazette 4. 67.), concluaient à la validité d'un contrat conclu entre deux individus de nationalité italienne, lien de droit qui échappe au code mixte, et dans lequel a été stipulé un taux d'intérêt supérieur à celui fixé par l'article 185 du code civil mixte. Ils considéraient que l'article 185, malgré son caractère d'ordre public en ce qui concerne les affaires de la compétence des codes mixtes, pouvait être mis en échec par des conventions échappant à ces codes, et que, du moment que la loi étrangère qui les régissait ne fixait pas un maximum du taux d'intérêt, ces conventions devaient être considérée comme valables en Egypte.

Mais cette distinction entre les règles d'ordre public absolu et celles d'ordre public relatif, n'était pas toujours aisée. Les tribunaux se prononçaient quelquefois en sens divers, mais cette confusion n'était pas propre au droit égyptien, car elle existe à peu près partout ailleurs (53).

Comme on le voit, les tribunaux mixtes avaient accueilli défavorablement cette notion d'ordre public et, à vrai dire, l'existence même du régime des capitulations devait leur imposer cette attitude. Ils n'écartaient l'application de la loi étrangère, comme étant contre l'ordre public égyptien, que dans les cas où cette application risquait sérieu-

(53) Voir le livre de M. Leven, p. 222 et suivantes où il signale la contradiction entre deux arrêts, rendus à quelques jours d'intervalle, en ce qui concerne cette distinction.

sement de compromettre la confiance et la tranquillité des marchés en Egypte, éléments indispensables à toute transaction commerciale.

4° Les lois d'impôt.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le montrer, l'extension du régime des capitulations aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, devait assurer à celles-ci la garantie fiscale. Cette garantie leur permettait de se soustraire aux lois d'impôt égyptiennes, sauf à celles approuvées par les puissances capitulaires. Chaque fois que le gouvernement égyptien a voulu établir un impôt s'appliquant aux étrangers, il lui a fallu tenter des efforts, souvent vains, auprès de ces puissances afin d'obtenir leur approbation. Cet état de choses reposait sur une interprétation abusive, adoptée par les tribunaux mixtes, des traités de capitulations qui, en réalité, ne voulaient établir que l'égalité fiscale entre Egyptiens et étrangers.

Jusqu'à l'abolition des capitulations, les sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte ne payaient que les impôts suivants, qui avaient obtenu l'approbation nécessaire de la part des puissances capitulaires et, par conséquent, s'appliquaient à tous les étrangers en général :

1° L'impôt sur les terrains agricoles, suivant la loi du 7 Safar 1284 (de l'Hégire) qui les autorisait en même temps à acquérir des immeubles sur le territoire ottoman.

2° L'impôt sur les terrains bâtis d'après la convention de Londres de 1885.

3° Les taxes municipales d'Alexandrie, suivant le décret de 1890, mais comme compensation, les étrangers étaient largement représentés dans cette municipalité.

4° Les taxes douanières suivant le décret-loi du 17 février 1930.

5° Enfin ces sociétés payaient, en tant que consommateurs, les impôts indirects en vigueur en Egypte, et cela sans exiger l'approbation des puissances capitulaires.

En dehors de ces impôts, qui les frappaient indirectement en tant que personnes morales étrangères et non directement en tant que sociétés anonymes opérant en Egypte, ces sociétés n'étaient soumises à aucun autre impôt égyptien. Tous les autres impôts, qui frappent ailleurs les sociétés anonymes étrangères opérant sur le territoire de l'Etat, étaient inconnus en Egypte. Les sociétés anonymes étrangères qui y exerçaient leur activité, ne payaient ni de patente, ni d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ni d'impôt sur le chiffre d'affaires, ni d'impôt sur le revenu. Leurs titres ne payaient ni de droit de timbre, ni de droit de transmission, ni d'impôt sur le revenu.

Ces impôts étaient d'ailleurs inconnus en Egypte, même vis-à-vis des sociétés anonymes égyptiennes. Le gouvernement égyptien ne voulait pas soumettre ces dernières à des impôts qu'il était incapable d'imposer aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. Cela aurait constitué un nouvel handicap pour les sociétés anonymes égyptiennes, vis-à-vis des sociétés étrangères, en dehors de celui établi par l'existence même du régime des capitulations.

C'est peut-être sur ce terrain fiscal que se manifestait le plus l'humiliation que faisait subir à la souveraineté égyptienne, le régime des capitulations. Le législateur égyptien a été mis, par les puissances capitulaires et les tribunaux mixtes, dans l'impossibilité de légiférer sur ce point pour les étrangers. Toutes les protestations du gouvernement égyptien, s'appuyant sur le fait qu'originellement le traité des capitulations n'établissait pas cette garantie comme la concevaient les tribunaux mixtes, sont restées vaines.

Plusieurs tentatives de la part du gouvernement égyptien, pour établir en Egypte un ou plusieurs impôts frappant directement les sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, ont échoué devant le refus catégorique et tenace des puissances capitulaires. Même après l'abolition des capitulations, et malgré un projet de loi très récent et dont nous parlerons plus loin, il n'existe pas actuellement en Egypte un impôt frappant directement les sociétés anonymes étrangères qui y exercent leur activité.

Avec la portée de la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte sous le régime des capitulations, se termine l'étude de la condition légale de ces sociétés en Egypte sous ce régime. Cette condition légale, comme nous l'avons vu, était dominée, par une idée maîtresse qui était celle de l'extension de ce régime de faveur avec toutes les garanties qu'elle comportait à ces sociétés.

Ces sociétés jouissaient en Egypte, en vertu des capitulations, de la liberté de commerce et d'établissement, ce qui entraînait leur reconnaissance de plein droit, pour exercer librement leur commerce ou industrie, soit directement, soit indirectement. Elles jouissaient de la garantie législative et de juridiction, ce qui empêchait leur soumission aux lois égyptiennes sauf à celles approuvées par les puissances capitulaires. Enfin, en vertu de la garantie fiscale, elles échappaient même à l'application de lois d'impôt égyptiennes, lois considérées partout comme le type parfait de lois territoriales, obligeant tous ceux qui sont sur le territoire de l'Etat.

En somme, ces sociétés pouvaient s'installer librement en Egypte et y exercer leur activité sans avoir, pour cela, aucune formalité à remplir, et sans se soumettre ni aux lois égyptiennes ni au contrôle des autorités égyptiennes.

A toute cette liberté et à toutes ces garanties, il n'existait qu'une seule vraie limite qui était celle de l'ordre public égyptien, notion défavorablement accueillie par les tribunaux mixtes et dont le champ d'application était plus limité en Egypte qu'ailleurs.

Devant une telle liberté, si on prend en même temps en considération les facteurs économiques favorables (54), il ne faut pas s'étonner de l'invasion presque totale du marché égyptien par les capitaux étrangers. Placer ses capitaux en Egypte sous le régime des capitulations, c'était un placement idéal pour le capitaliste étranger. Les sociétés anonymes étrangères jouissaient en Egypte de plus de liberté et de garanties que dans leur pays d'origine (55). Cette situation anormale tenait uniquement au régime des capitulations et une situation pareille exista dans l'empire ottoman jusqu'à l'abolition de ce régime en Turquie.

Quant au législateur égyptien, il ne pouvait pas légiférer pour les sociétés anonymes ayant la nationalité d'une puissance capitulaire, et, comme toute législation doit, en principe être générale, il ne pouvait pas légiférer pour les autres sociétés anonymes étrangères, et même, sur certains points, pour les sociétés anonymes égyptiennes. Il devait attendre avant de pouvoir édicter une organisation nouvelle de cette situation quasi anarchique, ou bien le consentement des puissances capitulaires, ou bien l'abolition des capitulations elles-mêmes.

Cette attente, quoique trop longue, a heureusement pris fin avec l'abolition du régime des capitulations par la con-

(54) Voir *supra* : *l'Introduction*.

(55) Cela était surtout vrai pour les personnes morales étrangères d'utilité publique. C'est ainsi par exemple, que les congrégations religieuses françaises continuaient à être tolérées en Egypte après leur dissolution en France. Voir Zaki, p. 715 et suivantes.

férence de Montreux de mai 1937. Nous n'étudierons pas ici les défauts multiples de ce régime, ce serait dépasser de beaucoup le cadre de cet ouvrage. Qu'il nous suffise de dire que tout le monde, même les bénéficiaires des capitulations (56), était d'accord sur l'abolition de cette situation anormale, supportable peut-être pour l'Egypte tant que celle-ci était un Etat vassal, était devenu un obstacle insurmontable pour une jeune nation animée d'un désir ardent de progrès et de liberté.

Ce qu'il importe ici de constater, c'est le fait accompli de l'abolition des capitulations. Par cette abolition, le législateur égyptien a acquis la liberté, longtemps méconnue, de légiférer pour les étrangers en général et pour les sociétés étrangères en particulier.

Comment et dans quel sens doit-on utiliser cette liberté à l'égard de ces sociétés ?

C'est à cette question importante que nous consacrons la troisième partie de notre ouvrage.

(56) L'Angleterre surtout avait à plusieurs reprises manifesté son opinion sur la nécessité d'une réforme urgente. Voir le rapport de Lord Crommer de 1904 l'article 9 du projet Sarwat-Chamberlain, l'article 11 du projet Mahmoud-Henderson.

TROISIEME PARTIE

De la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte après l'abolition du régime des capitulations

Convoquée à Montreux, la conférence des Capitulations y tint ses assises, du 12 avril 1937 au 8 mai 1937. Il en est résulté une série de documents appelés « Actes de Montreux pour l'abolition des Capitulations ». Les plus importants de ces documents sont au nombre de deux : la « Convention » relative à l'abolition des capitulations en droit international, et « le Règlement d'Organisation Judiciaire » établissant le nouveau statut des tribunaux mixtes.

Avec ce nouveau régime, l'Egypte, on ne saurait trop insister sur ce point, est entrée dans une ère nouvelle. En effet, la période transitoire, fixée à douze ans, n'est pas

transitoire quant au droit public qui sera appliqué. Dès le 8 mai 1937, le statut international de l'Egypte est radicalement modifié; son gouvernement a désormais la plénitude du pouvoir législatif, fiscal et judiciaire.

Dès le 15 octobre 1937, date de l'entrée en vigueur des conventions de Montreux, les capitulations sont complètement abolies, tant au point de vue droit public, que dans la législation interne. Le Régime capitulaire a pris définitivement fin à cette date. Désormais, l'étranger qui se trouvera sur le territoire égyptien, sera un étranger semblable à tous les individus qui séjournent dans un Etat avec lequel ils n'ont aucun lieu d'allégeance.

La période transitoire ne saurait donc faire supposer qu'il subsistera en Egypte, pendant douze ans, des capitulations atténuées, des « reliquats » de capitulations. Ce régime transitoire veut seulement dire, que pendant cette période, certaines mesures ont été prises pour permettre aux étrangers de passer sans heurts de l'ancien régime à celui de la Souveraineté judiciaire complète.

Toute cette réforme, peut-on dire, a été dominée par deux grands principes, à l'affirmation et à l'application desquels a spécialement tenu la délégation égyptienne; la souveraineté totale de l'Etat égyptien et ensuite l'égalité entre Egyptiens et Etrangers résidant en Egypte.

« Il nous suffit, a déclaré S. E. Nahas Pacha, Président de la délégation égyptienne, pour démontrer la justice de notre cause, de rappeler que tous les Etats tendent à établir l'égalité de traitement pour leurs ressortissants par rapport aux nationaux, alors que l'Egypte ne peut que rétablir l'égalité de ses nationaux par rapport aux étrangers résidant sur son territoire » (1).

(1) Discours de S. E. Moustapha, El Nahas Pacha, président du Conseil, séance plénière.

Ce principe de l'égalité se trouve formellement ou implicitement reconnu dans divers articles de la Convention ou du Nouveau Règlement d'Organisation judiciaire.

Quant au principe de la Souveraineté de l'Etat, il a été hautement affirmé par les délégués de l'Egypte et solennellement accepté par les représentants des Puissances réunies à Montreux.

« Les Capitulations sont un régime d'exception, a déclaré S. E. Nahas Pacha, elles constituent une flagrante atteinte à la dignité du pays, à l'exercice de sa souveraineté et à l'efficacité de son rôle parmi les Etats civilisés » (2).

Cette indépendance souveraine n'a fait l'objet d'aucune restriction. S'il est vrai que l'Egypte s'est engagée à n'appliquer aux étrangers résidant sur son territoire, qu'une législation qui ne sera pas incompatible avec les principes généralement adoptés dans les législations moderne (Convention, art. 2) et qu'elle ne fera aucune discrimination à leur égard, il ne faut pas oublier que l'affirmation de ce principe a été immédiatement suivie en séance, d'une déclaration importante de S. E. Makram Ebeid Pacha, délégué de l'Egypte : « Elle ne doit affecter en aucune manière, la souveraineté législative du pays » (3). Il n'y a plus à côté de l'Etat Egyptien, une autre puissance qui partage le pouvoir avec lui ou qui limite sa pleine souveraineté.

Avec ces changements radicaux il y a grand intérêt à reprendre les questions que nous avons étudiées sous le régime des capitulations, concernant la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte. Nous tâcherons de trouver la solution que l'on devrait donner en Egypte, sous le nouveau régime, à ces questions.

(2) Déclaration de S. E. Nahas Pacha.

(3) Commission du Règlement d'Organisation Judiciaire P. V. III, p. 25.

Nous essaierons d'établir, autant que possible, un parallélisme entre les questions étudiées dans la deuxième partie, et celles étudiées dans la troisième, afin de mieux faire ressortir la différence de solution à leur donner sous l'ancien et le nouveau régime.

Cette troisième partie sera donc divisée, comme la deuxième, en trois chapitres. Le premier sera consacré au nouveau régime des étrangers en général en Egypte; le deuxième à la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous ce régime; le troisième et dernier à la portée de cette reconnaissance.

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONDITION LEGALE DES ETRANGERS EN GENERAL EN EGYPTES APRES L'ABOLITION DES CAPITULATIONS (LA LIBERTE DE COMMERCE EN EGYPTES APRES CETTE ABOLITION)

Nous n'avons pas la prétention d'établir, en si peu de pages, une étude détaillée et complète de la condition légale des étrangers en Egypte, après l'abolition du régime des capitulations. Ce que nous cherchons dans ce chapitre, c'est surtout à faire l'étude des grandes lignes du nouveau régime, tout en insistant plus longuement sur les questions intéressant directement notre sujet.

L'innovation principale de la conférence de Montreux a été, comme l'indique M. Politis (4), l'abolition du régime plusieurs fois séculaire des Capitulations, et de le remplacer par la pleine indépendance de l'Egypte. Les privilèges d'ordre judiciaire, législatif et fiscal dont jouissaient les étrangers jusque là, sont frappés à mort; le droit commun international est appelé à exercer son empire.

Pour ménager, toutefois, la transition entre l'ancien et le nouveau régime, il a été établi une série de règles provisoires dont la durée n'excèdera pas douze ans et qui cons-

(4) Voir sa préface du livre de MM. Aghion et Feldman : *Les actes de Montreux*, p. VIII.

tituent le principal objet des actes de Montreux. Ces règles peuvent être résumées dans les points suivants :

1° Maintien provisoire de la justice mixte avec la possibilité de nationaliser le personnel des tribunaux de première instance dans la proportion des deux tiers.

2° Maintien provisoire des tribunaux consulaires pour les questions de statut personnel.

3° Double limitation, sous la garantie du recours éventuel à la Cour permanente de justice internationale, de l'autonomie législative de l'Égypte, excluant l'application aux étrangers de toute mesure discriminatoire ou incompatible avec les principes généralement adoptés dans les législations modernes.

4° Maintien de la consistance juridique et de l'autonomie administrative des établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance relevant des pays étrangers les plus intéressés.

5° Consolidation des intérêts patrimoniaux et professionnels des ressortissants des dits pays actuellement établis en Égypte.

De tous ces points, le plus important à tous égards, est le point 3 relatif aux limitations de l'autonomie législative dont traite l'article 2 de la convention, et dont nous reparlerons en détail bientôt. Comme le dit M. Politis (5) : « Plus que toute autre règle, celle de l'article 2 de la convention servira de pierre de touche de la valeur pratique du régime transitoire ».

Pour établir le parallélisme dont nous avons parlé, reprenons successivement les garanties qu'assurait aux étran-

(5) Même référence que la précédente, p. XI.

gers le régime des capitulations, et essayons d'établir leur sort après l'entrée en vigueur des actes de Montreux.

L'article premier de la « Convention » est conçu dans les termes suivants : « Les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter, chacune en ce qui la concerne, l'abolition complète des capitulations en Egypte, à tous points de vue ».

Cet article abolit de la façon la plus absolue le régime, plusieurs fois séculaire, des Capitulations. Il consacre en droit, comme l'a dit S. E. Ahmed Maher Pacha (6) que l'Egypte « est arrivée à une situation normale qui la place sur le même pied que tous les Etats libres et indépendants ». A cause de son caractère général, cette disposition comporte nécessairement l'abrogation de tout traité, acte, arrangement ou usage qui seraient contraires aux dispositions de la Convention ou qui comporteraient une pratique issue du régime capitulaire (7).

Cet article abolit ainsi tous les garanties et privilèges qu'assurait aux étrangers, en Egypte, le régime des capitulations et qui limitaient en même temps, la souveraineté de l'Etat égyptien à l'égard des étrangers.

Mais si c'est bien là que réside le principe général, il nous faut pour en établir les détails, reprendre successivement les garanties de droit public et privé qu'assurait aux étrangers le régime des capitulations, et essayer de déterminer les innovations qu'ont apportées dans ce domaine les actes de Montreux.

(6) C. G., p. v. II, p. 18.

(7) Voir pour la « Liste des principaux actes à abolir » en vertu de cet article, le livre de MM. Aghion et Feldman : *Les actes de Montreux*, p. 44 et suiv.

§ I. — *Les garanties de droit public*

1° *La liberté d'établissement et de voyage en Egypte*

Cette liberté, en tant que garantie assurée aux étrangers par le régime des capitulations, dont être considérée comme abolie par l'article premier de la « Convention ». Dans ces conditions, peut-on conclure que cette liberté n'existe plus à l'égard des étrangers ?

Nous pensons que l'on doit répondre par la négative. Certes le gouvernement égyptien dispose toujours de son droit de réglementer l'entrée des étrangers en Egypte, et d'exiger pour cette entrée l'obtention d'un visa délivré par ses consuls à l'étranger. De plus, la liberté d'établissement et de voyage, ayant perdu son caractère de garantie assurée par les capitulations et à laquelle le gouvernement égyptien ne pouvait toucher sans le consentement des puissances capitulaires, peut actuellement être l'objet d'une loi égyptienne y mettant les limitations et les conditions que le gouvernement égyptien jugera nécessaires. Ce gouvernement peut même aller, par exemple, pour des raisons de défense nationale, jusqu'à interdire l'établissement et le voyage des étrangers dans certaines parties de son territoire. On ne peut pas dire qu'il y aurait là une mesure discriminatoire à l'encontre des étrangers, sinon on serait simplement arrivé à remplacer l'ancien privilège par un nouveau. En effet, le droit de réglementer l'établissement des étrangers sur le territoire est considéré comme un des attributs essentiels de la souveraineté de l'Etat, et nous avons vu que le principe de la souveraineté complète de l'Etat égyptien, a été à maintes reprises hautement proclamé par la délégation égyptienne, et solennellement accepté par les puissances présentes à la conférence de Montreux.

Mais si le principe est incontestable, en fait jusqu'à présent, il n'existe pas en Egypte de loi réglementant l'établissement des étrangers sur son territoire, et il faut convenir, dans ces conditions, que cette liberté d'établissement et voyage, doit être considérée comme maintenue actuellement dans son intégralité à l'égard des étrangers.

Il est assurément souhaitable que cette question d'établissement et de voyage des étrangers sur le territoire égyptien, fasse le plus tôt possible, l'objet d'une réglementation diplomatique entre l'Egypte et les puissances intéressées. Il y a là un usage international courant et qui aura l'avantage de sauvegarder en même temps, les intérêts de l'Egypte et ceux des étrangers voulant s'établir sur son territoire. Pour sa part, l'Egypte s'est déclarée, comme l'a certifié son délégué, S. E. Makram Ebeid Pacha dans une séance de la Commission Générale de la conférence de Montreux, prête à conclure, à charge de réciprocité, des traités d'établissement avec toutes les puissances intéressées.

Quant au droit d'expulsion du gouvernement égyptien à l'égard des étrangers résidant sur son territoire, droit qui peut s'exercer aussi bien à l'égard des personnes physiques, qu'à l'égard des personnes morales étrangères (et c'est par là qu'il intéresse notre sujet) résidant en Egypte, il a fait l'objet d'une déclaration de la part du gouvernement égyptien (8), déclaration qui fait partie des actes de Montreux et dont voici le texte :

« L'abolition des capitulations entraînant la suppression de toutes les restrictions au droit du Gouvernement royal égyptien d'expulser les étrangers se trouvant sur le territoire de l'Egypte, il n'entre pas cependant dans les intentions de ce Gouvernement, d'exercer durant la

(8) Voir le livre de MM. Agheon et Feldman : *Les actes de Montreux*, pages 147-148.

« période transitoire, son droit d'expulsion à l'égard d'un
« étranger justiciable des Tribunaux Mixtes qui aura
« résidé en Egypte pendant au moins cinq années, ni de
« lui refuser l'accès du territoire égyptien s'il l'a tempo-
« rairement quitté, sauf dans l'un des cas suivants :

« a) s'il a été condamné pour un crime ou pour un délit
« punissable de plus de trois ans d'emprisonnement;

« b) s'il s'est rendu coupable d'activités de nature sub-
« versive ou portant atteinte à l'ordre ou à la tranquillité,
« la morale ou la santé publiques;

« c) s'il est indigent et à la charge de l'Etat.

« Le Gouvernement royal égyptien se propose en outre,
« d'instituer une commission administrative consultative
« dont fera partie le Procureur général près des tribunaux
« mixtes, en vue de faire examiner par elle, le cas échéant,
« les contestations au sujet, soit de l'identité ou de la na-
« tionalité de la personne dont l'expulsion est envisagée,
« soit de la durée de son séjour en Egypte, soit de l'exis-
« tence des faits sur lesquels l'expulsion est basée ».

Il a été expliqué par la délégation égyptienne, devant le Comité, que par l'expression « activité portant atteinte à la tranquillité », il faut entendre non pas des actes isolés troublant la tranquillité publique, mais une série d'actes répétés, c'est-à-dire une conduite continue présentant un tel caractère (9).

Nous reprendrons d'ailleurs dans la suite l'étude de ce droit d'expulsion appartenant au Gouvernement égyptien à l'égard des étrangers, à propos de son application aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte.

(9) Voir le rapport présenté à la conférence par M. N. Politis, page 19.

2° *L'inviolabilité de domicile*

Il y a là une garantie qui doit être considérée comme totalement abolie par l'article premier de la « Convention ».

Tout pouvoir d'intervention des consuls dans le cas d'arrestation de leurs ressortissants ou de perquisition au domicile de ces derniers, doit être considérée comme totalement supprimé. Ces arrestations et ces perquisitions seront régies par l'article 47 du nouveau règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes (10).

3° *La liberté de commerce*

Cette liberté, en tant que garantie assurée aux étrangers par les capitulations, doit être considérée comme totalement abolie. Sont également abrogés tous les traités (11) de commerce passés, sous le régime des capitulations, entre l'Egypte et les puissances capitulaires et qui ont pour objet de réglementer cette liberté.

Dans ces conditions, peut-on dire qu'après l'abolition des capitulations les étrangers ne jouissent plus de la liberté de commerce en Egypte ?

Emprasons-nous de dire qu'une telle solution n'a jamais été envisagée. On doit, au contraire, convenir que cette liberté de commerce est assurée à tous ceux qui habitent l'Egypte, sans distinction de nationalité. En effet, des textes organiques égyptiens assurent, comme nous l'avons vu (12), cette liberté à tous les habitants de l'Egypte.

En premier lieu, la Constitution égyptienne de 1923, assure cette liberté de commerce, comme faisant partie

(10) Voir le texte dans : *Les actes de Montreux*, p. 133.

(11) Voir : *La liste des principaux traités de commerce à abroger en vertu de l'article 1^{er} de la Convention* : « *Les actes de Montreux* », pages 44 et suivantes.

(12) Voir *supra*, la deuxième partie : chapitre 1^{er}.

de la liberté individuelle, à tous les habitants de l'Egypte sans distinction de nationalité.

En deuxième lieu, le décret du 8 mars 1891, en établissant les patentes, a déclaré dans son article premier : « Libre exercice de toute profession ou industrie, de tout art, commerce, métier, est assuré à tous les habitants de l'Egypte, indigènes ou étrangers indistinctement, à la condition d'observer la loi générale du pays, sous réserve des industries dangereuses ou de celles qui peuvent être l'objet des monopoles gouvernementaux ».

Mais, si cette liberté de commerce reste toujours assurée aux étrangers habitant l'Egypte, elle ne l'est plus en tant que garantie basée sur les capitulations. Elle est assurée aux étrangers en tant que droit public, assuré par la constitution et les lois égyptiennes à tous les habitants de ce pays. Nous avons vu que cette liberté de commerce ne pouvait, en tant que garantie assurée aux étrangers par les capitulations, être limitée par le gouvernement égyptien, sans le consentement des puissances capitulaires. A présent, le gouvernement égyptien peut valablement mettre à cette liberté de commerce, considérée comme un droit public, toutes les limitations qu'il jugerait nécessaires, et ces limitations seront valables à l'égard des étrangers habitant le pays sans qu'il soit nécessaire d'obtenir le consentement de leurs gouvernements. C'est là où réside l'innovation principale apportée dans ce domaine par les actes de Montreux. Mais ces limitations pour être valables, doivent être générales aux nationaux et aux étrangers. En effet, toute loi égyptienne interdisant aux seuls étrangers certains actes de commerce, aura incontestablement un caractère discriminatoire et subira, du même coup, l'interdiction énoncée, comme nous le verrons bientôt, par l'article 2 de la Convention.

Nous sommes, pour notre part, convaincu que le gouvernement égyptien n'userait de sa nouvelle liberté dans ce domaine, qu'avec le maximum de prudence, et qu'il n'ajouterait, aux limitations de la liberté de commerce en Egypte déjà existantes (13), de nouvelles limitations, que dans la mesure où celles-ci seraient nécessitées par les intérêts du pays tout en tenant compte des intérêts étrangers.

Il est enfin très souhaitable que cette question, de la liberté de commerce en Egypte, fasse le plus tôt possible, l'objet d'une réglementation diplomatique. Il y a là encore, un usage international courant et qui aura l'avantage de sauvegarder, en même temps les intérêts de l'Egypte, ainsi que ceux des étrangers établis sur son territoire. Le gouvernement égyptien s'est déclaré, comme nous l'avons vu, prêt à conclure, à charge de réciprocité, de tels traités avec toutes les puissances intéressées.

4° *La liberté de Religion*

L'abolition de cette liberté, en tant que garantie assurée aux étrangers par les capitulations, n'affecte en rien la liberté spirituelle dont tous les étrangers continuent à être assurés en Egypte, en vertu de la tolérance musulmane.

§ II. — *Les garanties de droit privé*

1° *La garantie de juridiction*

Cette garantie, comme nous l'avons vu, assurait aux étrangers, sous les capitulations, de n'être soumis qu'à la juridiction de leurs consuls, et plus tard, à la juridiction mixte. Avec l'abolition totale du régime des capitulations, il faut convenir que cette garantie a complètement disparu. Dans ces conditions, la solution normale aurait été de

(13) Voir *supra* : la deuxième partie. Chapitre 1^{er}.

soumettre tout de suite ces étrangers à la juridiction purement égyptienne, c'est-à-dire aux tribunaux nationaux et proclamer ainsi, le principe, longtemps méconnu en Egypte, de l'unité de juridiction. Mais, comme nous l'avons déjà dit, des mesures transitoires ont été prévues pour permettre aux étrangers de passer sans heurts de l'ancien régime à celui de la Souveraineté judiciaire complète. Ce sont ces mesures transitoires qui font l'objet de ce passage, et nous saisissons cette occasion pour établir la compétence des tribunaux mixtes, pendant cette période, à l'égard des étrangers en général, et spécialement à l'égard des sociétés anonymes étrangères.

Les plus importants des articles de la « Convention » concernant ces mesures, sont les articles 3, 8 et 9 dont voici le texte :

Article 3. — « La Cour d'Appel Mixte et les tribunaux « mixtes existants sont maintenus jusqu'au 14 octobre « 1949. A partir du 15 octobre 1937, ils seront régis par une loi égyptienne portant Règlement d'organisation judiciaire dont le texte est annexé à la présente Convention ».

« A la date visée à l'alinéa premier, toutes les affaires « pendantes devant les tribunaux mixtes, seront transfé- « rées en l'état et sans frais aux tribunaux nationaux pour « y être poursuivies jusqu'à leur solution définitive ».

« La période allant du 15 octobre 1937 jusqu'au 14 octo- « bre 1949, sera dénommée « période transitoire ».

Article 8. — « Sous réserve des dispositions de l'arti- « cle 9 ci-après, aucune action civile, commerciale, de sta- « tut personnel ou pénale, ne sera reçue à partir du 15 « octobre 1937 devant les juridictions consulaires en « Egypte.

« Les causes commencées avant la date précitée, seront
« continuées devant les dites juridictions jusqu' à leur solu-
« tion définitive, à moins qu'elles ne soient transférées aux
« tribunaux mixtes dans les conditions prévues à l'arti-
« cle 53 du Règlement d'organisation judiciaire ».

Article 9. — « Chacune des Hautes Parties contractan-
« tes qui a des tribunaux consulaires en Egypte, pourra
« les conserver à l'effet d'exercer la juridiction en matière
« de statut personnel, dans tous les cas où la loi applica-
« ble est la loi nationale de cette Haute Partie contrac-
« tante... »

« Les juridictions consulaires ne seront pas maintenues
après le 14 octobre 1949. A cette date, toutes les affaires
pendantes devant ces juridictions seront transférées en
« l'état aux tribunaux nationaux ».

Ces articles établissent la situation des étrangers en
Egypte, en ce qui concerne la juridiction compétente de
juger leurs litiges pendant la période transitoire, de la
façon suivante :

Les tribunaux consulaires, seuls compétents sous les capi-
tulations pour juger la majeure partie de ces litiges, doi-
vent, sous réserve de la possibilité de leur maintien en ce
qui concerne la juridiction en matière de statut personnel
prévue dans l'article 9, être considérés comme complète-
ment abolis. Mais, au lieu de transmettre immédiatement
leur ancienne compétence aux tribunaux nationaux, ce
qui aurait été la solution naturelle, on a cru préférable
d'instituer une sorte de transition permettant aux étrangers
de passer sans difficulté de l'ancien au nouveau régime.
A cet effet, on a préféré maintenir les tribunaux mixtes,
juridiction en quelque sorte intermédiaire entre la juri-
diction purement étrangère et la juridiction purement

égyptienne et où les étrangers sont représentés, et leur transmettre, pendant la période transitoire, l'ancienne compétence des tribunaux consulaires.

Mais pendant cette période transitoire, quelle sera donc la compétence des tribunaux mixtes à l'égard des étrangers?

Les articles du nouveau Règlement d'organisation judiciaire établissant cette compétence au point de vue interne (la compétence spéciale) sont les suivants :

Article 26. — « Les tribunaux mixtes connaissent de
« toutes contestations en matière civile et commerciale
« entre étrangers et entre étrangers et justiciables des tri-
« bunaux nationaux.

« Toutefois les tribunaux nationaux sont compétents en
« ces matières à l'égard de tout étranger qui accepte de
« se soumettre à leur juridiction... »

Article 27. — « Les tribunaux mixtes connaissent éga-
« lement des contestations et des questions relatives au
« statut personnel dans le cas où la loi applicable aux ter-
« mes de l'article 29 est une loi étrangère ».

Article 44. — « Les tribunaux mixtes connaissent de
« toute poursuite contre un étranger pour un fait punis-
« sable par la loi ».

L'article 26, étend la compétence des tribunaux mixtes aux affaires commerciales et civiles relevant sous les capitulations, de la compétence des tribunaux consulaires, c'est-à-dire aux affaires commerciales et civiles entre personnes étrangères de la même nationalité. Cela ressort nettement en comparant le texte du nouvel article à celui de l'article 9 de l'ancien Règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes, que voici :

« Ces tribunaux connaîtront seuls des contestations en
« matière civile et commerciale entre indigènes et étran-

« gers et entre étrangers de nationalité différente en dehors
« du statut personnel. Ils connaîtront seulement des actions
« réelles immobilières entre indigènes et étrangers ou entre
« étrangers de même nationalité ou de nationalité dif-
« férente... »

Ainsi les tribunaux mixtes connaîtront, pendant la période transitoire, de toutes les contestations civiles et commerciales où l'une ou les deux parties sont étrangères, et toute compétence en ces matières est enlevée aux tribunaux consulaires. Mais, comme l'indique le deuxième alinéa de l'article 26 du nouveau Règlement, l'incompétence des tribunaux nationaux, pendant la période transitoire, à juger les étrangers ou des procès dans lesquels existe un intérêt étranger, est relative; tandis qu'au contraire l'incompétence des tribunaux mixtes, pendant cette même période, dans les litiges entre Egyptiens est d'ordre public et toute décision enfreignant cette règle est frappée de nullité absolue. Comme l'a très justement déclaré (14) S. E. Makram Ebeid Pacha, délégué de l'Egypte : « L'idée même de la
« période transitoire est d'habituer les étrangers à être
« jugés par les tribunaux nationaux et non pas d'habi-
« tuer les Egyptiens à être jugés par les tribunaux mix-
« tes. Si, au point de vue strict, les tribunaux mixtes sont
« des tribunaux de droit commun pour les étrangers, on
« peut dire qu'ils ne sont que des tribunaux d'exception
« parce qu'ils sont provisoires. Il ne peut y avoir de réci-
« procité entre les deux juridictions ».

A vrai dire, le nouvel article n'a pas étendu la compétence, au point de vue interne, des tribunaux mixtes dans les litiges concernant des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. En effet, ces tribunaux se sont décla-

(14) R. O. J., p. v., p. 18.

rés, comme nous l'avons vu, en vertu de la théorie de l'*intérêt mixte* (15), compétents, même sous le régime des capitulations de juger tous les litiges, même entre personnes de même nationalité, concernant les sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte.

L'article 26 du nouveau règlement, n'a donc rien apporté de nouveau en cette matière, sinon la consécration législative de la jurisprudence mixte antérieure.

A ce propos, nous tenons à signaler que les actes de Montreux ont, de plus, apporté la consécration, pendant la période transitoire de l'application de cette théorie de l'*intérêt mixte* aux sociétés par actions de nationalité égyptienne, déjà constituées, dans lesquelles les étrangers possèdent des intérêts sérieux. En effet, l'article 34 du nouveau Règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes est conçu dans les termes suivants :

« Dans leurs contestations avec des justiciables des
« tribunaux nationaux, les sociétés de nationalité égyptienne déjà constituées, dans lesquelles entrent des intérêts étrangers sérieux, sont justiciables des tribunaux mixtes, à moins que leurs statuts ne contiennent une clause attributive de compétence aux tribunaux nationaux ou qu'elle n'aient accepté la juridiction de ces tribunaux conformément à l'article 26 ».

Quant à l'article 27 du nouveau règlement, il étend, en principe, la compétence des tribunaux mixtes, sur les étrangers, aux litiges relatifs au statut personnel quand la loi applicable est aux termes de l'article 29, du même Règlement, une loi étrangère. Cet article 29 donne une énumération (16) des matières qu'il considère comme relevant

(15) Voir *supra* : la deuxième partie.

(16) Voir : *Les Actes de Montreux*, p. 108-109-110.

du statut personnel et, par conséquent, régies par la loi nationale de l'intéressé. Ainsi, l'ancienne compétence des tribunaux consulaires disparaît, en principe, et est transmise aux tribunaux mixtes pendant la période transitoire. Nous disons en principe, parce que, comme nous l'avons vu, les actes de Montreux laissent aux anciennes puissances capitulaires la possibilité de maintenir en Egypte, pour juger les affaires relevant du statut personnel de leurs ressortissants, leurs tribunaux consulaires pendant la période transitoire.

Reste l'article 44 qui est la conséquence du transfert aux tribunaux mixtes de la juridiction pénale des tribunaux consulaires qui, jusqu'ici, étaient seuls qualifiés pour connaître les crimes et délits commis par des étrangers en dehors de certains délits spéciaux réservés aux tribunaux mixtes. En vue de ce transfert, le Gouvernement Egyptien a promulgué un code pénal et un code d'instruction criminelle nouveaux dont le texte a été porté à la connaissance des puissances intéressées. Ainsi, pendant cette période transitoire, tout étranger résidant en Egypte, sera justiciable des tribunaux mixtes pour toute infraction à la loi. Mais, pendant cette même période, les étrangers pourront être jugés devant les tribunaux nationaux pour certains crimes et délits énumérés dans l'article 6 de la « Convention » (17).

Mais, s'il y a là la compétence, au point de vue interne (la compétence spéciale), des tribunaux mixtes à l'égard des étrangers d'après les actes de Montreux, quelle est leur compétence, du point de vue internationale (la compétence générale), à l'égard de ces étrangers d'après ces mêmes actes ?

(17) Voir le texte de cet article dans : *Les Actes de Montreux*, page 63.

Nous avons vu, que sous le régime des capitulations, la compétence générale des tribunaux mixtes à l'égard des étrangers était déterminée par les articles 13 et 14 du code civil mixte. Les actes de Montreux ont-ils modifié cette compétence générale ?

Nous croyons que l'on doit répondre par la négative. En effet, au cours de la discussion qui a eu lieu dans le Comité de Rédaction et de Coordination concernant le premier alinéa de l'article 26, une proposition de la Délégation du Royaume-Uni tendant à insérer dans le Règlement d'Organisation judiciaire deux articles spéciaux reproduisant les dispositions des articles 13 et 14 du Code Civil Mixte, a été soumise au Comité. Le Comité est arrivé à la conclusion qu'il n'y avait pas lieu d'insérer les dites dispositions dont la place naturelle est dans le Code Civil Mixte, et qu'il suffisait de prendre acte de la déclaration faite au Comité par la Délégation égyptienne aux termes de laquelle le Gouvernement égyptien n'a pas l'intention de modifier les textes en question pendant la période transitoire (18).

Dans ces conditions, il faut considérer que la compétence générale des tribunaux mixtes à l'égard des étrangers, restera, pendant la période transitoire, déterminée par les articles 13 et 14 du Code Civil mixte dont voici les textes déjà cités (19) :

Article 13. — « Tout sujet local pourra être cité devant
« les tribunaux du pays, en raison des obligations par lui
« contractées à l'étranger ».

(18) Voir le rapport de M. Politis : l'article 26 et *Les Actes de Montreux*, p. 104-105.

(19) Voir *supra*, la deuxième partie.

Article 14. — « Il en sera de même des étrangers, qui se trouvent dans le pays. L'étranger qui l'aura quitté ne peut être cité devant les nouveaux tribunaux que dans les cas suivants :

« 1° S'il s'agit d'obligations relatives à des biens, meubles et immeubles existant dans le pays.

« 2° S'il s'agit d'obligations dérivant des contrats stipulés ou devant être exécutés dans le pays ou bien de faits qui y étaient accomplis ».

On a vu (20) l'interprétation que les tribunaux mixtes ont donnée à ces articles pour établir leur « compétence générale », à l'égard des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte sous les capitulations. Comme ces articles doivent être considérés comme maintenus intégralement pendant la période transitoire, nous croyons que l'on doit considérer comme maintenue, pour la même période, l'interprétation que la jurisprudence mixte leur a donnée. En effet, la courte durée de la période transitoire (douze ans) n'est pas de nature à permettre l'abandon de l'ancienne jurisprudence et l'élaboration d'une nouvelle.

Pour cette raison, nous estimons que toutes les explications données dans la Deuxième Partie de cet ouvrage (21), concernant la « compétence générale » des tribunaux mixtes à l'égard des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, doivent être considérées comme valables pour la période transitoire; et que, même après le 14 octobre 1949, date de l'expiration de cette période et de la disparition complète des codes et des tribunaux mixtes, il n'y aurait pas

(20) Voir la deuxième partie.

(21) Voir la deuxième partie, p. 154 et suiv. pour l'unité et la territorialité de la faillite et les pages 161 et suiv. pour la « compétence générale » des tribunaux mixtes à l'égard des sociétés anonymes étrangères.

lieu en Egypte, de se départir des règles édictées par les articles 13 et 14 du Code Civil mixte. En effet, ces deux articles ne sont que la reproduction, avec quelques changements inspirés par la jurisprudence française dans la matière, des articles 14 et 15 du Code Civil Français, et qu'ils consacrent des principes adoptés à peu près partout en ce qui concerne la compétence générale des tribunaux d'un pays à l'égard des étrangers, principes qui peuvent, sans inconvénient, continuer à être appliqués en Egypte (22).

Comme on le voit, si la garantie de juridiction, dont jouissaient les étrangers sous les capitulations, doit être considérée comme complètement abolie par l'article premier de la « Convention », certaines mesures ont été prises par les Actes de Montreux, pour ménager la transition entre l'ancien et le nouveau régime judiciaire. Ces mesures résident, comme nous l'avons vu, dans le maintien, pendant cette période, de la juridiction mixte, juridiction où les étrangers sont représentés, et dans le transfert à ces tribunaux de la presque totalité de l'ancienne compétence des tribunaux consulaires. Mais, ces mesures ne sont, heureusement, que provisoires, et après l'expiration de cette période de douze ans, toutes les juridictions d'exception disparaîtront pour faire place en Egypte, à l'application, du moins en ce qui concerne les tribunaux du statut réel, du principe longtemps méconnu, de l'unité de juridiction.

2° *La garantie législative*

L'article 2 de la « Convention » est conçu dans les termes suivants :

(22) Le code civil indigène ne contenant pas d'articles équivalents aux articles 13 et 14 du Code Civil mixte, la meilleure solution, après la période transitoire, serait, semble-t-il, d'y insérer deux articles équivalents et de continuer d'accepter la jurisprudence des tribunaux mixtes dans cette matière.

« Sous réserve des principes du droit international, les
« étrangers seront soumis à la législation égyptienne en
« matière pénale, civile, commerciale, fiscale ou autre.

« Il est entendu que la législation à laquelle les étran-
« gers seront soumis ne sera pas incompatible avec les
« principes généralement adoptés dans les législations
« modernes, et ne comportera pas, spécialement en matiè-
« re fiscale, de discrimination au détriment des étrangers
« ou au détriment des sociétés constituées conformément
« à la loi égyptienne dans lesquelles les étrangers ont des
« intérêts sérieux.

« La disposition qui précède, en tant qu'elle ne constitue
« pas une règle reconnue de droit international, ne sera
« applicable que durant la période transitoire ».

Le premier alinéa de cet article consacre l'abolition complète de la garantie législative qu'assurait aux étrangers le régime des capitulations. La législation égyptienne est désormais applicable, à tous les points de vue, aux étrangers résidant sur le territoire égyptien. La réserve énoncée dans cet alinéa, concernant les principes du droit international, a trait, comme nous le verrons plus tard (23), à l'application de la loi nationale, en ce qui concerne le statut personnel des étrangers; principe admis partout et dont l'application en Egypte ne peut pas être considérée comme une limitation à sa souveraineté législative.

Mais si l'alinéa premier de cet article proclame la souveraineté législative complète de l'Egypte à l'égard des étrangers résidant sur son territoire, le deuxième alinéa du même article y pose de sérieuses limitations.

Le premier alinéa de cet article 2 de la « Convention » et la première moitié de son second alinéa, reproduisant,

(23) Voir *infra*, le chapitre III. Les applications de la loi personnelle.

d'ailleurs, l'article 6 (annexe à l'art 13) du Traité d'Alliance entre Sa Majesté le Roi d'Égypte et S. M. dans le Royaume Uni. L'article 6 dispose que : « Sa Majesté le Roi
« d'Égypte déclare par les présentes, qu'aucune législation
« égyptienne rendue applicable aux étrangers, ne sera
« incompatible avec les principes généralement adoptés
« dans la législation moderne on ne fera spécialement en
« matière de législation d'un caractère fiscal, de discrimi-
« nation contre les étrangers y compris les sociétés étran-
« gères »

Pour la rédaction de l'article 2 de la « Convention », le Comité de Rédaction et de coordination a estimé superflu de faire une mention spéciale des sociétés étrangères, considérant qu'elles sont impliquées dans le terme « étrangers » (24). Le texte adopté est celui de la contre-proposition de la Délégation Égyptienne avec l'addition d'une phrase concernant « les sociétés constituées conformément à la loi égyptienne dans lesquelles les étrangers ont des intérêts sérieux (25).

Il est entendu que le terme « sérieux », employé par cet article 2 de la « Convention » et par l'article 34 du R.O.J. signifie que les intérêts dont il s'agit ne doivent être ni minimes, ni fictifs. Il est, de plus, à noter que le texte anglais porte « substantial interest », intérêt substantiel. Il y a là une question de fait que les tribunaux apprécieront souverainement (26).

Mais quelle est l'étendue des limitations posées par le second alinéa de l'article 2, à la souveraineté législative égyptienne proclamée par l'alinéa premier du même article ?

(24 et 25) Voir le rapport de M. Politis sous l'article 2 de la « Convention » *Les Actes de Montreux*, pages 198 et 199.

(26) Voir le rapport de M. Politis sous l'article 34 : *Les Actes de Montreux*, pages 115 et 192.

Ces limitations sont au nombre de deux :

1^o La législation égyptienne applicable aux étrangers ne doit pas être incompatible avec les principes généralement adoptés dans les législations modernes.

2^o Elle ne doit comporter, spécialement en matière fiscale, de discrimination, à l'égard des étrangers (y compris les sociétés étrangères) ni à l'égard des sociétés égyptiennes dans lesquelles les étrangers possèdent des intérêts sérieux.

Le terme « législation », employé dans cet article, doit être pris dans le sens large qu'il comporte dans la langue anglaise (27).

A vrai dire, ces deux limitations à la souveraineté législative égyptienne sont d'une importance inégale. C'est la deuxième, posant la règle de non discrimination, qui a de beaucoup le plus d'importance.

En effet, la première limitation a trait à l'application en Egypte, de certains principes juridiques reconnus d'une façon générale, tels que la personnalité des lois d'état et de capacité, le respect des droits légalement requis, la non rétroactivité des lois, etc... Ces principes sont pour la plupart, adoptés depuis longtemps en Egypte et, nous pensons que cette réserve a été posée plutôt par surcroît de prudence et que d'ailleurs l'on ne peut pas dire qu'elle constitue une véritable limitation à la souveraineté législative égyptienne. Nous reprendrons, d'ailleurs, cette question en étudiant les applications de la loi personnelle aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, après la « Convention » de Montreux (28).

(27) Voir le rapport de M. Politis sous l'article 2 de la « Convention » *Les Actes de Montreux*, p. 199.

(28) Voir infra : Le chapitre III.

C'est à l'examen de l'étendue de la règle de la non discrimination à l'égard des étrangers que nous consacrons les explications qui vont suivre.

Cette question a fait l'objet d'une déclaration très importante de la part de la Délégation Egyptienne. Son Eminence Makram Ebeid Pacha, délégué de l'Egypte et ministre des Finances à l'époque, a longuement précisé, dans une déclaration contenue dans les Actes de Montreux (29), le point de vue du Gouvernement Egyptien en ce qui concerne la nature et l'étendue de cette obligation de non discrimination à l'égard des étrangers. Il a tenu tout d'abord à déclarer qu'« en limitant à 12 ans, la durée de l'engagement relatif à la non discrimination à l'égard des étrangers, la délégation égyptienne n'entend pas dire qu'elle adopterait après cette période, une politique de discrimination à l'égard des étrangers (30). Elle veut seulement préciser qu'elle n'est pas prête à accepter une obligation légale et unilatérale de non discrimination pour une durée indéfinie. Elle n'accepte une obligation légale et unilatérale que pour la durée de la période de transition, réserve faite évidemment des traités d'établissement qui pourraient être conclus entre l'Egypte et d'autres puissances. C'est là, en effet, une question qui est régie par les principes de droit international et la délégation égyptienne n'a aucune objection à la conclusion de tels traités ».

Son Excellence Makram Ebeid Pacha, tint à bien préciser la position de la délégation égyptienne sur ce point,

(29) Voir : *Actes de Montreux*. P. v. III, pages 20 à 25.

(30) Cette assurance a été répétée à plusieurs reprises, elle a même fait l'objet d'une déclaration contenue dans les *Actes de Montreux*, de la part de la délégation Egyptienne. — Voir *Les Actes de Montreux*, p. 146, de MM. Aghion et Feldman.

car, pour elle, la question est d'une importance vitale. Il a répété qu'elle ne pouvait accepter l'idée d'une obligation légale, unilatérale et permanente de non discrimination. Comme l'avait dit M. Wallace, délégué du Royaume Uni, ce serait un fardeau pour l'Egypte et un véritable privilège pour les bénéficiaires de cette obligation. En d'autres termes, ce serait une nouvelle capitulation et il ne peut pas être question de renouveler le système des capitulations sous une forme ou sous une autre. D'après le point de vue de la délégation égyptienne, il ne faut pas que la non discrimination constitue un privilège pour les étrangers par rapport aux nationaux, qu'il s'agisse d'un privilège provisoire ou permanent. La délégation égyptienne comprend cette non discrimination pendant la période de transition dans le sens le plus strict admis par le droit international et par la pratique internationale. Cette notion ne doit pas constituer un obstacle à la liberté du Gouvernement égyptien en matière législative et c'est pour cette raison qu'elle ne doit pas déborder sur ce qui est admis dans le droit international et dans la pratique internationale entre Puissances indépendantes.

Pour ce qui est de l'emploi du mot « notamment » dans la traduction française de la proposition britannique, Son Excellence Makram Ebeid Pacha, fait observer que ce mot signifie que l'on cite simplement un exemple alors qu'en réalité l'intention était de dire que c'est surtout en législation fiscale qu'il ne doit pas y avoir de discrimination. Il est vrai, qu'il ne doit pas y avoir de discrimination dans les autres matières non plus, mais ce sont les questions financières qui sont les plus importantes. Il s'agit là de nuances qu'il conviendra de ne pas trop accentuer, car on risquerait d'aboutir à des contradictions.

En parlant en sa qualité de Ministre des Finances de l'Égypte, et pour concrétiser sa pensée, Son Excellence Makram Ebeid Pacha, donne quelques exemples : il cite tout d'abord le droit de visa de passeport. C'est là un droit qui ne peut frapper que les étrangers, on ne peut donc pas dire qu'il comporte une discrimination à leur égard. De même, si le Gouvernement égyptien voulait augmenter les taxes acquittées par les courtiers de la Bourse, cette mesure ne devrait pas être considérée comme discriminatoire à l'égard des étrangers parce que les courtiers de la Bourse sont en majorité étrangers. En effet, l'augmentation frapperait tous les courtiers, qu'ils soient Égyptiens ou étrangers. De même, les conditions qui pourraient être édictées pour l'exercice de la profession d'avocat ou de médecin, par exemple, la connaissance de la langue officielle du pays, le stage, l'obtention d'un diplôme, etc., ne pourraient, en aucune manière, être considérées comme discriminatoires à l'égard des étrangers. Enfin, l'institution en Égypte, de l'impôt sur le revenu, et du droit de timbre ne pourrait pas non plus, d'après notre éminent délégué, être considérée comme une mesure discriminatoire à l'égard des étrangers parce que ce serait eux qui supporteraient le plus lourdement le poids de ces impôts, étant donné qu'ils sont pour la plupart des industriels et des commerçants, tandis que les Égyptiens sont pour la plupart des cultivateurs, et que pour ces derniers l'impôt sur le revenu se confond avec l'impôt foncier. En effet, ces nouveaux impôts frappent de la même façon tous les imposables, qu'ils soient Égyptiens ou étrangers.

En dernier lieu, S. E. Makram Ebeid Pacha, résume comme suit le point de vue de la délégation égyptienne :

1° La délégation égyptienne accepte la non discrimination, comme une obligation légale pendant la période de transition.

2° La non discrimination doit être entendue dans le sens reconnu par le droit international et consacré par la pratique internationale.

3° Elle ne doit affecter en aucune manière la souveraineté législative de l'Egypte.

Ainsi entendue, cette limitation à la souveraineté législative de l'Egypte ne signifie pas au fond grand chose. En effet, s'il est certain, d'après l'acception littérale des termes employés et d'après l'interprétation dominante, que la non discrimination doit embrasser toute la législation égyptienne applicable aux étrangers, c'est surtout en matière fiscale que cette réserve revêt toute son importance. Pour les lois égyptiennes autres que les lois fiscales, cette réserve ne peut signifier qu'une chose : si ces lois sont applicables aux égyptiens et aux étrangers, leurs conditions d'application doivent être les mêmes pour les uns et pour les autres, mais cette exigence ne doit, en aucune façon, gêner l'exercice de la souveraineté législative égyptienne déclarée entière à maintes reprises.

Mais, il y a des lois qui, par leur objet même, ne peuvent être applicables qu'aux seuls étrangers. Son Excellence Makram Ebeid Pacha en a donné un exemple relevant du domaine financier : le droit de visa des passeports. D'après lui, comme nous l'avons vu, on ne pourrait pas, à cause de cette particularité, considérer que ce droit comporte une discrimination au détriment des étrangers. Nous considérons, pour notre part, que cet exemple n'est qu'une application d'une règle générale et que chaque fois qu'une loi égyptienne n'est applicable, à cause de sa nature ou de son objet, qu'aux seuls étrangers, on ne pourrait pas considérer qu'elle comporte pour cela une discrimination à l'égard de ceux-ci. Il y aurait là une interprétation abusive de la non discrimination qui pourrait amener la sup-

pression pure et simple de la liberté du Gouvernement égyptien en matière législative. En effet, du moment que la souveraineté législative de l'Égypte est déclarée entière par les actes de Montreux, on doit convenir que le législateur égyptien a acquis le droit de légiférer, en toute matière, pour les étrangers. Ce droit du législateur égyptien ne subit qu'une seule limitation : celle de la règle de la non discrimination qui exige que les conditions d'application des lois égyptiennes soient les mêmes pour les étrangers et les Égyptiens. Mais si sur certaines matières, et à raison de leur nature ou de leur objet, certaines lois égyptiennes ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls étrangers, on ne pourrait pas invoquer cette particularité pour établir qu'elles comportent une discrimination à l'égard des étrangers. Une telle manière de voir, réduirait à néant, pour certaines matières, l'exercice de la souveraineté législative égyptienne à l'égard des étrangers, et constituerait pour ceux-ci un vrai privilège, non seulement provisoire, mais permanent, étant donné que le Gouvernement égyptien a déclaré à plusieurs reprises son intention de respecter cette règle de non discrimination même après l'expiration de la période transitoire (31). Pour concrétiser notre pensée, nous donnons comme autre exemple de ces lois applicables aux

(31) Cette assurance a surtout fait l'objet d'une déclaration de la part de la délégation égyptienne, déclaration soutenue dans les *Actes de Montreux* et dont voici le texte : « En ce qui concerne l'article 2, alinéa 2, de la Convention et le Protocole relatif à ce texte, le fait d'avoir limité à la durée de la période transitoire, l'effet de la règle de non discrimination visée dans l'article 2 précité, n'implique pas, de la part du Gouvernement Royal Égyptien l'intention de suivre en cette matière à la fin de la dite période, une politique opposée, de discrimination au détriment des étrangers. Le Gouvernement Royal Égyptien est d'ailleurs disposé à conclure des traités d'établissement et d'amitié avec les diverses puissances. Voir les *Actes de Montreux*, p. 146.

seuls étrangers, les lois réglementant la condition légale en Egypte des étrangers résidant sur son territoire. Ces lois sont, par leur nature et leur objet, applicables aux seuls étrangers. Pourrait-on dire que par ce fait, elles comporteraient une discrimination à l'égard des étrangers ? Pourrait-on dire, en ce qui concerne plus directement notre sujet, qu'une loi égyptienne éventuelle, réglementant la reconnaissance en Egypte des sociétés anonymes étrangères, les formalités qu'elles devraient accomplir avant d'y pratiquer leur industrie ou leur commerce, la portée de cette reconnaissance, en un mot leur condition légale, constituerait une mesure discriminatoire à l'égard de ces sociétés ?

Une telle manière de voir aurait pour effet d'empêcher toute législation égyptienne sur ces matières, et constituerait donc une grande violation du principe, maintes fois proclamé à la Conférence de Montreux, de la souveraineté législative complète de l'Egypte. En effet, si cette interprétation de l'article de la Convention arrivait à être adoptée cette règle de non discrimination constituerait un vrai privilège pour les étrangers, en empêchant le législateur égyptien de légiférer pour eux sur certaines matières. Or, nous avons vu que cette règle de non discrimination ne doit, en aucune manière, ni affecter la souveraineté législative égyptienne, ni constituer, pour les étrangers, par rapport aux nationaux, un privilège provisoire ou permanent. Cet exemple montre que toute interprétation abusive de la règle de non discrimination, pouvait amener la suppression pure et simple de la liberté du Gouvernement égyptien, sur certaines matières, ainsi que le remplacement de l'ancienne capitulation par une nouvelle, conséquence tout à fait contraire aux principes proclamés à la Conférence de Montreux.

Par contre, le principe de non discrimination pris dans son sens large, équitable, conforme à la pratique internationale, est absolument justifié. En effet, ainsi entendue, cette limite ne constituerait pas un obstacle à l'exercice de la souveraineté législative égyptienne à l'égard des étrangers; elle exigerait seulement que les conditions d'application des lois égyptiennes soient les mêmes pour les nationaux et les étrangers, ce qui est absolument justifiable, mais à part cela, le droit du législateur égyptien de légiférer pour les étrangers, en toute matière, demeure entier. Il y a là le point de vue du Gouvernement égyptien en ce qui concerne l'interprétation de la non-discrimination, point de vue qui est nettement précisé par un protocole annexé aux actes de Montreux et dont voici le texte :

« Il est entendu que les dispositions du deuxième alinéa
« de l'article 2 de la Convention relatives à la règle de
« non discrimination et applicables pendant la période
« transitoire, doivent être interprétées à la lumière de la
« pratique internationale concernant les engagements de
« cette nature entre pays jouissant de la souveraineté
« législative ».

Nous sommes, pour notre part, convaincu que le point de vue du Gouvernement égyptien pourrait être sans difficulté accepté par les Puissances intéressées. En effet, il y a des exemples d'Etats souverains ayant assumé de tels engagements, sans que ceux-ci ne soient considérés comme entamant leur souveraineté législative.

Ce qui a une réelle importance, c'est que si jamais il venait à se poser une question sérieuse d'interprétation de l'article 2, elle serait, en vertu de l'article 13 de la Convention, soumises à la Cour Permanente de Justice Internationale.

Des dispositions de non-discrimination, semblables à celles édictées par l'article 2, ont déjà été soumises à cette

Cour (32), et l'on peut dire qu'il y a dans la matière une jurisprudence favorable à l'interprétation donnée, à l'article 2 de la Convention, par le Gouvernement Egyptien.

Comme on le voit, si l'on doit considérer que l'article 2 de la Convention consacre l'abolition complète en Egypte de l'ancienne garantie législative, la législation (en donnant à ce mot le sens large qu'il comporte dans la langue anglaise) égyptienne ne pourrait s'appliquer aux étrangers que sous les réserves suivantes :

1^o L'application de la législation égyptienne aux étrangers devrait s'effectuer dans le cadre des règles du droit international concernant l'application de la législation d'un pays aux étrangers résidant sur son territoire. Cette des étrangers, mais en donnant à cette réserve l'interprétation consacre le respect en Egypte, de certaines règles du droit international privé commun, telles que la personnalité des lois d'Etat et de capacité, le respect de droits légalement acquis, etc... Nous reprendrons d'ailleurs bientôt cette question dans ses détails, en étudiant les applications de la loi personnelle aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte après l'abolition des capitulations.

2^o Cette législation ne doit pas être incompatible avec les principes généralement adoptés dans les législations modernes.

3^o Elle ne doit pas comporter de discrimination à l'égard des étrangers, mais, en donnant à cette réserve l'interprétation équitable et non abusive que nous venons d'établir.

(32) Voir son avis consultatif n° 6 relatif aux colons allemands en Pologne ; et son avis consultatif du 4 février 1932, relatif aux Polonais établis dans la ville libre de Dantzig. Publications de la Cour. Série A-B, n° 44.

(33) En effet, cet article débute par la formule suivante : « Sous réserve des principes du droit international... »

3° *La garantie fiscale*

L'ancienne garantie fiscale, qu'assurait aux étrangers le régime des capitulations, doit être considérée comme entièrement abolie par les Actes de Montreux. En effet, l'article 2 de la Convention, consacre, comme nous l'avons vu, la soumission des étrangers à la législation égyptienne en toute matière, y compris en matière fiscale. A vrai dire, les explications qui vont suivre concernant l'application de la législation fiscale égyptienne aux étrangers, devaient normalement être fournies à l'occasion de l'interprétation à donner à cet article 2. Si nous consacrons un passage spécial à cette législation fiscale, c'est à cause de son importance pratique et de l'aspect spécial que prend, en ce qui la concerne, la règle de non discrimination.

En premier lieu, il ne faut pas oublier que les questions fiscales ont une importance pratique considérable. C'est de nos temps, d'après les impôts que les étrangers payent dans un pays, que l'on apprécie le libéralisme ou la rigueur de la législation de ce pays à leur égard. C'est surtout d'après la politique fiscale qu'adopterait le Gouvernement égyptien à l'égard des étrangers, que les dix ou les vingt années qui vont suivre marqueraient une évolution normale du présent vers l'avenir ou une période de liquidation des intérêts étrangers en Egypte. Nous verrons d'ailleurs, bientôt, dans ses détails (34) le nouveau régime fiscal des sociétés anonymes étrangères et de valeurs mobilières étrangères en Egypte.

En deuxième lieu, c'est en cette matière de législation fiscale que la règle de non discrimination trouve une application totale et où elle revêt toute son importance. Toute

(34) Voir *infra* : Le chapitre III. Les lois d'impôts.

la législation fiscale égyptienne ne doit comporter aucune discrimination à l'égard des étrangers par rapport aux nationaux et les uns et les autres doivent être soumis aux mêmes impôts et aux mêmes taux d'impôt (35). Cette non discrimination ne doit pas être purement légale et superficielle, mais elle doit être, de plus, réelle. M. Wallace, délégué du Royaume Uni, a cru devoir affirmer que cette égalité de traitement doit être une égalité de fait et non seulement de droit. Il invoquait, pour établir cette idée, l'interprétation unanimement donnée, au texte correspondant du traité d'alliance anglo-égyptien, interprétation qui sauvegarde le principe d'égalité de traitement aussi bien dans l'esprit que dans la lettre (36).

Son Excellence Makram Ebeid Pacha, en répondant à cette observation de M. Wallace (37), a déclaré que lorsque la délégation égyptienne avait accepté le principe de non discrimination, il était bien entendu qu'elle l'avait accepté dans son esprit et dans sa lettre, et qu'il n'y avait pas à craindre que le Gouvernement égyptien recoure à des moyens dilatoires ou à des subterfuges quelconques pour détourner la loi.

Enfin, puisque, comme nous le savons déjà, toute question sérieuse sur l'interprétation de cette règle de non-discrimination, devrait être soumise à la Cour Permanente de Justice Internationale, nous tenons à citer ici, à titre d'indication, un extrait d'un arrêt de cette Cour sur cette question de non discrimination de fait, arrêt rendu à l'occa-

(35) Réserve faite, bien entendu, des impôts qui ne peuvent être applicables qu'aux seuls étrangers. Voir *supra*, la déclaration de Son Excellence Makram Ebeid Pacha.

(36) Voir le livre de MM. Aghion et Feldman : *Les Actes de Montreux*, p. 52.

(37) Même référence, p. 58.

sion de l'examen d'une clause de non discrimination semblable à celle édictée par l'article 2 de la Convention.

A propos de la convention prévue par le Traité de Versailles, et destinée à assurer à la Pologne relativement à Dantzig certaines garanties de traitement (égalité de traitement), la Cour de Justice Internationale s'exprime de la façon suivante :

« Il y a lieu d'observer que, pour être efficace, la défense de discrimination doit aboutir à assurer l'absence de toute discrimination en fait comme en droit. Une mesure qui se présente comme étant d'une application générale, mais qui, en fait, est dirigée contre les nationaux polonais et les autres personnes d'origine ou de langue polonaise, constitue une violation de la défense. Une opinion dans ce sens a déjà été exprimée par la Cour dans son Avis consultatif n° 6, relatif aux colons allemands en Pologne. La question de savoir si une mesure est ou n'est pas, en fait, dirigée contre ces personnes, est une question qui doit être tranchée, selon les mérites de chaque espèce. Il est impossible de prévoir à cet égard un critère immuable et absolu ».

La Cour était d'avis :

attendu d.) « que la question de savoir si dans un cas déterminé, un acte ou une omission d'agir constitue une violation de l'article 33, alinéa 1 de la Convention de Paris, est essentiellement une question de fait qui doit être tranchée selon les mérites de l'espèce ».

Cet arrêt exprime nettement le point de vue de la Cour en ce qui concerne la règle de non indiscrimination, point de vue qui est, comme on le voit, favorable à l'interprétation donnée à l'article 2 de la Convention par la Délégation égyptienne à la Conférence de Montreux.

Comme on le voit, la conclusion que nous devons tirer de cette étude sur les Actes de Montreux est la suivante :

Si ces Actes ont aboli le régime, plusieurs fois séculaire, des capitulations avec toutes les garanties et privilèges qu'il assurait aux étrangers, ils n'ont pas pour cela apporté une réglementation positive de la condition légale des étrangers en Egypte. En effet, les Actes de Montreux se sont contentés de proclamer l'abolition complète du régime des capitulations, sur lequel était basée toute la condition légale des étrangers en Egypte et la restauration de la souveraineté complète de l'Egypte, en matière législative et judiciaire. Ils ont posé, de plus, les conditions auxquelles doit satisfaire la législation égyptienne, qu'ils proclament applicable aux étrangers. Mais ils n'arrêtent pas, pour cela, une réglementation positive et complète de la condition légale des étrangers en Egypte. Ils n'ont surtout pas établi, ce qui intéresse directement notre sujet, la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte. Il appartiendrait au législateur égyptien, nanti d'un nouveau pouvoir, d'arrêter les détails de cette condition légale. Malheureusement, jusqu'à présent, le législateur égyptien n'a pas, exception faite de quelques questions de détail, fait usage du nouveau pouvoir que lui confèrent les Actes de Montreux. Dans ces conditions, il faut convenir, comme nous l'avons déjà remarqué (38), que les détails de la condition légale en Egypte des étrangers en général, et particulièrement des sociétés anonymes étrangères, reste actuellement, faute d'une nouvelle réglementation, les mêmes que sous les capitulations. Il y a là d'ailleurs, la raison pour laquelle nous avons longuement insisté sur les questions étudiées dans la Deuxième Partie de cet ouvrage. Certes,

(38) Voir *supra*, la deuxième partie. P. I.

il est très souhaitable que cette réglementation éventuelle intervienne le plus tôt possible, mais, tant qu'elle n'existera pas, il faut convenir que les anciennes règles continueront à produire leur effet.

Pour cette raison, les explications qui vont suivre devraient être considérées comme une anticipation sur l'avenir plutôt que l'examen d'une situation légale existante. Nous essaierons d'établir non pas la condition légale effective des sociétés anonymes étrangères en Egypte, mais ce que devrait être cette condition légale, en tenant compte des engagements contractuels de l'Egypte, contenus dans les Actes de Montreux.

Comme on le sait, ces Actes soumettent l'application de la législation égyptienne aux étrangers à trois réserves. Cette application doit s'effectuer dans le cadre du droit international, elle ne doit pas être incompatible avec les principes généralement adoptés dans les législations modernes, et enfin ne pas comporter de discrimination (en donnant à ce mot le sens que nous avons vu) au détriment des étrangers.

La première réserve n'est pas limitée à une certaine période et l'on peut dire que l'application de la législation égyptienne aux étrangers devrait toujours s'effectuer dans le cadre des règles du droit international.

L'effet des deux autres réserves est limité à la période transitoire. En effet, l'alinéa 3 de l'article 2 de la Convention s'exprime, à propos de l'alinéa 2 du même article qui énonce ces deux réserves, dans les termes suivants :

« La disposition qui précède, en tant qu'elle ne constitue pas une règle reconnue de droit international, ne sera applicable que durant la période transitoire ».

Pour toutes les explications qui vont suivre, nous nous efforcerons de rester dans les limites, déjà établies, de ces trois réserves qui constituent, peut-on dire, le fondement de la condition légale en Egypte, des étrangers en général, après l'abolition du régime des capitulations par la Conférence de Montreux.

CHAPITRE II

DE LA RECONNAISSANCE DES SOCIÉTÉS ANONYMES ÉTRANGÈRES EN ÉGYPTÉ APRÈS L'ABOLITION DU RÉGIME DES CAPITULATIONS L'EFFET DE CETTE RECONNAISSANCE

SECTION I

De la Reconnaissance des Sociétés Anonymes étrangères en Égypte après l'abolition du Régime des Capitulations

Nous avons vu (39) que, sous le régime des capitulations, les sociétés anonymes étrangères étaient reconnues de plein droit, et étaient admises à la vie juridique en Égypte, sans être obligées pour cela, d'obtenir une autorisation, ni de remplir de formalités.

La question que nous étudions dans cette section est celle de savoir si l'on doit considérer que les sociétés anonymes étrangères jouissent toujours de cette reconnaissance de plein droit, même après l'abolition des capitulations ou si, au contraire, cette reconnaissance doit disparaître avec la disparition de ce régime.

Nous nous empressons de faire une distinction, que nous jugeons nécessaire. Ce que nous étudierons dans cette

(39) Voir supra : La deuxième partie. Chapitre II.

section, c'est la reconnaissance, en Egypte, des sociétés anonymes étrangères en tant que *sujets de droit*. C'est tout à fait une autre question que celle de savoir si ces sociétés peuvent y étendre leur activité, question à laquelle nous consacrons la deuxième section de ce chapitre. Ce que nous nous demandons pour le moment, c'est de savoir si les sociétés anonymes étrangères doivent ou non être reconnues en Egypte, après l'abolition des capitulations, comme des sujets de droit, des personnalités juridiques ayant comme telles le droit d'ester en justice, comme demanderesses ou comme défenderesses, de devenir propriétaires, bref, d'une manière générale, si elles peuvent faire tous les actes que comporte la gestion de leur patrimoine. C'est une toute autre question que de connaître les droits qu'elles pourraient exercer en vertu de cette reconnaissance, question dont nous nous occuperons plus tard.

Comme l'a très bien montré M. Pillet (40), il y a là une distinction « que l'on omet trop fréquemment, ce qui contribue à jeter du trouble sur cette matière. Lorsqu'on se demande si une personne civile, constituée dans un pays, doit être reconnue dans un autre, on se demande simplement si on la considérera dans cet autre pays comme un sujet de droit, mais non pas si elle pourra y étendre son activité. Autre chose, en effet, est de reconnaître l'existence d'une personne civile étrangère comme personne, c'est-à-dire comme sujet possible des droits, et autre chose de laisser cette personne poursuivre sur le territoire le but en vue duquel elle a été créée ».

Sous les capitulations ces deux questions se confondaient en Egypte. Comme nous l'avons vu (41), la reconnaissance

(40) Voir son livre : *Les personnes morales en droit international privé*. P. 17-18.

(41) Voir *supra* : La deuxième partie. Chapitre II.

de plein droit, en Egypte, des sociétés anonymes étrangères, avait pour effet immédiat, sous les capitulations, l'extension à ces sociétés du régime de faveur dont jouissaient les étrangers. Après l'abolition de ce régime on peut, ou plutôt l'on doit, distinguer ces deux questions pour une meilleure compréhension du sujet.

Pour arriver à la solution que l'on devrait adopter en Egypte sur cette question de la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères, nous essaierons d'abord d'établir la solution que comporte cette même question d'après les règles du droit international commun. Nous essaierons par la suite d'établir si cette dernière solution devrait ou non s'appliquer en Egypte. Comme le fait remarquer M. Pillet (42), le système que l'on adopte sur la nature de la personnalité civile influe directement sur la question de la reconnaissance des sociétés anonymes, en dehors de leurs pays d'origine. En effet, c'est suivant que l'on considère la société anonyme (en tant qu'une personne morale), comme une fiction de la loi ou comme une réalité juridique, que cette société doit se confiner dans le pays où elle est née ou, au contraire, doit être considérée partout comme un sujet de droit. Si elle est une fiction du législateur, cette fiction ne doit pas avoir d'effet en dehors des limites de la souveraineté qui la crée. Si au contraire, elle est une réalité juridique, on doit tenir compte de cette réalité, et la reconnaître comme sujet de droit, partout où elle se trouve. En effet, si la reconnaissance internationale des personnes morales est jusqu'à nos jours douteuse, tandis que la reconnaissance internationale des personnes phy-

42) Voir : *Les personnes morales en droit international privé*, N° 14 et suiv.

siques ne fait plus de doute, cela est dû à ce que tout le monde n'est pas jusqu'à présent, d'accord sur leur réalité.

Sans entrer dans les détails (43) de cette question de fiction ou de réalité des personnes morales, nous croyons pouvoir nous prononcer avec une sûreté relative, en faveur de leur réalité. En effet, comme il a été très souvent remarqué, la théorie de la fiction de la personnalité morale offre des inconvénients pratiques et économiques considérables, tant au point de vue interne qu'au point de vue international. Au point de vue interne elle constitue une grande entrave au développement économique du pays, en soumettant la création de fictions légales que sont les personnes morales (surtout en ce qui concerne la création des sociétés commerciales) à une intervention du législateur, ou du moins, à son autorisation. Or, on sait que le système de l'autorisation pour la constitution des sociétés commerciales a, à peu près, complètement disparu (44).

Au point de vue international, l'adoption de cette théorie constitue un obstacle contre le développement international des rapports et échanges commerciaux, qui sont, pour la plus grande partie faits, de nos jours, par l'intermédiaire des sociétés commerciales. En effet, du moment que ces sociétés constituent des fictions légales, elles devraient perdre toute capacité juridique, une fois dépassées les limites territoriales de la souveraineté du législateur qui les a créées. Elles ne pourraient avoir une existence légale dans un pays étranger, sans une intervention du

(43) Voir pour les détails de cette question, les références que M. Leyen donne dans son livre : *La nationalité des sociétés*, p. 195. Note 1.

(44) Loi anglaise du 17 juillet 1856, loi française du 24 juillet 1867, loi allemande du 11 juin 1870, loi belge du 18 mai 1873, code de commerce italien du 31 octobre 1883, code fédéral suisse de 1883, etc...

législateur de ce pays, intervention qui, par les lenteurs et les complications qu'elle entraînerait, rendrait très difficile, sinon impossible, tout échange commercial fait par l'intermédiaire de ces sociétés.

De plus, il nous paraît que, scientifiquement, cette théorie de la fiction, n'est que difficilement soutenable. Comme l'a très justement remarqué M. Pillet (45) « le système paraît insoutenable au point de vue philosophique, « et on ne peut s'expliquer le succès qu'il a obtenu dans « la pratique, qu'en le rattachant à la faveur dont l'Etat « ne manque pas de le couvrir.

« En législation, la création des fictions ne doit répondre qu'à des besoins exceptionnels et passagers auxquels, plutôt que de réformer les institutions existantes, « on trouve plus sage de donner satisfaction par l'établissement de présomptions, d'analogie ou par la consécration des situations juridiques, contraires aux faits, appélées précisément pour cela, des fictions. Est-ce là le « caractère des personnes civiles ? Incontestablement non. « Les personnes civiles se retrouvent à toutes les époques « et dans tous les pays. On ne peut pas citer l'exemple d'un « seul système législatif ancien ou moderne qui s'en soit « passé. Loin de correspondre à un besoin accidentel et « passager leur création a, au contraire, toujours répondu « à des exigences permanentes et générales;

« Or, si, comme nous venons de l'indiquer, la fiction, à « raison de son caractère arbitraire, a nécessairement pour « fin un but de simple utilité ou commodité, ce caractère, « on doit le reconnaître, n'est pas celui des personnes civiles. La personnalité morale est, en effet, non pas seulement une commodité ou une utilité, elle est une nécessité inéluctable dans les entreprises importantes où la

(45) *Les personnes morales en droit international privé*. N. 19.

« constitution d'un gros capital social nécessite un appel
« de fonds considérable qui ne peut être obtenu que grâce
« à elle.

« La personnalité morale tend donc à une véritable
« nécessité sociale..

« Ces quelques exemples font assez apparaître que les
« personnes morales n'ont rien d'artificiel ni de fictif. Dès
« l'instant où des entreprises nombreuses, les plus consi-
« dérables de toutes, les plus précieuses aussi au point de
« vue du progrès des idées, ne sauraient être créées que
« grâce à la personnalité morale, c'est donc qu'il y a là
« un ressort dont le droit ne saurait se passer. Et la per-
« manence historique que l'on constate de la personnalité
« morale dans tous les systèmes de droit, ne fait que le
« confirmer. Or, le droit, lorsqu'il répond continuellement
« à une nécessité, est, dans toute l'acception du terme, un
« droit ordinaire, un droit normal, un droit des plus réels.
« Prétendre attribuer dès lors un caractère exceptionnel
« et fictif à des institutions qui sont au contraire em-
« preintes d'une nécessité absolue, c'est, nous semble-t-il,
« prendre le contre-pied de la réalité ».

Dans ces conditions, il vaudrait mieux, croyons-nous, conclure avec Ihering que « toute fiction n'est qu'un mensonge technique... elle facilite le progrès. Mais à cause de son imperfection même, elle avertit la science d'avoir à rechercher le plus rapidement possible un moyen plus parfait ».

En effet, la théorie de la réalité des personnes morales a l'avantage d'écarter les inconvénients pratiques et économiques qu'entraîne celle de la fiction. Au point de vue interne, cette théorie de la réalité réduit le rôle du législateur à une approbation de la réalité juridique que sont les personnes morales et elle lui assigne le devoir de donner cette approbation toutes les fois que la formation des per-

sonnes morales ne constitue pas un danger pour l'ordre public ou la sécurité de l'Etat. Au point de vue international, la théorie de la réalité a l'avantage, comme nous le verrons bientôt, d'assurer la reconnaissance internationale des personnes morales. En effet, c'est une conséquence logique de cette théorie, que celle de devoir tenir compte partout de la réalité juridique que sont les personnes morales, leur assurant ainsi une existence légale partout où elles se trouvent.

Nous croyons que l'on doit conclure dans ce sens de la réalité des personnes morales. Comme le dit M. le Professeur Lainé : « les personnes morales ne sont pas de pures « abstractions juridiques encore moins des fictions. Ce « sont des groupes, des associations d'hommes, réunies en « vue d'un effort et d'un but communs, et, par la loi, se « trouvent dans un état de droit extraordinaire. Au point « de vue de l'objet de l'association, chacun d'eux a abdiqué sa personnalité propre, mais tous concourent à former un être juridique nouveau dans lequel ils absorbent, auquel ils ont transmis la vie qu'ils ont perdue pour eux-mêmes... Les personnes morales sont des modalités de la vie juridique des personnes naturelles ». A vrai dire, la personnalité civile forme un des aspects les plus nécessaires et les plus réels de l'activité sociale moderne, et tout droit soucieux de se conformer aux nécessités et aux réalités de la vie sociale, doit la reconnaître comme une des réalités les plus sûres de la vie humaine.

Mais quelles sont les conséquences internationales de l'adoption de la théorie de la réalité des personnes morales ?

« Tandis que la doctrine de la fiction limite essentiellement au territoire l'effet de la personnalité, l'école de la réalité s'inspire de principes tout différents. Elle re-

« connaît au contraire, que les personnes civiles étrangè-
« res, légalement constituées dans leurs pays d'origine,
« possèdent également une existence civile dans les pays
« étrangers. C'est là une conséquence directe de la doctri-
« ne de la réalité, d'après laquelle la personnalité civile des
« groupements doit être assimilée à celle des individus.
« Dès lors, les personnes morales doivent être traitées de
« façon identique, en tout pays, au point de vue interna-
« tional. Et comme la reconnaissance de la personnalité
« des individus n'a jamais fait des difficultés, il en doit
« être de même de cette des personnes morales » (46).

En effet, du moment que les personnes morales ne sont que « des modalités de la vie juridique des personnes naturelles », elles ne doivent pas être exclues du droit commun. Si dans un pays les étrangers sont admis à jouir des droits privés, rien ne devrait écarter ces mêmes étrangers réunis à l'état d'association douée de la personnalité. Il y a là une solution qui cadre parfaitement avec les principes larges et libéraux qui sont reçus aujourd'hui en droit international privé, et qui permettent à la loi étrangère de se faire accueillir hors de son territoire sur un nombre multiple de points. Admettre la solution inverse, ce serait, au contraire, retourner à la théorie étroite et abandonnée de la territorialité exclusive des lois, et, comme le dit M. Laigné, « c'est renouveler l'opposition de nos anciens auteurs « D'Argentre, Bourgoigne, Voët à l'admission des lois « étrangères » ».

En somme, nous estimons que la reconnaissance internationale de plein droit des personnes morales en général, et des sociétés commerciales en particulier, peut être considérée comme une des règles du droit international com-

(46) *Les personnes morales en droit international privé*, p. 42.

mun. Nous venons de citer la conclusion se rapportant à cette question à laquelle a abouti l'éminent professeur M. Lainé. M. Maurice Leven termine l'examen qu'il fait cette question par la formule suivante : « La reconnaissance juridique, la capacité d'ester en justice, de passer un contrat, « constituent donc le minimum des droits qui doivent être « consacrés à leur profit (au profit des sociétés commerciales) » (47).

C'est dans ce sens que se prononce la résolution votée par le Congrès international des sociétés par actions, tenu à Paris en 1889, et dont voici le texte : « Une société par actions régulièrement constituée dans un pays, doit pouvoir contracter et agir en justice et faire des opérations dans les autres pays sans être astreinte à observer des conditions particulières ». (Résolution XXIII). L'institut de droit international dans sa session de Hambourg en 1891, a également décidé que : « Les sociétés par actions constituées conformément aux lois de leurs pays d'origine ont, sans qu'une autorisation générale ou spéciale soit nécessaire, le droit d'ester en justice dans les autres pays. Elles ont le droit d'y faire des opérations, en observant les lois et règlements d'ordre public, d'y établir des agences ou sièges quelconques d'opérations ».

La question de la reconnaissance internationale des personnes morales s'est encore posée devant l'Institut de droit international. Il s'agissait des personnes morales publiques. Une commission a été constituée pour l'examiner. M. Lyon-Caen, dans un rapport fait à la session de Venise en 1896, s'est exprimé en ces termes : « Aucun principe ne s'oppose à ce qu'une personne civile, constituée légalement, soit de plein droit reconnue dans tous les autres pays. On peut soutenir qu'il en est ainsi d'après les lois en vigueur. On

(47) Voir son livre : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*, p. 206.

« doit surtout admettre cette solution alors qu'il s'agit de « poser les règles auxquelles il est à désirer qu'on se conforme dans tous les Etats ». Le projet de résolution préparé par M. Lyon-Caen a été adopté à la session suivante tenue à Copenhague en 1897 (48). Les deux premières résolutions sont conçues dans les termes suivants :

Art. 1^{er}. — « Les personnes morales publiques reconnues dans l'Etat où elles ont pris naissance sont reconnues de plein droit dans tous les autres Etats ».

Art. 2. — « En conséquence, dans tous les cas, les personnes morales publiques étrangères ont le droit d'ester en justice, comme demanderesses ou comme défenderesses, devant les tribunaux de tous les Etats, par l'entremise de leurs représentants ordinaires. Elles sont représentées dans les actes de la vie civile conformément à leur loi nationale ».

Cette solution doit être considérée comme englobant les personnes morales privées et surtout les sociétés commerciales. En effet, si l'on admet la reconnaissance de plein droit des personnes morales publiques en dehors de leur pays d'origine, cette solution s'impose avec plus de force pour les sociétés commerciales. Les personnes morales publiques ont, du fait qu'elles sont créées pour satisfaire aux besoins d'un Etat, un caractère territorial, et elles n'ont que rarement besoin d'être reconnues comme sujets de droit en dehors du territoire de l'Etat auquel elles se rattachent. Les sociétés de commerce sont, au contraire, par leur nature même, internationales et, comme elles tendent très souvent à dépasser les limites territoriales de leur pays d'origine, elles ont toujours besoin, afin de pouvoir étendre leur activité, d'être reconnues internationalement.

(48) Annuaire de l'Institut de droit international, année 1897.

Cette reconnaissance de plein droit des sociétés commerciales en tant que sujets de droit, se trouve, en pratique, consacrée par les législations de plusieurs pays. Certaines législations admettent cette reconnaissance de plein droit et cela en vertu d'une disposition légale formelle. C'est le cas de la Belgique (article 28 de la loi du 18 mai 1873), de l'Espagne (art. 15 et 21, Code de Commerce), de la Grèce (la loi du 5 juin 1920, art. 50 et suiv.), de la Hongrie (art. 211 du Code de Commerce de 1875), de l'Italie (art. 230 et 232 du Code de Commerce de 1882), du Japon (art. 36 du Code Civil), de la Norvège (la loi du 19 juillet 1910, art. 86-91), de la République Argentine (art. 285, code de Commerce), etc... Certaines autres législations admettent cette reconnaissance de plein droit, mais sans y consacrer une disposition légale formelle, c'est la jurisprudence qui y a admis l'existence juridique des sociétés étrangères, tout au moins, leur capacité d'ester en justice. C'est le cas de l'Angleterre, de l'Allemagne, des Pays-Bas, du Danemark, de la Suisse, etc... (49).

Mais il faut noter que cette règle de la reconnaissance de plein droit de sociétés de commerce, n'est pas suivie d'une façon universelle. Certaines législations n'admettent pas cette reconnaissance de plein droit et elles soumettent la reconnaissance des sociétés de commerce à l'accomplissement de certaines formalités, sans lesquelles ces sociétés ne peuvent avoir aucune existence légale dans le pays. C'est le cas du Canada, de la Roumanie, de la Suède, de la Turquie et surtout de la France (50). Mais ces exceptions ne peuvent

(49) Voir pour les détails, de l'application du principe de la reconnaissance des sociétés de commerce dans les différentes législations, le livre de M. Leyen : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*, p. 207 et suiv.

(50) Pour les détails voir : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*, p. 223 et suiv.

pas infirmer la règle que nous venons d'établir. En effet, si ces dernières législations rejettent la règle de la reconnaissance de plein droit des sociétés de commerce, cela provient, comme le constate M. le professeur Pillet (51), de ce qu'elles restent fidèles à la théorie de la fiction des personnes morales, théorie qui jouit de la faveur de l'Etat à cause du rôle considérable qu'elle lui reconnaît en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement des personnes morales. Mais, si l'on convient de la réalité des personnes morales, solution qui est, comme nous l'avons vu, la meilleure, on doit conclure sans difficulté à leur reconnaissance internationale en tant que sujets de droit.

Mais si le principe est facile à formuler, il en est tout autrement de sa justification juridique. Deux règles sont communément invoquées par les partisans de la théorie de la réalité pour justifier la reconnaissance internationale des personnes morales :

1° La première est la règle « *Locus regit actum* ». On veut tirer de ce fameux adage, la conséquence que les personnes morales étrangères, régulièrement constituées dans leur pays d'origine, doivent être considérées comme régulières et leur naissance valable partout où elles se trouveraient, et que, par conséquent, leur reconnaissance s'impose dans les autres pays.

Un pareil argument ne résiste pas longtemps, comme le constate M. Pillet (52), à la critique. En effet, invoquer la règle « *Locus regit actum* » pour justifier la reconnaissance internationale des personnes morales, règle qui ne concerne

(51) *Les personnes morales en droit international privé*, n° 41 et suiv.

(52) Voir : *Les personnes morales en droit international privé*, p. 43-44.

que la forme extrinsèque des actes, c'est déplacer la question sans la trancher. Quand on se demande si une personne morale étrangère doit ou ne doit pas être reconnue dans un pays, on ne se demande pas si elle est régulièrement constituée dans son pays d'origine, on suppose cette question résolue d'avance. On se demande si cette personne morale, présumée régulièrement constituée d'après ses lois d'origine, peut ou non, à cause de sa qualité d'étrangère, être reconnue comme sujet de droit. Il y a là deux questions différentes, liées, il est vrai, l'une à l'autre, mais qui n'en restent pas moins différentes.

2° La deuxième règle est celle de la personnalité des lois d'Etat et de capacité, consacrée par l'article 3, alinéa 3, Code civil français (4 Code civil mixte). On veut tirer de cette règle la conséquence que, du moment que les personnes morales doivent être assimilées aux personnes physiques, leur capacité doit être régie par la loi du pays où elles sont nées, et l'on fait à l'Etat une obligation de reconnaître les personnes morales étrangères, du moment qu'elles justifient de leur capacité d'après leur loi nationale.

Cet argument contient le même défaut que le précédent, il déplace la question sans la résoudre. En effet, avant de chercher à connaître la capacité d'une personne, il faut d'abord établir qu'elle existe légalement. Or, c'est justement cette dernière question qui nous occupe ici. Nous nous demandons si, l'on doit accorder aux personnes morales une existence légale en dehors de leur pays d'origine, quitte à établir après leur capacité à l'étranger. Il y a là deux questions différentes, et l'on doit conclure que la règle de la personnalité des lois d'Etat et de capacité est absolument étrangère à cet ordre d'idées.

Dans une étude extrêmement intéressante sur cette question (53), M. Pillet est d'avis que la reconnaissance de plein droit des personnes morales en dehors de leur pays d'origine, trouve une justification complète dans le principe du respect international des droits acquis, principe qu'il qualifie de « nécessaire » pour entretenir des relations privées de pays à pays. En effet, ce principe se prête parfaitement à servir comme base juridique à la reconnaissance internationale des personnes morales. On sait que d'après ce principe, lorsqu'un droit est régulièrement acquis, c'est-à-dire, lorsqu'il est acquis en conformité de la loi compétente, ce droit peut être invoqué partout. Ainsi, lorsqu'il serait établi qu'une personne morale, une société commerciale, par exemple, a été régulièrement constituée d'après la loi compétente, il y aurait là une situation légalement acquise sous l'empire de cette loi et dont le respect s'impose partout. Le respect de cette situation légalement acquise, se traduit par la reconnaissance internationale de la personne morale en tant que sujet de droit. Nous n'insisterons pas plus longuement sur la justification juridique du principe, question qui n'intéresse qu'incidemment notre sujet. Ce qui nous intéresse, c'est surtout d'établir que ce principe de la reconnaissance de plein droit, en tant que sujets de droit, des personnes morales en dehors de leur pays d'origine, peut être considéré comme une des règles du droit international commun.

Ce point étant établi, nous nous posons à présent une autre question. Cette reconnaissance de plein droit peut-elle

(53) Voir : *Les personnes morales en droit international privé*. N. 34 et suiv.

être admise en Egypte, en ce qui concerne les sociétés anonymes étrangères, après l'abolition des capitulations ?

Nous pensons qu'après les explications qui précèdent la réponse à cette question ne doit plus susciter de doute. En effet, les sociétés anonymes ne peuvent pas poursuivre leur but d'une façon satisfaisante, si on ne leur reconnaît pas une personnalité distincte de celle des actionnaires. Nous faisons allusion ici à la notion fort connue des avantages pratiques de la personnalité morale. Une association, si elle n'a pas la personnalité civile ne peut fonctionner qu'au prix des plus extrêmes difficultés. La personnification de cette association lui permet d'éluder toutes ces difficultés, elle lui permet d'avoir une existence à l'abri des fluctuations qui peuvent survenir dans la constitution de ses membres, lui assure un patrimoine nettement séparé de celui des associés et assure à ses gérants une liberté d'action de beaucoup supérieure à celle des mandataires ordinaires (54). Toute association a besoin de jouir de ces avantages pour pouvoir poursuivre son but, et cela, non seulement à l'intérieur du pays où elle est née, mais aussi en dehors de ce pays. Les personnes morales ont besoin, pour pouvoir poursuivre leur but à l'étranger, d'exister partout telles qu'elles existent dans le pays où elles ont été fondées, c'est-à-dire d'être reconnues internationalement en tant que sujets de droit, reconnaissance qui facilite grandement leur action.

Pour cette raison, nous croyons que, du moment que la liberté de commerce reste en Egypte, comme nous l'avons vu (55), assuré après l'abolition des capitulations aux étrangers, y compris les sociétés anonymes étrangères, ces dernières doivent être reconnues de plein droit en Egypte com-

(54) Pour plus de détails sur cette question, voir : *Les personnes morales en droit international privé*. N. 3 et suiv.

(55) Voir *supra* : Le premier chapitre de cette partie.

me des sujets de droit. En effet, du moment que l'on assure aux sociétés anonymes étrangères la liberté de commerce en Egypte, on doit logiquement leur assurer en même temps, tous les moyens nécessaires pour tirer profit de cette liberté. Or, comme nous venons de le dire, pour que les sociétés anonymes étrangères puissent tirer profit de la liberté de commerce, une des conditions essentielles est qu'elles soient reconnues comme des sujets de droit. La législation égyptienne, pour être logique avec elle-même devrait accorder à ces sociétés la reconnaissance de plein droit, en tant que sujets de droit, et cela comme suite nécessaire à la liberté de commerce qu'elle leur assure. Leur assurer la liberté de commerce en leur refusant cette reconnaissance cela équivaldrait, au contraire, à leur interdire en fait tout commerce en Egypte, solution extrême que personne n'oserait recommander.

De plus, comme nous l'avons vu, on peut considérer cette reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes en dehors de leur pays d'origine, comme une des règles du droit international privé commun. Or, nous savons déjà que l'article 2 de la Convention de Montreux considère que les règles du droit international commun constituent une réserve à l'application de la législation égyptienne aux étrangers, y compris les sociétés anonymes étrangères. On pourrait donc considérer cet article 2 comme une base juridique pour l'admission, en Egypte, de la règle de la reconnaissance de plein droit, comme des sujets de droit, des sociétés anonymes étrangères. En adoptant cette règle, la législation égyptienne resterait en harmonie avec les règles du droit international commun et avec les principes généralement adoptés par les législations modernes, conséquences tout à fait conformes à l'esprit et à la lettre des Actes de Montreux.

Pour pouvoir invoquer cette reconnaissance de plein droit, en Egypte, tout esociété anonyme étrangère devrait satisfaire aux trois conditions suivantes :

1° *Qu'elle soit régulièrement constituée dans son pays d'origine.* — Cette condition est une conséquence nécessaire de la justification juridique du principe lui-même. Comme nous l'avons vu, on doit considérer la reconnaissance internationale, en tant que sujets de droit, des sociétés anonymes, comme le respect international d'une situation légalement acquise. Or, pour qu'une société anonyme puisse être considérée ainsi, il faut qu'elle soit régulièrement constituée d'après la loi compétente, c'est-à-dire d'après la loi de son pays d'origine. Si, au contraire, cette société n'a pas observé les formalités de constitution édictées par sa loi nationale, cette irrégularité pourrait lui être reprochée partout où elle se trouverait.

Les tribunaux égyptiens auront donc le droit (56), ou plutôt le devoir de chercher avant de se prononcer sur la reconnaissance d'une société anonyme étrangère en Egypte, si celle-ci s'est ou non conformée aux formalités de constitution de sa loi nationale, c'est-à-dire si elle peut ou non jouir de la personnalité morale d'après cette dernière loi. Ils jouiront, de plus, en cett ematière, de toute leur liberté d'appréciation, et ne seront pas liés, vu la relativité de l'autorité de la chose jugée, même par les décisions rendues sur cette question par les tribunaux du pays d'origine, sauf dans le cas où ces décisions auraient été revêtues de l'exequatur par les autorités égyptiennes compétentes (57).

(56) Ce droit des tribunaux égyptiens existait d'ailleurs même sous les capitulations. Voir *supra* : La deuxième partie. Chapitre II.

(57) Voir sur cette question : *Les personnes morales en droit international*, p. 56 et suiv.

2° *Qu'elle soit véritablement étrangère.* — Cette condition veut dire que si la société doit être considérée comme égyptienne et qu'elle n'invoque la qualité d'étrangère qu'uniquement pour échapper aux règles de la loi égyptienne concernant la constitution des sociétés, cette prétention doit être écartée et cette société ne peut avoir aucune existence légale en Egypte. Nous avons déjà étudié (58) en détail ce genre de fraude et nous ne croyons pas devoir reprendre ici cette étude. D'ailleurs, dans ce cas, il s'agit plutôt d'une société égyptienne nulle pour inobservation des formalités légales, que de la reconnaissance d'une société étrangère.

3° *Que la société, par ses formes et son but, ne porte pas atteinte à l'ordre public égyptien.* — Cette limite à la reconnaissance de plein droit, en Egypte, des sociétés anonymes étrangères, existait déjà, comme nous l'avons vu (59), sous le régime des capitulations. Il devrait donc, à plus forte raison, continuer à produire son effet après l'abolition de ce régime et après la disparition de toutes les garanties qu'il assurait aux étrangers. Cette notion d'ordre public sert d'ailleurs dans la plupart des pays comme limite à la reconnaissance de plein droit des personnes morales étrangères. Nous prenons pour exemple la Belgique où la jurisprudence a refusé le droit d'agir en justice à des sociétés étrangères dont la constitution se révélait comme contraire « à ce qui est d'ordre public en Belgique » pour qu'une société puisse avoir la personnalité, notamment faute de plusieurs associés (60). Nous avons eu déjà l'occasion d'étudier les applications de cette notion d'ordre public en Egypte en ce qui concerne la condition légale des sociétés anonymes

(58) Voir *supra* : La première partie. Chapitre II.

(59) Voir *supra* : La deuxième partie, p. 22 et suiv.

(60) Cour de Cassation, 5 janvier 1911 : J. Clunet, 1912, p. 1912; 5 février 1911 : J. Clunet, 1914, p. 635.

étrangères sous les capitulations et nous aurons bientôt l'occasion d'étudier l'effet de l'abolition de ce régime sur la portée de ces applications; contentons-nous, pour le moment, de renvoyer aux applications précédentes et à celles qui vont suivre.

Lorsque la société anonyme étrangère justifie de ces trois conditions, elle pourrait se prévaloir en Egypte, de la reconnaissance de plein droit en tant que personnalité juridique, reconnaissance qui, comme nous l'avons vu, doit y être maintenue en tant que règle du droit international commun.

Cette reconnaissance de plein droit, en tant que personnalités juridiques, en tant que sujets de droit, confère aux sociétés anonymes étrangères une existence légale en Egypte, leur conférant à son tour un certain nombre de droits. Elles auront le droit d'ester en justice comme défenderesses ou comme demanderesses, de devenir propriétaires, créancières ou débitrices, par l'entremise de leurs représentants, bref, elles auront tous les droits concernant la gestion de leur patrimoine. Mais là s'arrête la liste de ces droits que M. Leven considère comme constituant « le minimum des droits qui doivent être consacrés à leur profit ». Il ne faut pas que cette reconnaissance soit considérée comme leur permettant d'exercer leur activité et de poursuivre leur but sur le territoire égyptien. C'est otut à fait une autre question, liée il est vrai à celle de la reconnaissance de ces sociétés en Egypte en ce sens qu'elle ne peut se poser que si cette dernière est résolue, mais qui n'en reste pas moins différente.

C'est à l'examen de cette deuxième question que nous consacrons la deuxième section de ce chapitre.

SECTION II

De l'effet de cette reconnaissance

Sous le régime des capitulations, la question de la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte se confondait, comme nous l'avons vu, avec celle des droits dont ces sociétés avaient la jouissance en vertu de cette reconnaissance. Cette reconnaissance de plein droit avait pour effet immédiat l'extension de ce régime à ces sociétés avec toutes les garanties et tous les privilèges qu'il comportait. Cette extension assurait à ces sociétés la liberté de s'établir où elles voulaient en Egypte et d'y étendre, sans restriction, leur activité.

Après l'abolition de ce régime, on doit séparer nettement ces deux questions. On ne doit plus considérer que la reconnaissance de plein droit, en Egypte, des sociétés anonymes étrangères, comme les autorisant à s'y établir, et à y étendre, sans condition, leur activité. Le lien qui unissait en Egypte ces deux questions sous les capitulations, était dû uniquement à l'existence de ce régime et il doit disparaître avec son abolition. Cette reconnaissance de plein droit, il est vrai, assure à ces sociétés certains droits qui constituent le minimum à leur accorder. Elle leur garantit une existence légale en Egypte, leur permettant d'y exercer l'« activité juridique » que nous connaissons. Mais, lorsqu'il s'agit d'exercer leur « action sociale » en Egypte, il y aura là une question toute différente de celle de leur reconnaissance comme des sujets de droit. Cette dernière question est, comme nous l'avons vu, une question de droit international que l'on doit résoudre d'après les règles de ce droit. Quant au droit des sociétés anonymes étrangères d'exercer leur activité et de poursuivre leur but sur le terri-

toire égyptien, il y a là une question de droit interne que le législateur égyptien peut résoudre en toute liberté, et cela en vertu du nouveau pouvoir que lui ont accordé les Actes de Montreux.

M. Pillet (61) en étudiant cette question s'exprime dans les termes suivants :

« Une fois démontrée la régularité initiale de la personne
« civile, on ne peut plus, à l'étranger nier son existence et
« ce premier point étant acquis, nous en tirerons comme
« conséquence... que l'on ne peut refuser à la personne
« morale étrangère le droit d'ester en justice.

« Il faut admettre que la personne civile doit pouvoir en
« pays étranger, réclamer devant les tribunaux, son droit à
« la personnalité, s'il y a lieu, sinon la reconnaissance de
« la personnalité juridique ne serait absolument qu'un
« mot vide de sens.

« On doit ensuite reconnaître à la personne civile, les
« droits qui sont attachés à la notion de la personnalité
« juridique. Mais ici, nous devons revenir à la distinction
« que nous avons déjà faite plusieurs fois, et sans laquelle
« il est impossible de projeter quelque clarté sur ce sujet,
« entre la condition juridique de la personne civile et son
« activité sociale. Le principe de la reconnaissance de l'exis-
« tence juridique de la personne morale a pour corollaire
« nécessaire la reconnaissance de sa capacité juridique.
« Au contraire, l'action sociale de cette personne peut être
« entravée par bien des raisons. Il est certain, en effet, que
« l'autorité du droit international ne peut pas obliger un
« Etat à admettre sur son territoire une activité sociale
« qu'il considérerait comme dangereuse; celle-ci ne doit

(61) Voir : *Les personnes morales en droit international privé*.
N. 68.

« pouvoir y être poursuivie qu'autant qu'elle est compa-
« tible avec les lois qui sont en vigueur. Il en est différem-
« ment, au contraire, de l'activité non plus sociale, mais
« juridique, qui ne présente aucun danger ».

M. Pillet est d'avis qu'il ne peut pas exister en ce qui concerne cette question, de conflit des lois véritables. En effet, ce qui constitue le conflit des lois en droit international, c'est le doute sur la législation à appliquer. Or, « ici le doute même n'existe pas... » ; cette question « n'intéresse nécessairement qu'un seul Etat... l'Etat sur le territoire duquel celle-ci prétend exercer ses droits » (62).

On ne peut pas être plus explicite et plus clair. Nous pouvons donc dire, en toute certitude, que cette question des droits à accorder aux sociétés anonymes étrangères, en vertu de leur reconnaissance en tant que sujets de droit, est une question n'intéressant que l'Etat, sur le territoire duquel on prétend exercer ces droits. Il y a là une question de droit interne qui peut la résoudre selon ses tendances.

Mais dans quel sens cette question devrait-elle être résolue (63) ?

M. Pillet en parlant de l'effet de la reconnaissance des sociétés commerciales, s'exprime dans les termes suivants :
« Ce n'est pas qu'un Etat soit obligé de reconnaître pure-
« ment et simplement sur son territoire les sociétés étran-
« gères ; il doit prendre à leur égard certaines précautions.
« mais ce qu'il ne peut pas faire, c'est exiger d'une société
« déjà fondée à l'étranger, l'accomplissement de formalités
« qui ne se comprennent que pour des sociétés constituées
« dans le pays ».

Mais quelles sont ces précautions que chaque Etat doit prendre à l'égard des sociétés anonymes étrangères ?

(62) Voir : *Les personnes morales en droit international*. P. 91.

(63) Voir : *Les personnes morales en droit international*. N° 115.

M. Pillet, en parlant de la capacité *extérieure* des personnes morales, capacité qui est réglée par la législation de l'Etat sur le territoire duquel elles veulent exercer leur activité, dit : « Il n'est pas douteux que, dans tous les pays, les limitations mises à la capacité de la jouissance des personnes civiles nationales sont applicables aux personnes civiles étrangères. La crainte des abus que peuvent commettre les personnes civiles nationales est tout aussi fondée, même parfois, davantage, à l'encontre des personnes civiles étrangères. Au point de vue de la limitation, ce qui s'impose aux unes doit s'imposer également aux autres ».

En effet, les mesures restrictives que l'on édicte habituellement à l'encontre des sociétés anonymes ont pour base des préoccupations de protection de l'épargne et de l'économie nationale, de sauvegarde de l'intérêt des actionnaires et des créanciers, etc... Ces préoccupations se retrouvent, et d'une façon plus pressante, en ce qui concerne les sociétés anonymes étrangères qui veulent exercer leur activité sur le territoire de l'Etat. Il y a, évidemment, plus de danger, en ce qui concerne l'épargne et l'économie nationales, du côté des sociétés anonymes étrangères que du côté des sociétés anonymes nationales animées, en principe, de sentiments nationaux. Il y a surtout plus de danger, en ce qui concerne les droits d'actionnaires et créanciers, du côté des sociétés anonymes étrangères qui sont difficiles à atteindre, ayant leur principal établissement à l'étranger, que du côté des sociétés anonymes nationales qui ont leur principal établissement sur le territoire de l'Etat. De plus, il y a un facteur qui n'est pas à négliger, c'est la concurrence que font aux sociétés anonymes nationales, les sociétés anonymes étrangères. Celles-là ont le droit d'exiger que ces dernières subissent les mesures restrictives édictées par la loi nationale. Sinon les sociétés anonymes

nationales se trouveraient dans une situation bien inférieure à celle des sociétés anonymes étrangères, c'est ce qui, du moins, est inadmissible et dangereux pour la structure économique du pays.

Pour toutes ces raisons, on doit conclure que l'extension des mesures restrictives, imposées aux sociétés anonymes nationales, est tout à fait justifiable sinon nécessaire, en ce qui concerne les sociétés anonymes étrangères voulant exercer leur activité sur le territoire d'un Etat.

Mais, il ne faut pas exagérer dans le sens inverse. Il ne faut pas que l'on arrive, par des mesures restrictives, à interdire en fait le territoire de l'Etat aux sociétés anonymes étrangères. Il y a là des mesures extrêmes qui, si elles sont généralisées, risquent de condamner tout échange international fait par l'intermédiaire des sociétés anonymes. Il ne faut pas, par exemple, comme le dit M. Pillet, qu'un Etat exige des sociétés anonymes étrangères, l'accomplissement des formalités qui ne se comprennent que pour les sociétés constituées dans le pays.

Les principes que nous venons d'exposer sont appliqués par les législations de presque tous les Etats, aussi bien par les législations qui admettent la reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères, que par celles qui ne l'admettent pas.

Pour les premières, nous pouvons donner pour exemple celles de la Belgique, de l'Italie et de l'Angleterre.

1° La législation Belge.

Aux termes de l'article 128 de la loi du 18 mai 1873, (devenu article 178 Code de Commerce), les sociétés anonymes, régulièrement constituées dans leur pays d'origine, sont reconnues de plein droit en Belgique. Mais les sociétés étrangères qui y fondent une succursale ou un siège d'opé-

ration, sont tenues, comme les sociétés belges, de publier leurs actes de constitutions et leurs bilans, de faire figurer dans les pièces qui émanent d'elles les énonciations imposées aux sociétés belges (article 173), Code de Commerce.

2° *La législation italienne.*

Aux termes des articles 230 et 232 du Code de Commerce de 1882, les sociétés régulièrement constituées dans leur pays d'origine sont reconnues de plein droit en Italie. Mais, si elles fondent des succursales ou agences, elles doivent observer certaines règles de publicité imposées aux sociétés nationales. Les sociétés anonymes et en commandite par actions sont tenues de déposer en entier leur acte constitutif pour qu'il soit transcrit, affiché et qu'un extrait en soit publié dans un journal d'annonces judiciaires. L'acte constitutif et les statuts doivent, en outre, être insérés dans le Bulletin Officiel des sociétés par actions. Elles sont encore soumises à diverses formalités qu'ont à remplir les sociétés nationales (64).

3° *La législation anglaise.*

Jusqu'à la loi du 28 août 1908, complétée par celle du 2 décembre 1908, les sociétés étrangères avaient pu s'établir en Angleterre sans être tenues de remplir aucune formalité; cette loi les a, au contraire, soumises à des obligations analogues à celles qui sont imposées aux sociétés anglaises.

Aux termes de l'article 35 de cette loi, les sociétés constituées à l'étranger et qui s'établissent en Angleterre doivent, dans le mois qui suit cet établissement, déposer au greffe des sociétés (Registrar of joint stock Companies) :

(64) Voir : Cassation de Turin, 15 mars 1906. J. Clunet, 1906, p. 909. — Cassation de Rome, 11 avril 1905 : J. Clunet, 1906, p. 516.

1° Un exemplaire de leurs statuts ou acte d'association certifié conforme, ainsi qu'une traduction certifiée si les actes ne sont pas rédigés en anglais.

2° La liste des administrateurs de la société.

3° Les noms et adresses d'une ou plusieurs personnes résidant en Angleterre et autorisées à accepter pour le compte de la société les significations d'actes ou d'avis qui peuvent être requises.

Toute modification concernant une des indications précédentes doit être signifiée au « Registrar » dans un délai assez court.

Toutes les sociétés régies par la nouvelle loi, sont tenues de déposer chaque année au greffe une déclaration vérifiée par les commissaires des comptes et indiquant le capital, l'actif et le passif de la société, la nature de cet actif et de ce passif, le mode suivant lequel ont été obtenues les évaluations données aux divers éléments de l'actif.

Les indications que les sociétés étrangères sont tenues de fournir sont portées à la connaissance du public suivant le mode adopté pour les sociétés anglaises, c'est-à-dire par la constitution, au « Registrar of joint stock Companies », de dossiers dont le public est autorisé à prendre connaissance. Ces obligations, surtout celles relatives à l'enregistrement des statuts, sont à un tel point analogues à celles imposées aux sociétés anglaises, que l'on s'est même demandé si elles n'ont pas pour effet de rendre anglaises les sociétés qui s'y soumettent (65).

Pour les législations qui n'admettent pas la reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères, pre-

(65) Ceci est vrai seulement en ce qui concerne les sociétés « incorporated », c'est-à-dire qui sont des personnes morales. Voir : *Les personnes morales en droit international privé*, p. 228.

nons, comme exemple celles de la France et des Etats-Unis d'Amérique :

1° *La législation française* (66) :

Cette législation continue, comme nous le savons, à ne pas admettre la reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères. En effet, l'article 2 de la loi du 30 mai 1857, soumet la reconnaissance en France des sociétés anonymes étrangères, autres que les sociétés belges, à l'obtention d'un décret d'autorisation rendu en Conseil d'Etat, en faveur des sociétés appartenant à un pays déterminé. Sans cette autorisation, la jurisprudence (67) refuse aux sociétés anonymes étrangères le droit d'ester, comme demandereses, en justice en France.

Mais, même après cette autorisation, comportant leur reconnaissance comme sujets de droit, la législation française impose aux sociétés anonymes étrangères qui veulent, non pas seulement ester en justice en France ou y faire un acte isolé, mais exercer leur activité et établir des succursales ou agences sur le territoire français, des mesures restrictives analogues à celles imposées aux sociétés anonymes françaises.

Ainsi les sociétés de commerce étrangères sont, comme les sociétés françaises, soumises à l'immatriculation au registre du commerce créé par la loi du 18 mars 1919. Avant l'ouverture de toute succursale ou agence, celui qui en prend la direction doit déposer au greffe du tribunal une déclaration signée par lui et contenant les mentions prescrites pour les sociétés françaises (68).

(66) Pour les détails, voir : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés anonymes en France*, p. 235 et suiv.

(67) Voir les décisions citées par M. Leven, même référence, p. 243. Note (2).

(68) Voir ces mentions dans : *La nationalité des sociétés et le régime des sociétés étrangères en France*, p. 235 et 236.

A vrai dire, cette loi n'a comblé que partiellement la lacune de la législation française. L'immatriculation sur le registre du commerce n'est obligatoire que si les sociétés étrangères veulent ouvrir en France une succursale ou une agence. En dehors de cette obligation, les sociétés étrangères n'ont aucune autre formalité à remplir avant d'exercer leur activité en France, du moment qu'elles jouissent d'un décret général d'autorisation. L'opinion qui règne dans la jurisprudence française est celle que les articles 55 et 56 de la loi de 1867, ne s'appliquent qu'aux sociétés françaises (69).

Plusieurs projets de lois ont voulu remédier, sans succès, à cet inconvénient, en étendant les mesures de publicité imposées aux sociétés anonymes françaises, aux sociétés anonymes étrangères dans le cas où elles veulent ouvrir en France une succursale ou une agence. (Projet de loi voté par le Sénat en 1903, articles 94 et 95. Proposition de loi de M. Chastenet du 29 mai 1911);

Cette lacune a été complètement comblée en France en ce qui concerne certaines catégories de sociétés étrangères auxquelles la loi étend les mesures restrictives imposées aux sociétés françaises analogues.

Ainsi la loi du 17 mars 1907 a décidé que les mesures de contrôle et de surveillance auxquelles elle soumettait les sociétés d'assurance françaises s'appliqueraient aux sociétés d'assurances étrangères et que ces dispositions auraient un caractère rétroactif (art. 18 et suivants) (70).

La loi du 19 décembre 1907 (complétée par celle du 3 juillet 1913), étend aux sociétés étrangères de capitali-

(69) Voir les décisions citées par M. Leven, p. 280. Note (3).

(70) Pour le contenu de ces mesures, voir le livre de M. Leven, p. 327.

sation les mesures restrictives qu'elle impose aux sociétés de capitalisation françaises (71).

Enfin, les prescriptions de la loi du 31 janvier 1907 sont applicables à toute société étrangère qui veut faire appel au public pour placer ses titres. Elle est soumise aux mêmes formalités, aux mêmes mesures de publicité que toute société française (72). Ces formalités et ces mesures de publicité ont pour but de faire connaître au public les caractéristiques de l'entreprise dont les titres lui sont offerts.

2° *La législation des Etats-Unis d'Amérique.*

M. Lepaule (73), dans une étude très intéressante, est d'avis que, si la Common Law American part, en ce qui concerne la reconnaissance des sociétés étrangères, de deux principes étroits de la souveraineté totale de chaque état et de la territorialité des lois, en pratique on accorde à ces sociétés, sans qu'elles remplissent aucune formalité, la presque totalité des droits qu'elles ont dans les autres pays en vertu de la reconnaissance de plein droit. Il consacre même un chapitre de son ouvrage (le chapitre V) aux actes que, d'après la Common Law, une société étrangère peut accomplir sans autorisation. Ainsi, toute société étrangère peut faire un acte isolé dans un Etat et surtout y ester en justice et cela, sans avoir aucune formalité à remplir.

Mais si la société veut « faire des affaires » (to do business) dans un Etat, elle doit d'abord demander une autorisation administrative qui n'est accordée que si la société

(71) Pour le contenu de ces mesures voir le livre de M. Leven, p. 328.

(72) Pour le contenu de ces mesures, voir le livre de M. Leven, pages 328-329-330.

(73) Voir sa thèse : *De la condition des sociétés étrangères, d'après la Common law américaine.*

satisfait à certaines conditions assez rigoureuses. On donne à cette expression « *to do business* » la définition suivante : « exercer une partie substantielle de ses affaires dans l'Etat ». Un acte unique suffit, pour nécessiter l'autorisation, s'il démontre par sa nature même, l'intention de se livrer à des actes commerciaux continus dans l'Etat.

Même après l'obtention de l'autorisation administrative, certaines restrictions sont imposées aux sociétés étrangères. Ces restrictions sont de trois ordres.

1° Restrictions imposées par raison de police — elles sont édictées par la crainte de voir les puissances anonymes étrangères, propriétaires d'une très vaste partie du territoire de l'Etat, « contrôlant » ainsi toute la vie économique du pays. Ainsi, on limite habituellement la capacité des sociétés étrangères d'acquérir des immeubles et on les oblige à fournir à l'Etat un rapport annuel sur leur fonctionnement.

2° Restrictions imposées dans l'intérêt des créanciers sociaux citoyens de l'Etat — ainsi on leur accorde un droit de préférence sur les biens sociaux, et il est habituellement interdit à la société étrangère de constituer des hypothèses sur ces biens, etc...

3° Restrictions provenant d'une clause de réciprocité. Il y a là une arme qui peut servir à défendre les sociétés nationales opérant dans les autres pays.

Comme on le voit, le principe qui se dégage de cet examen, de la théorie et de la pratique, est que cette question de l'effet de la reconnaissance de plein droit ou non, des sociétés anonymes étrangères dans un pays, est une question qui dépend uniquement de la législation interne de ce pays. Cette législation impose, toujours aux sociétés étran-

gères les mesures restrictives de contrôle et de surveillance imposées aux sociétés nationales, avant de leur permettre d'exercer leur activité sur son territoire.

Ce principe, une fois dégagé, passons à son application en Egypte.

Sous les capitulations, aucune mesure restrictive n'était imposée aux sociétés anonymes étrangères avant de leur permettre d'étendre leur activité au territoire égyptien. En effet, aucune loi égyptienne ne pouvait s'appliquer à ces sociétés sans le consentement des puissances capitulaires. Avec l'abolition de ce régime, le législateur égyptien est, sous les réserves que nous connaissons, en mesure d'étendre la législation égyptienne aux étrangers. Mais, en ce qui concerne notre sujet, cette intervention de la part du législateur égyptien n'a pas encore eu lieu, et l'on peut dire dans ces conditions, que les sociétés anonymes étrangères peuvent jusqu'à présent, sans subir aucune nouvelle mesure restrictive, étendre librement leur activité au territoire égyptien. En effet, les articles 46, 57, 63 du Code de Commerce mixte, qui édictent les principales mesures restrictives imposées aux sociétés anonymes égyptiennes avant de leur permettre d'exercer valablement leur activité, ne sont pas, d'après leur rédaction même, applicables aux sociétés anonymes étrangères. Ainsi les explications qui vont suivre seraient plutôt l'examen de ce qui devrait être la législation égyptienne sur cette question, que l'examen d'une législation déjà existante.

Avant de commencer, nous tenons à bien préciser notre pensée. Toutes les mesures que nous proposerons ne pourraient avoir de l'effet sur la reconnaissance en Egypte des sociétés anonymes étrangères. C'est que, comme nous l'avons vu, cette reconnaissance doit avoir lieu de plein droit, et sans accomplir aucune formalité ces sociétés

devraient être en mesure d'ester en justice en Egypte, d'y devenir, par l'entremise de leurs représentants, propriétaires créancières ou débitrices, etc... Mais, lorsqu'il s'agirait d'exercer une partie importante de leur activité en Egypte, et surtout d'y établir une succursale ou une agence, il y aurait lieu de déterminer quelles précautions on devrait prendre à leur égard. Ces précautions consistent habituellement, comme nous l'avons vu, dans l'extension à ces sociétés des mesures restrictives imposées aux sociétés anonymes nationales.

Mais, quelles sont ces mesures restrictives qui devraient être imposées aux sociétés anonymes étrangères qui veulent exercer en Egypte une partie importante de leur activité, et surtout à celles qui veulent y établir une succursale ou une agence ?

Les mesures restrictives que le législateur égyptien impose aux sociétés anonymes égyptiennes, avant d'exercer valablement leur activité, sont de deux sortes :

1° Une autorisation gouvernementale approuvant les conditions contenues dans les statuts et permettant l'installation de la société (art. 40/46, Code de Commerce indigène et mixte).

2° L'accomplissement de certaines formalités de publicité édictées par les articles 51 et 63, Code de Commerce mixte.

Nous renvoyons à plus tard (74) l'étude des formalités de publicité qu'il conviendrait d'imposer aux sociétés anonymes étrangères.

C'est l'autorisation gouvernementale qui constitue la plus importante des mesures restrictives imposées aux

(74) Voir *infra* : le chapitre III. Les applications de la loi territoriale.

sociétés anonymes égyptiennes. L'article 40/46 Code de Commerce indigène et mixte est conçu dans les termes suivants : « La société anonyme ne peut exister qu'en vertu d'un firman royal qui approuve les conditions contenues dans l'acte de société et qui autorise son installation ». Cet article ne s'applique pas aux sociétés anonymes étrangères. Devrait-on ou non leur étendre cette mesure restrictive ? Nous pensons qu'il faut répondre par l'affirmative. En effet, les considérations qui ont dicté cette mesure à l'égard des sociétés anonymes égyptiennes, se retrouvent, d'une façon plus pressante, à l'égard des sociétés anonymes étrangères. L'autorisation gouvernementale se justifie par le contrôle qu'elle accorde aux autorités administratives sur l'activité des sociétés anonymes, contrôle qui a pour but la protection de l'épargne nationale et la sauvegarde des intérêts des actionnaires et créanciers. Il y a évidemment plus à craindre en ce qui concerne ces deux considérations, de la part des sociétés anonymes étrangères qui ont leur principal établissement à l'étranger que de la part des sociétés anonymes égyptiennes animées, en principe, de sentiments nationaux et qui ont leur principal établissement en Egypte. Le contrôle qui s'exerce à l'égard des dernières doit donc, à plus forte raison, s'exercer à l'égard des premières. De plus, on doit tenir compte d'un élément qui n'est pas à négliger. En effet, si l'on n'étend pas cette mesure restrictive aux sociétés anonymes étrangères, ce serait leur accorder un gros avantage sur les sociétés anonymes égyptiennes. Ces dernières, seules astreintes à cette mesure gênante, ne seraient pas en mesure de supporter la concurrence des sociétés anonymes étrangères qui pourraient s'établir librement sur le territoire égyptien. Ce serait placer le commerce égyptien dans une situation inférieure, conséquence inadmissible, étant

donné que le rôle du législateur égyptien, dans cette matière, doit être de faciliter le remplacement des capitaux étrangers qui envahissent notre marché par des capitaux nationaux (75).

Une situation pareille existait en France avant la loi du 24 juillet 1867. En vertu d'une convention conclue le 30 avril 1862 entre la France et l'Angleterre, les sociétés anglaises avaient le droit d'agir en France; or en Angleterre, les sociétés par actions, correspondant aux sociétés anonymes françaises, pouvaient se former librement (76). Des protestations n'ont pas tardé à s'élever. Les commerçants français, afin de soutenir victorieusement la concurrence, avaient demandé la suppression de l'autorisation gouvernementale. En effet, le maintien de la nécessité de l'autorisation préalable pour les sociétés anonymes françaises, aurait placé le commerce français dans une situation inférieure. Il fallait ou bien supprimer cette mesure, ou bien l'étendre aux sociétés anonymes anglaises. Le législateur a, par la loi du 24 juillet 1867 (art. 21) opté pour la première solution, mais s'il avait jugé nécessaire le maintien de l'autorisation préalable, il l'aurait sans doute imposée aux sociétés anglaises. Il en est de même actuellement en Egypte. Il faut choisir entre les deux solutions précédentes, ou bien supprimer l'autorisation préalable en ce qui concerne les sociétés anonymes égyptiennes, ou bien étendre cette mesure aux sociétés anonymes étrangères. Sans l'une ou l'autre de ces deux solutions, le commerce égyptien serait dans une situation inférieure et les sociétés anonymes égyptiennes ne seraient pas en mesure de soutenir la concurrence étrangère.

(75) Voir *supra* : l'introduction.

(76) Voir K. A. Malache : *Etude comparative sur la constitution des sociétés par actions*. Thèse, Paris.

Il nous semble qu'il vaudrait mieux supprimer cette mesure restrictive, qu'il s'agisse des sociétés anonymes égyptiennes ou des sociétés anonymes étrangères. Le système de l'autorisation préalable est actuellement abandonné, à peu près partout, et cela à cause des lenteurs et des entraves qu'il apporte à la constitution des sociétés anonymes et, par conséquent, au développement économique du pays. Il y a là une réforme qu'on n'a pas cessé de réclamer en Egypte (77), qui est, actuellement, l'un des rares pays encore fidèles au système de l'autorisation préalable.

Mais, tant que cette mesure continue à être maintenue à l'égard des sociétés anonymes égyptiennes, comme elle l'est à présent, il faudra l'étendre aux sociétés anonymes étrangères. Celles-ci ne pourront établir une succursale ou une agence en Egypte, elles ne pourront y exercer une partie importante de leur activité (partie que les tribunaux apprécieront), avant d'avoir obtenu une autorisation gouvernementale.

Une pareille exigence ne peut pas être considérée comme contraire aux règles du droit international qui considère, comme nous l'avons vu, cette question comme relevant uniquement du droit interne, qui la résoud habituellement dans le sens que nous proposons pour l'Egypte, c'est-à-dire en étendant aux sociétés anonymes étrangères les mesures restrictives imposées aux sociétés anonymes nationales.

De plus, cette exigence ne peut pas être considérée comme contraire aux principes généralement adoptés, dans cette matière, par les législations modernes. En effet, on trouve facilement des exemples, où l'autorisation gouvernementale est imposée aux sociétés étrangères, soit avant de les reconnaître comme sujets de droit, soit avant de leur permettre certaines opérations. On trouve ces

(77) Voir à ce sujet : *Le Traité pratique et théorique du droit commercial égyptien*, de MM. Wahl et Malache, p. 216 et suiv.

exemples, non seulement dans des législations où l'autorisation gouvernementale est imposée aux sociétés nationales, mais encore dans des législations où cette autorisation a été supprimée pour ces dernières.

Ainsi, en Autriche (du moins jusqu'à l'Anschluss récent), où l'autorisation préalable existe toujours pour les sociétés par actions, cette autorisation est exigée des sociétés étrangères qui veulent faire des opérations ou simplement ester en justice. Telle est la règle posée par l'ordonnance du 29 novembre 1865, étendue par la loi du 29 mars 1873 aux sociétés d'assurances qu'elle n'avait pas visées.

Aux Etats-Unis, si les sociétés étrangères peuvent ester en justice et accomplir un acte isolé sans avoir aucune formalité à remplir, elles ne peuvent pas « faire des affaires » dans un Etat sans obtenir une autorisation administrative. Elles doivent en plus désigner un agent domicilié dans cet Etat pour les représenter, Faute d'observer ces deux formalités, la société est passible d'une amende et ses représentants peuvent même être soumis à des pénalités plus sévères; d'autre part, elle ne sera pas admise à ester en justice en ce qui concerne ces « affaires ». Ce système se rapproche beaucoup de celui que nous proposons pour l'Egypte.: Tout en admettant, sans formalité, l'existence juridique de la société anonyme étrangère, on ne lui permet pas d'exercer son action sociale, qui peut être dangereuse pour le pays, sans obtenir une autorisation administrative.

En Norvège, où le système établi par la loi du 19 juillet 1910 (art. 86-91) est considéré comme très libéral, deux lois, du 18 septembre 1909 et du 4 août 1911, exigent, dans une pensée de protection des richesses nationales, des sociétés étrangères qui veulent acquérir des chutes d'eau, une autorisation de l'Etat.

En France, on a proposé à plusieurs reprises, d'exiger des sociétés étrangères, en plus du décret général d'autorisation, une autorisation spéciale, avant d'y faire certaines opérations. Ainsi le projet de loi du 27 janvier 1920 sur le séjour et l'établissement des étrangers en France, prévoit l'autorisation gouvernementale pour les sociétés qui, d'après les dispositions qu'il établit, ne peuvent user de la qualification de françaises et qui veulent se livrer à certaines industries et certains commerces, comme la fabrication de matériel de guerre, de produits chimiques, l'organisation d'agences de renseignements, de placement, d'émigration. Le projet déposé par le gouvernement le janvier 1920 restreignant pour les étrangers le droit de posséder des immeubles en France, contient un article qui étend l'obligation de l'autorisation gouvernementale aux sociétés étrangères, civiles et commerciales.

On peut donc dire qu'il y a là une formalité qui est assez couramment imposée aux sociétés anonymes étrangères et dont l'adoption en Egypte serait d'autant plus justifiée qu'elle est en même temps exigée des sociétés anonymes nationales.

De plus, cette formalité ne pourrait pas être considérée comme une mesure discriminatoire à l'égard des sociétés anonymes et étrangères. En effet, elle serait en même temps imposée aux sociétés anonymes égyptiennes et son extension aux sociétés étrangères a pour but, non pas d'avantager les premières, mais surtout d'établir une égalité de traitement nécessaire pour la sauvegarde des intérêts du commerce égyptien.

En somme, nous croyons que la législation égyptienne pourra imposer aux sociétés anonymes étrangères l'obligation d'obtenir, avant d'exercer en Egypte leur action

sociale, une autorisation gouvernementale, et cela, tout en restant dans les cadres que lui fixent les Actes de Montreux.

Mais à quelle autorité confier cette mesure délicate ?

La meilleure solution, à notre avis, est de la confier à la même autorité qui se prononce sur les demandes d'autorisation introduites par les sociétés anonymes égyptiennes, c'est-à-dire au Conseil des Ministres procédant par décrets.

Cette autorité aura, à l'égard des demandes d'autorisation introduites par des sociétés anonymes étrangères, la même liberté d'appréciation qu'elle a à l'égard des demandes introduites par les sociétés anonymes égyptiennes. Elle pourra accorder ou refuser l'autorisation et cela, sans donner ses motifs (78). Elle devra, avant de se prononcer, examiner les garanties que les statuts de la société anonyme étrangère offrent aux actionnaires et créanciers égyptiens. Elle aura surtout à se prononcer sur la question de savoir si l'exercice, en Egypte, de l'action sociale de la société anonyme étrangère comporte ou non des dangers pour l'économie nationale. Bien que le Conseil des Ministres décline toute responsabilité consécutive à l'octroi de l'autorisation (79), il assumerait, en fait, une responsabilité morale considérable. En effet, avec l'octroi de l'autorisation à la société anonyme étrangère par cette haute autorité, le public pourrait légitimement supposer que cette société offre les garanties nécessaires et il ne faut pas que

(78) Voir à cet égard le livre de M. Saleh Bey : *Le droit commercial égyptien*, p. 144.

(79) Voir la formule d'autorisation, même référence que la précédente, p. 143 et l'arrêt de la Cour d'Appel mixte du 29 décembre 1898, B. II 83, « Par l'acte qui autorise la formation ou l'existence d'une société anonyme, le gouvernement ne concède rien : il autorise seulement à raison de la nature de la société, ce qu'une société ordinaire ou en commandite ou un simple négociant pourrait faire sans autorisation. »

cette supposition soit mal fondée pour les sociétés anonymes étrangères. Au cas de refus, existerait-il un moyen de recours ?

La législation égyptienne ne prévoit pas de moyens de recours contre les décisions du Conseil des ministres, les tribunaux judiciaires étant empêchés d'interpréter ou d'empêcher l'exécution des actes d'administration (art. 43 Nouveau Règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes. 7 Règlement d'organisation judiciaire des tribunaux nationaux). Nous croyons que, même si ce moyen de recours existe, il ne faudra pas l'accorder aux sociétés anonymes étrangères dans le cas de refus d'autorisation. En effet, il s'agit là d'une simple expectative et non d'un droit acquis d'être admises à exercer leur activité en Egypte.

Dans le cas où la société anonyme étrangère exerce son action sociale en Egypte sans demander ou malgré le refus d'autorisation, il y aura lieu de prendre à son égard certaines mesures répressives. Le gouvernement pourra user à son égard de ses droits de police, en ordonnant par exemple, la fermeture des succursales qu'elle a ouvertes en Egypte. On pourra édicter des peines contre les personnes responsables, et l'on peut même aller jusqu'à refuser à la société le droit d'ester en justice en Egypte, en ce qui concerne les opérations qui auraient dû nécessiter une autorisation. Il y a là des détails qu'il appartiendra au législateur égyptien de régler.

A vrai dire, le système que nous proposons pour l'Egypte, est assez rigoureux pour les sociétés anonymes étrangères, en leur imposant, avant d'exercer leur action sociale, la formalité méticuleuse et gênante de l'autorisation gouvernementale. Mais ce système est le seul admissible dans l'état actuel de la législation égyptienne et le seul propre

à établir l'égalité nécessaire de traitement entre les sociétés égyptiennes et étrangères.

On pourra, certes, apporter par voie diplomatique, certaines atténuations à ce système rigoureux. Il appartiendra aux traités d'établissement que l'Egypte est prête à conclure à charge de réciprocité, d'exonérer de cette formalité gênante les sociétés anonymes appartenant à certains pays. Il y aura là un usage international courant et qui aura le double avantage de sauvegarder les intérêts de l'Egypte en même temps que ceux des sociétés anonymes étrangères. Comme le disait, en ce qui concerne la France, M^e Renault, dans une séance de la Société française de Droit international : « C'est par des traités surtout, que nous arriverons à des combinaisons qui nous permettront d'avoir des capitaux, mais des capitaux qui ne s'installeront pas en France pour réduire la France à l'état de pays vassal d'autres pays ».

Cette formalité pourrait-elle être exigée des sociétés anonymes étrangères établies en Egypte avant la date de l'entrée en vigueur des Actes de Montreux ?

Ces Actes ne répondent pas directement à cette question, mais à propos d'une question semblable, ils donnent une solution qui, croyons-nous, peut être, sans inconvénient, donnée à la question qui nous occupe. A propos des établissements (associations ou fondations) scolaires, médicaux et d'assistance relevant de la France, le Gouvernement égyptien s'est déclaré « disposé à reconnaître que les établissements précités existant à la date de la Convention signée ce jour et mentionnés dans la liste ci-annexée, pourront, jusqu'à la conclusion d'un accord ultérieur et éventuellement, durant la période transitoire, continuer à

exercer librement leur activité... » (80). Cette solution peut être étendue aux sociétés anonymes étrangères établies en Egypte avant l'entrée en vigueur des Actes de Montreux. En effet, il s'agit dans les deux cas des personnes morales étrangères et la solution admise pour les unes doit être admise pour les autres. De plus, ce serait une source de complications infinies que d'exiger de ces sociétés une autorisation gouvernementale et elles peuvent être considérées comme ayant un droit acquis de pouvoir continuer à exercer librement leur action sociale en Egypte.

Mais, à l'égard de toutes les sociétés anonymes étrangères, c'est-à-dire à l'égard de celles établies en Egypte avant l'entrée en vigueur des Actes de Montreux et de celles qui s'y établiront après cette date, le gouvernement égyptien disposera d'un moyen susceptible de mettre fin à leur action sociale en Egypte si cette action se révèle dangereuse pour le pays. Ce moyen sera d'exercer à leur égard le droit d'expulsion, droit qui appartient dans son intégrité au gouvernement égyptien depuis les Actes de Montreux (81), et qui peut s'exercer aussi bien à l'égard des personnes physiques étrangères qu'à l'égard des personnes morales étrangères. L'autorité compétente pour prononcer cette décision sera celle qui a le droit d'autoriser les sociétés anonymes étrangères, c'est-à-dire le Conseil des Ministres.

L'exercice de ce droit d'expulsion n'est pas soumis au contrôle judiciaire. En effet, les tribunaux judiciaires sont empêchés d'interpréter les actes d'administration ou d'en arrêter l'exécution (article 43, Nouveau Règlement d'organisation judiciaire des tribunaux mixtes et 7 R.O.J. des

(80) Lettre du Président de la délégation égyptienne au Président de la délégation française : *Les Actes de Montreux*, pages 165-166.

(81) Voir *supra* : Le Chapitre I de cette partie.

tribunaux nationaux). Ils sont compétents pour connaître des actions intentées contre l'Etat à raison des mesures administratives prises en violation des lois ou règlements. Mais, si la mesure administrative est prise en conformité des lois et règlements, elle échappe à tout contrôle judiciaire. Cela ne veut pas dire que l'exercice de ce droit d'expulsion des sociétés anonymes étrangères doit échapper à tout contrôle. En effet, il faut noter que l'art. 2 de la Convention précise que les étrangers seront soumis à la législation égyptienne, sous réserve des principes du droit international. Or, le respect des droits acquis est, de toute évidence, l'un des principes du droit international le plus généralement admis. En conséquence, si la société étrangère estime que la mesure administrative, quoique prise contre elle conformément aux lois et règlements, porte néanmoins atteinte à un droit acquis, elle devrait obtenir l'intervention diplomatique du Gouvernement dont il relève pour aplanir le conflit. Au cas où toutes les démarches diplomatiques s'avèreraient inefficaces, son Gouvernement, s'il le juge nécessaire, aura la faculté de porter le différend devant la Cour Permanente de Justice Internationale de La Haye, conformément à l'article 13 de la Convention de Montreux, à moins que ce Gouvernement et l'Egypte ne soient liés par un traité spécial d'arbitrage.

Mais, une fois cette autorisation accordée à la société anonyme étrangère, quels seront les droits dont elle pourra jouir en Egypte ?

Il y a là encore une question relevant uniquement du droit interne qui la résoud selon ses tendances. En principe, les sociétés étrangères, une fois admises, doivent jouir de tous les droits reconnus aux sociétés nationales. Elles peuvent faire des opérations, créer des succursales, agir en justice, prendre des brevets, faire respecter leurs mar-

ques industrielles et commerciales, elles peuvent, en un mot, développer librement leur activité.

Mais rien n'empêche que la législation du pays où elles opèrent, n'impose aux sociétés étrangères des restrictions spéciales. Elle le fait habituellement et il est, en effet, tout naturel que chaque pays réserve à ses nationaux, l'exercice de certains commerces et industries intéressant au plus haut degré la vie économique du pays, en écartant de ces commerces et industries, les étrangers.

M. Pillet est d'avis qu'« on doit même admettre que certaines mesures restrictives peuvent être édictées spécialement à l'égard des personnes morales étrangères qui n'existent pas cependant à l'égard des personnes nationales correspondantes » (82).

Dans sa session de Copenhague en 1897, l'Institut de droit international a énoncé le principe suivant : « Toute fois un Etat est toujours libre de soumettre à des conditions spéciales, non exigées, pour les personnes morales publiques de cet Etat, les acquisitions à titre gratuit ou à titre onéreux de biens, immeubles situés sur son territoire, faites par des personnes morales publiques étrangères, même de limiter par une loi la capacité d'acquies de celles-ci » (83). Cette solution peut être étendue aux personnes morales étrangères de droit privé, et spécialement aux sociétés étrangères. En effet, il s'agit dans les deux cas de personnes morales étrangères dont l'action peut être dangereuse, et les restrictions qu'on peut imposer aux unes peuvent l'être pour les autres.

On peut dire qu'il y a là un principe de toute certitude. Le législateur national a toute liberté de limiter, sur cer-

(82) Voir : *Les personnes morales en droit international privé*, page 92.

(83) Annuaire, t. XVI, p. 307, article 6.

tains points, la capacité des sociétés anonymes étrangères opérant sur son territoire, et il peut même leur interdire l'exercice de certains commerces ou industries. Nous avons déjà cité des exemples où le législateur de divers pays, surtout aux Etats-Unis d'Amérique, a usé de cette faculté. Il nous suffit donc d'y renvoyer.

De telles mesures peuvent-elles être prises en Egypte ? Peut-on imposer aux sociétés anonymes étrangères des restrictions qui n'existent pas à l'égard des sociétés anonymes égyptiennes ?

Nous estimons que, du moins, pendant la période transitoire, il faut répondre par la négative à cette question. En effet, une loi égyptienne qui impose des restrictions spéciales aux seules sociétés anonymes étrangères aura un caractère discriminatoire évident et tombera sous l'interdiction énoncée par l'article 2 de la Convention de Montreux. Mais, il ne faut pas oublier que l'effet de la règle de non discrimination est limité à la période transitoire. Le dernier alinéa de l'article 2 de la Convention dit, à propos de cette règle : « La disposition qui précède en tant qu'elle ne constitue pas une règle reconnue de droit international, ne sera applicable que durant la période transitoire ». Après cette période de douze ans, la seule limite à la souveraineté législative égyptienne sera le respect des règles reconnues du droit international et nous avons vu que l'autorité de ce droit ne peut empêcher le législateur d'un Etat d'édicter des restrictions spéciales à l'égard des sociétés étrangères opérant sur son territoire. Le législateur égyptien aura donc, à l'expiration de la période transitoire, toute liberté en cette matière. Il lui sera recommandable d'écarter les sociétés anonymes étrangères de certains commerces et industries intéressant, au plus haut degré, la vie du pays, et pour lesquels une mainmise étrangère pourrait constituer un véritable danger.

CHAPITRE III

DE LA PORTEE DE CETTE RECONNAISSANCE (LES LOIS QUI SONT APPLICABLES EN EGYPTÉ APRÈS L'ABOLITION DU RÉGIME DES CAPITULATIONS AUX SOCIÉTÉS ANONYMES ÉTRANGÈRES)

Nous arrivons actuellement à la troisième et dernière question complétant l'examen de la condition légale des sociétés anonymes étrangères en Egypte après l'abolition du régime des Capitulations : les lois qui leur sont applicables en Egypte après cette abolition.

Après avoir traité de la reconnaissance de ces sociétés en Egypte, après l'abolition du régime des Capitulations, et des droits qu'elles peuvent y exercer en vertu de cette reconnaissance, questions, en quelque sorte, préalables, nous nous proposons actuellement d'établir les lois qui régissent en Egypte l'activité qu'elles peuvent y exercer.

Sous le régime des capitulations, la solution qu'on donnait à cette question était dictée par l'existence même de ce régime. Comme nous l'avons vu, aucune loi égyptienne ne pouvait s'appliquer aux sociétés anonymes étrangères sans le consentement des puissances capitulaires. Cette exigence avait pour effet d'élargir considérablement les applications en Egypte de la loi de la nationalité de la société anonyme qui remplaçait la loi territoriale chaque fois que

celle-ci, normalement compétente, n'avait pas reçu l'approbation nécessaire de la part des puissances capitulaires.

Avec l'abolition de ce régime, il y a donc lieu de reprendre l'étude de cette question pour établir la part que l'on doit réserver actuellement en Egypte à la loi personnelle et à la loi territoriale, pour y régir l'activité des sociétés anonymes étrangères.

Avant de commencer cette étude, nous tenons à faire une observation que nous jugeons essentielle.

Le problème dont nous devons nous occuper maintenant, est celui des conflits des lois auxquels donnent lieu, soit l'existence des sociétés anonymes étrangères, soit leur constitution interne, c'est-à-dire le problème des conflits qui ne peuvent se présenter qu'au sujet des sociétés anonymes étrangères. Mais, il faut remarquer que l'activité des sociétés anonymes étrangères peut soulever, en outre de ces derniers conflits, tous ceux que soulève, en droit international, l'activité des individus. Or il est évident que ces derniers conflits restent en dehors des explications qui vont suivre, et qu'ils sont régis par les règles générales des conflits des lois. Si une société anonyme devient propriétaire, elle est soumise aux lois qui régissent en Egypte la propriété des étrangers, si elle est débitrice ou créancière, ses obligations sont régies par la loi compétente, d'après les règles des conflits de lois de la législation égyptienne, etc...

Les seuls conflits qui intéressent notre examen sont ceux qui naissent à raison de la personnalité même des sociétés anonymes étrangères et qui ne peuvent pas se présenter s'il s'agit des personnes physiques. Ce sont uniquement ces conflits qui doivent nous occuper.

§ « A » — *Application de la loi personnelle*

Quel est l'effet des Actes de Montreux sur les applications qu'on réservait en Egypte sous le régime des capitulations, à la loi de la nationalité de la société anonyme étrangère, à la loi personnelle ?

Comme nous l'avons vu (83), l'existence de ce régime avait pour effet d'élargir singulièrement le champ d'application de la loi de la nationalité de la société anonyme étrangère. Il comprenait en plus des cas d'application découlant du droit international privé général, des cas d'application se rattachant au droit international privé égyptien, basé sur le régime des Capitulations. Dans ces derniers cas d'application, la loi personnelle remplaçait la loi territoriale, normalement compétente d'après les règles du droit international général, mais qui ne pouvait pas s'appliquer aux sociétés anonymes étrangères, faute d'une approbation nécessaire de la part des puissances capitulaires.

Les Actes de Montreux ont-ils modifié cet état de choses ?

Il est certain que les applications supplémentaires de la loi de la nationalité de la société anonyme étrangère, applications où cette loi remplaçait la loi territoriale normalement compétente, doivent disparaître. Il y avait là une situation due uniquement à l'existence du régime des capitulations et qui doit disparaître avec l'abolition de ce régime. En effet, l'article 2 de la Convention de Montreux proclame, comme nous l'avons vu, dans son premier alinéa, la souveraineté législative complète de l'Egypte. Ainsi, lorsque la loi égyptienne est applicable en tant que loi territoriale, elle doit l'être sans avoir besoin d'approbation ni de la part des ex-puissances capitulaires, ni des tribu-

(83) Voir *supra* : La deuxième partie. Chapitre III.

naux mixtes qui se voient relevés de leur ancienne fonction de juges de la légalité des lois égyptiennes à l'égard des étrangers. Il est donc certain que les Actes de Montreux limitent le champ d'application de la loi de la nationalité de la société anonyme. Les cas d'application supplémentaires de la loi personnelle, découlant uniquement du régime des capitulations, doivent disparaître pour faire place à la loi territoriale. Mais si les Actes de Montreux ont limité le champ d'application de la loi de la nationalité de la société anonyme, ils ne l'ont pas supprimé. En effet, l'article dans son alinéa premier, tout en proclamant la souveraineté législative de l'Égypte à l'égard des étrangers, comme nous l'avons vu, fait une réserve sur l'application de la législation égyptienne à ceux-ci : celle des principes de droit international.

Or c'est un des principes reconnus du droit international que la constitution et le fonctionnement des sociétés commerciales doivent être régis, même en dehors de leur pays d'origine, par la loi de leur nationalité.

En effet, du moment que l'on convient de la réalité des personnes morales que sont les sociétés commerciales et de leur accorder une nationalité, principe qui, comme nous l'avons vu, doivent être admis, on ne saurait leur refuser un état et une capacité (84). Or, c'est un des prin-

(84) M. Pillet dans son livre : *Les personnes morales en droit international privé*, n° 72 et suiv., s'élève contre l'application de la notion de capacité aux personnes morales, et notamment aux sociétés. La capacité, dit-il, est liée à l'idée de volonté, et là où il n'y a pas de volonté, on ne saurait parler de capacité. Il en arrive à démontrer que l'application de la loi de la nationalité de la société, en ce qui concerne sa constitution et son fonctionnement, ne peut pas être considérée comme une conséquence du principe de la personnalité des lois d'état et de capacité. Mais en invoquant la théorie *des droits acquis et du respect qui leur est dû*, M. Pillet admet que la mesure des droits que les associés et les gérants

cipes les plus sûrs du droit international privé que celui de la personnalité des lois d'Etat et de capacité. Comme le dit un savant professeur italien, M. Esperson (85). « La capacité des personnes est réglée par leur loi nationale, principe qui, dans sa généralité, comprend aussi bien les personnes juridiques que les personnes naturelles et cette jouissance sera réglée par la loi du lieu où la personne juridique ou être collectif, a son siège, loi qui, à son égard, peut être dite nationale ».

L'état et capacité des sociétés commerciales c'est l'ensemble des conditions de leur existence et constitution, de leur fonctionnement intérieur. Sur tous ces points, c'est la loi de la nationalité de la société commerciale qui est la seule applicable.

En effet, comme le dit M. Weiss (86), la reconnaissance internationale d'une société commerciale « qui lui est « nécessaire pour qu'elle puisse exercer ses droits sur un

peuvent invoquer, n'est pas autre que celle fournie par la loi de la nationalité de la société. On arrive ainsi à une conclusion semblable à celle que nous donne le principe de la personnalité des lois d'état et de capacité.

Pour notre part, nous ne croyons pas qu'il faille recourir à la théorie des droits acquis pour justifier l'application de la loi de la nationalité de la société étrangère, en ce qui concerne sa constitution et son fonctionnement ; il est plus logique de rattacher cette application au principe de la personnalité des lois d'état et de capacité. En effet, M. Pillet arrive à la conclusion précédente, surtout en rejetant la possibilité de l'application de la notion de nationalités aux sociétés. Mais, du moment qu'on leur accorde une nationalité et que l'on convient de leur réalité, solutions qui, nous l'avons vu, s'imposent, on doit leur accorder, à l'instar des personnes physiques, un état et une capacité, état et capacité qui sont régis par leur loi personnelle qui est à leur égard leur loi nationale.

(85) Voir article J. Clunet, n. 77, p. 45.

(86) Weiss : *Manuel de droit international privé*, 8^e édition, page 591.

« territoire étranger, ne la crée pas, ne lui donne ni une « personnalité qui lui était acquise, ni une nationalité nouvelle; elle se borne à lui permettre d'exercer ses droits « loin du lieu de sa naissance ». Donc, pour se prononcer sur la validité de la constitution de la société étrangère, sur sa capacité de contracter, d'ester en justice, de faire toutes les opérations qui intéressent sa marche et son développement, il faut d'abord consulter la loi de la nationalité de cette société, loi qui est, pour les sociétés comme pour les individus (87), personnelle, en ce qui concerne l'état et la capacité.

Il est vrai qu'il appartient, comme nous l'avons vu, à la loi territoriale, d'établir les conditions de l'exercice de l'activité des sociétés anonymes étrangères. Cette loi peut interdire ou permettre aux sociétés étrangères d'exercer leur activité sur le territoire, leur imposer les mesures restrictives qu'elle juge nécessaires, et même, leur interdire certaines opérations qu'elle réserve aux sociétés nationales. Il y a là une question de condition légale des sociétés étrangères dans l'Etat, question qui relève, comme nous l'avons vu, uniquement de la législation interne de cet Etat. Mais, une fois cette question résolue, c'est à la loi de la nationalité de la société étrangère qu'il faut recourir pour connaître l'aptitude de ces sociétés à exercer les droits que la loi territoriale leur accorde. C'est la loi nationale qui établit la capacité de la société anonyme étrangère à ester en justice, à

(87) Il faut noter, qu'en ce qui concerne les sociétés, les deux notions de nationalité et de domicile se trouvent étroitement liées. En effet, la nationalité se détermine d'après son domicile qui est le lieu du principal établissement. Il n'y a donc pas lieu de rechercher comme à l'égard des individus, si la loi qui doit régir l'état et la capacité est la loi de la nationalité de la société ou celle de son domicile.

contracter, à devenir propriétaire, etc., et cela aussi bien dans le pays où la société a été créée qu'en dehors de ce pays. En effet, la reconnaissance des sociétés étrangères en dehors de leur pays d'origine, ne leur confère pas une nouvelle personnalité, elle leur permet seulement de se prévaloir de la personnalité acquise d'après leur loi nationale, en dehors de leur pays d'origine. Du moment que cette personnalité reste la même, elle doit continuer à être régie à tous les points de vue et partout, par la loi qui a régi originellement sa création.

C'est dans ce sens que se prononce M. Lyon-Caen (88), en disant que « la loi étrangère, qui détermine les conditions « exigées pour la constitution d'une société est une espèce « de statut personnel qui suit cette société en dehors du « pays auquel elle se rattache ».

Les lois qui concernent l'état et la capacité sont donc, pour les sociétés comme pour les individus, personnelles. C'est la loi nationale qui doit décider de la validité d'une société, qui doit régler son fonctionnement, et fixer les droits de ses organes et les obligations et responsabilités qui leur incombent. C'est dans ce sens que s'est prononcé le Congrès international des sociétés par actions de 1889, dans une décision conçue comme suit : « Les questions relatives « à la constitution d'une société, à son fonctionnement, à « la responsabilité de ses organes, doivent être résolues « d'après la loi nationale de cette société » (89).

(88) M. Lyon-Caen et Renault : *Traité de droit commercial*, t. II, n° 1117. Voir encore Thaller : *Traité élémentaire de droit commercial*, 6^e édition, n°s 768 et 773. Pillet : *Des personnes morales en droit international privé*, n°s 72 et suivants, n°s 161 et suiv.

(89) *Compte rendu*, p. 238.

Ce principe est admis à peu près partout. La jurisprudence française est bien fixée en ce sens (90), et à l'étranger la même solution prévaut (91).

On peut donc dire en toute certitude qu'il y a là une règle reconnue de droit international. En tant que telle, l'application de la loi nationale, en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement des sociétés anonymes étrangères, constitue en Egypte, d'après l'article 2 de la Convention de Montreux, une réserve à l'application de la législation égyptienne à ces sociétés. La proclamation de la souveraineté législative complète de l'Egypte ne peut pas porter atteinte au caractère personnel de la loi de la nationalité de la société, loi qui doit continuer à la régir au point de vue de sa constitution et de son fonctionnement. Il est vrai que les Actes de Montreux ont élargi, comme nous le verrons bientôt, la part réservée à l'application de la loi territoriale aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, mais ceci ne veut pas dire que l'on doit exclure toute application de la loi de la nationalité de ces sociétés. Tout au contraire, l'application en Egypte de la loi personnelle de la société anonyme étrangère, en ce qui concerne sa constitution et son fonctionnement, doit être considérée comme obligatoire en tant que règle reconnue de droit international.

De plus, nous avons vu, que l'application de la loi de la nationalité de la société énoncée, en ce qui concerne sa constitution et son fonctionnement, n'est que l'application à son égard, du principe de la personnalité des lois d'état et de capacité. Or, ce dernier principe se trouve, à plusieurs

(90) Voir les décisions citées par M. Leven dans son livre : *De la nationalité et du régime des sociétés étrangères en France*, 2^e édition, p. 75, note (2), et par M. Pillet : *Des personnes morales en droit international privé*, p. 101, note (2).

(91) Voir : *Des personnes morales en droit international privé*, p. 103, note (1).

reprises, consacré en Egypte. En premier lieu, il se trouve consacré par des textes contenus dans les codes égyptiens mixtes et indigènes (article 4, Code Civil mixte — 77/54 — 78/55 — 130/190 Codes Civils mixte et indigène — 10/4 Code de Commerce mixte et indigène). En deuxième lieu, le principe de la personnalité des lois d'état et de capacité trouve une consécration expresse dans les Actes de Montreux. L'article 29 du nouveau Règlement d'Organisation judiciaire des tribunaux mixtes énonce que « L'Etat et la capacité des personnes sont régis par leurs lois nationales ». Dans une déclaration, conetnue dans les Actes de Montreux, le Gouvernement égyptien déclare que « Ayant déjà spontanément adopté le principe de la personnalité des lois en matière de statut personnel, notamment dans les traités d'établissement conclus avec l'Iran et la Turquie, le Gouvernement royal égyptien entend suivre en cette matière à l'avenir, le même principe ».

On peut donc dire que le principe de la personnalité des lois d'état et de capacité constitue une des règles des conflits de slois du droit égyptien; et du moment que ce droit adopte le principe, il faut qu'il l'applique dans son intégralité. Ainsi, on doit admettre en Egypte l'application de la loi d ela nationalité des sociétés anonymes étrangères, en ce qui concerne leur constitution et leur fonctionnement, application qui est, comme nous l'avons vu, une conséquence du principe de la personnalité des lois d'état et de capacité.

Pour toutes ces raisons, nous croyons que l'on devrait conserver en Egypte, après l'abolition du régime des Capitulations, toutes les applications que recevait, sous ce régime, la loi de la nationalité de la société anonyme étrangère, en ce qui concerne sa constitution et son fonctionnement. En effet, comme nous l'avons déjà indiqué (92), ces

(92) Voir *supra* : La deuxième partie, p. 136.

applications n'étaient pas seulement édictées par le droit international privé égyptien, mais qu'elles l'étaient, en outre, par le droit international privé général. C'est, en tant qu'édictées par le droit international général, que ces applications doivent être conservées en Egypte, même après le changement radical qu'a subi le droit international privé égyptien par l'abolition du régime des Capitulations.

Ainsi, la loi de la nationalité de la société anonyme étrangère doit continuer à régir en Egypte, sa constitution et son fonctionnement. C'est cette loi qui précise les conditions de la validité de la constitution de la société, et les formalités à accomplir à cette fin. C'est elle qui détermine les sanctions des formalités de constitution, la responsabilité civile et pénale (93) des fondateurs et administrateurs de la société. C'est la loi personnelle qui désigne l'organe de gérance et détermine les droits et obligations de cet organe. C'est elle qui détermine les droits et obligations des actionnaires et régit toutes les questions que soulèvent les assemblées d'actionnaires. C'est elle qui désigne l'organe de surveillance, les droits et obligations de cet organe. Enfin, c'est la loi de la nationalité de la société anonyme étrangère qui détermine les causes pouvant entraver sa dissolution, ses effets vis-à-vis des tiers, les détails de la liquidation, etc.

(93) En ce qui concerne la responsabilité pénale, nous tenons à noter une modification apportée par les *Actes de Montreux*. Sous le régime des Capitulations, les fondateurs ou administrateurs étrangers ne pouvaient, en aucun cas, être jugés par les juridictions égyptiennes, même si les faits incriminés constituaient un délit d'après le code pénal égyptien. La garantie de juridiction donnait aux étrangers la certitude de ne jamais être jugés pour leurs crimes, devant les tribunaux égyptiens. Or, après l'abolition, comme nous l'avons vu, de la garantie de juridiction, les administrateurs des sociétés anonymes étrangers sont comme tous les étrangers en général, jugés par les tribunaux mixtes, si les faits incriminés constituent un délit d'après le code pénal mixte. Mais il n'en reste pas moins vrai que c'est la loi de la nationalité de la société qui s'applique lorsque les faits incriminés ne constituent pas un délit de droit commun d'après le code pénal mixte.

En somme, on doit garder, en Egypte, après l'abolition du régime des capitulations, toutes les applications qu'y recevait, sous ce régime, la loi de la nationalité de la société anonyme étrangère en ce qui concerne sa constitution et son fonctionnement.

Nous avons déjà exposé les détails de l'application de la loi personnelle, en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement de la société anonyme étrangère opérant en Egypte; nous ne pensons pas qu'il faille les répéter, nous nous contentons d'y renvoyer.

§ B. — *Application de la loi territoriale*

Nous avons vu sous quels rapports les sociétés anonymes étrangères restent soumises en Egypte après l'abolition des capitulations à la loi de leur nationalité, à leur loi personnelle. Mais cette loi n'est pas seule applicable. Les sociétés anonymes étrangères relèvent, à certains égards, de la législation égyptienne, de la loi territoriale. C'est en ce sens qu'il faut entendre le premier alinéa de l'article 2 de la Convention de Montreux ainsi conçu : « Sous réserve des principes du droit international, les étrangers (y compris les sociétés anonymes étrangères) seront soumis à la législation égyptienne en matière pénale, civile, commerciale, administrative, fiscale ou autre ». C'est en ce sens qu'il faut entendre la déclaration (94) du Gouvernement égyptien se rapportant aux établissements (fondations et associations) scolaires, médicaux et d'assistance relevant de la France : « Ils seront justiciables des tribunaux mixtes et soumis aux lois et règlements égyptiens, y compris les lois fiscales, dans les mêmes conditions que les établissements similaires égyptiens, ainsi qu'à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public égyptien ». Il y

(94) Voir la lettre du président de la délégation égyptienne au président de la délégation française. *Les Actes de Montreux*, p. 165.

a là une solution qui doit être étendue aux sociétés anonymes étrangères. En effet, il s'agit, dans les deux cas, des personnes morales étrangères et la solution admise pour les unes doit l'être pour les autres.

Mais il faut bien interpréter les termes employés par l'article et la déclaration précités. Pris à la lettre, ils sembleraient signifier que les sociétés anonymes étrangères sont en tous points soumises aux lois égyptiennes. Tel ne peut pas être leur sens. Une pareille interprétation, comme nous l'avons vu au paragraphe précédent pour l'application de la loi personnelle, serait à la fois contraire aux principes de droit international et à l'esprit, ainsi qu'à la lettre des textes qu'on invoque. Ce que veulent dire ces textes, c'est que les étrangers, en général, y compris les sociétés anonymes étrangères, subissent l'application des lois égyptiennes auxquelles on reconnaît un caractère territorial. La loi personnelle doit s'effacer devant elles. Il est, en effet, des dispositions légales qui, en raison même de leur nature, ont une portée absolue et qui s'applique à tous ceux qui sont sur le territoire, nationaux et étrangers.

Quelles sont donc ces dispositions ?

Avant de répondre à cette question, nous tenons à faire deux remarques que nous jugeons essentielles :

En premier lieu, il nous faut noter que les Actes de Montreux ont élargi les applications de la loi territoriale aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. Sous les capitulations, la législation égyptienne ne pouvait s'appliquer aux étrangers, y compris les sociétés anonymes étrangères (95), sans obtenir même une approbation de la part des tribunaux mixtes et des puissances capitulaires, même si cette législation avait un caractère territorial évident. Or, après l'abolition du régime des Capitulations,

(95) Voir *supra* : La deuxième partie. Chapitre III.

la législation égyptienne est, d'après l'article 2 de la Convention, applicable aux sociétés anonymes étrangères et cela, sans avoir besoin d'aucune approbation. Si cet article ne signifie pas, comme nous venons de le voir, que les sociétés anonymes étrangères sont en tous points soumises aux lois égyptiennes, il doit au moins signifier que, lorsque les dispositions légales égyptiennes ont un caractère territorial, elles doivent s'appliquer aux sociétés anonymes étrangères et, cela, sans exiger ni l'approbation des ex-puissances capitulaires, ni l'approbation des tribunaux mixtes. Il est évident que le champ d'application de la loi territoriale aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, se trouve, ainsi, considérablement élargi.

En deuxième lieu, il nous faut reprendre ici une observation que nous avons faite au début de ce chapitre. Il nous paraît essentiel de rappeler que les conflits de lois qui font l'objet de ce chapitre sont ceux qui donnent lieu, en Egypte, soit à l'existence de sociétés anonymes étrangères, soit à leur constitution interne.

Il est évident que les sociétés anonymes étrangères peuvent soulever en Egypte, lorsqu'elles agissent, en outre des derniers conflits, tous ceux que soulève en droit international, l'activité des individus. Or, ces derniers conflits restent en dehors de nos explications et sont régis par les principes généraux de la loi territoriale.

Pour cette raison, les cas d'application que nous allons donner ne doivent pas être considérés comme englobant tous les cas d'application de la législation égyptienne aux sociétés anonymes étrangères. En effet, en dehors des cas d'application qui vont suivre, la législation égyptienne peut, si elle est applicable d'après les règles générales des conflits des lois, régir l'activité des sociétés anonymes étrangères, de la même façon que cette législation peut

régir l'activité des individus étrangers. Pour préciser notre pensée, nous donnons quelques exemples. Si la société anonyme étrangère passe un marché en Egypte, il y aura lieu de se demander quelle loi doit régir ce marché. Il y a là un conflit des lois qui peut se présenter aussi bien pour les sociétés anonymes que pour les individus étrangers, et qui est régi par les principes généraux. Si ces principes donnent compétence aux lois égyptiennes pour régir le marché en question, il y aura là une application de la législation égyptienne en plus des cas d'applications qui vont suivre. Autre exemple, nous avons vu que les sociétés anonymes étrangères auront, en vertu de leur reconnaissance de plein droit, le droit d'ester en justice en Egypte. Mais, lorsqu'elles exerceront ce droit, elles devront, d'après l'article 32 du nouveau Règlement d'Organisation Judiciaire des Tribunaux mixtes (96), se conformer aux règles de procédure égyptiennes. Il y aura encore là un cas d'application non compris dans ceux qui vont suivre. Troisième exemple : si la société est propriétaire en Egypte, sa propriété y sera régie par les lois qui régissent la propriété des étrangers. Si ces lois donnent compétence, surtout en ce qui concerne la propriété immobilière, aux lois égyptiennes, il y aura encore là un cas d'application de la législation égyptienne qui ne sont pas compris dans les cas d'application qui vont suivre. En effet, les cas d'application qui constituent l'objet de ce paragraphe, sont ceux qui sont spéciaux aux sociétés anonymes étrangères et qu'on ne rencontre pas lorsqu'il s'agit des personnes physiques étrangères. Quant aux autres cas d'application de la législation égyptienne, que l'on peut rencontrer aus-

(96) Voici le texte de cet article 32 : « Les règles de procédure prévues par une loi étrangère ne sont pas applicables en tant qu'elles sont incompatibles avec les règles de procédure égyptiennes. »

si bien à propos de l'activité des sociétés anonymes qu'à propos de l'activité des individus étrangers, nous estimons qu'ils doivent rester en dehors de nos explications, étant donné qu'ils sortent nettement du cadre de notre étude et qu'ils sont régis par les règles générales des conflits des lois.

Mais quelles sont les dispositions de la législation égyptienne qui, par nature même, doivent avoir une portée absolue et s'appliquer à toutes les sociétés anonymes étrangères et nationales, opérant sur le territoire égyptien ?

Ce sont les règles d'ordre public, les mesures de publicité et de contrôle, et les lois d'impôts.

1. — *Règles d'ordre public*

Nous avons déjà exposé (97) les détails de l'application des règles d'ordre public égyptien aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte sous le régime des capitulations. Nous ne croyons pas devoir les répéter. Nous nous bornerons donc à exposer dans ce passage, l'effet de l'abolition des Capitulations sur cette application des règles d'ordre public aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte après cette abolition.

Sous le régime des Capitulations, nous avons vu que les tribunaux mixtes tout en admettant le principe, en limitaient les applications aux sociétés anonymes étrangères. En effet, ces tribunaux, tout en admettant l'existence en Egypte de certaines règles auxquelles les sociétés anonymes étrangères ne pouvaient échapper, en invoquant leur qualité d'étrangère, considéraient que l'application en Egypte de cette notion d'ordre public ne devait pas faire échec au régime des Capitulations, qui était le fondement de toute la condition légale des étrangers en Egypte. Pour cette raison, les tribunaux mixtes refusaient l'application,

(97)¹ Voir ¹ *supra* : La deuxième partie. Chapitre III.

aux sociétés anonymes étrangères, de certaines dispositions de la loi égyptienne qui, malgré leur caractère évident d'ordre public, n'avaient pas obtenu l'approbation nécessaire de la part des puissances capitulaires. Ils considéraient que le caractère d'ordre public de ces dispositions ne pouvait pas faire échec au régime des Capitulations en déterminant l'application de ces dispositions aux sociétés anonymes étrangères, sans obtenir l'approbation des puissances capitulaires. C'est ainsi que les tribunaux mixtes refusaient l'application aux sociétés anonymes étrangères, opérant en Egypte sous les Capitulations, des règles du droit égyptien concernant l'émission des titres en Egypte (décision du Conseil des Ministres du 31 décembre 1927), malgré leur caractère évident d'ordre public. Ces sociétés pouvaient émettre librement leurs titres et les mettre en circulation en Egypte, sans se soumettre aux exigences de la décision précitée qui n'avait pas obtenu l'approbation des puissances capitulaires.

Quel est l'effet de l'abolition du régime des Capitulations sur cet état de choses ?

Il est évident que cette abolition élargit les applications des règles égyptiennes d'ordre public aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte après cette abolition. En effet, la proclamation de la souveraineté législative complète de l'Egypte, par les Actes de Montreux (article 2 de la Convention), a pour conséquence de rendre toute la législation égyptienne applicable aux étrangers, et cela sans exiger aucune approbation ni de la part des ex-puissances capitulaires, ni de la part des tribunaux mixtes. Ainsi, lorsqu'une disposition de la législation égyptienne a un caractère absolu, elle devra obliger tous ceux qui sont sur le territoire, nationaux et étrangers, et cela, sans exiger que ces dispositions reçoivent une approbation quelconque. Les sociétés anonymes étrangères ne pourront pas

invoquer leur qualité d'étrangère pour échapper à la rigueur de telles dispositions.

C'est ce qui résulte nettement de l'article 18, § 1 du code civil mixte qui reste toujours en vigueur et qui est conçu dans les termes suivants : « Les lois de police et de sûreté « obligent tous ceux qui sont sur le territoire égyptien ».

La notion d'ordre public devra donc continuer à servir en Egypte, comme un « *exceptionis generalis* » du droit international, en y empêchant l'application de la loi étrangère, normalement compétente pour régir le lien de droit en question, lorsque l'application de cette dernière loi se révèle comme contraire à l'ordre public égyptien. Le champ d'application de cette notion en Egypte sera d'autant plus élargi qu'il ne sera plus exigé pour cette application que les dispositions de la loi égyptienne reçoivent une approbation quelconque.

Ainsi, lorsque la reconnaissance, en Egypte, de la société anonyme étrangère sera jugée de nature à porter atteinte à l'ordre public égyptien, étant donné que cette société par ses formes ou par son but y porte atteinte, cette reconnaissance devra être refusée. Ainsi, lorsqu'une société étrangère est constituée, dans une forme inconnue en droit égyptien, cette dérogation aux règles égyptiennes relatives aux formes des sociétés, devra entraîner la non reconnaissance de cette société en Egypte. En effet, les tribunaux mixtes, comme nous l'avons vu (98), considèrent que les dispositions de la loi égyptienne relatives aux formes des sociétés, doivent être reconnues comme d'ordre public absolu. De plus, la société anonyme étrangère, ne peut pas invoquer sa qualité d'étrangère pour se livrer en Egypte à des opérations prohibées par la loi égyptienne, pour ouvrir, par exemple, une maison de jeu ou de tolérance,

(98) Voir l'arrêt précité du 12 juin 1907 (B. T. M. 19.304).

etc... Mais il est possible que cette société ne désire pas opérer en Egypte et qu'elle veuille seulement s'adresser aux tribunaux égyptiens. Son existence juridique sera-t-elle reconnue ? Nous pensons qu'on pourra s'inspirer pour répondre à cette question de la solution adoptée par la jurisprudence française. En France, on s'accorde généralement à reconnaître que, quelle que soit la règle d'ordre public qui se trouve en jeu, les tribunaux français sont compétents pour connaître des contestations qui ne se rattachent pas à l'objet même de la société (telle par exemple, une action en dommages-intérêts, à raison des fournitures qui sont faites à cette société (99). S'agit-il au contraire d'une action concernant l'objet de la société, le but qu'elle poursuit, la jurisprudence française recourt à la distinction que nous avons déjà étudiée (100), entre les règles d'ordre public international ou absolu, et celles d'ordre public relatif ou interne. Les tribunaux français recherchent la nature de la règle d'ordre public qui se trouve violée (101). S'agit-il d'une règle d'ordre public international ou absolu, c'est-à-dire d'une règle inhérente à l'idée même de justice et de morale, il faut dans ce cas, sans aucun doute, refuser l'action en justice. Les tribunaux français estiment qu'ils n'ont pas à protéger et à sanctionner des conventions que la morale de tous les Etats devrait condamner. Il en serait ainsi, par exemple, des actions engagées par des sociétés constituées pour faire la traite des nègres ou pour exploiter une maison de jeu en France. S'agit-il au contraire d'une règle d'ordre public interne ou relatif,

(99) Voir en ce sens MM. Lyon-Caen et Renault, II, n° 1128 et M. Leven : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*, p. 317-318.

(100) Voir supra : La deuxième partie. Chapitre III.

(101) Voir : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*, p. 318 et suiv. et les décisions de jurisprudence qu'il cite.

c'est-à-dire une règle qui n'est inspirée que par des besoins particuliers d'un Etat, des raisons économiques ou autres qui lui sont propres, les tribunaux français considèrent que le caractère d'ordre public d'une telle règle n'est pas assez général pour empêcher l'application de la loi étrangère. Ils se considèrent compétents quand les opérations de la société ne dérogent qu'à une règle de cette espèce. Ainsi il a été jugé que les lois qui déterminent les taux d'intérêts n'ont qu'un caractère relatif, et qu'une société étrangère de prêts peut, en conséquence, poursuivre ses emprunteurs devant la juridiction française pour obtenir le paiement d'intérêts que les lois françaises jugent comme usuraires (102). En effet, le taux d'argent est chose variable, qui dépend d'un ensemble de conditions économiques, qui changent avec les pays et avec les époques.

Nous croyons que cette distinction, entre les règles d'ordre public absolu et celles d'ordres public relatif, peut, sans inconvénient, être adoptée en Egypte. En effet, nous avons vu (103) que les tribunaux mixtes distinguaient entre les dispositions des codes mixtes considérées comme d'ordre public absolu et celles qui, au contraire, n'étaient considérées que d'ordre public relatif. Pour les premières ils décidaient que leur application était de rigueur, même pour les affaires échappant à la compétence des codes mixtes. Pour les secondes, ils considéraient que, si leur application était de rigueur en ce qui concerne les affaires de la compétence des codes mixtes, leur caractère d'ordre public n'était pas, cependant, assez général pour empêcher l'application, en Egypte, d'une loi étrangère. Nous croyons donc que cette distinction devra être conservée

(102) Voir les décisions de jurisprudence citées par M. Leven, p. 302, n° 2.

(103) Voir *supra* : La deuxième partie. Chapitre III.

en Egypte, en l'étendant, en plus, à toute la législation égyptienne, au lieu de la limiter aux codes mixtes.

De plus, même après la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères, celles-ci seront soumises « à toute mesure qu'exigerait l'observation de l'ordre public égyptien ». Cette solution édictée expressément par les Actes de Montreux (104) en ce qui concerne les établissements étrangers (fondations et associations) scolaires médicaux et d'assistance, devra être étendue aux sociétés anonymes. En effet, il s'agit dans les deux cas de personnes morales étrangères opérant en Egypte et la solution admise pour les unes doit l'être pour les autres.

Dans ce domaine, il y aura encore lieu de faire la distinction précédente entre les dispositions légales égyptiennes d'ordre public absolu, et celles qui ne sont, au contraire que d'ordre public relatif. Pour les premières, leur application doit être de rigueur même si le lien de droit en question doit, d'après les règles générales des conflits des lois, être régi par une loi étrangère. La loi étrangère doit s'effacer devant ces dispositions. C'est ainsi que les règles du droit égyptien concernant les formes des sociétés sont considérées, comme nous l'avons vu, par les tribunaux mixtes comme d'ordre public absolu, et que toute société constituée dans une forme inconnue de ce droit, ne peut avoir, en Egypte, aucune existence juridique. Pour apprécier le caractère licite ou illicite de cette société, la loi personnelle, normalement compétente, s'efface devant les dispositions territoriales d'ordre public absolu. C'est ainsi encore que la forme de l'hypothèque (art. 657/681, Codes civils indigènes et mixtes) est considérée par les tri-

(104) Voir la lettre précitée du président de la délégation égyptienne au président de la délégation française : *Les Actes de Montreux*, p. 165.

bunaux comme d'ordre public absolu. Toute hypothèque constituée sur un immeuble sis en Egypte, doit, sous peine de nullité, l'être dans les formes prévues par la loi égyptienne, même si cette hypothèque a été constituée à l'étranger. Ainsi la loi étrangère normalement compétente, d'après la règle « *locus regit actum* », s'efface ici encore, devant la loi territoriale considérée comme d'ordre public absolu.

Pour les règles d'ordre public relatif ou interne, on doit considérer que, si leur application est de rigueur en ce qui concerne les liens de droit régis par la législation égyptienne, leur caractère d'ordre public, n'est pas assez général pour empêcher l'application en Egypte d'une loi étrangère. Si cette dernière loi est compétente, d'après les règles générales, des conflits des lois, pour régir le lien de droit en question, son application ne peut pas être empêchée par la considération que cette application met en échec une disposition légale égyptienne d'ordre public interne. C'est ainsi que les tribunaux mixtes, dans un arrêt précité du 8 novembre 1913 (Gazette 4. 17), ont conclu à la validité d'un contrat conclu entre deux individus de nationalité italienne, lien de droit qui échappe au code mixte, et dans lequel a été stipulé un taux d'intérêt supérieur à celui fixé par l'article 185 du Code Civil mixte. Il est considéré que l'article 185, malgré son caractère d'ordre public en ce qui concerne les prêts consentis en Egypte, peut être mis en échec par des conventions échappant, d'après les règles de conflits des lois, au code mixte, que du moment que la loi étrangère qui les régit ne fixe pas un maximum des taux d'intérêts, l'exécution de ces conventions peut être valablement poursuivie devant les juridictions égyptiennes.

C'est à la jurisprudence égyptienne qu'incombe la tâche difficile de faire la distinction précédente qui n'est pas toujours aisée à faire. Leur tâche serait d'autant plus diffi-

le que la notion d'ordre public elle-même est sujette à bien des changements, qu'elle est soumise aux courants d'opinion que l'énergie et l'ardeur de quelques hommes suffisent à déterminer. Il est à souhaiter que la jurisprudence égyptienne se tire à son honneur de cette tâche difficile et qu'elle contribue à dissiper la confusion qui règne dans cette matière, confusion qui n'affecte pas seulement l'Égypte, mais presque tous les autres pays.

2. — *Les lois d'impôt*

Sous le régime des Capitulations, les sociétés anonymes opérant en Égypte, ne payaient, comme nous l'avons vu (104) aucun impôt les frappant directement. Si elles payaient, en tant que personnes étrangères, tous les impôts que payaient les étrangers en général (106), il n'existait aucun impôt les visant spécialement. Ainsi, elles ne payaient ni de patente, ni d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, ni d'impôt sur le chiffre d'affaires, ni d'impôt sur le chiffre d'affaires, ni d'impôt sur le revenu. Leurs titres ne payaient ni de droit de timbre, ni de droit de transmission, ni d'impôt sur le revenu. Ces impôts étaient inconnus en Égypte, même vis-à-vis des sociétés anonymes égyptiennes. Le gouvernement égyptien ne voulait pas soumettre ces dernières à des impôts qu'il était incapable d'imposer aux sociétés anonymes étrangères opérant en Égypte.

Cette situation anormale a, heureusement, pris fin. En effet, l'article 2 de la Convention de Montreux déclare, comme nous l'avons vu, que la législation fiscale égyptienne est applicable, sous certaines réserves aux étrangers. Ainsi, le gouvernement égyptien est actuellement en mesure d'étendre, sous certaines réserves, notamment cel-

(105) Voir *supra* : La deuxième partie. Chapitre III.

(106) Voir la liste de ces impôts : La deuxième partie, p. 180.

les de la non-discrimination aux étrangers, l'application des lois fiscales égyptiennes, et cela, sans avoir besoin de demander l'assentiment des ex-puissances capitulaires.

Le gouvernement égyptien n'a pas tardé à user de ce nouveau pouvoir. A peine les Actes de Montreux étaient-ils entrés en vigueur, qu'un arrêté Ministériel pris en date du 28 novembre 1937 a institué une Commission Fiscale « à l'effet d'étudier tout ce qui a trait aux impôts et taxes « qu'il y aurait lieu d'établir, tout en étudiant également « l'organisation des rouages qui seraient chargés de la « mise en exécution des nouvelles lois fiscales ». Les travaux de cette Commission ont abouti à l'élaboration de deux projets de lois. Le premier a trait à l'établissement en Egypte d'un impôt sur les revenus des capitaux mobiliers, sur les bénéfices commerciaux et industriels, et sur le revenu du travail. Le second a trait à l'établissement en Egypte du droit de timbre.

D'après ces deux projets (107) de lois, les sociétés anonymes étrangères, opérant en Egypte, après la date d'entrée en vigueur de nouveaux impôts, paieront les impôts suivants (108):

(107) N'ayant pas sous la main les textes définitifs votés très récemment par le Parlement égyptien, nous devons nous contenter des indications données par les projets de lois élaborés par la Commission Fiscale.

(108) Il est bien entendu que les sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte après l'abolition du régime des Capitulations, continueront à payer les impôts qu'elles payaient sous ce régime, et cela en plus des nouveaux impôts, à savoir :

a) L'impôt sur les terrains agricoles, suivant la loi du 7 safar 1284 (de l'Hégire).

b) L'impôt sur les terrains bâtis d'après la Convention de Londres de 1885.

c) Les taxes municipales d'Alexandrie, suivant le décret de 1890.

d) Les taxes douanières suivant le décret-loi du 17 février 1930.

1° *L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers :*

L'article 3 du projet de loi établissant cet impôt, est conçu dans les termes suivants :

« Les sociétés et entreprises étrangères opérant en Egypte seront considérées au point de vue de l'application de l'impôt, comme sociétés égyptiennes, dans la mesure de leurs opérations sur le territoire ».

Cet impôt s'applique :

a) Aux dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits des actions de toute nature et des parts de fondateurs des sociétés ou entreprises financières, industrielles, commerciales, et généralement quelconques.

b) Aux intérêts, arrérages et tous autres produits des obligations et emprunts de toute nature émis... par les sociétés et entreprises sus indiquées.

c) Aux prélèvements sur les bénéfices effectués par toutes sociétés au profit de l'administrateur ou des membres des conseils d'administration en leur dite qualité, même si ces prélèvements ne résultent pas d'une disposition statutaire, ainsi que tous jetons de présence et rémunération diverses des administrateurs des dites sociétés.

d) Aux jetons de présence payés aux actionnaires de ces sociétés à l'occasion des assemblées générales.

e) Aux lots et primes de remboursement payés aux créanciers et porteurs d'obligations (article 1 du projet).

L'impôt s'applique également au montant des remboursements et amortissements totaux ou partiels que les sociétés ci-dessus désignées, effectuent sur le montant de leurs actions, parts de fondateurs... avant leur dissolution ou leur mise en liquidation.

Toutefois, l'impôt n'est pas applicable.

1° Aux amortissements qui seraient faits par une réalisation d'actif et au moyen des prélèvements sur les éléments autres que les comptes « profits et pertes », les réserves ou provisions diverses du bilan.

2° Aux sociétés concessionnaires de l'Etat ou des autres organismes publics qui établissent que l'amortissement par remboursement de tout ou partie de leur capital social... est justifié par la caducité de tout ou partie de leur actif social, notamment par dépérissement progressif ou par obligation de remise en fin de concession à l'autorité concédante.

(Article 2 du projet).

Mais comment déterminer la part du capital social affectée à l'entreprise en Egypte ?

Bien entendu, le problème de la détermination de l'activité imposable ne se pose pas si la société anonyme étrangère a pour but exclusif une entreprise exploitée uniquement en Egypte. La société aura à verser au Trésor Egyptien le montant de l'impôt sur les dividendes et intérêts attachés à toutes les actions, obligations et emprunts, sauf à le retenir sur les paiements à faire à ces actionnaires, obligataires et prêteurs.

Là où ce problème se pose, c'est lorsque la sociétés anonyme étrangère étend son activité à l'Egypte et à d'autres pays. Le capital social engagé dans les diverses entreprises, étant un capital global non divisible et les revenus de ce capital étant attribués aux ayants droits sans désignation d'origine, il y aurait lieu de procéder à une sorte de partage pour déterminer la part de ce capital qui doit être considérée comme affectée aux entreprises exploitées en territoire égyptien. Le projet de loi charge les sociétés étrangères elles-même de faire cette estimation par une

déclaration qu'elles auront à faire dans les formes et délais qu'il détermine. Naturellement, le fisc aura la faculté de contester cette estimation; la contestation doit être portée par devant le tribunal de première instance (Chambre commerciale). Si la société étrangère s'abstient de faire la dite déclaration dans le délai prévu, — ce qui constituerait une infraction possible d'une assez forte amende — le fisc procédera d'office à la détermination de la part du capital social dont les revenus seront frappés par l'impôt. A son tour, la société aura le droit de contester l'estimation fiscale, dans un certain délai, par voie de recours par devant le Tribunal Commercial.

C'est cette solution qui se dégage de l'article 4 du projet conçu dans les termes suivants :

« Aux fins de l'application de l'article précédent et si
« le domaine de l'activité de la Société ou de l'Entreprise
« s'étend à d'autres pays que l'Egypte, la partie du capital,
« social, actions, obligations et emprunts, qui doit être
« considérée comme étant affectée aux opérations d'Egypte,
« le, sera déterminée par une déclaration à souscrire par
« la Société ou la direction de l'entreprise et à présenter
« à l'Administration Fiscale dans les 45 jours de la promulgation de la présente loi. Toute nouvelle société ou
« entreprise étrangère doit souscrire la même déclaration
« dans les 45 jours de son installation en Egypte.

« En cas de contestation de la part de l'Administration
« Fiscale, le différend sera porté par devant le Tribunal
« de Première Instance siégeant en matière commerciale.

« A défaut de présentation de la déclaration sus-visée
« dans le délai fixé, et sans préjudice des sanctions édictées par les contraventions à la présente loi, l'Administration Fiscale procédera elle-même à la détermination
« de la part du capital social qui sera considérée comme

« étant affectée à l'entreprise en Egypte. Cette détermination notifiée aux contribuables par la voie administrative, deviendra définitive à moins d'un pourvoi formé par ceux-ci dans les 20 jours de la notification, par devant le Tribunal de Première Instance siégeant en matière commerciale ».

Comme le dit Son Excellence Masri Bey, président de la Commission Fiscale, dans une note adressée au Conseil des Ministres (109) : « L'on voit que le système n'est pas bien compliqué et que la loi accorde aux contribuables le maximum de garanties puisqu'elle attribue en dernier lieu à un Tribunal judiciaire la fixation de la quotité imposable, écartant ainsi toute possibilité de vexation de la part de l'Administration ».

Une fois l'estimation établie, la perception n'offrira plus de difficultés. Si la part du capital, considérée comme étant affectée à l'entreprise ou aux entreprises d'Egypte, a été fixée par exemple au quart du capital social, la société anonyme étrangère sera tenue de verser au Trésor Egyptien l'impôt sur le quart des dividendes et intérêts attachés au capital social, sauf à le déduire sur les dits dividendes et intérêts. C'est le système du stoppage à la source, auquel adhère le législateur égyptien chaque fois que cette adhésion est possible. En effet, l'article 8 du projet est conçu dans les termes suivants : « Toute société, entreprise, ou collectivité quelconque ayant à payer des dividendes, intérêts, arrérages, etc., imposés en vertu des articles 1, 2 et 3 de la présente loi, doivent retenir, sur les versements à effectuer, le montant de l'impôt, aux fins d'en effectuer le paiement à l'Administration Fiscale ».

(109) Voir : *Les projets de réforme du régime fiscal*, p. 34.

Le taux d'impôt est fixé à 10 pour cent des revenus imposables. Toutefois, et à titre transitoire, l'impôt est perçu pendant les deux premières années, sur un taux réduit de 5 pour cent. A partir de 1940, le Gouvernement est autorisé à majorer par décret, ce taux réduit au fur et à mesure de ses besoins, jusqu'à ce qu'il atteigne le chiffre de 10 pour cent, sans que la majoration puisse chaque fois, et au cours d'une même biennale, excéder 2 pour cent (article 6 du projet).

Pour la détermination des revenus soumis à l'impôt, le projet procède de la façon suivante (article 7) :

1° Pour les actions, par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou de conseils d'administration, les comptes-rendus ou tous autres documents analogues.

2° Pour les obligations ou emprunts, par l'intérêt ou revenu distribué.

3° Pour les lots, par le montant même du lot.

4° Pour les primes de remboursement, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts.

Pour faciliter cette détermination, « Toute société ou « entreprise est tenue de remettre à l'Administration fiscale tous comptes-rendus et extraits des délibérations « des Assemblées générales d'actionnaires, ainsi que tous « extraits des délibérations du Conseil d'Administration « portant sur la distribution des bénéfices, et ce, dans les « 15 jours de leur date ». (article 8 du projet). Point n'est besoin de dire que ces différents documents sont contrôlables et que le Fisc égyptien aura toujours le droit de les contester. Le projet ne le dit pas expressément, mais cela

est tellement évident qu'il n'a pas cru opportun de le consacrer par un texte (110).

2° *L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux*

L'article 29 du projet de loi établissant cet impôt, l'étend aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. Cet article est conçu dans les termes suivants :

« Les sociétés par actions, qu'elles soient des sociétés égyptiennes ou des sociétés opérant en Egypte, ces dernières dans la mesure de leurs opérations en Egypte, sont soumises à l'impôt quel qu'en soit l'objet ».

Cet impôt, en ce qui concerne ces sociétés, s'applique aux bénéfices réels dûment constatés par les bilans. (article 44 du projet). Il est établi, chaque année, sur les bénéfices nets réalisés pendant l'année précédente ou dans la période de douze mois dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan (article 36 du projet). Les bénéfices nets imposables sont déterminés par les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par les entreprises, y compris les cessions d'éléments quelconques de l'actif, soit en cours, soit en fin d'exploitation, et ce sous déduction de toutes charges, notamment :

1° Du loyer des immeubles occupés par l'entreprise, que ces immeubles lui appartiennent ou lui soient donnés en location.

2° Des amortissements réellement effectués par l'entreprise, dans la limite de ceux qui sont généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie, de commerce ou d'exploitations.

3° Des impôts à la charge de l'entreprise, à l'exclusion de l'impôt sur les bénéfices.

(110) Voir la note adressée par Son Excellence El Masry Bey au Conseil des Ministres : *Projets de réformes du régime fiscal*, p. 38.

Les sommes prélevées sur les bénéfices des sociétés ou entreprises, pour alimenter leurs réserves ou pour constituer une provision en vue de faire face à une perte éventuelle ne sont pas déduites du montant des bénéfices imposables. (Article 37 du projet).

Pour faciliter la détermination des bénéfices imposables, les sociétés sont tenues de remettre à l'Administration Fiscale avant le 1^{er} février de chaque année, une déclaration indiquant le montant de leur bénéfice de l'année ou de l'exercice. Si l'entreprise a été déficitaire, la déclaration doit indiquer le montant du déficit. Ce délai pourra être étendu jusqu'à la fin du mois de février pour des raisons dont l'Administration Fiscale a seule l'appréciation (article 41 du projet). La déclaration prescrite à l'article 41 sera accompagnée d'un résumé du compte profits et pertes, d'une copie du dernier bilan approuvé et d'un relevé des amortissements (article 42). Les chiffres présentés par la société et acceptés par l'Administration, servent de base à l'imposition. L'Administration pourra néanmoins rectifier ces chiffres. Dans ce cas, l'imposition est faite également sur la base des chiffres ainsi rectifiés et le montant fixé est exigible, sauf recours de la société contribuable, dans les 15 jours qui suivent la notification qui lui aura été faite par voie administrative du montant de l'impôt, par devant le Tribunal de Première Instance siégeant comme Tribunal de Commerce. (Article 43 du projet).

Les sociétés par actions qui ne communiquent pas leurs bilans à l'Administration Fiscale, seront traitées au point de vue de la détermination de leurs revenus imposables, à l'instar des sociétés en nom collectif et en commandite simple, et des particuliers (article 44 du projet), c'est-à-dire qu'il sera procédé à une estimation forfaitaire des béné-

fices, sans préjudice des sanctions édictées par le projet de loi.

Mais, dans quelle mesure la société anonyme étrangère opérant en Egypte est obligée de payer l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ?

C'est dans la mesure de ses opérations en Egypte (article 29 du projet). Cette mesure sera déterminée, comme pour l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, par une déclaration de la société étrangère dans les formes et délais indiqués dans l'article 4 du projet. Cette déclaration pourra, come nous l'avons vu, être contestée par le Fisc par devant le Tribunal de Première Instance siégeant en matière commerciale (art. 4).

Une fois la quotité imposable déterminée, la perception de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels n'offre plus de difficulté. Si par exemple ,la part du capital social, considérée comme étant affectée aux opérations en Egypte, a été fixée au quart du capital social, la société anonyme étrangère sera tenue de verser au Trésor Egyptien l'impôt sur le quart des bénéfices nets réalisés pendant l'année précédente ou dans la période de douze mois dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan.

Le taux de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels est le même que celui établi par l'article 6 (111) du projet sur les revenus des capitaux mobiliers (article 35 du projet).

S'il arrive que le bilan d'une société pour un exercice quelconque, accuse un déficit, naturellement l'entreprise n'a dans ce cas à payer aucun impôt puisque l'impôt n'est calculé que sur les bénéfices. Mais le déficit pourrait-il être

(111) Voir *supra*.

reporté à l'exercice suivant et y figurer comme charge à déduire du montant des bénéfices soumis à l'impôt?

C'est l'article 56 du projet qui répond à cette question.
« En cas de déficit subi pendant un exercice, ce déficit est
« considéré comme une charge de l'exercice suivant et
« déduit du bénéfice réalisé pendant ledit exercice. Si ce
« bénéfice n'est pas suffisant pour que la déduction puisse
« se être intégralement opérée, l'excédent du déficit est
« déduit du bénéfice réalisé pendant le deuxième exercice
« qui suit l'exercice déficitaire : s'il existe un reliquat, il
« peut être reporté sur le troisième exercice, et non
« au-delà ».

3° *L'Impôt sur les Créances, Dépôts et Cautionnements*

L'article 13 du projet de loi établissant cet impôt, l'étend aux sociétés anonymes étrangères. En effet, cet article est conçu dans les termes suivants :

« Sont assujettis à l'impôt aux mêmes atux établis à
« l'article 6 ci-dessus, les intérêts de toutes créances
« privilégiées, hypothécaires ou chirographaires; de tous
« dépôts de sommes d'argent ou de cautionnement en nu-
« méraire, dus à des égyptiens ou à des étrangers ayant
« en Egypte leur domicile de droit ou de fait, même si
« ces intérêts proviennent des capitaux placés à l'étranger.

« Sont également passibles du dit impôt, les intérêts de
« tous capitaux placés en Egypte, même si les créanciers
« sont des étrangers n'ayant en Egypte ni domicile de
« droit, ni domicile de fait ».

Ainsi, si la société anonyme étrangère devient créancière en Egypte, elle sera obligée de payer cet impôt sur les intérêts de ses créances. Cet impôt vise spécialement les sociétés anonymes, nationales et étrangères qui se livrent en Egypte aux opérations de prêts d'argent exclu-

sivement ou simultanément avec d'autres opérations bancaires.

Le législateur égyptien réalise ainsi l'égalité de traitements entre les capitaux étrangers placés en Egypte dans des opérations de prêts, et les capitaux étrangers exploités en Egypte dans des entreprises industrielles, commerciales ou civiles et qui sont assujettis à l'impôt sur les bénéfices qu'ils produisent.

L'impôt est liquidé sur le montant brut des intérêts. Il est dû par le seul fait, soit du paiement des intérêts de quelque manière qu'il soit effectué, soit de leur inscription au débit ou au crédit d'un compte (article 15 du projet). Il est à la charge exclusive du créancier, nonobstant toute clause contraire (article 16). Si la société anonyme étrangère a un siège ou un établissement en Egypte, l'impôt sur les intérêts qui lui sont dûs devra être versé par elle (le créancier) aux époques et dans les conditions à déterminer par le règlement d'exécution (article 17 du projet).

Si la société anonyme étrangère n'a en Egypte ni siège, ni établissement, c'est le débiteur qui devra, quel que soit le titre constitutif de la créance, retenir le montant de l'impôt, aux fins d'en effectuer le versement à l'Administration Fiscale, dans les formes et délais à déterminer par le règlement d'exécution (article 20 du projet). L'impôt est dû sur tous intérêts échus postérieurement à la date de la promulgation de la loi l'établissant, même s'ils se rapportent à une période antérieure à cette date (article 14 du projet).

En dehors de ces trois impôts, les sociétés anonymes étrangères ne paieront, d'après le projet de loi élaboré par la Commission Fiscale, aucun autre impôt, sauf naturel-

lement, ceux qu'elles payaient sous les Capitulations (112) et qu'elles doivent continuer à payer. Le législateur égyptien n'a pas jugé nécessaire d'établir en Egypte la patente et l'impôt sur le chiffre d'affaires. Il considère, avec raison, que tant qu'il a des impôts facilement recouvrables, il lui faut éviter d'en créer qui soient d'un recouvrement difficile ou qui prêtent à des abus ou des vexations (113).

Avant de terminer cette étude sur les impôts qui frappent, en Egypte, les sociétés anonymes étrangères y opérant après l'abolition du régime des Capitulations, nous tenons à signaler que le projet de loi que nous étudions adopte sur le problème de l'imposition superposée, une solution différente de celle adoptée, à peu près partout, sur ce problème.

En effet, de par les législations fiscales en général, le paiement de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels ne fait pas obstacle au paiement simultané de l'impôt sur les sommes payées aux actionnaires comme dividendes et intérêts et sans qu'il soit considéré qu'il y ait là double imposition. Tel est le principe généralement adopté. Pourtant, la Commission Fiscale, pour des raisons supérieures qui se rattachent à la situation économique de l'Egypte, a cru devoir s'en écarter au profit des contribuables. La Commission n'a pas voulu s'arrêter à la distinction, dont on ne peut nier la valeur juridique, mais au fond fictive, entre la personnalité des actionnaires et celle de la société. Pour ces raisons, la Commission a cru devoir écarter dans le projet de loi toute imposition superposée. Dans ce but, le projet dispose :

(112) Voir *supra* : La deuxième partie. Chapitre III.

(113) Voir l'allocution prononcée par Son Excellence Ismaïl Sedky Pacha, ministre des Finances de l'époque, devant la Commission Fiscale dans sa séance du 4 janvier 1938 : *Projets de réforme du régime fiscal*, p. 7 et suivantes.

1° Que les sociétés anonymes, nationales et étrangères, qui auront acquitté à l'Etat pour le compte de leurs actionnaires l'impôt sur les dividendes des actions, profitent d'une déduction sur le montant des impôts dus sur leurs bénéfices, équivalente au montant de l'impôt effectivement versé sur les dits dividendes (article 32 du projet).

2° Que pour les sociétés ou entreprises, nationales ou étrangères, se livrant aux opérations de prêts d'argent exclusivement ou simultanément avec d'autres opérations bancaires, le montant de l'impôt sur les bénéfices de la société n'est pas cumulé avec celui qui frappe les intérêts des dits prêts. La société sera tenue uniquement au paiement de celui des deux impôts dont le montant est le plus élevé (article 33).

3° Que si les bénéfices de la société, nationale ou étrangère, comprennent des revenus d'immeubles ruraux ou urbains, figurant à l'actif de l'entreprise, ces revenus, sous déduction du 10 % de leur montant (quote part, fixée forfaitairement, des frais et charges y afférents), seront déduits du bénéfice net imposable (article 34). Le projet écarte ainsi le cumul de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels et de l'impôt foncier, que les sociétés étrangères payent en vertu de la loi du 7 safar 1284 (de l'Hégire).

Ainsi les actionnaires n'auront donc pas à se plaindre; ces divers impôts se réduisent en dernier lieu à un seul et unique impôt et il leur est absolument indifférent qu'il soit acquitté sur les bénéfices de la société ou sur les dividendes des coupons.

Pour notre part, nous ne pouvons qu'approuver ces sages mesures. En effet, c'est surtout en matière fiscale que l'on doit agir avec le maximum de prudence. Toute sur-taxation des capitaux étrangers en Egypte peut constituer un véritable danger pour le pays, en déterminant la liquidation des

intérêts étrangers, intérêts qui jouent, comme nous l'avons vu (114), un rôle capital dans la vie économique du pays, et dont la disparition brusque, du marché égyptien, ne peut que nuire aux intérêts du pays.

En plus des impôts précédents frappant directement les sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, les projets de lois élaborés par les soins de la Commission Fiscale, soumettent les titres des sociétés anonymes étrangères, émis ou mis en circulation en Egypte, aux impôts suivants :

1° *L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers :*

L'article 5 du projet de loi établissant cet impôt est conçu dans les termes suivants :

« Pour les dividendes, intérêts, arrérages, amortissements, etc..., payés par des Sociétés ou entreprises étrangères non opérant en Egypte, ainsi que pour tous intérêts et rentes de toute nature, d'obligations étrangères, de titres ou de fonds publics étrangers, l'impôt est également dû si les bénéficiaires sont des Egyptiens, ou des étrangers ayant en Egypte un domicile de fait ou de droit ».

Ainsi, il n'est pas nécessaire que la société anonyme étrangère opère en Egypte pour que les titres émis ou mis en circulation par elle soient assujettis à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers. Il suffit pour cela que ces titres soient détenus en Egypte par des Egyptiens ou des étrangers y domiciliés. En effet, les capitaux représentés par ces titres sont des capitaux égyptiens et comme il s'agit ici d'un impôt sur un revenu déterminé, tous ceux qui habitent le territoire doivent y être assujettis, quelle que soit la source dudit revenu. D'ailleurs, l'imposition de cette catégorie de revenus outre qu'elle est conforme aux principes du droit commun, serait profitable à l'intérêt général du

(114) Voir l'Introduction.

pays parce qu'elle serait de nature à détourner les capitalistes demeurant en Egypte, en vue d'éviter la double imposition, de placer leurs capitaux à l'étranger. Le recouvrement de l'impôt établi sur cette catégorie de dividendes et intérêts, n'est pas sans présenter certaines difficultés. Le stoppage à la source n'étant pas possible, des évasions sont probables. Pour éviter ces évasions, le projet de loi, dans son article 11, édicte que :

« En ce qui concerne les revenus des valeurs étrangères,
« sujets à l'impôt, aux termes de l'article 5, l'ayant droit
« est tenu, dans les 15 jours de la perception d'un revenu
« quelconque imposable, d'effectuer le paiement à l'Admi-
« nistration Fiscale de l'impôt y afférent. En outre, toute
« banque, société, établissement quelconque qui encaisse ou
« fait encaisser des revenus prévus au susdit article 5, doit
« retenir, pour être versé à l'Administration Fiscale, le
« montant de l'impôt y afférant ».

Cette disposition sera probablement d'une grande efficacité, parce que, normalement, les dividendes et intérêts payables à l'étranger, sont encaissés pour le compte de l'intéressé par l'entremise des banques et à moins que le titulaire n'aille lui-même les encaisser sur place ou par l'entremise d'un ami personnel, il ne saurait échapper à l'impôt. Si on ajoute à cette disposition les autres dispositions et les sanctions assez fortes dont le contribuable est passible en cas de découverte de son manquement, découverte toujours possible, on serait en droit d'espérer que les évasions seront réduites au minimum et qu'en tout cas, elles ne seront pas de grande importance.

2° Droit de timbre.

Le projet de loi établissant ce droit en Egypte, l'étend aux titres des sociétés anonymes étrangères, émis ou mis en

circulation en Egypte. Pour l'application de ce droit aux titres étrangers, il y a lieu de distinguer entre ceux admis à la cote de la Bourse Egyptienne de valeurs et ceux qui ne le sont pas :

a) *Les titres admis à la cote officielle :*

L'article 31 du projet de loi établissant en Egypte le droit de timbre est conçu dans les termes suivants :

« Toutes actions ou obligations de toute nature, déjà
« admises à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi,
« à la cote de la Bourse, ainsi que toutes celles qui seront
« admises ultérieurement, sont assujetties à un droit de
« timbre de 1/2 pour mille. Le timbre est annuel et est
« acquitté par les sociétés, compagnies... dont les titres sont
« admis à la cote de la bourse.

« Il est calculé sur la valeur totale des titres admis à la
« cote, en circulation en Egypte et basé sur la valeur vénale
« des actions et des obligations, cette valeur étant déter-
« minée d'après la moyenne des prix cotés pendant les six
« mois précédents la date fixée pour le paiement des droits.

« Toutefois, s'il s'agit d'un titre émis ou placé à l'étran-
« ger, la société ou la collectivité intéressée pourra appor-
« ter la preuve que, seule, une partie de son capital circule
« en Egypte. Dans ce cas, le timbre sera perçu sur la quote-
« part du capital nominal en circulation en Egypte, éta-
« blie comme ci-dessus.

« Au cas où une corporation ou société ne serait pas en
« règle dans le paiement des timbres d'admission à la cote,
« la commission de la Bourse est tenue, sur la demande
« du Ministre des Finances, de suspendre la cotation du
« titre jusqu'à acquittement du timbre.

« Si le paiement du timbre et des amendes, s'il y a lieu,
« n'a pas été effectué dans les trois mois de la suspension,

« la Commission est tenue de rayer les titres de la cote,
« sans préjudice des poursuites en recouvrement des som-
« mes dues au Trésor ».

En plus de ce timbre proportionnel, toute opération d'achat ou de vente d'actions ou obligations, admises à la cote officielle, des sociétés égyptiennes ou étrangères, est assujettie, d'après l'article 32 du projet, au timbre graduel suivant :

De 5 L. E. à L. E. 100				25 millièmes		
Plus de L. E.	100 à L. E.	500	50	»		
»	»	500	»	1.000	100	»
»	»	1.000	»	1.500	150	»
»	»	1.500	»	2.500	200	»
»	»	2.500	»	5.000	300	»
»	»	5.000	»	7.500	400	»
»	»	7.500	»	10.000	500	»
»	»	10.000	»	12.500	600	»
»	»	12.500	»	15.000	700	»
»	»	15.000	»	17.500	800	»
»	»	17.500	»	20.000	900	»
»	»	20.000	»	—	1.000	»

Le droit est dû, tant par le vendeur que par l'acheteur, en tenant compte des sommes à acquitter et de celles à recevoir.

2° *Les titres non cotés à la Bourse.*

Les ventes des valeurs mobilières, égyptiennes ou étrangères, non cotées à la Bourse sont soumises à un droit proportionnel de 1/2 pour cent sur le prix de vente, et en plus, à un droit spécial spécifié à l'article 41 (un droit de timbre de 10 millièmes).

Toutefois, si la société ou la corporation accepte de payer et paye régulièrement les droits prévus à l'article 31 (con-

cernant l'admission à la cote officielle), le droit proportionnel de 1/2 pour cent, ainsi que le droit spécial de l'article 41 sont remplacés par les droits prévus à l'article 32.

Pour assurer l'évaluation et la perception de ces divers droits, le projet de loi prévoit certaines mesures de vérification et de surveillance, surtout en ce qui concerne le droit de communication de l'Administration et les sanctions de ce droit (art. 12 et 13 du projet). Il édicte en outre des pénalités pour sanctionner tout manquement aux dispositions précédentes. Ces pénalités consistent en une amende, ne dépassant pas 10 L. E., et devant être prononcée pour chaque titre, etc. trouvé en contravention aux dispositions de la loi, même lorsque c'est la même personne qui les a employés, ou en a fait usage (art. 17), et en des dommages-intérêts au profit du fisc dont le montant ne peut pas dépasser le décuple des droits fraudés (article 20).

Seront solidairement tenus à l'amende et aux dommages-intérêts :

a) Toutes les parties qui auront accepté, reçu ou fait usage d'un acte n'ayant pas acquitté le droit de timbre.

b) Tout banquier, agent de change, ou courtier qui aura prêté son ministère à des négociations ou à des encaissements relatifs à des titres, etc., non munis du timbre prévu par la loi (article 18 du projet).

3) *Mesures de publicité et de contrôle.*

Comme nous l'avons vu (115) la question de savoir quelles sont les mesures de publicité et de contrôle imposées dans un pays, aux sociétés anonymes étrangères avant de leur permettre d'y étendre leur activité, est une question qui

(115) Voir *supra* : La troisième partie. Chapitre II. Section II.

relève uniquement de la législation interne de ce pays. Si ces sociétés peuvent, en vertu de leur reconnaissance de plein droit, exercer partout leur « activité juridique », il n'en est plus de même lorsqu'il s'agit de leur « action sociale ». En effet, la reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères ne peut pas empêcher le législateur du pays où elles veulent exercer leur activité, de prendre, s'il le juge nécessaire, certaines précautions à leur égard. Habituellement, le législateur du pays, où la société veut exercer son activité, résoud cette question en étendant à la société anonyme étrangère les mesures de surveillance et de contrôle imposées aux sociétés anonymes nationales. En effet, ces mesures, prises dans un but de protection des intérêts des actionnaires et créanciers, se justifient beaucoup plus à l'égard des sociétés anonymes étrangères qu'à l'égard des sociétés anonymes nationales. Mais il faut bien préciser cette idée. Si la société anonyme étrangère veut ester en justice, ou accomplir un acte isolé dans un pays, elle ne doit être obligée à accomplir aucune formalité. Leur reconnaissance de plein droit doit leur assurer ce minimum des droits (116). Mais, si elle veut exercer sur le territoire une partie importante de son « action sociale » et surtout lorsqu'elle veut y établir une succursale ou une agence, il y aura lieu dans ce cas de lui étendre les mesures de publicité et de contrôle imposée aux sociétés anonymes nationales. C'est cette solution qui, comme nous l'avons vu (117), est adoptée par la plupart des législations modernes.

C'est à l'application du principe précédent en Egypte que nous consacrons ce passage :

Sous le régime des capitulations, nous avons vu qu'avant la loi n° 46 de 1936, les sociétés anonymes étrangères

(116) Voir *supra* : p. 243.

(117) Voir *supra* : p. 248 et suivantes.

n'avaient à accomplir aucune formalité avant d'exercer leur activité en Egypte. Cette loi a comblé la lacune de la législation égyptienne mais seulement, dans le cas particulier où les sociétés anonymes étrangères voulaient établir en Egypte une succursale ou agence. Dans ce dernier cas, les sociétés anonymes étrangères étaient obligées à l'immatriculation au Registre du Commerce (118).

L'abolition du régime des Capitulations par les Actes de Montreux n'a pas changé cet état de choses. En effet, si les Actes de Montreux proclament la législation égyptienne applicable aux étrangers, il faut pour cela une intervention de la part du législateur égyptien étendant cette législation aux étrangers. Or, cette intervention n'a pas encore eu lieu en ce qui concerne les mesures de publicité et de contrôle à imposer aux sociétés anonymes étrangères avant de leur permettre d'exercer leur activité en Egypte. On doit donc convenir que ces sociétés ne sont actuellement soumises en Egypte, en dehors de l'immatriculation au Registre du Commerce, à aucune autre mesure de publicité et de contrôle.

Il a été jugé (119) que les Codes mixtes ne prévoient aucune formalité de publicité à la charge des sociétés anonymes étrangères non fondées en Egypte, et que les dispositions concernant la publicité en matière de sociétés ne rentent pas dans la catégorie des lois réelles ou d'ordre public qui seraient opposables aux sociétés étrangères exerçant leur activité en Egypte. Nous croyons que cette solution doit continuer à être admise en Egypte jusqu'à présent du moment que le législateur égyptien n'est pas intervenu pour étendre aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, l'application des dispositions légales égyptiennes édictant ces mesu-

(118) Voir *supra* : p. 168 et suiv.

(119) 15 janvier 1913, Gaz. III, 70-132.

res de publicité et de contrôle. Mais cela ne veut pas dire que nous approuvions cet état de choses. Il est au contraire très souhaitable que le législateur égyptien étende aux sociétés anonymes étrangères les mesures de publicité et de contrôle qu'il impose aux sociétés anonymes égyptiennes; mesures qui se justifient beaucoup plus à l'égard des sociétés étrangères qu'à l'égard des sociétés nationales. En effet, le législateur en édictant des mesures de publicité et de contrôle à l'égard des sociétés anonymes, agit dans un but de protection des intérêts des tiers, actionnaires et créanciers, et de protection de l'épargne nationale. Il y a évidemment plus à craindre, en ce qui concerne ces deux points de vue, de la part des sociétés anonymes étrangères difficiles à atteindre puisqu'ayant leur principal siège à l'étranger, que de la part des sociétés anonymes égyptiennes ayant leur siège social dans le pays et animées en principe de sentiments nationaux.

Mais il nous faut bien préciser notre pensée. Si la société anonyme étrangère veut simplement ester en justice en Egypte, ou y accomplir un ou plusieurs actes isolés, elle ne devra être obligée à accomplir aucune formalité. Sa reconnaissance de plein droit qui, comme nous l'avons vu, doit continuer à être admise en Egypte après l'abolition du régime des capitulations (120), doit lui assurer ce minimum des droits. Lorsqu'elle veut exercer en Egypte une partie importante de son activité (que les tribunaux apprécieront) ou surtout lorsqu'elle veut y établir une succursale ou une agence, ce qui nécessite d'après le système que nous avons proposé en Egypte, une autorisation gouvernementale (121), nous croyons qu'il y aura lieu dans ce cas de lui étendre

(120) Voir *supra* : La troisième partie, p. 239 et suiv.

(121) Voir *supra* : La troisième partie, p. 257 et suiv.

certaines mesures de publicité et de contrôle imposées aux sociétés anonymes nationales.

Mais quelles sont les mesures de publicité et de contrôle qu'on devrait imposer en Egypte aux sociétés anonymes étrangères, avant de leur permettre d'y exercer une importante partie de leur activité et surtout avant de leur permettre d'y établir des succursales ou agences ?

Pour répondre à cette question, nous allons examiner les mesures de publicité et de contrôle que la loi égyptienne impose aux sociétés anonymes égyptiennes afin de choisir parmi ces mesures celles qu'il conviendrait d'étendre aux sociétés anonymes étrangères avant de leur permettre d'exercer en Egypte leur « action sociale ». En effet, si parmi les mesures que la loi égyptienne impose aux sociétés anonymes nationales, certaines se justifient à l'égard des sociétés anonymes étrangères et doivent par conséquent leur être imposées, certaines autres ne se comprennent que pour les sociétés anonymes constituées dans le pays. L'extension de ces dernières mesures aux sociétés anonymes étrangères serait donc incompréhensible, voire dangereuse.

Les mesures de publicité et de contrôle que la loi égyptienne impose aux sociétés anonymes égyptiennes sont les suivantes :

1) *Publicité à accomplir avant de commencer toute opération.*

Avant que la société anonyme égyptienne ne commence ses opérations en Egypte, il faut que l'acte préliminaire d'association, les statuts et le décret royal d'autorisation fassent l'objet d'une publicité qui comprend :

1° L'affichage de ces documents dans l'enceinte du tribunal de commerce pendant trois mois.

2° Leur insertion dans un journal d'annonces judiciaires paraissant au siège social.

3° Leur publication dans le journal officiel du Gouvernement égyptien (122).

Cette publicité devrait-elle être exigée des sociétés anonymes étrangères dans le cas où elles voudraient établir une succursale ou une agence en Egypte ?

Nous croyons qu'il faut répondre par l'affirmative. En effet, cette publicité est exigée dans un but de protection des actionnaires et créanciers, et donc se justifie beaucoup plus à l'égard des sociétés anonymes étrangères qu'à l'égard des sociétés anonymes nationales.

Les sociétés anonymes étrangères auront donc, avant d'établir en Egypte une succursale ou agence, à accomplir la précédente publicité en ce qui concerne leur acte préliminaire d'association, leurs statuts et le décret d'autorisation (qu'elles devront obtenir d'après le système que nous avons proposé en Egypte (123).

Il y aurait là une solution semblable à celle adoptée par plusieurs législations modernes notamment celle de l'Italie (art. 230 et 232 du Code de Commerce de 1882). La législation italienne exige, en effet, des sociétés anonymes étrangères, avant de fonder des succursales, de déposer en entier leur acte constitutif pour qu'il soit transcrit, affiché et qu'un extrait en soit publié dans un journal d'annonces judiciaires. L'Acte constitutif et les statuts doivent, en outre, être insérés dans le « Bulletin Officiel des sociétés par

(122) Art. 5 de l'arrêté du Conseil des Ministres en date du 17 avril 1899, modifié par l'arrêté du 2 juin 1906 : « L'acte de la société, ainsi que les statuts insérés au *Journal officiel* aux frais de la société, à titre d'annexe au décret d'autorisation, n'en devront pas moins être publiés ».

(123) Voir *supra* : La troisième partie, p. 257.

actions ». Elles sont encore soumises à diverses formalités qu'ont à remplir les sociétés nationales (124). Ce sont à peu près les mêmes mesures de publicité que nous nous proposons d'étendre en Egypte aux sociétés anonymes étrangères avant de leur permettre d'y établir des succursales ou agences.

Cette publication (insertion et dépôt) devrait être faite par la société anonyme étrangère, comme pour les sociétés anonymes égyptiennes (125), tant au siège de son principal établissement, qu'au siège des succursales.

Elle devrait être effectuée dans la quinzaine de l'obtention par la société anonyme étrangère, du décret d'autorisation (art. 57/51 Code de Commerce mixte et indigène).

Mais, en plus de la publicité précédente, la loi égyptienne impose aux sociétés anonymes égyptiennes, avant de leur permettre de commencer leurs opérations, une autre formalité. Pour qu'elles soient considérées comme définitivement constituées, il faut déposer au greffe du tribunal mixte, pour justifier de l'accomplissement de la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces par chaque actionnaire de 25 % de la valeur des actions souscrites, une déclaration pour attester que ces deux prescriptions sont remplies. Les promoteurs de la société devront joindre à leur déclaration :

1° Une copie certifiée conforme de la liste des souscripteurs indiquant le nombre des actions souscrites par eux.

(124) Voir à ce sujet : *De la nationalité des Sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*, 2^e édition, p. 211-212 et les décisions de jurisprudence y cités, p. 211, note (2); 212, note (1).

(125) Voir le *Traité théorique et pratique du droit commercial égyptien*, par MM. Wahl et Malache, t. I, p. 177.

2° Un certificat d'une banque constatant le versement ci-dessus (article 3 de l'arrêté du Conseil des Ministres en date du 17 avril 1899, modifié par arrêté du 2 juin 1906).

Cette formalité devrait-elle être étendue aux sociétés anonymes étrangères ?

Nous croyons qu'on doit répondre par la négative. En effet, il y a là une formalité qui ne se comprend que pour les sociétés anonymes constituées en Egypte et par conséquent, soumises aux deux prescriptions précédentes. Quant aux sociétés anonymes étrangères, soumises en tout ce qui concerne leur constitution à la loi de leur nationalité, elles échappent, comme nous l'avons vu (126), aux deux prescriptions précédentes et doivent, par conséquent, échapper à la publicité y afférant.

2° *Publicité des modifications ultérieures des statuts*

Toute modification aux statuts de la société anonyme égyptienne doit (d'après les articles 64/68, C. Co et l'article 5 (127) de l'arrêté du Conseil des Ministres en date du 17 avril 1899 modifié pour l'arrêté du 6 juin 1906) être soumise à une publicité pareille à la précédente, c'est-à-dire affichée dans l'enceinte du tribunal de commerce, et insérée dans un journal d'annonces judiciaires. Cette expression a une portée très large, elle comprend toutes les nouvelles stipulations ou clauses pouvant intéresser les tiers allant du mode de convocation des réunions d'actionnaires, etc. jusqu'à l'augmentation ou la réduction du capital social.

Cette publicité devrait-elle être exigée des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte ?

(126) Voir *supra* : La deuxième partie, p. 137 et suivantes.

(127) Le deuxième alinéa de cet article déjà cité est conçu dans les termes suivants : « Il en sera de même des modifications aux statuts qui interviendraient ultérieurement... »

Nous croyons devoir répondre par l'affirmative. En effet la publicité des modifications ultérieures des statuts est édictée dans un but de protection des intérêts des tiers, actionnaires et créanciers, et elle se justifie par conséquent, parfaitement à l'égard des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. Ces sociétés devront donc soumettre toute modification dans leurs statuts à la publicité sus-indiquée. Admettre le contraire ce serait ouvrir la voie aux abus et aux fraudes. En France où les sociétés anonymes étrangères ne sont pas soumises aux formalités de publicité prescrites par la loi, il n'en est pas moins vrai que la jurisprudence a dû considérer que les modifications apportées en cours d'existence dans leur fonctionnement, leur siège social ou administratif en France ou à l'étranger, ne sauraient avoir de valeur vis-à-vis des actionnaires, qu'autant que ces modifications auraient été portées à leur connaissance et régulièrement opérées (128).

3° *Immatriculation au Registre du Commerce*

Nous avons déjà (129) exposé les détails de cette obligation étendue par la loi n° 46 de l'année 1934 aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte. Nous ne croyons pas devoir répéter ces détails ici. Il nous suffit de constater que cette loi a réalisé la réforme la plus heureuse pour donner aux sociétés nationales et étrangères. Là doivent être, en effet, mentionnées toutes les incidences relatives à chaque sociétés que le public a grand intérêt à connaître : le capital social, les noms de ceux qui sont autorisés à administrer, à gérer et à signer pour la société, ainsi que toutes modifications qui pourraient être apportées, au pacte

(128) Voir à ce sujet : *De la nationalité des sociétés et du régime des sociétés étrangères en France*, p. 281 et les décisions de jurisprudence citées en note (3).

(129) Voir *supra* : La deuxième partie, p. 168 et suivantes.

social. Toute société anonyme égyptienne ou étrangère, doit se faire immatriculer au registre du commerce et cela, non seulement à raison de son principal établissement, mais encore à raison de toutes les succursales ou agences qu'elle peut avoir en Egypte (130). Cette obligation enlève beaucoup de son importance à la question de savoir si la société anonyme égyptienne étrangère devrait ou non recommencer la publicité sus-indiquée dans le cas où des succursales seraient créées ultérieurement à la constitution ou à l'établissement de la société anonyme en Egypte. En effet, si cette question est résolue négativement, ce qui paraît devoir être sa solution en Egypte (131), serait de nature à fournir au public tous les renseignements nécessaires.

4° Publicité au cas d'émission de titres

Suivant la loi française du 30 janvier 1907, aucune publicité pour l'émission, la mise en vente, l'introduction sur le marché de titres français ou étrangers en France ne peut avoir lieu si elle n'est pas précédée de publications exigées par la dite loi (132). En Egypte, il n'y a pas de loi analogue à la loi française du 30 janvier 1907. Ainsi, les sociétés anonymes, nationales et étrangères, ne sont tenues actuellement en Egypte à faire aucune publicité, avant d'émettre leurs titres ou les introduire sur le marché égyptien. Il y a là une grande lacune de la législation égyptienne et il est souhaitable qu'elle soit comblée le plus vite possible. En effet, c'est surtout dans le cas d'émission de titres ou de leur introduction sur le marché égyptien, que

(130) Voir *supra* : La deuxième partie, p. 168 et suivantes.

(131) Voir le *Traité théorique et pratique du droit commercial égyptien*, de MM. Wahl et Malache, p. 177.

(132) Voir pour les détails de ces publications, Wahl, n° 1528 et Leven, p. 328 et suivantes.

le public égyptien a grand intérêt à connaître tous les renseignements nécessaires ou utiles sur l'entreprise à laquelle ce public est appelé à adhérer. Si cette réforme arrive à se réaliser on devrait étendre les mesures de publicité à faire avant toute émission en Egypte aux sociétés anonymes étrangères. En effet, ces mesures de publicité seraient édictées dans un but évident de protection de l'épargne nationale, et se justifieraient donc, beaucoup plus à l'égard des sociétés anonymes étrangères qu'à l'égard des sociétés anonymes égyptiennes. C'est cette solution qui est adoptée en France où les mesures de publicité édictées par la loi du 30 janvier 1907, sont comme nous l'avons vu (133), étendues aux sociétés étrangères dans le cas où celles-ci font appel en France aux capitaux français.

Mais suivant la décision précitée (134) du conseil des ministres, du 31 mai 1927, relative aux sociétés anonymes égyptiennes, dans toute émission publique de titres, actions ou obligations, le quart au moins doit être offert à la souscription publique en Egypte, à condition que les quatre cinquièmes en soient réservés aux Egyptiens. Au cas où la proportion du quart de l'émission ainsi offerte au public ne serait pas entièrement couverte dans le délai fixé pour la souscription, le Conseil des ministres pourra ou proroger ce délai pour une période ne dépassant pas trois mois ou, suivant le cas, passer outre à cette condition. Ces prescriptions doivent être étendues aux émissions publiques faites en Egypte par les sociétés anonymes étrangères. En effet, le législateur égyptien en édictant ces mesures a obéi à des considérations d'ordre public, considérations qui se justifient parfaitement à l'égard des émissions faites par les sociétés anonymes étrangères.

(133) Voir *supra* : La troisième partie, p. 251.

(134) Voir *supra* : La première partie, p. 59-60.

5^e Admission à la cote officielle

Si les titres de la société anonyme étrangère ont fait l'objet d'une souscription publique, ils devront être présentés dans le délai d'un an au plus après la date de l'émission à l'inscription à la cote des bourses des valeurs égyptiennes (décision précitée du Conseil des Ministres du 31 mai 1927). Nous avons déjà exposé (135), les conditions d'admission à la cote officielle des Bourses des valeurs égyptiennes des titres des sociétés anonymes étrangères, et les formalités à remplir par ces sociétés dans ce but. Nous ne croyons pas devoir répéter ces détails ici.

Si les titres de la société anonyme étrangère ne font pas en Egypte l'objet d'une souscription publique, cette société n'est pas obligée de les présenter à l'inscription à la cote officielle. Mais, à défaut de l'obligation juridique, les sociétés anonymes étrangères ont tout intérêt à se soumettre volontairement à cette formalité et cela afin d'éviter que leurs titres ne payent le double droit de timbre qui frappe, comme nous l'avons vu, d'après l'article 33 du projet de loi établissant en Egypte le droit de timbre (136), les opérations de vente des titres non admis à la cote des bourses de valeur égyptiennes.

Sanctions des mesures de publicité et de contrôle

Dans les cas où les mesures sus indiquées de publicité et de contrôle seront étendues aux sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte, une conséquence naturelle de cette extension serait d'appliquer à ces sociétés les sanctions de ces mesures, d'après la législation égyptienne.

La loi égyptienne ne sanctionne pas ces mesures de publicité et de contrôle de la même manière. Elle édicte pour chacune de ces mesures, une sanction spéciale :

(135) Voir *supra* : La deuxième partie, p. 170 et suiv.

(136) Voir *supra* : La troisième partie, p. 305 et suiv.

*1° Publicité de l'acte préliminaire d'association,
des statuts et du décret d'autorisation (dépôt et insertion)*

La sanction de cette publicité est édictée par les articles 63/57, Code de Commerce Mixte et Indigène. Ces articles sont conçus dans les termes suivants :

Art. 63 C. Co Mixte : « Le firman qu'autorise les sociétés
« anonymes ainsi que l'acte préliminaire d'association et
« les statuts devront être affichés au tribunal de com-
« merce pendant le même temps (trois mois), et insérés
« dans un journal, à peine de dommages-intérêts envers
« les administrateurs qui seront tenus solidairement des
« dettes de la société ».

Art. 57 C. Co. Indigène : « Le firman qui autorise les
sociétés anonymes, ainsi que l'acte préliminaire d'associa-
tion et les statuts devront être affichés au tribunal de pre-
mière instance pendant le même temps, et insérés dans un
journal, faute de quoi les administrateurs seront tenus soli-
dairement des dettes de la société, et seront même passi-
bles de dommages-intérêts ».

Ces articles qui prescrivent la publication et l'affichage
du décret, ainsi que des statuts, prévoient donc comme
sanction de ces prescriptions, la responsabilité solidaire des
administrateurs, tandis que pour les sociétés autres que les
sociétés anonymes, l'art. 57/51 C. Co. impose cette forma-
lité à peine de nullité;

La responsabilité solidaire des administrateurs de la
société anonyme dont il s'agit, les rend responsables de
dommages-intérêts ainsi que des dettes de la société.

Cette sanction devrait être étendue aux administrateurs
des sociétés anonymes étrangères dans le cas où l'appli-

cation de l'article 63-57 C. C. serait, comme nous le proposons, étendue à ces sociétés.

2° Publicité des modifications ultérieures des statuts

La sanction de cette publicité est, d'après l'article 57/51 C. Co. la nullité des modifications aux statuts non publiés, vis-à-vis des intéressés. Ainsi à défaut de la publication de la dissolution, les créanciers postérieurs à la dissolution peuvent considérer la société comme subsistante.

Cette sanction devrait être étendue aux sociétés anonymes étrangères, dans le cas où l'obligation de publier les modifications des statuts leur serait, comme nous le proposons, étendue.

3. Immatriculation au registre du commerce.

Comme nous l'avons vu (137) toute société anonyme égyptienne ou étrangère qui ne requiert pas dans le délai prescrit les inscriptions obligatoires, encourt une amende qui est prononcée par le tribunal compétent. Les fausses indications fournies de mauvaise foi, donnent lieu à l'application de peines plus graves. En outre, la responsabilité civile du délinquant peut être engagée suivant les principes de droit commun.

Ces sanctions doivent être considérées comme maintenues à l'égard des sociétés anonymes étrangères opérant en Egypte après l'abolition du régime des capitulations. En effet, la loi n° 48 de l'année 1934, qui est applicable à ces sociétés, est toujours en vigueur.

4° Formalités d'admission à la cote officielle.

La loi égyptienne n'édicte pas une sanction spéciale pour l'obligation de présenter, dans le délai d'un an de l'émis-

(137) Voir *supra* : La deuxième partie, p. 169.

sion, à l'admission à la cote des bourses des valeurs égyptiennes, les titres ayant fait en Egypte, l'objet d'une émission publique. Mais on peut considérer que cette sanction consiste à ce que les titres non admis à la cote officielle, aient à payer, pour les opérations de vente, d'après l'article 33 du projet de loi établissant en Egypte le droit de timbre, le double droit établi par cet article, au lieu de jouir des avantages fiscaux réservés, par les articles 31 et 32 du même projet de loi, aux titres admis à cette cote. Cette sanction s'applique, comme nous l'avons vu, aussi bien aux titres des sociétés anonymes égyptiennes qu'aux titres des sociétés anonymes étrangères.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY.

VU :

Le Président de thèse,

J. PERCEROU.

VU :

Le Doyen,

G. RIPERT.

Bibliographie

- M. ADOLPHE (Lucien). — *Manuel pratique des sociétés anonymes étrangères*.
- MM. AGHION (Raoul) et FELDMAN (I. R.). — *Les Actes de Montreux (Abolition des Capitulations en Egypte)*, Paris, 1937.
- M. ARMINJON (Pierre). — *Des conflits de juridictions relatives aux sociétés en droit Egyptien*. Le Caire, 1911. *Egypte Contemporaine*. T. II.
- M. ARMINJON (Pierre). — *Les sociétés anonymes étrangères en Egypte et la jurisprudence mixte*. Paris, 1909.
La situation économique de l'Egypte, 1911.
Etrangers et protégés dans l'Empire Ottoman. Paris, 1903.
- et MICHEL. — *La circulation et le crédit en Egypte*, 1908.
- M. BARTIN. — *Etudes de droit international privé*.
- M. CATTANI. — *L'Egypte. Aperçu historique, économique et social*. Publié pour le « Jubilee » du Canal de Suez, 1926.
- M. Carlo Piola CASELLI. — *Contribution à l'étude du problème de la nationalité des sociétés par actions*. J. Clunet, 1921. P. 824.
- M. CRESSATY (Comte). — *L'Egypte d'aujourd'hui*, 1912.
- M. CROUCHLEY (A.-E.). — *The Investments of Foreign Capital in Egyptian Companies and Public Debt*. Le Caire, 1936 (En langue anglaise).
- LORD CROMER. — *Modern Egypt*, 1908.
- M. DESPAGNET. — *L'ordre public en droit international privé*. — J. Clunet, 1889. — P. 5 et suiv. 207 et suiv.
- M. HAMBA (H.). — *Evolution juridique de la condition des Européens en Egypte*.
- M. Hamed ZAKI. — *Le Droit International privé Egyptien*. Le Caire, 1936 (En langue Arabe).
- M. JOBIT (Maurice). — *Régime Fiscal des valeurs mobilières étrangères en France*. Poitiers, 1893.
- M. LECOEUR (Charles). — *Essai historique et critique sur la législation des sociétés commerciales en France et à l'Etranger*. Paris, 1877.
- M. Le GRAND. — *Les Fluctuations des Prix et les Crises en Egypte*. Thèse pour le Doctorat. Nancy, 1909.

- M. LEPAULLE (Pierre). — *De la condition des sociétés étrangères aux Etats-Unis d'Amérique*. Thèse. Paris, 1923.
- M. LEVY-ULLEMAN. — *Cours de Doctorat*, 1935. P. 52 et suiv.
- M. LEVEN (Maurice). — *De la Nationalité des Sociétés et du régime des Sociétés étrangères en France*. Paris 1926, 2^e édition.
- M. LOEB. — *Condition légale des sociétés étrangères aux Etats-Unis*. J. Clunet, 1922. P. 311 et suiv.
- M. LYON-CAEN (Charles). — *La condition légale des sociétés étrangères par actions en France et en Autriche*. Paris, 1874.
- et RENAULT (L.) et AMIAND (André). — *Traité de droit commercial*. 5^e édition. Paris, 1931.
- M. LYON-CAEN (Charles). — *Rapport à l'Institut de Droit International*. Annuaire de l'Institut. T. XI. P. 151 et suiv.
- *La Nationalité des sociétés composées en tout ou partie d'étrangers*. Bulletin mensuel de la Société de Législation comparée. Janvier-mars 1917, oct. 1917.
- M. MALACHE (K. A.). — *Etude comparative sur la constitution des sociétés par actions en France, Angleterre et en Egypte, suivie de la situation légale des sociétés commerciales étrangères en Egypte*. Thèse, Paris, 1914.
- *Etude économique et critique des instruments de circulation et des institutions de crédit en Egypte*, 1926.
- MINISTÈRE DES FINANCES. — *Statistique des Sociétés Anonymes travaillant principalement en Egypte*. 1907, 1913, 1915, 1928, 1931, 1933.
- *Projets de réforme du régime fiscal*. Le Caire, 1938.
- M. PEPY. — *De la nationalité des Sociétés de commerce*. Thèse, Paris, 1920.
- M. PAPASIAN (E.). — *Aperçu général sur les sociétés anonymes fondées en Egypte*. Revue Internationale de l'Egypte. III : 1^{er} juin 1906.
- M. PAPASIAN (E.). — *Les opérations de change au point de vue de sa balance actuelle en Egypte*. Egypte Contemporaine, I 1910, Pp. 47-54.
- Annuaire de la Finance Egyptienne*. 1923 et 1926.
- M. PELLISSIÉ DE RAUSAS. — *Les Capitulations dans l'empire Ottoman*. Paris, 1911.
- M. PERCEROU (J.). — *La nationalité des sociétés*. Annales de droit commercial, 1926. P. 5 et suiv.
- M. PILLET (Antoine). — *Des personnes Morales en Droit international privé*. Paris, 1914.

- et NIBOYET. — *Traité pratique de droit international privé.*
- M. NIBOYET. — *Existe-t-il vraiment une nationalité des sociétés ?*
Revue de droit international privé, 1927. P. 402.
- M. ROUX (F.). — *Le capital français en Egypte.* Egypte Contemporaine. II, 1911, PP. 465-502.
- M. RIAD (A.-M.). — *La nationalité des sociétés commerciales en Egypte.* El Kanoun et El Iktissad. 2-270. (En langue Arabe).
- M. SAINT-OMER (H. de). — *Les Entreprises Belges en Egypte,* 1907.
- M. SALEM. — *Condition des sociétés étrangères en Turquie.* J. Clunet, 1888, p. 1602.
- M. SAUSER HALL. — *La situation juridique des étrangers en Suisse.*
Bulletin de la Société de Législation comparée. Avril 1921.
- MM. SURVILLE (F.) et ARTHYS. — *Cours élémentaire de droit international privé.* Paris, 1910.
- M. SALEH BEY (M.). — *Le Droit Commercial Egyptien.* Le Caire, 1926. (En langue Arabe).
- MM. THALLER et PERGERON. — *Traité élémentaire du Droit Commercial.* 8^e édition.
- M. THALLER (Ed.). — *Esquisse de la réforme de législation des étrangers.* Revue politique et parlementaire. 1917. P. 297 et suivantes.
- M. THALLER (Ed.). — Article : *Annales du droit commercial*, 1890, P. 257.
- M. THERY (E.). — *L'Egypte Nouvelle,* 1907.
- M. TRAVERS (Maurice). — *La nationalité des sociétés commerciales.* Recueil des Cours de l'Académie de La Haye, 1930. T. III.
- M. VERCRMER. — *Des sociétés de commerce constituées en pays étrangers.* Paris, 1913.
- M. WAHL (Albert). — *Traité du régime fiscal des Sociétés.* T. II. P. I-III.
- et MALACHE (K.-A.). — *Traité théorique et pratique du droit commercial égyptien mixte et indigène.* T. I. Alexandrie, 1933.
- M. WAHL (Albert). — *Le droit civil et commercial de la guerre.* Paris, 1918.
- M. WALLHOFF. — *Etude sur les sociétés par actions,* 1917.
- M. WAWERMANS (Paul). — *Code des sociétés anonymes étrangères.*
- M. WEISS. — *Manuel de droit international privé.* 8^e édition.

- M. ZAKI Abd-El Motaal. — *Les Bourses en Egypte*. Thèse pour le doctorat. Paris, 1930.
— *Cours d'Economie Politique*. Le Caire, 1937. (En langue Arabe).

REVUES ET RECUEILS

- Annales de Droit commercial.*
Annuaire de législation étrangère.
Bulletin de la Société de législation comparée.
Bulletin des Tribunaux Mixtes (B.T.M.).
Dalloz, recueil périodique (D.P.).
L'Egypte Contemporaine.
El Kamoun et El Iktissad.
Gazette des Sociétés.
Gazette des Tribunaux Mixtes (Gaz.).
Journal des Sociétés.
Journal de Droit international privé (de J. Clunet).
Recueil des Cours de l'Académie de La Haye.
Recueil hebdomadaire de Dalloz.
Revue des Sociétés.
Revue de Droit international privé.
Revue de droit international et de législation comparée.

Table des matières

INTRODUCTION	1
---------------------------	---

PREMIERE PARTIE

DE LA NATIONALITÉ DES SOCIÉTÉS ANONYMES EN EGYPTÉ

CHAPITRE I. — Intérêt de la question.....	31
CHAPITRE II. — Du critérium de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte.....	39
I. Du critérium légal de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte et la jurisprudence mixte	41
II. L'influence de la grande guerre sur la détermination de la nationalité des sociétés. — Son effet en Egypte.....	55
CHAPITRE III. — Etude critique du critérium légal de la nationalité des sociétés anonymes en Egypte....	61
I. Le siège social et la nationalité des sociétés anonymes en France. — Son rôle et son influence avant et depuis la guerre.....	65
II. De la solution à choisir pour l'Egypte.....	81

DEUXIEME PARTIE

DE LA CONDITION LÉGALE DES SOCIÉTÉS ANONYMES ÉTRANGÈRES EN ÉGYPTÉ SOUS LE RÉGIME DES CAPITULATIONS

CHAPITRE I. — Les garanties que les capitulations assuraient aux étrangers en général. (La liberté de commerce en Egypte sous le régime des capitulations)	105
---	-----

I. Généralités	105
II. La portée des capitulations.....	106
CHAPITRE II. — De la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations. — L'effet de cette reconnaissance	121
I. La reconnaissance des sociétés anonymes étrangères sous le régime des capitulations.....	121
II. L'effet de la reconnaissance de plein droit des sociétés anonymes étrangères en Egypte, sous le régime des capitulations.....	128
CHAPITRE III. — La portée de la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte sous le régime des capitulations	133
I. Application de la loi personnelle.....	134
II. Application de la loi territoriale.....	157

TROISIEME PARTIE

DE LA CONDITION LÉGALE DES SOCIÉTÉS ANONYMES ÉTRANGÈRES EN ÉGYPTÉ APRÈS L'ABOLITION DU RÉGIME DES CAPITULATIONS

CHAPITRE I. — De la condition légale des étrangers en général en Egypte après l'abolition des Capitulations. (La liberté de commerce en Egypte après cette abolition	189
CHAPITRE II. — De la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte après l'abolition des Capitulations. — L'effet de cette reconnaissance	225
I. De la reconnaissance des sociétés anonymes étrangères en Egypte après l'abolition du régime des Capitulations	225
II. De l'effet de cette reconnaissance.....	244
CHAPITRE III. —De la portée de cette reconnaissance. (Des lois qui sont applicables en Egypte après l'abolition du régime des Capitulations aux sociétés anonymes étrangères)	269
I. Application de la loi personnelle.....	271
II. Application de la loi territoriale.....	279

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 6 MARS 1939

PAR LES PRESSES MODERNES

96, GALERIE BEAUJOLAIS — PALAIS-ROYAL

PARIS (1^{re})

